

Le général Aoun brouillé avec les Etats-Unis

Le départ des diplomates américains de Beyrouth-Est consacre une double faillite : celle de la politique des Etats-Unis au Liban ; qui se souvient qu'en 1958 un débarquement de « marines » avait mis fin, sans qu'il y eût un coup de fusil à tirer, à la guerre civile qui, déjà, déchirait ce pays ? Et celle des efforts du général Aoun pour obtenir le soutien de la Maison Blanche à la « guerre de libération » qu'il a déclenchée en mars dernier contre l'occupant syrien : la guerre a déjà fait plus de huit cents tués et trois mille blessés. Mais le Gôsth syrien est plus que jamais là, même si le David maronite, abondamment approvisionné en armes par l'Irak, continue de lui tenir tête.

C'est en vain, jusqu'à présent, que le Comité de médiation de la Ligue arabe a cherché à mettre fin au carnage. Il a eu le mérite de dénoncer les évidentes ambitions de Damas : mais cette condamnation n'a eu ni effet ni lendemain. Les gesticulations « humanitaires » de la flotte française n'ont apparemment pas servi à grand-chose. Une tentative de médiation soviétique a tourné court.

En déclenchant les hostilités contre le régime de Damas, le général Aoun avait certainement conscience du caractère quasiment désespéré de son initiative. Mais il pensait qu'il laisserait la Syrie sans réagir le Liban chrétien mourrait à petit feu. Et sans doute a-t-il eu qu'en attirant l'attention du monde entier sur la tragédie subie par son peuple il déclencherait un courant de sympathie et de solidarité qui entraînerait les pays chrétiens, à commencer par les Etats-Unis, à modifier leur politique au Proche-Orient.

Or il se trouve que depuis de longues années les Etats-Unis s'efforcent de ménager la Syrie, pièce maîtresse, à leurs yeux, d'un éventuel règlement du conflit israélo-arabe. Ils ne croient pas davantage possible d'écarter Damas d'une solution de la crise libanaise. Un haut fonctionnaire américain vient de réaffirmer que « la Syrie est un facteur dans toute équation » visant à un règlement du conflit.

Les Etats-Unis n'ont donc aucune envie de modifier le fragile équilibre régional dont tout changement pourrait conduire à une situation incontrôlable. Echaudée par l'attentat qui avait coûté la vie en 1983, à Beyrouth, à deux cents quarante soldats, l'Amérique souhaite avant tout ne pas compromettre son dialogue, permanent mais discret, avec Damas - et ne veut surtout pas remettre en cause le rôle que la Syrie pourrait jouer dans un éventuel règlement de la crise des otages. Les objectifs du département d'Etat sont donc modestes, comme son porte-parole l'a réaffirmé mercredi : appuyer les efforts de paix de la Ligue arabe, sans s'engager directement, et éventuellement demander à l'URSS d'amener Damas à une attitude plus conciliante.

En ridiculisant et en vilipendant publiquement le géant américain, le général Aoun a certes pu obtenir un regain de popularité parmi des chrétiens libanais dont certains sont exaspérés par le manque de résultats de sa croisade anti-syrienne. Mais sa brouille avec Washington réduit encore les appuis dont il peut espérer disposer à l'extérieur.

(Lire nos informations page 4.)

M 0147 - 0909 D - 4,50 F
3790147004500 09090

La formation du gouvernement de coalition Solidarité assumera la responsabilité de la politique économique en Pologne

Le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, parachèverait, vendredi 8 septembre, la formation de son gouvernement de coalition. Selon la liste provisoire, présentée la veille, le Parti communiste se voit attribuer quatre portefeuilles, le Parti paysan et le Parti démocratique respectivement quatre et deux.

VARSOVIE
de notre envoyée spéciale

Tard dans la nuit de jeudi à vendredi, les discussions se sont poursuivies au siège du conseil des ministres pour remplir les derniers « blancs » laissés sur la liste du gouvernement que le premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki, avait soumise, jeudi après-midi 7 septembre, à la direction de Solidarité. Jusqu'au dernier moment, la délicate opération de

formation de ce gouvernement historique, le premier depuis quarante ans à être dirigé par un homme politique non communiste, aura eu des allures de drame avec ses retournements de situation inattendus et ses ultimes blocages.

Prudent comme à son habitude, M. Mazowiecki a donc jugé prématuré de fournir à la presse une quelconque liste officielle de son gouvernement, mais les listes officielles qui circulaient jeudi soir parmi les parlementaires permet-

tant déjà de se faire une idée assez nette des grandes lignes d'action envisagées par le premier ministre. L'innovation la plus marquante de ce gouvernement, qui ressemble à un cabinet d'experts, devrait être sa politique économique confiée à une solide équipe de spécialistes, proches de Solidarité et chers partisans du libéralisme et de l'économie de marché.

Le vote de confiance de la Diète sur l'ensemble de ce gouvernement, qui comprend de nombreux experts, devrait se dérouler mardi 12 septembre.

SYLVIE KAUFFMANN.
(Lire la suite page 4.)

De la réconciliation au malentendu Jean-Paul II et les juifs

Après la proposition de « reprise des pourparlers » faite par l'évêque polonais (le Monde du 8 septembre), les réactions se multiplient, contre la présence de cardinaux à Auschwitz et contre l'attitude du cardinal Glemp, primate de Pologne. Jeudi 7 septembre au cours d'un débat sur Antenne 2, M. Elie Wiesel a reproché au pape son « silence » et son « attitude ambiguë ». Le cardinal Lustiger lui a répondu que « les soupçons qui pèsent actuellement sur le pape sont tout à fait injustes » et que « Jean-Paul II a fait avancer les choses pour une compréhension plus équitable des juifs ».

A la veille du dernier concile, en 1961, Jules Isaac rend visite à Jean XXIII. « Puis-je avoir de l'espoir ? », demande au pape l'historien français. « Vous avez droit, s'entend-il répondre par le vieux pontife, à plus que de l'espoir ! » Pionnier de la réconciliation entre les juifs et les chrétiens, Jules Isaac mourra avant de voir la réalisation de son vœu et de pouvoir lire l'un des textes les plus révolutionnaires du concile Vatican II.

Nostra Aetate (1) - le nom de cette déclaration conciliaire - tourne en effet l'une des pages les plus sombres de l'histoire du christianisme, celle des expulsions, des conversions forcées et des persécutions de juifs, illustrée par l'armée des croisés et des

inquisiteurs. L'accusation millénaire de peuple déicide tombe. Condamnant tout antisémitisme, l'Eglise souligne, pour la première fois de son histoire, la nature spirituelle du lien qui unit les juifs et les chrétiens, le peuple de l'Ancienne et celui de la Nouvelle Alliance. Après des siècles d'ignorance, s'ouvre la porte du dialogue. Après l'« enseignement du mépris », voici celui du « respect ».

Le grand rabbin de Rome assistera, en 1963, aux obsèques de Jean XXIII. Un an après, la première visite à l'étranger du nouveau pape, Paul VI, sera pour Jérusalem. C'est l'âge d'or des relations judéo-catholiques, celui des gestes d'amitié symboliques,

des contritions mutuelles, des éditions expurgées et des nouveaux manuels.

L'état de grâce, dont ont pu bénéficier au sein de la communauté juive internationale des papes comme Jean XXIII et Paul VI - après Pie XII, accusé de s'être tu pendant la deuxième guerre mondiale - est épuisé depuis longtemps. La flamme est éteinte et le dialogue au point mort.

HENRI TINCO.

(Lire la suite page 11.)

(1) La déclaration Nostra Aetate (A notre époque), promulguée le 26 octobre 1965, traite des relations de l'Eglise catholique avec les religions non chrétiennes.

290 millions de francs pour l'agriculture

L'ardoise de la sécheresse

Alors que la sécheresse continue de sévir dans plusieurs régions du sud de la France, le ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet, s'apprête à faire distribuer dans les prochains jours 290 millions de francs aux exploitants les plus touchés, soit la moitié de l'enveloppe globale prévue de 580 millions de francs. Plusieurs satellites américains et français mesurent depuis le début de l'été l'intensité de la sécheresse, en particulier dans les zones où des demandes de subvention ou d'indemnisation ont été formulées.

Préoccupé par les incendies de forêts, qui ont détruit plus de 68 000 hectares, M. Nallet prépare, en outre, un plan de mobilisation destiné à rendre obligatoire le débroussaillage des espaces boisés.

(Lire nos informations page 28.)

Grève à l'usine Peugeot de Mulhouse

Le réveil des salariés modèles

Malgré l'annonce, vendredi 8 septembre, d'une hausse générale de 1,5 % des salaires accordée par la direction à l'ensemble des personnels (57 000 salariés) des Automobiles Peugeot, les grévistes de l'usine de Mulhouse (Haut-Rhin) ont décidé de poursuivre leur mouvement.

MULHOUSE
de notre envoyé spécial

« Mulhouse ? Une usine à part, dans une région à part ». Les dirigeants de Peugeot SA ont beau insister sur les évidentes spécificités de l'établissement alsacien, affecté, depuis le 5 septembre, par une grève annoncée par les syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC, il apparaît tout aussi clairement que

ce conflit met en cause l'ensemble de la politique salariale du groupe automobile français.

« A force de tirer sur la corde, elle a cassé », estiment les syndicalistes de cet établissement réputé calme (la dernière grève d'envergure remonte à 1972), voire privilégié. Grâce au succès de la 205, on n'a pas connu, en Alsace, les semaines de chômage technique imposées au début des années 80 à Sochaux et à Poissy. Il est vrai qu'en matière de rémunérations la firme de Sochaux a été on ne peut plus stricte. En 1988, les augmentations générales n'ont pas dépassé 2 %, après 0,5 % en 1987 et 0,7 % en 1986.

JEAN-MICHEL NORMAND.

(Lire la suite page 29.)



JEAN VAUTRIN Un grand pas vers le Bon Dieu

« Un roman impétueux où le torrent verbal de Céline fertilise le terroir sudiste de Faulkner. Un grand pas vers le chef-d'œuvre ». Pierre Biffard / Le Point
« Vautrin appartient à ces romanciers pour qui l'écriture est d'abord une fête verbale ». Pierre Démon / Marie Claire

ROMAN

GRASSET



Les protestations après les déclarations de M. Claude Autant-Lara

Lire les réactions et l'article d'Olivier Biffard
« L'offensive antisémite de l'extrême droite »

Page 7.

Fusion entre Daimler-Benz et MBB

Le ministre ouest-allemand de l'économie a donné son autorisation sous condition
PAGE 32

Répression en Afrique du Sud

Les émeutes du Cap ont fait de nombreuses victimes parmi les Noirs et les métis
PAGE 3

Sommet des non-alignés

Victoire des modérés à la réunion de Belgrade
PAGE 6

Les réfugiés est-allemands

L'afflux de population en provenance de RDA permettrait de compenser la pénurie de main-d'œuvre en RFA
PAGE 27

Marcel Pagnol au cinéma

Yves Robert tourne « la Gloire de mon père » et « le Château de ma mère »
PAGE 19

Le Monde SANS VISA

Le Moscou d'un Moscovite
■ Gastronomie. ■ Jeux
PAGES 15 à 18

SPORTS

■ L'Open de tennis des Etats-Unis. ■ La Coupe du monde d'athlétisme à Barcelone. ■ Les salaires dans le cyclisme.
PAGE 13

Le sommaire complet se trouve page 32

Débats

ENSEIGNEMENT

Les dessous d'une rentrée réussie

par GUY COQ (*)

La cérémonie de la rentrée scolaire a été parfaite. Ce n'est pas comme naguère, on sait désormais maîtriser cette échéance. Les dirigeants ont chacun délivré leur message d'autocongratulation : l'avenir radieux des 80 % de bacheliers programmés, critère de la justice sociale enfin réalisée, est à nos portes. Dans ce beau concert, y aura-t-il place pour quelques dissidences ? On voudrait avancer deux ou trois réflexions appelant à un regard plus lucide sur l'état de notre système scolaire.

La première réflexion prendra pour thème le pédagogue. Est-il déplacé de rappeler aujourd'hui

quelle crise de confiance sans précédent perturbe l'an passé les relations entre les enseignants et un gouvernement de gauche ? Opportunément, la fin de l'année scolaire, l'effet d'annonce des mesures nouvelles, le vote de la loi d'orientation en juin, occultent cette situation. La cause du malaise demeure ; c'est un problème de société. On peut l'exprimer simplement.

Pourquoi, dans cette société, dans cette civilisation, de moins en moins de gens désirent, par idéal, s'engager dans la fonction d'enseignant ? Posez la question à des jeunes : si le salaire était exac-

tement le même dans les deux métiers, préféreriez-vous enseigner ou bien exercer une fonction dans le commerce ou la publicité ? On sait d'avance la réponse. Voilà bien le problème de fond. Un bon enseignant doit, certes, avoir des compétences, mais on ne fait pas bien ce métier sans une forme spécifique d'engagement social et humain. Que doit-on faire évoluer, dans le rapport que notre société tisse avec elle-même pour que redevienne désirable et donc possible la fonction d'enseignant, ce médiateur social décisif ?

ou assimilés résoudra enfin le problème des inégalités sociales dans ce pays ? Qui est assez naïf pour ignorer qu'il s'agit là d'une vulgaire manipulation d'éthique ? Michel Rocard refuse de mettre en circulation des assignats ! Mais qui niera sérieusement que ce bac à la japonaise qu'on annonce soit autre chose qu'un assignat ? Bien des innovations lancées et encouragées du temps d'Alain Savary, lui qui mita sur le dynamisme des enseignants, sont en crise. Essaiera-t-on, Rue de Grenelle, de comprendre pourquoi ? La motivation pédagogique sera remplacée bientôt par la course aux super échelons de salaire ! On promet un maximum de trente-cinq élèves par classe dans quatre ans, mais les rentrées se suivent et cette situation s'aggrave !

Renouer avec les enseignants, ce serait aussi retrouver la parole juste sur cette fonction décisive qui consiste à faire entrer la génération nouvelle dans la culture. Il me plaît, ce vieux mot d'instituteur promis à la casse. Il dit quelque chose d'essentiel dans notre fonction d'enseignant. Qu'il soit question de l'école, du collège, du lycée, il s'agit bien d'instituer quelque chose de l'humanité en ces enfants et ces jeunes, en les introduisant — malgré les obstacles — dans l'ordre humain de la culture.

Enjeux culturels

Une seconde réflexion visera le débat sur les « contenus », qui est déjà biaisé de deux façons. D'une part, parce qu'on s'intéresse moins aux enjeux fondamentaux de la culture scolaire qu'à la recherche de justifications pour augmenter le nombre d'élèves dont chaque pédagogue sera globalement chargé ; le but devient ainsi d'alléger le besoin d'enseignants pour l'an 2000. (Voir sur ce point l'éditorial de Jean-Michel Croissandeau dans Le Monde de l'éducation, septembre 1989.)

D'autre part, l'ensemble des rapports sur les contenus se trouve coiffé d'une déclaration dite : « Principes pour une réflexion sur les contenus de l'enseignement » (par P. Bourdieu et F. Gros) dont il est désastreux qu'elle n'ait pas été largement débattue. Elle prolonge certains défauts déjà présents dans le rapport du Collège de France à François Mitterrand (1985). L'argument d'autorité (ce sont de grands savants), qu'utilise Lionel Jospin, ne justifie rien du tout. Car comment poser en principe général de la culture scolaire, l'année même du bicentenaire des droits de l'homme, que LA science est le seul lien d'universalité ? Comment définir cette culture scolaire, en n'abordant la notion de culture que négativement, comme une réalité à relativiser ? Comment justifier la réduction de la culture littéraire ? Comment n'a-t-on pas vu qu'une représentation sociologique de la culture la détruit ? Et qu'elle disparaît aussi quand on ne parle plus que de contenus d'un côté et, de l'autre, de méthodes ?

Plus encore, la question cruciale des enjeux symboliques de la culture scolaire, à où elle peut aider les individus à s'approprier ce qui est en débat dans les religions et les philosophies, est complètement ignorée. Le mot éducation, si l'on adopte ces principes, n'a plus aucun sens dans l'école, ni l'éthique ni le civisme. Le gouvernement des savants, c'est le scientisme au pouvoir !

Ce n'est là qu'un symptôme. Car on a tant martelé l'opinion avec ces formules convenues qui méprisent les enjeux culturels quand même encore assumés au lycée ! Citons-les : l'école ne serait qu'encyclopédisme ; amas de connaissances ; les disciplines, on n'en parle que négativement, comme

(*) Professeur de philosophie, membre du comité de rédaction de la revue *Esprit*.

y voir la source des échecs. Le résultat de ces discours est que parler de culture scolaire paraîtra probablement désuet à beaucoup !

Langue de bois

Mais il est temps d'engager aussi une réflexion centrée, celle-ci, sur la naissance d'une langue de bois commune à la classe politique, à propos de la question scolaire. L'universelle générosité des propos, le désir de donner le bonheur garanti à chacun, les mêmes critiques stéréotypées, méconnaissance, dans la bonne conscience qu'ils expriment, la dualité du système scolaire. Et Lionel Jospin, questionné par Bruno Frappat, fuyait encore devant cette réalité, lundi à « L'heure de vérité ». On promet un enseignement de masse merveilleux (et on a raison d'affirmer le droit de chaque enfant à l'éducation), mais on veut taire, et d'abord dans la loi d'orientation, que dans le système méritocratique où nous sommes, devant le très inégal attrait qu'exercent métiers et fonctions sociales, l'école assure une essentielle fonction de sélection : elle intervient dans la compétition sociale.

Le silence pudique ou hypocrite sur ce rôle incontournable de l'école dans la société démocratique rend suspectes les belles intentions affichées partout. La rigueur intellectuelle imposerait de décrire les contradictions de l'école. Car il y a, d'un côté, les beaux discours sur la justice et l'égalité, il y a, d'autre part, les pratiques institutionnelles réelles et dont on ne parle pas. D'un côté, on a l'idéal, de l'autre, la pugnacité avec laquelle le même bel orateur se débrouille pour faire entrer ses rejetons dans le bon collège et le lycée excellent.

Il n'y a pas, officiellement, de filière au collège, mais il y a en pratique les collèges supérieurs... et les autres de bas étage. On promet à tous le bac, sous-entendant aussi qu'il sera une formation garantissant le travail... mais le bac C est plus qu'autrefois la chose de la classe sociale supérieure. Le peuple ira à des sous-bacs... trompé comme du temps de René Haby où il put croire que la 6^e unique, c'était enfin la démocratie réalisée par l'école ! On annonce beaucoup de bacheliers, mais on se résigne à un taux d'échec aux examens des universités qui anéantit l'espoir créé par

la démocratisation des bacs. Et cette université demeure l'une des plus pauvres du monde (0,4 % du PIB, alors que l'Etat paie 1,17 % du PIB aux Etats-Unis, 0,6 % en RFA, chiffres donnés dans le bilan toujours actualisé de Frédéric Gausson, *Le Monde*, 8 janvier 1987). On prétend flatter le niveau de recrutement de l'ensemble des enseignants ; mais comment fera-t-on dans trois ans pour recruter, comme on le prétend, vingt-trois mille jeunes licenciés par an pour l'enseignement, quand l'université actuelle, toutes disciplines additionnées, en produit un peu plus du double ! Hélas, l'analyse de cette face cachée des belles intentions pourrait être largement poursuivie.

Projets pimpants

Une politique de vérité et de rigueur dans la pensée devrait assurer la dualité conflictuelle de l'école : veiller à ce que le droit de chaque enfant à une culture commune de base soit respecté, mais, en même temps, édicter des règles avouées et les moins injustes possibles pour la compétition sociale à travers l'école. Ignorer cette dualité de l'école fut la faiblesse de certains conseillers d'Alain Savary. Les socialistes ont du mal à rejoindre un certain parler vrai.

Avec la manie des grands projets conçus au détriment de mesures concrètes, modestes, mais bien pensées et bien suivies, on touche à un commun défaut de la politique éducative. Ajoutons aussi la surdité à ce qui se passe réellement dans les établissements, et l'impulsion néfaste maintenant donnée aux projets pimpants, médiatisables, c'est-à-dire à la démarche nouvelle en vogue, la pédagogie du semblant et de l'apparence. Citons un dernier défaut commun très répandu : à propos de l'école, on répète à l'envi les défauts, on ne dit pas assez qu'elle accomplit une grande tâche, que l'école a, en France, de grandes qualités, de grandes capacités d'évolution, pour le meilleur et pour le pire. Mais il est commode de rejeter sur l'école la responsabilité de problèmes, comme le chômage, que la société ne veut pas assumer. En général, une part de la solution passe par l'école. Mais cessons de faire croire qu'on peut, par l'école, supprimer tous les échecs, toutes les injustices de la société.

Au courrier du Monde

RECONNAISSANCE

La Syrie et le Liban

Selon M. Michel Debré (*Le Monde* du 23 août), « la Syrie n'a jamais reconnu le Liban ».

Or la Syrie figure parmi les Etats arabes signataires du pacte d'Alexandrie (7 octobre 1944), dont une annexe garantit formellement l'indépendance et l'intégrité du Liban.

D'autre part, Syrie et Liban sont, le 23 mars 1945, cofondateurs de la Ligue arabe, dont le pacte est expressément conclu entre « pays indépendants ».

PIERRE RONDOT, ancien directeur du Centre de hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes.

FAUTE

La Moldavie plus vaste que l'Arménie

Qu'un immigré tel que moi fasse des fautes d'orthographe, c'est grave, mais pardonnable.

Qu'un journal aussi prestigieux que le vôtre, qui se targue à juste titre de posséder le service socratique (*M. Tatu*) le plus pointu de la planète, laisse passer un article « Moldavie, l'ancienne Bessarabie », page 3 du 30 août 1989, avec pour première phrase « La Moldavie est la plus petite république de l'URSS », cela est inexcusable.

En effet, tous les journaux, même le vôtre, ont écrit depuis les évé-

nements du Karabakh, et surtout après le séisme du 7 décembre 1988, que l'Arménie est la plus petite république de l'URSS : 29 800 km², alors que la superficie de la Moldavie est de 33 700 km².

A moins que M. Gorbatchev n'ait secrètement informé l'auteur anonyme du rattachement imminent du Karabakh (4 400 km²) à l'Arménie : qu'il en soit alors ici remercié !

RAPHAËL MUSSALIAN (Paris).

[Nous ne pouvons que donner raison à M. Mussalian et demander à nos lecteurs leur indulgence pour cette erreur effectivement « hexagonale ».]

AUSCHWITZ

Le silence du pape

Que vous cherchiez, dans votre article du 6 septembre, à expliquer — sinon à excuser — le silence du pape sur le sujet du carnage d'Auschwitz... c'est votre rôle. Mais que vous repreniez sans commentaire les affirmations de « meilleurs exécutés de [sa] pensée... selon lesquels il n'a pas pour habitude de « braver les Eglises locales... » c'est une façon de l'excuser et ce n'est pas de l'information objective. Le pape n'a-t-il pas, en effet, bravé à plusieurs reprises les Eglises hollandaise, autrichienne et allemande, en condamnant des évêques contre leur gré ? S'il ne fallait que cet exemple, il suffirait à faire la preuve qu'il pourrait, s'il le voulait, être facilement « braver » Mgr Glomp et régler cette question sans difficulté.

FRANÇOIS BOURGUET (Lassalle (Gard)).

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Faivet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile, Les Rédacteurs du Monde, Le Monde-Entreprises.

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montbaur, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Téléx MONDOPUB 286 136 F

Imprimé à : Le Monde, 11, rue de la Harpe, PARIS-IV

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDOPAR 650672 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS
BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 484 F	2 040 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements
Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

821 MONOS

صكنا من الاموال

Etranger

Le Monde • Samedi 9 septembre 1989 3

AFRIQUE DU SUD : protestations contre les élections « blanches »

Les émeutes dans les cités noires et métisses du Cap ont fait de nombreux morts

JOHANNESBURG
de notre correspondant

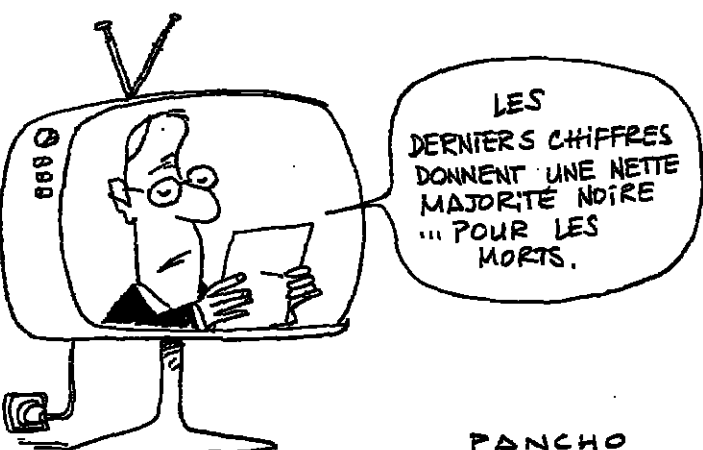
« Mais ils étaient là tous les deux hier ! », s'exclament, stupéfaits, les deux gardiens du musée en découvrant, au petit matin, la *Vénus de Klerk* sculptée de ses deux bras. La gauche et la droite ont disparu dans la nuit, emportées par les émeutes qui trouvent le Parti national beaucoup plus beau comme cela. Le dessinateur du quotidien anglophone, le *Star*, a tout résumé en un croquis.

Après quarante et une années au pouvoir, le Parti national est toujours là, mais sa majorité ne tient plus qu'à 9 sièges avec 93 élus. Les conservateurs leur ont ravi 17 circonscriptions (39 députés) et les démocrates, 13. Une porte sèche de trépas parlementaire, alors que les suffrages n'ont pu départager un candidat conservateur et un nationaliste, arrivés ex aequo. Il faudra donc voter à nouveau dans cette circonscription de l'Etat libre d'Orange, qui pourrait bien aller au Parti conservateur si celui-ci bénéficie des reports de vote d'une formation d'extrême droite, le Herstigte Nasionale Party (HNP).

Au-delà des comptes, le lendemain du scrutin a été marqué par une polarisation sur le nombre et les causes de la mort de manifestants à la périphérie du Cap. Selon Mgr Desmond Tutu, au moins vingt-trois personnes ont été tuées au cours de violences qui ont eu lieu mercredi dans plusieurs townships métisses. La police a tiré sur des bandes de jeunes qui avaient mis le feu à des barricades et qui jetaient des pierres sur les véhicules. « M. De Klerk est désormais assis sur un trône, mais aussi dans une mare de sang », a déclaré l'archevêque anglican, qui a laissé entendre que le nombre des morts pourrait être beaucoup plus élevé.

Pour sa part, le ministre de la loi et de l'ordre a fait état de douze vic-

Les Etats-Unis ont félicité M. Frederick De Klerk, le président par intérim, pour la victoire du Parti national (PN) aux élections législatives du mercredi 6 septembre. Dans une déclaration lue par M^{me} Margaret Tutwiler, son porte-parole, le département d'Etat a appelé le régime de Pretoria à « agir au plus vite pour créer les conditions d'un dialogue ». « L'apartheid doit cesser, a-t-il ajouté. Les élections elles-mêmes ont souligné une fois de plus le déni systématique de ses droits politiques à la majorité de la population d'Afrique du Sud. Des affrontements violents ont eu lieu, mercredi soir, dans la région du Cap. Selon Mgr Desmond Tutu, ils auraient fait vingt-trois morts.



times, dont sept au cours de luttas de dans rixes. Les cinq autres auraient succombé à des blessures par balles dans des circonstances inconnues. Le porte-parole du ministre a demandé au Prix Nobel de la paix d'étayer ses allégations.

Plusieurs témoignages recueillis dans les hôpitaux font état d'au moins une centaine de blessés, dont de jeunes enfants. Des incidents sporadiques se sont aussi produits dans la journée et la soirée du jeudi 7 septembre, aucun bilan officiel n'a encore été publié. Depuis plus de trois semaines, des heurts violents ont lieu dans les cités noires et surtout métisses des environs du Cap. Cette agitation larvée a déjà fait une dizaine de victimes. A chaque fois, les petits groupes d'émeutiers sont dispersés par les forces de l'ordre au moyen de gaz lacrimogènes, de balles de plomb et de plomb.

PANCHO

Message d'espoir

Dans un communiqué, le Mouvement démocratique de masse (MDM) a qualifié le scrutin du 6 septembre de « farce ». Faisant référence au large pourcentage

apartheid a estimé que ces deux communautés avaient rejeté le Parlement tricolore et appelé le gouvernement à accepter les propositions du Congrès national africain (ANC).

Le mouvement en exil, par l'intermédiaire de M. James Stuart, membre du comité exécutif, a, pour sa part, estimé, dans une déclaration faite au correspondant de l'AFP à Lusaka, que les résultats indiquaient « un désir clair » de l'électorat blanc d'abolir le système de l'apartheid. « Puisque M. De Klerk porte de mettre fin à la domination blanche, a-t-il ajouté, ceux-ci (les Blancs) ont montré qu'ils voulaient la voir y procéder. » « S'ils veulent la paix, a conclu M. Stuart, nous sommes prêts. S'ils veulent la guerre, nous continuerons la lutte armée. »

S'exprimant à la radio, le chef de l'Etat a appelé de ses vœux la participation de la communauté noire au « futur de l'Afrique du Sud ». Il a souhaité « une participation juste et équitable dans toutes les sphères et à tous les niveaux ». M. De Klerk a interprété les résultats comme « un message d'espoir », se prononçant, une fois encore, très clairement en faveur du dialogue. « Les cinq années à venir seront les plus importantes pour l'Afrique du Sud », a-t-il affirmé, tout en faisant remarquer que les progrès dépendaient pas que du gouvernement, mais de la volonté d'entreprendre les pourparlers par la majorité noire.

MICHEL BOLE-RICHARD.

ETHIOPIE : alors qu'Addis-Abeba entame des négociations avec les rebelles érythréens

Cuba annonce le retrait de ses troupes

Les derniers militaires cubains envoyés en Ethiopie pour soutenir le président Mengistu Haile Mariam quitteront Addis-Abeba à partir du samedi 9 septembre, a annoncé le ministre cubain des forces armées. Des dizaines de milliers de barbus ont combattu en Ethiopie à partir d'avril 1977 et ont alors joué un rôle fondamental dans la bataille de l'Ogaden face aux troupes somaliennes. En janvier 1984, Cuba avait réduit sa présence en ramenant le nombre de ses soldats de 10 500 à 3 000.

Aujourd'hui, selon La Havane, il ne reste plus dans le pays qu'un contingent réduit de troupes cubaines bien préparées et fortement équipées pour apporter un appui à l'Ethiopie en cas de nouvelles agressions extérieures.

La rencontre d'Atlanta

Le communiqué de La Havane souligne que les « conditions d'agression et de menaces extérieures qui avaient justifié la présence » des soldats cubains en Ethiopie « ont évolué favorablement », permettant aux deux gouvernements de décider le retrait des dernières troupes cubaines.

Cuba poursuit ainsi son retrait militaire d'Afrique, engagé en janvier dernier avec le retour échelonné de son contingent militaire d'Angola (50 000 hommes) dans le cadre des accords de paix en Afrique du Sud. Ouest signalé en décembre 1988 à New-York.

Cette annonce coïncide avec le début des négociations entre le gouvernement d'Addis-Abeba et les rebelles du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPL) qui ont commencé, jeudi 7 septembre, à Atlanta, aux Etats-Unis, sous le patronage de M. Jimmy Carter, l'ex-président américain, pour mettre fin à un conflit vieux de vingt-huit ans.

A l'ouverture des négociations, le chef de la délégation éthiopienne, un membre important du comité central du parti au pouvoir, M. Yiglela Ashagor, a qualifié l'Erythrée de « berceau de notre civilisation » et ajouté que le gouvernement d'Addis-Abeba travaillerait « sans relâche et avec la plus grande patience » pour mettre fin à cette « guerre fratricide ». Le chef de la délégation rebelle, M. Alamin Mohamed Saïyed, a déclaré qu'une « solution pacifique du conflit érythréen [...] était considérée aussi essentielle à la vie que la nourriture et la boisson pour les affamés et les assoiffés ».

Ces pourparlers de paix qualifiés de « préliminaires » sont les premiers à avoir lieu en public entre le FPL et le gouvernement d'Addis-Abeba. Le clergé de l'Eglise orthodoxe éthiopienne a organisé des prières dans tous les lieux de culte du pays, après que les cloches eurent sonné pendant un quart d'heure à 6 heures du matin. Dans la capitale, les prières ont été conduites, à la cathédrale de la Trinité, par le patriarche Abune Merkorios, en présence de centaines de membres de l'Eglise et de fidèles. (AFP.)

MADAGASCAR : créé à l'initiative des Eglises chrétiennes

Le comité d'éducation des citoyens demande « une refonte complète des institutions »

A l'initiative du Conseil chrétien des Eglises, un Comité national d'observation des élections et d'éducation des citoyens (CNOE/KMF) vient d'être créé à Madagascar. « Beaucoup de citoyens ne se sentent plus partie prenante à la vie du pays, quand ils ne s'estiment pas victimes d'une situation à bien des égards injuste et fautive », constatent les responsables de cette organisation.

Dans un texte adopté lors de sa première assemblée générale, le CNOE/KMF estime que « le pluralisme des opinions et le droit de libre association politique exigent une refonte complète des institutions du pays ». A son avis, cette refonte passe par « l'abolition du

Front national pour la défense de la République (FNDR), dont les excès ou abus (régionalisme, fascisme, apologie de la violence, etc.) peuvent être aisément cernés et bannis ». A l'heure actuelle, seuls les partis membres du « Front » sont autorisés à présenter des candidats aux élections.

Le Comité national dénonce, en outre, « le lien organique qui existe entre la Constitution et la Charte de la révolution socialiste ». Il propose donc de « dissocier totalement la Constitution du Livre rouge », car « ce dernier est l'idéologie d'un parti et ne saurait être celle de l'Etat ni de l'ensemble des citoyens ».

MAROC

Le désespoir des grévistes de la faim

Bien que le ministre marocain de l'Intérieur, M. Driss Bassi, ait exprimé publiquement sa « tristesse » au sujet de cet événement, le mort récent d'un détenu politique, Abdelhak Chbada, après une grève de la faim de soixante-quatre jours, n'a pas débouqué une situation dramatique engendrée par une véritable épreuve de force entre l'administration pénitentiaire et certains militants incorrérés.

Trois camarades du mort refusent de s'alimenter à l'hôpital Avicenne de Rabat, où ils ont été transférés en raison de leur état de santé. Deux ou trois autres — il y a incertitude quant au sort exact de l'un d'entre eux — poursuivent à l'hôpital Averroès de Casablanca un mouvement de protestation analogue. D'autres détenus seraient prêts à les imiter qu'il faudra alimenter aussi par perfusion ou sonde gastrique.

Emulation protestataire

De prime abord, la détermination dont font preuve les autorités et les grévistes est difficilement compréhensible. Abdelhak Chbada, condamné pour des délits mineurs, devait être libéré en novembre. Ses camarades purgent de plus longues peines, mais aucun d'eux ne s'est livré à des actions terroristes. Ils sont généralement condamnés pour des manifestations ou des distributions de tracts.

Dès lors, comment expliquer qu'ils se lancent dans ces grèves de la faim, véritable pile ou face avec la mort, vu leur état de santé souvent précaire et la possibilité d'erreurs de la part du personnel qui les maintient en survie ?

Selon M. Daniel Voguet, du barreau de Paris, qui s'est rendu récemment au Maroc à la demande de plusieurs associations, en compagnie d'un médecin néerlandais, le docteur Anne-Marie Reat, la décision des protestataires est liée à leur état de désespoir et de révolte devant leurs conditions de détention. Les grèves de la faim sont une réalité déjà ancienne dans les prisons marocaines. Bien qu'on ait

fait état de décès il y a quelques années, elles étaient généralement arrêtées à temps, souvent pour reprendre ultérieurement (les prisonniers faits aux détenus n'ayant pas été tenus) ce qui explique les communiqués d'associations d'opposants parlant de grèves de la faim commencent « il y a quatre ans ».

Si le mouvement prend actuellement une allure suicidaire c'est, semble-t-il, à cause de la détérioration des conditions de vie faites à certains détenus, notamment dans la prison de Rabat, dont le directeur, un ancien militaire, est particulièrement critique. Une espèce d'émulation semble s'être créée entre protestataires à bout de nerfs.

Face à ce problème, les autorités marocaines s'en tiennent à une attitude déconcertante. Elles restent apparemment sourdes à tous les appels lancés de l'étranger mais sans bloquer totalement l'information. M. Voguet et le docteur Reat ont pu quitter le royaume sans encombre après avoir rencontré les familles des grévistes de la faim, d'anciens détenus, des avocats et des médecins marocains et même le directeur de l'hôpital Avicenne.

Pour autant qu'ils acceptent d'en parler, les dirigeants de Rabat laissent entendre que, comme M^{me} Thatcher avec les membres de l'IRA, ils ne peuvent céder au « chantage ». Le contact, à commencer par la gravité des faits reprochés aux condamnés, est pourtant bien différent. Le clé de l'affaire réside apparemment dans la bêtise et l'incompétence d'une administration pénitentiaire que le pouvoir ne veut pas prendre le risque de désavouer.

Comment « sauver la face » de part et d'autre ? Les différentes organisations de défense des droits de l'homme ayant pignon sur rue au Maroc sont saines de l'affaire.

Même si le pouvoir supporte mal leurs activités, singulièrement amplifiées depuis quelques mois, il pourrait bénéficier de leur existence pour la recherche d'un compromis satisfaisant avec les grévistes de la faim.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

A TRAVERS LE MONDE

Hongrie

Le chef de file des réformateurs désavoué à Debrecen

La cellule du PSOH (Parti communiste hongrois) de Debrecen — à l'est du pays — a rejeté, mercredi 6 septembre, la candidature du ministre d'Etat, M. Imre Pozsgay, chef de file des réformateurs du parti, comme délégué au Congrès au cours duquel « durs » et « libéraux » devraient s'opposer, le 6 octobre. M. Pozsgay, qui participera néanmoins au Congrès pour avoir été élu délégué par la cellule de Kecskemet — sud de la Hongrie — a affirmé avoir été « surpris » de figurer parmi les candidats à Debrecen. « Les discours ont mis mon nom sur la liste sans mon consentement, j'ai donc été victime d'une campagne », a-t-il affirmé à la télévision hongroise. — (AFP, UPL.)

Tchad

Allègement du dispositif « Epervier »

La France a « pris des dispositions » pour ramener son dispositif militaire au Tchad de 1 500 à 1 300 hommes, en repliant le détachement qui se trouvait à Faya-Largeau, a annoncé jeudi 7 septembre, le ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement.

Interrogé à l'issue de la réunion de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, le ministre a indiqué que le nombre d'envions de combat déployés dans le cadre du dispositif « Epervier » a pu être un peu diminué également.

Les 1 300 hommes maintenus « pour le moment » au Tchad resteront stationnés dans la capitale, N'Djamena, et dans l'est, à Abéché. « Tout remodelage ultérieur se ferait en concertation étroite avec nos amis tchadiens », a ajouté M. Chevènement. Les premières mesures interviennent après la signature d'un accord, le 31 août, par le Tchad et la Libye pour régler pacifiquement leur contentieux territorial. Déployé le 15 février 1986, pour mettre un terme à la troisième offensive libyenne au Tchad, le dispositif « Epervier » a compté jusqu'à 2 700 hommes en février 1987.

Le « ballon d'oxygène » des banques suisses

Des banques helvétiques ont prêtées quelque 5 milliards de francs suisses à Pretoria depuis 1986 et ont ainsi « fourni à l'économie sud-africaine le ballon d'oxygène dont elle avait besoin à des moments particulièrement critiques », révèle un rapport des Nations unies sur le rôle des banques transnationales en Afrique du Sud, cité mercredi 6 septembre par l'Agence télégraphique suisse (ATS). Des banques multinationales françaises et britanniques ont aussi augmenté leurs prêts à l'Afrique du Sud, ajoute le document.

Les crédits helvétiques dans le pays se montaient fin 1987 à 1,85 milliard de francs suisses sous forme de « prêts classiques ». Mais, depuis 1985, quelque 3,1 milliards de francs suisses supplémentaires ont été accordés à Pretoria à titre de « prêts hors bilan », comme peuvent également en consentir les banques helvétiques. — (Reuters.)

A QUI PROFITENT LES MANUELS SCOLAIRES ?

Hélène Huot

Dans la jungle des manuels scolaires

Seuil

Un livre qui va faire grand bruit, sauf s'il était étouffé... Bernard Pivot / Apostrophes

Une remarquable enquête. Paul Corentin / Télérama

Un pamphlet très documenté. Le Canard enchaîné

85F

Editions du Seuil

Europe

POLOGNE : la formation du gouvernement de coalition

Solidarité assumera la responsabilité de la politique économique

(Suite de la première page.)

Le maître d'œuvre de la politique économique sera un jeune spécialiste de quarante-deux ans, M. Leszek Balcerowicz, ancien membre du Parti communiste, qu'il quitta en 1982 pour protester contre l'instauration de l'état de guerre. M. Balcerowicz, qui a complété ses études universitaires aux États-Unis, est d'avis que le système socialiste n'est pas réformable. Il avait élaboré en 1979-1980 un projet sur les aménagements possibles de ce système qui ne fut jamais pris en compte par les autorités.

Signe de la priorité accordée à ce secteur par M. Mazowiecki, M. Balcerowicz a rang de vice-premier ministre, qu'il cumule avec le portefeuille des finances. Il sera assisté de M. Witold Trzeciakowski, soixante-trois ans, économiste catholique, membre de longue date de Solidarité, au ministère de l'économie, et de deux grands défenseurs de l'entreprise privée, M. Tadeusz Syryjczyk à l'industrie et M. Aleksander Paszysinski au logement — un secteur primordial en Pologne.

L'important Office central du Plan n'a pas encore de titulaire, mais, selon plusieurs parlementaires, il devrait être attribué au même courant politique : M. Jacek Kuron, l'une des grandes figures de Solidarité, devient pour sa part ministre du travail.

Solidarité détient donc là une équipe homogène aux postes-clés de l'économie. C'est un atout et en même temps un risque puisque le mouvement de M. Walesa va ainsi devoir endosser l'entière responsabilité des décisions économiques, qui seront sans doute les plus impopulaires. Le POUJ conserve seulement dans ce secteur le ministère relativement neutre du commerce extérieur et le ministère des transports, tandis que celui du commerce intérieur est attribué à un membre du petit Parti

démocrate (SD) et le portefeuille de l'agriculture à une personnalité du Parti paysan (ZSL).

Une seule femme

La répartition politique des portefeuilles accorde la plus grande part des postes à des proches de Solidarité. Chacune des quatre formations participant au gouvernement dispose d'un poste de vice-premier ministre. Sur vingt-deux postes ministériels, selon les listes provisoires, le POUJ en obtient au moins quatre (intérieur, défense, transports, commerce extérieur), le ZSL quatre (agriculture, justice, santé, environnement), le SD deux ou trois (commerce intérieur, Office central de la technologie et peut-être le ministère des postes et télécommunications), le reste étant attribué à Solidarité, qui s'emparera notamment de postes politiquement importants comme l'éducation et la culture. L'éducation serait confiée à M. Henryk Samsonowicz, ancien recteur de l'université de Varsovie, dont il fut chassé dès le début de l'état de guerre, et la culture à la seule femme du gouvernement, M^{me} Isabella Cywinska, metteuse en scène de théâtre, qui fut internée pendant l'état de guerre.

Autre nouveauté et surprise du gouvernement Mazowiecki, le POUJ a finalement renoncé au ministère des affaires étrangères, auquel il tenait particulièrement.

Selon M. Geremek, chef du groupe parlementaire du syndicat, les affaires étrangères et le commerce extérieur ont fait l'objet d'un marchandage de dernière heure entre le POUJ et M. Mazowiecki qui s'est soldé par un compromis : Solidarité prend le ministère des affaires étrangères et place un vice-ministre au commerce extérieur, tandis que le POUJ prend le com-

merce extérieur et place un vice-ministre aux affaires étrangères. Le nouveau chef de la diplomatie polonaise dont la nomination semblait acquise jeudi soir est une personnalité tout à fait inconnue en dehors de la Pologne, M. Skubiszewski. Agé de soixante-trois ans, cet universitaire catholique de Poznan, conseiller du primat, est un spécialiste de droit international, qu'il a notamment étudié aux États-Unis, à Oxford et à Genève.

On relèvera par ailleurs que ce nouveau gouvernement a supprimé deux portefeuilles traditionnels des régimes communistes, l'Office des affaires religieuses (ou ministère des cultes) et le ministère de l'information. La présidence de la radio-télévision, qui a, elle aussi, fait l'objet d'une âpre lutte entre le POUJ et Solidarité, n'a pas encore été pourvue mais devait être, selon M. Geremek, attribuée à une personnalité indépendante.

Le général Kiszczak numéro deux du gouvernement ?

Très minoritaire numériquement dans ce gouvernement, le Parti communiste garde tout de même d'importants leviers du pouvoir. Les négociations au finish sur les affaires étrangères et la radio-télévision ont provoqué, ces deux derniers jours, deux réunions extraordinaires du bureau politique ainsi que des consultations, jeudi au petit matin, au comité central, selon l'agence officielle PAP. Le groupe parlementaire communiste a, pour sa part, interrogé pendant quatre heures, jeudi, les généraux Kiszczak et Siwicki, avant de leur accorder son soutien aux postes respectifs de ministre de l'Intérieur et de ministre de la défense — postes qu'ils occupaient déjà dans le gouvernement précédent.

Au cours de cette séance, le général Kiszczak s'est pratiquement présenté comme le numéro deux du gouvernement puisqu'il aura rang de vice-premier ministre chargé, a-t-il précisé, « de coordonner le travail des affaires intérieures, de la défense, des transports et des communications ». Après avoir été présenté successivement ces deux derniers mois comme président de la République puis comme premier ministre — « je pensais à soixante-quatre ans prendre ma retraite et j'ai donc d'abord refusé l'offre de M. Mazowiecki », a-t-il dit aux députés, — le général Kiszczak s'est finalement laissé convaincre par le général Jaruzelski et par « l'insistance » de M. Mazowiecki.

Il y a fort à parier que ce rôle confié au général Kiszczak ne sera pas du goût de tous les électeurs de Solidarité, mais dans l'immédiat M. Mazowiecki a un problème plus urgent à régler : celui des paysans à la fois du ZSL et de Solidarité rurale, tous deux frustrés par la composition du gouvernement.

Le chef de Solidarité rurale, le sénateur Jozef Slisz, a amèrement reproché au premier ministre de ne pas avoir cédé à sa formation un poste de vice-premier ministre et a donc refusé toute autre proposition. Il a également contrainct la direction du ZSL à changer de candidat pour le ministère de l'agriculture, trouvant M. Oleski, initialement proposé, par trop « compromis » dans le précédent gouvernement communiste.

Cette exigence a provoqué l'ire des députés de base du ZSL, qui entendaient protester, dès vendredi, lors du passage des candidatures ministérielles devant les commissions parlementaires. « Nous avons un gros problème avec les paysans », résumait, jeudi en fin de soirée, le professeur Geremek.

SYLVIE KAUFFMANN.

Le président des syndicats officiels joue les prophètes de malheur

VARSOVIE
de notre envoyée spéciale

Il y a au moins un homme politique polonais qui ose déclarer en ce moment que la composition du nouveau gouvernement « ne l'intéresse pas » : M. Alfred Miodowicz, le président de la Confédération syndicale officielle (OPZZ), démissionnaire du bureau politique du POUJ en juillet dernier mais toujours membre du comité central et considéré comme l'un des « durs » du parti. « Je regrette que le POUJ prenne part à ces tractations », nous déclarait-il, mercredi 6 septembre, alors que M. Mazowiecki négociait pied à pied les derniers portefeuilles avec les dirigeants communistes. « Le parti aurait dû accepter sa défaite dignement et passer à l'opposition sans réclamer un seul poste. »

Grand perdant de la nouvelle donne politique des six derniers mois en Pologne, Alfred Miodowicz, qui faillit, pas son intransigence, faire capoter la table ronde le jour même de sa clôture solennelle, le 5 avril, tient aujourd'hui le langage d'un désespéré. « Dès le début, prévenait-il, ce gouvernement va rencontrer de telles difficultés que personne ne pourra le soutenir, ni nous, ni Lech Walesa, ni l'Église. Le moment de six mois sur les grèves proposé par Walesa est une utopie. Nous, bien sûr, nous appuierons les grèves. »

Un nouveau Pilsudski

Un désespéré que certains, dans les rangs de Solidarité, jugent dangereux par ces temps de grande misère économique, même si les sept millions de membres que revendique généralement l'OPZZ, créée en 1982 pendant l'état de guerre, ne sont sans doute pas prêts à le suivre comme un seul homme. « Mais il sait que l'OPZZ est fini et il va chercher une sortie politique, dit un député de Solidarité. C'est là qu'il peut être dangereux. Un responsable réforma-

teur communiste n'hésite pas à dire de lui qu'il « veut se faire passer pour un messie ».

Pour l'heure, Alfred Miodowicz, soixante ans, joue les prophètes de malheur : « C'est dans la rue que tout va se jouer, pas dans les grèves. Ça, c'est le drame. Si le gouvernement de Solidarité doit faire appel aux forces (1) contre les travailleurs, ce sera l'échec et on y va tout droit. A moins que des événements extraordinaires ne se produisent — je ne parle pas de l'aidé occidentale qui est une utopie car nous allons l'absorber tout de suite, notre économie est faite pour ça — je pense plutôt au renforcement de l'autorité du parti par un homme. » Quel homme ? Une sorte de Pilsudski moderne (2) ? Pilsudski n'était ni un démocrate ni un libéral mais c'était une personnalité qui avait de l'autorité (...) peut-être allons-nous en trouver un. » A en croire M. Miodowicz, ce ne sera certainement pas parmi les dirigeants actuels, qu'il ne tient manifestement pas en haute estime. Il accuse notamment « l'élite au pouvoir au parti » d'être responsable du désastre électoral de juin.

Quant à Solidarité, c'est un « super-parti » qui ne se précipite guère de la défense des droits des travailleurs, « il faut maintenant nous ôter l'étiquette insultante de syndicat gouvernemental pour l'attribuer à Solidarité », dit-il.

On prête à Alfred Miodowicz la volonté de prendre la tête, en cas de scission du POUJ, d'un parti qui regrouperait les « vrais » communistes. Lui-même n'avoue pas ouvertement de telles intentions. Mais, relève-t-il, le POUJ doit être « un parti de gauche qui rassemble toute la gauche polonaise » ; s'il est impossible d'avoir un seul parti, eh bien, qu'il en existe deux ou trois, la gauche n'y perdra pas pour autant.

S. K.

(1) Unités de la police chargées du maintien de l'ordre.
(2) Chef des armées polonaises et chef d'Etat provisoire au moment de la restauration de l'indépendance en 1918, vainqueur de la guerre contre l'URSS en 1920, le maréchal Pilsudski prit le pouvoir en 1926 grâce à un coup d'Etat et exerça la dictature jusqu'à sa mort en 1935.

Proche-Orient

LIBAN

Damas aurait permis d'aider « vraiment » le triumvirat arabe à obtenir un cessez-le-feu

BEYROUTH
de notre correspondant

On suppose à Beyrouth que si le triumvirat arabe — Algérie, Maroc, Arabie saoudite — reprend ses travaux, c'est qu'il a de bonnes raisons de croire qu'il ne se retrouvera pas dans l'impasse. Mais on ne sait rien de plus. Et, pour commencer, on ignore si des assurances effectives de Damas lui permettent, a priori, d'être sûr d'obtenir un cessez-le-feu qui ne soit pas, une fois de plus, une sinistre farce de quelques jours. On en sait encore moins concernant la levée du blocus maritime du réduit chrétien que la Syrie n'a apparemment pas de raison de concevoir, n'est, en tout cas, pas à Beyrouth, ni d'un côté ni de l'autre de la ligne de démarcation, qu'il a obtenu de telles assurances et qu'il pouvait, d'ailleurs, les obtenir.

Selon des sources bien informées du secteur musulman pro-syrien de Beyrouth, Damas aurait promis d'aider « vraiment » le triumvirat, mais à la condition expresse qu'on cesse de parler du retrait de ses

troupes du Liban et qu'on n'y fasse plus allusion dans aucune résolution ou rapport. Quant au rapport litigieux du triumvirat lui-même, mettant en cause la Syrie pour obstructionnisme, on l'aurait comme s'il n'existait pas, sans qu'il soit formellement renié.

On note — premier signe que rien n'est acquis — la mise au point du ministre marocain des affaires étrangères, M. Filali. Celui-ci a précisé que le triumvirat allait procéder, le 13 septembre, à une « réévaluation » de la situation au Liban, sur la base de laquelle il décidera de reprendre ou de ne pas reprendre sa mission.

Mais son collègue algérien est plus optimiste et, à Belgrade, le troisième triumvir, le ministre saoudien des affaires étrangères, a rencontré le vice-président syrien, M. Khaddam. A cela s'ajoutent les encouragements et appuis au triumvirat qui affluent de toutes parts : de l'ONU, de Paris, de Moscou, de Washington, malgré son désengagement sur place, du Caire et d'Amman.

Une certaine détente règne donc à Beyrouth où l'on espère qu'au moins pour les prochains jours le « calme » (un mot, dix blessés par bombardements au cours des dernières 24 heures, à peu près autant durant les précédents) se maintiendra vaillamment.

Parallèlement les démentis du général Michel Aoun, premier ministre en secteur chrétien, avec Washington, qui ont abouti à la fermeture de l'ambassade des États-Unis, se poursuivent. Tandis qu'un fonctionnaire américain soulignait que « le camp chrétien a la persécution mais refuse le compromis », lui conseillant de « composer avec Damas », le général Aoun demandait, dans une conférence de presse, des excuses au département d'État, l'ustigeant « la complexité syro-arabique », mais rappelant que les diplomates américains n'avaient rien à craindre à Beyrouth-Est, où le maximum était fait pour leur sécurité, et précisant qu'il ne rappellerait l'ambassadeur du Liban à Washington.

LUCIEN GEORGE.

ISRAËL

M. Shamir appelle la Jordanie à éviter les incidents frontaliers

JÉRUSALEM
de notre correspondant

La Jordanie est responsable, mais Israël n'entend pas faire monter la tension en grossissant l'affaire : telle était la réaction à Jérusalem au lendemain d'un nouvel incident, cette fois un tir de roquettes, le long de la frontière orientale de l'État hébreu.

Il a eu lieu aux premières heures du jeudi 7 septembre. Plusieurs roquettes de kaloucha de 107 mm, tirées depuis la rive est du Jourdain, sont venues atterrir au bord d'une route israélienne, sans faire ni dégât ni victime, à quelques kilomètres au sud du lac de Tibériade, face aux frontières jordanienne et syrienne. Il y a bien longtemps que pareille agression ne s'était produite, réveillant chez les résidents locaux des souvenirs de la fin des années 60. Ils manifestèrent leur inquiétude avec d'autant plus de vigueur que ces roquettes ont été tirées quatre jours après qu'un individu, infiltré de Jordanie à peu près au même endroit, eut ouvert le feu sur une

patrouille et tué deux soldats israéliens.

Depuis le début de l'année, c'est le cinquième incident le long d'une frontière réputée pour être la plus sûre du pays grâce au contrôle à poigne que le régime hachémite exerce sur les organisations palestiniennes qu'il héberge. Dans une intervention au journal en arabe de la télévision israélienne, émission suivie à Amman, le premier ministre a lancé une mise en garde à la Jordanie, le ton et le propos restant mesurés : « Il est de la responsabilité des autorités jordanaises de prévenir de tels incidents », a dit M. Itzhak Shamir. Pour autant, nous ne pensons pas qu'ils signifient que la Jordanie ait renoncé à maintenir la tranquillité à la frontière.

L'armée a indiqué que cette série d'accrochages frontaliers lui paraissent encore relever de l'exception et qu'elle n'entendait pas modifier son dispositif le long du Jourdain. Des sources militaires excluaient toute participation jordanienne à ce tir de roquettes que l'on

imputait plutôt à un commando palestinien venu de Syrie et reparti après avoir installé un mécanisme de mise à feu à retardement. Impression corroborée avec la revendication de l'incident par le Front populaire de libération de la Palestine (le FPLP de M. Georges Habache), dans un communiqué diffusé à Damas. Certains experts y voyaient un avertissement indirect adressé à Amman par la Syrie pour mettre en garde contre le rapprochement jordanien-iraquien.

D'autre part, une bagarre entre l'armée et des jeunes lanceurs de pierres dans un village de la région de Tulkarm, en Cisjordanie, s'est soldée, jeudi, par la mort d'un Palestinien de quatorze ans. Il a été touché de plusieurs balles par des tirs de soldats. Ailleurs, dans les territoires occupés, on signalait une vingtaine de blessés, cependant que la ville de Naplouse était touchée sous couvert-feu après les graves incidents du week-end.

ALAIN FRACHON.

M. Roland Dumas : le départ de l'ambassadeur américain de Beyrouth est « un mauvais coup porté au général Aoun »

L'action diplomatique de la France, au cours des derniers mois, ne suscite pas de critiques de la part de l'opposition, simplement parfois quelques questions. M. Roland Dumas a pu le vérifier lors d'une réunion de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale le jeudi 7 septembre, réunion qualifiée par le président de la commission, M. Valéry Giscard d'Estaing, de « fort intéressante ».

C'est le Liban, bien entendu, qui a retenu le plus longtemps l'attention des députés présents, M. Giscard d'Estaing a trouvé qu'il y a « un sentiment d'approbation quasi général » de l'action que mène la France. Seule M. Georges Gorse (RPR, Hauts-de-Seine) a qualifié de « gesticulation » le mouvement de la marine française : le ministre des affaires étrangères lui a répondu qu'il s'agit d'une « démonstration ».

M. Dumas a, d'autre part, déclaré que le départ de l'ambassadeur américain de Beyrouth « était un mauvais coup porté au général Aoun », dans la droite ligne de la « doctrine Kissinger », qui privilégie l'alliance avec la Syrie.

Selon son épouse

L'otage britannique Jack Mann est mort

Londres (AFP). — L'épouse de l'otage britannique Jack Mann a déclaré jeudi soir 7 septembre à l'ITV, la chaîne britannique commerciale de télévision, qu'elle avait été informée « par des sources dignes de foi » de la mort de son mari. M^{me} Mann a indiqué à l'ITV, qu'un contact libanais lui avait appris la nouvelle au cours d'une entrevue à la demande de ce dernier, au début de la semaine. M^{me} Mann a déclaré que, après avoir rencontré dans le centre de Beyrouth cet homme, paraissant « un respectable homme d'affaires », elle était maintenant persuadée que son mari, le quatrième otage britannique au Liban, était décédé.

L'homme ne lui a pas dit d'où il tenait cette information, mais M^{me} Mann a déclaré qu'elle pensait qu'il s'agit d'un « mensonge ». Un journaliste d'ITV à Beyrouth n'a obtenu aucun élément permettant de confirmer ou d'infirmer cette information. Jack Mann, ancien pilote de la Royal Air Force, âgé de soixante-seize ans, avait été enlevé en mai dernier à Beyrouth.

La visite de M. Lech Walesa en RFA

Dialogue facile avec les syndicalistes et difficile avec les industriels

BONN
de notre correspondant

« Vous, les Allemands, vous faites tout lentement, lentement... Sans jamais perdre sa jovialité et sans admettre de son sens de la répartie, Lech Walesa a pris la mesure, au cours d'une visite de quatre jours en République fédérale, des réticences des industriels et financiers allemands à répondre à ses appels à s'engager dans le sauvetage et le renouveau de l'économie polonaise. « Politiquement, nous avons atteint le maximum pour le moment, mais cette victoire ressemble à un château de cartes si nous ne pouvons pas la consolider économiquement avec votre aide », avait déclaré le leader de Solidarité dès son arrivée, mardi 5 septembre.

Ce fut dire que, contrairement à ce qui s'est passé il y a tout juste cinquante ans, les Allemands ne se précipitent pas sur la Pologne, et attendent de voir l'évolution de la situation politique et économique pour répondre aux demandes pressantes d'aide des nouveaux dirigeants de Varsovie. « Ce n'est pas tant d'argent que de conseils dont la Pologne a besoin aujourd'hui », a rétorqué M. Otto Wolf von Amerongen, président de la commission des échanges avec l'Est du patronat ouest-allemand. Les entrepreneurs de la République fédérale sont encore traumatisés par l'expérience de coopération avec la Pologne, tentée il y a dix ans dans le cadre d'un crédit de 3 milliards de deutschemarks accordé par Helmut Schmidt à la Pologne d'Edward Giersek, qui avaient en fait été engloutis dans le maelstrom bureaucratique.

Dans le bilan qu'il a tiré jeudi de sa visite en RFA, Lech Walesa a classé les résultats par ordre de satisfaction : « En premier lieu les résultats syndicaux, puis les résultats politiques, et enfin les résultats économiques. » D'ailleurs, c'est avec les dirigeants du DGB, la fédération ouest-allemande des syndicats qui l'avaient invité, que le chef de Solidarité s'est senti le plus à l'aise. Devant les ouvriers métallurgistes de Bochum il a pu faire usage de sa faconde populiste, conseillant aux travailleurs de lutter afin « d'obtenir le plus possible pour

vous et pour votre famille ». Mais il a ajouté : « Comportez-vous comme des bactéries intelligentes et ne détruisez pas ce qui vous nourrit ! »

Le courant est visiblement passé entre l'émotion de Gdansk et les mégalles de la Ruhr, parmi lesquels se trouvent d'ailleurs beaucoup de descendants d'émigrants polonais, et on a vite oublié la légère irritation suscitée par son exigence de pouvoir assister, au cours de sa visite, à une messe tous les matins, ce qui avait plongé les dirigeants syndicaux ouest-allemands dans une certaine perplexité. Cela ne correspondait pas au programme-type qu'ils organisent lorsqu'ils reçoivent des syndicalistes étrangers.

Le volet politique du voyage de Lech Walesa comportait des rencontres au plus haut niveau. Avec le président fédéral, M. Richard von Weizsäcker, l'ambiance était au beau fixe. On a apprécié en Pologne le message du président ouest-allemand à son homologue polonais, Wojciech Jaruzelski, qui insistait sur le fait que la République fédérale n'avait pas de revendications territoriales vis-à-vis de la Pologne. Lech Walesa a invité M. von Weizsäcker en Pologne, et ce dernier a accepté l'invitation avec un grand sourire.

Le ton des échanges avec le chancelier Kohl fut moins euphorique : il reflétait l'état des divergences qui empêchent, pour l'instant, le voyage du chef du gouvernement à Varsovie. Ces divergences portent essentiellement sur la question des droits réclamés par Bonn pour la minorité allemande vivant en Pologne. Sur ce point, Lech Walesa s'est montré très ferme. Il a critiqué ceux « qui réclament à cor et à cri des droits pour cette minorité, qui regardent vers le passé au lieu de tourner les yeux vers l'avenir ». Les négociations entre le conseiller du chancelier, M. Horst Teltschik, chargé de la préparation de la visite de Helmut Kohl en Pologne, et ses nouveaux interlocuteurs polonais vont reprendre incessamment, mais les propos tenus à Bonn par Lech Walesa indiquent qu'elles ne seront pas moins après qu'avant la totalité du pouvoir.

LUC ROSENZWEIG.

صلى الله عليه وسلم

Europe

URSS : du Caucase aux pays baltes

Les mouvements nationalistes multiplient les défis au pouvoir central

MOSCOU
de notre correspondant

L'agitation nationaliste ne désarme pas en Union soviétique. La grève en Azerbaïdjan est entrée dans son cinquième jour, et rien ne permet de dire que les grévistes se satisfont des quelques concessions faites par le pouvoir local.

En attendant, les conséquences économiques du blocage des transports, notamment des chemins de fer, commencent à se faire sentir en Arménie, où l'essence manque dans certaines régions. Elle arrive habituellement par wagons-citernes directement des raffineries de Bakou. Plus de trois cents trains de marchandises sont actuellement bloqués en Azerbaïdjan en raison de la grève.

Le Front populaire azeri a convoqué la population de Bakou à un nouveau meeting, samedi 9 septembre, pour décider de la suite du mouvement, qui devait initialement durer une semaine. Les quinze intellectuels qui animent le Front sont tous d'être unanimes, et l'un d'eux avait créé la surprise au rassemblement de mercredi en agitant la menace de poursuivre la grève la semaine prochaine, et de « demander à quitter l'URSS » si M. Mikhaïl Gorbatchev ou l'un de ses plus proches collaborateurs ne venait pas négocier sur place.

En Moldavie, où les russophones exigent la suspension de la loi faisant du moldave - en fait le roumain - la langue d'Etat, plus de cent cinquante trains de marchandises sont maintenant arrêtés. Selon l'agence Tass, les grévistes ont cependant accepté, jeudi, de rouvrir l'aéroport de Kichinev, la capitale. Mais ils refusent toujours de répondre positivement aux appels à la suspension de leur mouvement, qui paralyse plus de deux cents entreprises depuis dix jours.

« Vieilles méthodes »

Le premier ministre moldave, M. Ivan Kalin, et le président de la commission parlementaire d'arbitrage envoyés par Moscou, M. Yevgen Avelbekov, ont essayé, en vain, jeudi, de convaincre les cheminots du dépôt de Bender de reprendre le travail. Le comité de grève et la commission sont seulement tombés d'accord sur la convocation d'urgence d'une réunion du comité central du PC moldave et sur le principe de confier à des juristes l'examen de la nouvelle loi.

Dans les républiques baltes, la résistance des non-Baltes s'organise. Une nouvelle étape a été franchie, mercredi 6 septembre, quand les députés d'un district de Lituanie, dont les quarante mille habitants sont à 81 % Polonais, ont proclamé leur autonomie au sein de cette république. Le président du Parlement de Lituanie, M. Vitas Astrauskas, et le secrétaire du comité central du PC lituanien, M. Stanislovas Gedraitis, s'étaient déplacés dans ce district de Chalcinai pour essayer de les en dissuader. Ils n'y sont pas parvenus, et la décision a été prise par un vote de 50 voix contre 14.

La télévision centrale a montré quelques centaines de manifestants brandissant des drapeaux polonais et des banderoles dénonçant la « dictature du Sapjdis » (le mouvement nationaliste lituanien) en attendant le vote. Les Polonais refusent eux aussi la loi faisant du lituanien la langue d'Etat. « Cette autoproclamation par le Sapjdis n'a pas valeur de loi », estime M. Astrauskas. Nous allons nous réunir avec les représentants de tous les Polonais en Lituanie. Les questions qui doivent être résolues ne concernent pas seulement ce district.

Ce geste symbolique des représentants d'origine polonaise vient fort opportunément aider les Russes des républiques baltes qui, jusqu'ici, dominaient l'impression d'être les seuls animateurs de la riposte au nationalisme local.

L'aide que reçoivent ces russophones des médias de Moscou a suscité une réaction indignée de l'Union des journalistes lituanien, qui dénonce, dans un communiqué, « le retour aux vieilles méthodes » dans la presse soviétique pour rendre compte de la situation dans la République. « En lituanien Sovietakaya Kossak, la Pravda ou Krasnaya Zvezda, déclarent-ils, en regardant les programmes de la télévision, vous avez l'impression que presque tous les Lituanien sont des nationalistes, extrémistes et hystériques, et qu'ils ne cherchent que les moyens de nuire à la société soviétique, de faire déserter de l'URSS et de nuire aux minorités ethniques, qui seraient les seuls défenseurs du pouvoir soviétique et du socialisme ».

M. Gorbatchev va devoir se prononcer rapidement sur cette agitation aux quatre coins de l'empire dès son retour au Kremlin, probablement lundi prochain après cinq semaines de vacances. Il y a d'autant plus d'urgence que le plénum tant attendu du comité central sur la question des nationalités pourrait se tenir dès la semaine prochaine, affirmant-on dans les cercles politiques de Moscou.

(Interim.)

Le général tenu pour responsable de la répression à Tbilissi a été remplacé. Le général Igor Rodionov, tenu pour responsable du massacre perpétré par des soldats, le 9 avril à Tbilissi, et qui avait fait au moins vingt-deux morts parmi des manifestants géorgiens, a perdu son poste de commandant de la région militaire de Transcaucasie. La nouvelle a été confirmée à l'occasion d'une visite que vient de faire en Géorgie M. Chevardnadze, membre du politburo soviétique et ministre des affaires étrangères, afin de « s'informer sur place de la situation dans la République ».

PAYS-BAS : l'élection de l'extrémiste de droite Hans Janmaat à la Chambre

Le retour du mouton noir

La reine Beatrix des Pays-Bas a nommé, vendredi 8 septembre, M. Jean de Koning « informateur », chargé d'examiner les diverses possibilités de gouvernement de coalition. Après les législatives anticipées de mercredi qui ont confirmé la prédominance des chrétiens-démocrates de M. Ruud Lubbers, premier ministre sortant, la souveraine a reçu notamment les chefs des groupes parlementaires des partis, le président de la Chambre, et s'est entretenue avec ses conseillers particuliers. Il ne fait quasiment aucun doute que M. Lubbers dirigera le futur cabinet néerlandais. Par ailleurs, l'élection-surprise de M. Hans Janmaat, qui ne cache pas ses opinions d'extrême droite, continue à susciter de vives réactions dans le pays.

LA HAYE
de notre correspondant

Nous avons de nouveau un « raciste » à la Chambre ! M. Rik Beekers, tête de liste des petits partis de gauche aux élections législatives du 6 septembre, n'a pas eu besoin de chercher ses mots pour s'indigner du siège conquis par le candidat du Centre des démocrates, M. Hans Janmaat. Il lui a suffi d'appeler un chat un chat puisque le Centre des démocrates défend un programme moins innocent que son nom ne le laisse supposer : « Il faut en finir avec la discrimination des Néerlandais par les étrangers ». Autrement dit : « Il faut renvoyer la Hollande aux Hollandais ».

M. Janmaat a eu le loisir de développer ses convictions pendant la campagne électorale : « Les immigrants viennent chez nous comme si on était le Père Noël » (...). Leurs mosquées remplacent nos églises (...) et nos administrations sont

obligées de les employer, même si l'un de nous est plus compétent pour occuper le poste. »

Un bon score dans les grandes villes

L'auteur de ces propos est un petit quinquagénaire gris et terne dont on dit qu'il a été successivement

professeur de sciences sociales puis conseiller financier et qu'il a suivi un parcours politique assez sinueux du parti socialiste au centre gauche en passant par le parti catholique. Jusqu'au jour où il a pris en main les destinées du Centre des démocrates, né d'une scission au sein du Parti national du Centre, lui-même bâti sur les ruines du groupe d'admirateurs du grand Reich, la Nederland Volks Unie.

M. Janmaat a été élu député une première fois en 1982, ce qui donna lieu à une rentrée parlementaire particulièrement agitée : les 149 autres élus quittèrent leurs bancs en signe de protestation et décidèrent d'ignorer par la suite leur « collègue ». Ce dernier perdit son siège en 1986 quelques mois après que les immigrants eurent acquis le droit de vote aux élections municipales.

La victoire que M. Janmaat vient de remporter est-elle le signe de

l'émergence d'un courant d'opinion xénophobe dans une société qui se veut tolérante et cosmopolite ? Au plan national il n'a recueilli que 0,9 % des suffrages, soit 80 023 voix. Au plan local, sa progression est particulièrement marquée dans les grandes villes : à Amsterdam, Rotterdam, La Haye et Utrecht, le Centre des démocrates a recueilli environ 3 % des voix. Un score équivalent lui permettrait d'entrer dans plusieurs conseils municipaux lors des élections locales de mars 1990.

En attendant, le retour de M. Janmaat sur la scène politique a été vivement déploré par les associations de lutte contre le racisme. La fondation Anne-Frank envisage de porter plainte contre « le caractère grossier » de la campagne électorale de M. Janmaat. Celui-ci, apparemment surpris de son succès, a déclaré y voir « la preuve de la nonchalance avec laquelle les partis traitent des problèmes qui préoccupent vraiment les citoyens ».

CHRISTIAN CHARTIER.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la lutte contre la drogue aux Pays-Bas, paru dans le Monde du 7 septembre, une erreur de transmission a rendu incompréhensible un membre de phrase. Il fallait lire qu'un nombre des difficultés rencontrées par les autorités néerlandaises figure le « manque de cellules [et non de « seringues »] dans les établissements pénitentiaires ».

Les résultats des législatives

	Pourcentages	Sièges
CDA (chrétien-démocrate)	35,4 (+ 0,8)	54 (-)
PVDA (socialiste)	31 (- 2,3)	49 (- 3)
VVD (libéral)	14,7 (- 2,7)	22 (- 5)
D'66 (centre gauche)	7 (+ 0,9)	12 (+ 3)
Alliance Verts-Gauche	4 (+ 1,3)	6 (+ 3)
SGP-GPV-RPF (confessionnels, conservateurs)	4,1 (+ 0,5)	6 (+ 1)
Centre des démocrates (extrême droite)	0,9 (+ 0,4)	1 (+ 1)

Taux de participation au scrutin : 80,1 % (- 5,4). Entre parenthèses, les résultats de 1986.

Open Market or Open Warfare?



Get the truth about Europe in the Financial Times.
The voice of authority in a changing Community.

Is 1992 something you should cheer or fear? It depends entirely upon how prepared you are for the battle of the open market.

For instance, do you really know what your foreign rivals are doing right now? Which of your domestic competitors are they talking to? What alliances are they making? And what plans have they for stealing your customers?

Read the Financial Times daily and we'll provide the strategic intelligence you need to defend your markets and expand abroad.

We'll also tell you how the battleground is being prepared in Brussels - analysing how each new directive affects Europe's business - and you.

And, with over 270 European correspondents, we'll explain how businesses like yours are restructuring

management and revising marketing operations to exploit the single marketplace.

It's this kind of authoritative reporting that makes the FT the leading international business newspaper amongst Europe's chief executives. Indeed, a full 72% of our readers are at board director level.

Find out why these top decision-makers rely on the FT for insight, analyses and hard business news.

Subscribe now. And be sure to take advantage of this introductory offer.

Get your first 12 issues free by faxing the coupon below to: John Rolley on 42 97 06 29, or by telephoning him on 05 06 00 70.

One market. One newspaper.

It's time you tried the Financial Times. Just fax the coupon below to 42 97 06 29 and get your first 12 issues free with your introductory subscription.

To: John Rolley, Financial Times (France) Ltd., Centre d'Affaires Le Louvre, 168 rue de Rivoli, F-75004 Paris Cedex 01.
Tel: 42 97 06 23. Fax: 42 97 06 44. Fax No. 42 97 06 29.
Or call Toll Free: 05 06 00 70.

YES, I would like to subscribe to the Financial Times, Europe's leading business newspaper and enjoy 12 free issues. I will allow up to 21 days before delivery of my first copy. Please enter my subscription for:

(Please Tick) ☐ 6 months at FFf 895 ☐ 12 months at FFf 1639 ☐ 24 months at FFf 2775 ☐ Bill me

☐ Charge my American Express/Visa/Eurocard/Diners Club Card account.

Card Expiry Date: / /

*Currency rates are only valid for the country in which they are quoted. Subscription prices and promotion are valid until 31st October 1989.

Free hand-delivery services are available in the business centres of Bordeaux, Cannes, Grenoble, Lyon, Marseille, Monaco, Nantes, Nice, Paris, Strasbourg and Toulouse.

Name: _____

Title: _____

Company: _____

Telephone: _____

Address to which I would like my Financial Times delivered: _____

I understand that I can cancel my Financial Times subscription at any time and that you will refund the price of the undelivered issues.

Signature: _____ Date: _____

Please reply before 31st October 1989.

FINANCIAL TIMES

EUROPE'S BUSINESS NEWSPAPER

4F4V

SC.PO
La première préparation de France depuis 1967

- d'été
- annuelle
- par correspondance

CEPES
2229 NEUILLY SUR SEINE
47 45 09 19 - 47 22 94 94

Marché libre ou guerre ouverte ?

Pour connaître la vérité sur l'Europe, lisez le Financial Times. Le journal qui fait autorité dans une Communauté qui change.

1992. Une date à applaudir ou une date à craindre ? Tout dépend de la manière dont vous vous serez préparé pour la bataille du marché libre.

Par exemple, êtes-vous sûr de savoir ce que vos concurrents étrangers ont en train de faire en ce moment ? Avec lesquels de vos concurrents nationaux sont-ils en pourparlers ? Quelles sont les alliances en train de se nouer ? Quels projets font-ils pour attirer vos clients ?

Lisez le Financial Times tous les jours et nous vous fournirons l'intelligence stratégique permettant de défendre vos marchés et de développer vos activités à l'étranger.

Nous vous dirons également comment se présente le futur champ de bataille de Bruxelles - en analysant les effets de chaque nouvelle directive sur les entreprises européennes et sur la vôtre.

Et, avec l'aide de plus de 270 correspondants européens, nous vous expliquerons comment des entreprises comme la vôtre sont en train de restructurer leur direction et de revoir leurs activités de marketing, de manière à exploiter le marché unique.

C'est grâce à ses articles qui font autorité que le FT est le premier journal international d'affaires des PDG européens. En fait, 72 % de nos lecteurs sont des administrateurs de société ou équivalents.

Découvrez pourquoi les principaux décideurs se tournent vers le FT pour obtenir les idées, les analyses et les données économiques factuelles dont ils ont besoin.

Abonnez-vous dès aujourd'hui. Et profitez de cette offre spéciale. Pour obtenir les douze premiers numéros gratuitement, il vous suffit de compléter et de retourner le coupon ci-dessous :

John Rolley, ou de téléphoner au : 05-06-00-70.

Un marché unique. Un journal unique.

* Source : PES 4, 1988. ** Source : EBR, 1989.

Diplomatie

Sous l'influence de la Yougoslavie

Les modérés l'emportent au sommet des non-alignés à Belgrade

BELGRADE
de notre envoyé spécial

La déclaration finale, adoptée jeudi 7 septembre par les cent deux chefs d'Etat ou de gouvernement réunis dans la capitale yougoslave à l'occasion du neuvième sommet des pays non alignés, est caractérisée par sa modération et par sa concision.

Ce texte tranche, en effet, dans la forme et sur le fond, sur celui mis au point lors du sommet de Harare (Zimbabwe), en 1986, ainsi que sur ceux qui l'avaient précédé. Le document final de Harare n'était pas seulement un « pavé » indigeste de plusieurs centaines de pages, imprégné de véhémence anti-impérialiste et parsemé d'accusations nominales (contre les Etats-Unis et Israël tout particulièrement), il appartenait encore, par bien des côtés, au temps de la guerre froide et du manichéisme politique.

La déclaration de Belgrade ne fait plus, elle, directement référence, ni à Israël, ni aux Etats-Unis, ni même à l'Afrique du Sud ; même si elle condamne par ailleurs certains aspects de leur politique, à commencer par l'apartheid. Dans le pays qui vit naître le non-alignement il y a près de trente ans, elle témoigne solennellement d'une volonté de changer de langage.

En dix pages, et du jamais vu ! — le ton est donné, le tournant est pris. Les signataires constatent en premier lieu que l'amélioration du climat politique mondial « constitue un cadre favorable au lancement d'initiatives nouvelles ». Ils ajoutent : « Dans un monde multipolaire et de plus en plus intégré, nos intérêts fondamentaux et le besoin de renforcer l'efficacité du mouvement exigent que nous assumions un rôle actif et direct dans la gestion des affaires du monde. » Nous ne devons pas nous embarrasser de préjugés et de dogmes. Les pays non alignés, poursuit la déclaration,

« préconisent l'entente plutôt que la confrontation » pour résoudre les problèmes globaux et régionaux.

Les objectifs qui résultent de la nouvelle stratégie du mouvement sont au nombre de six. La « tâche primordiale » reste, comme par le passé, « les efforts en faveur de la paix, du désarmement et du règlement pacifique des différends ». Viennent ensuite la « recherche commune de solutions efficaces et acceptables à tous les problèmes majeurs dans les rapports économiques internationaux », et la « volonté de nouer avec le monde développé un dialogue constructif et productif » sur ces questions. Au passage, les signataires affirment être conscients de leur « propre responsabilité pour le fonctionnement efficace » des économies de leurs pays respectifs. Le troisième objectif porte sur la réaffirmation du soutien « au droit de tous les peuples vivant sous la domination coloniale ou étrangère à l'autodétermination et à l'indépendance ». Le quatrième concerne la protection de l'environnement (pour laquelle M. Rajiv Gandhi, premier ministre indien, a proposé à Belgrade la création d'un fonds international sous l'égide des Nations unies). Le cinquième point fait de la promotion des droits et libertés de l'homme un des objectifs fondamentaux du mouvement (le Monde du 7 septembre). Le sixième porte sur le soutien renforcé à l'Organisation des Nations unies.

Ainsi le pragmatisme et la main tendue font désormais place au poing levé, à l'anathème anti-impérialiste et au tiers-mondisme militant, longtemps personnifiés par Fidel Castro. Finies les sommations adressées à tout bout de champ à l'Occident. Feu le maréchal Tito, le père fondateur du buste fleuri orne la tribune d'honneur, semble savoir une revanche posthume que ses héritiers jugent bien méritée.

Si la déclaration finale consacre la victoire des « modérés » (plus ou

moins pro-occidentaux) sur les « alliés naturels » de Moscou, qui sous la conduite de Fidel Castro, avaient confisqué le mouvement depuis longtemps, c'est avant tout aux Yougoslaves qu'on le doit. Certes, ils ont été fortement aidés dans leur entreprise de reconquête, par l'Inde, l'Egypte, l'Indonésie, le Venezuela, l'Algérie, l'Argentine, la Tunisie, la Nigeria, et d'autres encore. Certes, dans le « camp » opposé, la détente, la perestroïka, l'état de santé des économies planifiées et les tensions au sein du camp socialiste rendaient le terrain glissant. Certes, le poids de la dette et d'autres problèmes incitaient au réalisme. Mais c'est Belgrade qui, du début jusqu'à la fin, a pris les choses en main et fait prévaloir ses vues.

« Nous allons continuer »

Cela n'est pas allé sans opposition ni compromis. Sur la plupart des questions, les radicaux (Cuba, Ghana, Libye, Nicaragua, Syrie, Vietnam, Corée du Nord, Ethiopie) sont montés au créneau. Le discours de Raul Castro, chef de la délégation cubaine, fut à cet égard un modèle du genre. Dénonciation des « agressions » américaines en Amérique centrale, demande d'un nouvel ordre économique international, soutien à toutes les causes révolutionnaires : le frère du « leader maximo » a paru s'opposer point par point, région par région, au pragmatisme et à l'optimisme des tenants de la concertation. Face à un « impérialisme qui exerce aujourd'hui une euphorie triomphaliste par chaque pore », il ne semblait pas donner cher de la peau des modérés.

« C'est un discours dépassé, destiné en partie à sauver la face et qui ne change rien ni à la philosophie ni à la stratégie de notre évolution », remarque un Yougoslave. « Cette papernasse, ce verbiage, ces tergiversations : ce n'était pas possible ! Nous avons fait le premier pas.

Nous allons continuer. Nous avons la présidence du mouvement pour trois ans et le feu vert pour continuer. C'est cela ou la marginalisation. Les autres finiront pas entendre raison. »

Reste que les modérés ont cependant dû faire place dans la déclaration à un certain nombre de thèmes « progressistes » qu'ils avaient préféré laisser initialement de côté. Et que le mouvement est toujours divisé, même si le rapport de forces a changé. Et les oppositions ne sont pas toutes idéologiques. Toutes sortes de questions, parfois anciennes, souvent paralysantes, continuent à dresser certains de ses membres les uns contre les autres. On l'a vu une fois de plus lors de la rédaction de certains documents spéciaux sur les questions politiques. Le Liban, l'Afghanistan, le conflit israëlo-palestinien, le Proche-Orient, etc., ont une fois encore donné lieu à des affrontements. Mais ils sont d'autant plus difficiles à gérer que, là encore, la détente supprimant le recours à la logique des blocs laisse à découvert certains membres du mouvement, avec leurs ambitions, leurs mensonges et, souvent, leurs agissements contraires aux principes.

Reste également à savoir quelle réponse l'Occident (le Nord) donnera à ces développements. Et surtout, sur quoi peut déboucher, concrètement, cet aggrégement très médiatisé, une fois passé le sommet.

Quoi qu'il en soit, ce sommet de Belgrade apparaît comme une bonne affaire pour la Yougoslavie. Cent deux pays membres, dix observateurs et vingt invités (parmi lesquels des membres de l'OTAN et du pacte de Varsovie) étaient présents, ce qui constitue un record absolu. Le mouvement, « remis sur les rails du non-alignement », paraît bien vivant. L'image et le crédit des dirigeants yougoslaves devraient en sortir renforcés.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

Amériques

COLOMBIE : après l'extradition aux Etats-Unis d'un trafiquant de drogue

Le gouvernement s'attend à une nouvelle vague de violences

Le trésorier présumé du cartel de Medellín, Eduardo Martinez Romero, a été remis jeudi 7 septembre à la justice américaine à Atlanta (Géorgie). Le geste de la Colombie, qui coïncide avec le lancement du plan antidrogue du président George Bush, a été immédiatement salué à Washington comme une preuve de la résolution de Bogota dans la lutte contre les trafiquants de drogue.

« Cette décision illustre avec force le courage et la détermination du président Virgilio Barco et du gouvernement », devait déclarer le président Bush lors d'un discours à Baltimore (Maryland).

Eduardo Martinez Romero a été transporté depuis la Colombie dans un petit avion de la DEA (Drug Enforcement Administration) qui a atterri sur un aéroport secondaire d'Atlanta. Transféré par hélicoptère et amené en voiture au tribunal de la ville, il devait être entendu le jour même. Il avait été inculpé avec cent vingt-six autres personnes dans le cadre de « l'opération calotte polaire », qui avait démantelé un réseau de blanchiment de l'argent de la drogue connu sous le nom « La Mina ». Le jour de l'inculpation, il avait pu bizarrement s'échapper d'une banque à Panama, où il était encerclé par les forces panaméennes. Il devait être finalement arrêté en Colombie, le 21 août, dans sa propriété de Tolu, dans le département de Sucre (nord-est du pays).

Un porte-parole du FBI à New York a annoncé jeudi que la sécurité de certains magistrats américains — notamment à New York — avait été renforcée à la suite d'une menace censée émaner d'un membre d'un cartel de la drogue colombienne.

La dernière extradition aux Etats-Unis d'un Colombien lié au trafic de drogue avait été, au début 1987, celle de Carlos Lehder, l'un des chefs du cartel de Medellín. Il a

depuis été condamné à la détention à vie. Un responsable d'un autre cartel colombien de la drogue, celui de Cali, le Hondurien Juan Ramon Matta Ballesteros, a quant à lui, été reconnu coupable mercredi par un tribunal de Los Angeles. Le jugement, sera prononcé le 5 octobre. Par ailleurs, Washington est en train de mettre la dernière main aux demandes d'extradition des douze plus importants trafiquants colombiens poursuivis par la justice américaine. Six sont du cartel de Medellín, six du cartel de Cali.

Réaction anti-américaine

L'extradition vers les Etats-Unis est particulièrement redoutée par les trafiquants de drogue, et la remise en vigueur de cette mesure par le président Virgilio Barco, après une suspension ordonnée par la Cour suprême colombienne il y a deux ans, a provoqué une flambée d'attentats à Bogota et à Medellín. Une manifestation aussi, jeudi : des étudiants masqués ont brûlé le drapeau américain et ont affronté la police anti-émeute à l'université nationale de Bogota, principale université de Colombie. C'est la première réaction anti-américaine depuis que le gouvernement a extradé la veille un premier trafiquant de drogue vers les Etats-Unis. Cette manifestation a réuni 1 000 à 1 500 étudiants. Une trentaine d'entre eux ont lancé des pierres et des cocktails Molotov sur les forces de l'ordre. Devant cette escalade de la violence, certains juges colombiens — une vingtaine en tout — menacés de mort par les cartels de la drogue, vont être évacués vers des bases militaires pour plus de sécurité, a déclaré jeudi le procureur général de Colombie. — (AFP, Reuters.)

La reprise des négociations sur le désarmement conventionnel

La Grèce fait obstacle au dépôt de nouvelles propositions occidentales

L'OTAN n'a pu déposer de nouvelles propositions, jeudi 7 septembre à Vienne, sur la table des négociations sur le désarmement conventionnel. La Grèce s'est en effet opposée en dernière minute à la présentation par les Occidentaux, dès la réouverture des négociations, de propositions de mesures dites « de stabilisation ». Il s'agit notamment de dispositions imposant la notification des mouvements de troupes et limitant les effectifs qui peuvent participer aux manœuvres. Athènes souhaite sur ce dernier point un plafond inférieur aux 40 000 hommes que proposent ses alliés de l'OTAN. La Grèce redoutait aussi que la Turquie puisse se livrer sans contrôle à des mouvements de troupes dans la partie de son territoire qui est exclue du champ des négociations de Vienne.

Ces querelles entre alliés, en particulier entre la Grèce et la Turquie, sont choses communes dans l'OTAN, et cette dernière polémique, pas plus que les discussions qui ont empêché l'alliance de faire dès jeudi ses propositions sur les questions de vérification, ne semble pas avoir entamé le bel optimisme de M. Ledogar, le chef de la délégation américaine.

Dans la conférence de presse qu'il a donnée jeudi à Vienne, l'ambassadeur américain s'est en effet félicité de l'acceptation par les Soviétiques du calendrier proposé pour les négociations, qui prévoit la conclusion d'un accord dans l'année qui vient. M. Grinevski, le chef de la délégation soviétique, venait de déclarer : « Les pays du pacte de Varsovie sont prêts à conclure un accord en 1990, quoique, pour parler franchement, ce ne soit pas facile ». « C'est un signe de la volonté soviétique d'aller de l'avant », a dit M. Ledogar. Il a déclaré également disposer d'« indications » laissant prévoir une attitude « plus raisonnable » des Soviétiques sur l'un des points les plus difficiles de la négociation : les catégories d'avions à prendre en compte. M. Ledogar a précisé qu'il n'était plus question, à sa connaissance, du côté des Soviétiques de réclamer l'exclusion de toute leur défense aérienne. « S'insistent pour obtenir des exclusions, examinons-les en détail, à condition qu'elles soient applicables des deux côtés », a-t-il déclaré.

La détente doit être aussi économique

nous déclare M. Loncar ministre yougoslave des affaires étrangères

Dans un entretien accordé au Monde, le ministre yougoslave des affaires étrangères, M. Budimir Loncar, estime que le neuvième sommet « constitue un pas décisif, une réaffirmation du rôle du Mouvement, de sa stratégie et de ses priorités ». Les non-alignés ayant fait cet effort, « le Nord devra à son tour faire sa part de chemin pour que nous puissions rechercher des solutions ensemble », précise le ministre. Il poursuit : « Si le monde évolue vers la détente politique on ne peut pas en dire autant dans le domaine économique. Au contraire, le creusement du fossé entre pays développés et pays en développement constitue une bombe sociale génératrice d'instabilité. »

A ce propos, M. Loncar regrette que l'appel lancé en marge du Sommet des pays industrialisés à Paris pour une

reprise du dialogue Nord-Sud n'ait pas suscité « une réponse plus appropriée ». Il se félicite cependant de la position de la France, du Canada, de l'Italie et de la RFA sur cette question.

Interrogé sur la position de la Yougoslavie, qui, d'une part, réaffirme son leadership sur le Mouvement des non-alignés alors qu'elle manifeste, d'autre part, une volonté de rapprochement avec l'Europe, le ministre déclare que « l'« on peut réconcilier les deux rôles » et que cette double démarche n'a rien de contradictoire. En effet, dit M. Loncar, la Yougoslavie sort de trait d'union ; « à travers elle, du fait même de la volonté des pays membres, ceux-ci se rapprochent de l'Europe en même temps que la Yougoslavie. »

R.-P.P.

En visite au Canada

Le premier ministre japonais se félicite de l'« excellence » des rapports entre Ottawa et Tokyo

La première journée, jeudi 7 septembre, de la visite du premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, au Canada, a été l'occasion pour les dirigeants japonais et canadiens de souligner l'« excellence » des relations entre les deux pays. Au terme de deux heures d'entretiens avec M. Mulroney, chef du gouvernement canadien, M. Kaifu s'est « félicité », entre autre du bilan commercial entre les deux pays pour l'année écoulée. « Les échanges ont augmenté de près de 40 %, et leur valeur franchira le cap des 20 milliards de dollars cette année. »

Le Canada est l'un des rares pays occidentaux à avoir un léger excédent commercial avec le Japon, qui vient pour l'essentiel des matières premières exportées. Bien que les deux pays n'aient pas

de grands contentieux en ce domaine, M. Mulroney a néanmoins signifié à son hôte qu'il désapprouvait la taxe de 8 % imposée par le Japon sur les exportations canadiennes de bois d'œuvre ainsi que la pratique de la pêche aux filets dans le Pacifique par les chalutiers japonais qui, selon lui, « des effets dévastateurs ». Les deux chefs de gouvernement devaient ensuite convenir d'ouvrir un commun pour promouvoir un « système de libre-échange mondial » ainsi que de « faire obstacle au protectionnisme américain ».

M. Kaifu devait se rendre vendredi à Vancouver, dernière étape de sa tournée de douze jours aux Etats-Unis, au Mexique et au Canada, avant de regagner le Japon samedi. — (AFP, Reuters.)

Asie

CHINE : boudé par les capitales occidentales

Pékin réoriente sa diplomatie vers le tiers-monde et les pays socialistes

PEKIN
de notre correspondant

Premier chef d'Etat étranger à venir en visite officielle à Pékin depuis la répression militaire du soulèvement du printemps, le capitaine Blaise Campaoré, président du Burkina-Faso, a eu les mots qui convenaient pour se faire bien voir des tenants de la ligne dure du régime chinois partis en guerre idéologique contre « les forces réactionnaires » du monde capitaliste. Le dirigeant africain ne sera pas reçu, comme il était jusqu'à présent de coutume, par M. Deng Xiaoping ; ce qui renforce les rumeurs qui courent sur l'état de santé du « numéro un » chinois.

Reçu jeudi 7 septembre à un grand banquet officiel, il a repris dans un toast de remerciement à son homologue chinois, le général Yang Shangkun, la thèse du complot contre le socialisme pour féliciter Pékin d'avoir mis fin à l'agitation « contre-révolutionnaire » par la force : il s'agit, bien sûr, dit-il, « de troubles prémédités constituant une manifestation de la volonté de forces politiques réactionnaires visant à contraindre les pays socialistes à abandonner le socialisme et à les assujettir dans les fers du capitalisme monopolistique mondial ». C'est là, a-t-il précisé, « une stratégie-clé employée de longue date par les forces réactionnaires du monde ».

Le général Yang, homme fort de la hiérarchie nébuleuse reconstruite sur les vestiges légués du régime pékinois, pouvait boire du petit lait, lui qui avait souhaité la bienvenue à l'homme d'Etat africain en soulignant que son arrivée à Pékin témoignait de la compréhension et du soutien du continent noir à l'action de l'armée chinoise contre les manifestants de la place Tiananmen. Il ne manquait, dans les imprécations formulées par les deux hommes envers l'Occident, qu'une référence à l'« impérialisme » pour qu'on puisse se croire revenu trente ou quarante ans en arrière.

Cette démonstration d'amitié entre un pays africain et la Chine sur fond de tiers-mondisme militant

visé, dans l'esprit de Pékin, à faire la preuve que l'isolement diplomatique complet qui a fait suite à la répression du juin est maintenant brisé. Les autres activités diplomatiques en cours ou en préparation tendent à donner la même impression aux Occidentaux sur une Chine décidée, pour contrecarrer les sanctions économiques occidentales, à réactiver ses vieilles amitiés, dans les socialistes et le tiers-monde.

A la demande de Pékin, Moscou a accepté, sans grand empressement, d'envoyer sa première délégation de haut niveau depuis la normalisation complète des relations sino-soviétiques scellée par M. Gorbatchev en mai. M. Anatoly Lukyanov, premier vice-président du Soviet suprême, vient à l'invitation de son homologue chinois, le 12 septembre à Pékin. Il y aura, à cette date, cent jours exactement que l'armée chinoise faisait son entrée brutale au cœur de la capitale. En sens inverse, le directeur du département des liaisons internationales du parti communiste chinois, M. Zhu Liang, s'est rendu jeudi à Moscou à l'invitation du PC soviétique.

Nouvelle mise en garde

D'autre part, un militaire de haut rang, le général Guo Linxiang, directeur adjoint du département général de politique de l'armée chinoise, une instance très proche du général Yang Shangkun, a quitté Pékin pour une visite en Roumanie et en Bulgarie. Un membre de la commission des conseillers du PCC, M. Tan Qilong, est en visite en Tchécoslovaquie. Le ministre des affaires étrangères, M. Qian Qichen, revient d'un séjour en Mongolie. Deux délégations nord-coréennes se trouvent à Pékin.

Elles y suivent des hauts responsables militaires du Bangladesh et du Pakistan, qui ont, comme les Nord-Coréens, rencontré la plupart des hauts dirigeants militaires chinois, y compris le ministre de la défense, de sensibilité libérale, le général Qin Jiwei. Enfin, le ministre de la santé publique, M. Chen Min Zhang, a effectué une visite officielle à Tripoli au début du mois, durant laquelle le numéro deux

libyen, le colonel Jalloud, s'est dit « heureux » de ce que la Chine ait écarté la dissidence afin de suivre « la route que vous avez choisie vous-mêmes ».

Défections

M. Li Peng, qui rencontrait à son tour, vendredi, le visiteur africain, avait, la veille, mis en garde une assemblée de diplomates, venus présenter des rapports sur les conséquences des événements de Pékin sur les relations de la Chine avec le pays, où ils sont en poste, contre le fait qu'encre aujourd'hui, « certains pays occidentaux n'ont pas altéré leur stratégie visant à provoquer une transformation pacifique de la Chine » — c'est-à-dire son abandon du socialisme.

Il s'agit d'un appel visant à renforcer la surveillance du personnel diplomatique en Occident, qui correspond à une mise en garde lancée, le même jour, par le porte-parole du ministère des affaires étrangères contre les pays qui acceptent de donner l'asile politique à des fonctionnaires chinois faisant défection. « Tout pays qui tente d'influencer la politique chinoise en soutenant leurs activités sécessionnistes fait un très mauvais calcul », a-t-il déclaré, sans préciser le nombre de défections enregistrées dans les ambassades. Il y en aurait eu une vingtaine depuis le 3 juin.

Pékin s'était en revanche abstenu de réagir, vendredi, à une autre défection, celle d'un pilote de l'armée de l'air, qui a gagné mercredi la Chine nationaliste à bord de son Mig-19 depuis la province continentale du Fujian (le Monde du 8 septembre). Le lieutenant Jiang Wenhao s'est livré jeudi, au cours d'une conférence de presse à Taipei, à des déclarations très hostiles au régime de Pékin sur un ton proche des dissidents réfugiés à l'étranger : « Je ne veux pas consacrer mon sang et ma vie à des communistes corrompus qui violent les droits du peuple, a-t-il dit. Le système socialiste, son atmosphère étouffante, et l'économie du continent sont au bord de l'effondrement. »

FRANCIS DERON.

صلى الله عليه وسلم

Tollé après les injures racistes de M. Autant-Lara

M^{me} Simone Veil n'a pas l'intention de réagir aux propos tenus par M. Claude Autant-Lara dans l'entrevue qu'il a accordée au mensuel *Globe*, indiquait, jeudi 7 septembre, le secrétaire de l'ancienne présidente du Parlement européen.

Rappelant cette position de M^{me} Veil, le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, a fait savoir jeudi soir qu'il examinerait à partir du reste de l'entrevue dont il n'avait alors pas pris connaissance, « en dehors des passages qui concernent M^{me} Simone Veil, si des poursuites ne doivent pas être engagées ». Le ministre de la justice a, d'autre part, jugé « grossièrement outragieuses » les déclarations de M. Autant-Lara à propos de M^{me} Veil.

Les éventuelles suites judiciaires « qui pourraient être réservées à certaines considérations

plus générales développées par M. Autant-Lara » sont souhaitées par de nombreuses personnalités ou associations qui, en très grand nombre, ont réagi avec une idéique indignation et un même dégoût aux déclarations de l'ancien cinéaste.

Selon M. Harlem Désir, président de l'association SOS-Racisme « pour sa retraite, Claude Autant-Lara mériterait de rejoindre Barbie ». L'histoire, souligne SOS-Racisme, « nous apprend que quand on commence par accepter les mots de la haine, on laisse la voie ouverte à toutes les barbaries ».

M. Alain Carignon, maire de Grenoble (RPR), a dénoncé les propos de Claude Autant-Lara comme « ignobles et impardonnables. Parce qu'ils portent une ombre sinistre sur la vie démocratique de notre pays alors que nous avons vocation à être le porte-parole en Europe et dans le monde de la liberté et de la tolérance. Parce qu'ensemble ils s'attaquent à une femme hors du commun dans les combats pour le respect de l'homme forcé l'admiration de tous ».

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, a fait connaître sa « répugnance pour les déclarations insultantes de M. Claude Autant-Lara à l'égard de la communauté juive du génocide » et adressé à M^{me} Veil « un message de solidarité et d'amitié ».

Pour M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale : « Il est temps d'appliquer à Le Pen à ses complices la loi française qui punit les menées racistes et de ne plus permettre que ces nostalgiques de la croix

gammée s'abritent derrière l'immunité parlementaire européenne (...). »

M^{me} Yann Piat, député du Var, exclue du Front national en 1985, s'est déclaré « profondément choqué par les propos outragiers de M. Autant-Lara. Cela finit par donner au sentiment de nausée. C'est pour ces raisons que je me suis éloigné de M. Le Pen et de son entourage. Cela définit assez bien, hélas, tout ce que l'on percevait auparavant. Faut-il sanctionner M. Autant-Lara ? Il s'est peut-être lui-même jusqu'il a abandonné son mandat de député européen. Ce que je souhaite c'est que ce genre de personnage disparaisse et n'ait plus aucun rôle à jouer dans la vie politique française ».

L'offensive antisémite de l'extrême droite

Franchement, les électeurs, les adhérents et les militants du Front national ne peuvent être étonnés des propos antisémites de M. Claude Autant-Lara, publiés par le mensuel *Globe*. Le cinéaste, élu en juin dernier sur la liste de M. Jean-Marie Le Pen au Parlement européen — mandat qu'il vient d'abandonner (le Monde du 8 septembre) — n'a-t-il pas indiqué à l'AFP qu'il avait émis sur les juifs « l'opinion que des millions de Français n'ont pas exprimé » ?

Parmi ces muets, il y a, sans doute, une bonne partie de ceux qui votent déjà pour le parti de M. Le Pen. Nombre d'électeurs, en tout cas d'adhérents et de militants du Front national partagent les sentiments exprimés par M. Autant-Lara à l'encontre des juifs. La presse d'extrême droite se charge de les leur inculquer. Ainsi pendant le mois d'août, les publications proches du Front national se sont livrées à une véritable « préparation d'artillerie », qui ne pouvait qu'aboutir, un jour ou l'autre, aux déclarations d'un vieil homme qui sait très bien ce qu'il dit.

Fer de lance de cette lancinante campagne, le journal *Présent* a consacré son mois d'été à se pencher sur l'antisémitisme. « Exploitant la débauche des réactions catholiques, les exigences du judaïsme grandissent sans limite », titre sur cinq colonnes la « neuve » le 3 août, le quotidien dirigé par M. Jean Madiran, inspirateur du président du Front national pour la partie « spirituelle » de ses discours. L'occasion de cette dénonciation de la supposée mollesse de la hiérarchie catholique et contre la supposée arrogance des représentants des institutions juives, est, évidemment, le carnal d'Auschwitz. Le lendemain, *Présent* fustige en première page le « nouveau cri de guerre du CRIF ».

[Conseil représentatif des institutions juives] « contre l'Eglise ». Dans le numéro du 11 août, M. Le Pen répond aux « six questions politiques » du quotidien extrémiste et s'en prend, notamment, à « l'Internationale juive » cooptable, à son avis, de miner la patrie (lire l'encadré ci-contre).

Dans le même temps, *National-Hebdo*, ancien organe du Front national dont il est resté proche, a expliqué « ce que veulent vraiment les juifs » dans l'affaire du carnal. Selon cet hebdomadaire dirigé par M. Roland Gaucher, dirigeant du Front national, *Présent* et *National-Hebdo* ont des collaborateurs communs — cette querelle sera « le combat final, l'Armageddon de la guerre métaphysique et métapolitique que se mènent, depuis deux millénaires, le judaïsme et le christianisme ».

M. Le Pen ayant combié à sa manière le vide politique du 15 août que, par manque de fidèles catholiques intégristes les « anti-89 », plus proches de *Présent* que du FN, n'ont pu remplir, le quotidien d'extrême-droite repart de plus belle sur l'interview et son idole. *Le Pen*, la Pologne et Jean-Paul II, péle-mêle

accusés d'antisémitisme » titre *Présent* en parlant d'une « offensive générale du soi-disant « antisémitisme » dans son édition du 17 août. Dans son numéro du lendemain, *Présent* publie la seconde partie de l'interview de M. Le Pen — une considération sur les méfaits migratoires de l'avancée de la barrière de chaleur venant du sud de la Méditerranée — qui fait moins de bruit que la première. Timor le bilan du 19 août, de l'opération qu'il a lui-même menée, le quotidien s'indigne par un titre qui barre sa première page : « Le Pen et « Présent » poursuivent, Jean-Paul II villipendé ». Il précise que « l'accusation arbitraire » d'antisémitisme « devient la plus grande importance du siècle ». Il est vrai que les tenants du révisionnisme historique se recrutent également dans le même camp politique.

La doctrine de l'exclusion

Pour faire bonne mesure, *Présent* commence aussi la publication d'un reportage sur le carnal du camp de concentration, modestement intitulé « De Pologne, Je rapporte les preuves ». Il s'agit, bien entendu, des « preuves » de « la permanence, la réitération et l'amplification des mensonges » auxquels se livrent, selon le journal, « les organisations juives et leurs envoyés ». Cette « série » est publiée dans trois numéros successifs. De son côté, *National-Hebdo*, dans son édition

du 24 au 30 août, vient au secours de M. Le Pen en indiquant à la Une que « l'Internationale existe bien ! ». Il va de soi que l'hebdomadaire extrémiste parle de l'Internationale juive car il s'adresse à ses lecteurs qu'une interview inédite de Nahum Goldmann le prouve ». En fait d'interview inédite, cet entretien avec l'ancien président du Congrès juif mondial avait été diffusé, ainsi que *National-Hebdo* le concède au milieu d'un article, le 18 août 1981 sur TF 1.

Après avoir consacré quelques « pages » à la déconstruction supposée des propos de M. Le Pen, à la dénonciation des « journalistes officiels » et au silence des « autorités morales », le journal de M. Madiran remet la gomme sur le carnal. *Le CRIF annonce la couleur*, titre-t-il le 30 août, *Glenn*, *Le Pen*, même combat », en s'en prenant à la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme), à MM. Jean Kahn, président et Théo Klein, ancien président du CRIF et Mgr Gaillet, évêque d'Evreux. Mais son édition du lendemain ramasse en une formule qui sert de titre tout le sens de la campagne d'août du quotidien d'extrême droite : « L'offensive juive de l'été 1989 ». M. Madiran en appelle à la liberté d'expression pour parler comme il veut de tout ce qui a trait aux juifs. « Tel est l'enjeu de l'offensive actuelle et de la résistance que nous lui opposons », affirme-t-il.

Et, alors que les nouveaux penseurs du Front national théorisent, à l'occasion de l'université d'été du mouvement d'extrême droite à La Baule, sur la doctrine de l'exclusion que veulent populariser les anciens du Club de l'Histoire, *Présent*, pour sa part, évoque le 2 septembre, « la nouvelle idéologie du social-judaïsme », sous-journal de la Nouvelle idéologie socialiste largement déconstruite par M. Bruno Mégret, délégué général du Front.

A intervalles réguliers, et de plus en plus rapprochés, l'antisémitisme de l'extrême droite française ressurgit. Le mois de septembre est, depuis trois ans, le mois de l'antisémitisme pour le Front national qui s'était plutôt retranché, en la privilégiant, depuis sa création en 1972, derrière la dénonciation incessante des arabes. « La presse amie », comme on dit au Front, en parlant de *National-Hebdo*, *Présent* ou le *Choc* du mois avait déjà renoué avec ce noyau idéologique l'an dernier (le Monde du 10 novembre 1988). Les non-dits finissent toujours par être « dits ».

OLIVIER BIFFAUD.

Un cinéaste anarchiste tombé dans l'amertume

Claude Autant-Lara, né à Luzarches en 1901, est le fils de l'architecte Edouard Autant et de la comédienne Louise Lara. Celle-ci appartenait à la Comédie-Française, mais, pendant la grande guerre, elle fit scandale par ses positions pacifistes. Dans les années 20, les parents de Claude Autant-Lara se consacrent tous deux à un laboratoire de théâtre, Art et action, qui, rue Lepic, donnait des spectacles d'avant-garde gratuits.

Il fait des études de peinture et de décoration à l'Ecole des beaux-arts, puis devient décorateur des films de Marcel L'Herbier, ce qui lui fait découvrir le cinéma. En 1923, Claude Autant-Lara tourne un court métrage d'avant-garde, *Fait divers*, interprété par Antonin Artaud, puis, en 1925, un moyen métrage, *Construire un feu*.

De 1930 à 1932, il réalise à Hollywood les versions françaises de films américains. Revenu en France, il tourne en 1933 son premier long métrage *Cicoulait*, adaptation avec Jacques Prévert de Robert de Flers et Francis de Croisset sur une musique de Reynaldo Hahn. Le ton et les images du film sont jugés « sacrilèges » et il en résulte une polémique dans laquelle le cinéaste répond verbalement aux attaques. Ce petit scandale dominant, on peut dire qu'il a été victime d'injustice, mais son caractère s'étant profondément aigri, son humour corrodé a tourné à la méchanceté. Il n'a cessé d'exprimer une violente rancœur contre François Truffaut, qu'il rendait responsable de la chute de sa carrière et après la mort duquel il a tenu des propos virulents.

C'est sous l'Occupation qu'il va faire ses véritables débuts. *Le Mariage de chiffons* (1941), d'après Gyp, et *Lettres d'amour* (1942), films à costumes relevant du genre « débauché », qui sont empreints d'une causticité laissant paraître un besoin de trancher avec l'ordre moral établi. *Douce* (1943), tiré d'un roman aux grâces surannées d'une femme de lettres signant Michel Devet, est ainsi un chef-d'œuvre de critique sociale et d'opposition à la morale des classes possédantes.

Toujours vif dans ses propos, et contempteur de l'ordre moral, Claude Autant-Lara déclenche un fameux scandale avec le Diable au corps (1946) tiré du roman de Raymond

Radiguet, dont il a, avec Jean Aurenche et Pierre Bost, accentué l'aspect anti-militariste. Il y gagne, pour des années, la réputation d'un cinéaste anarchisant qui s'élève contre les préjugés étouffants de la société. C'est la période de *l'Auberge rouge*, farce bouffonne dirigée contre la religion catholique, et des grandes adaptations littéraires : *la Blé en herbe*, d'après Colette, qui déchaine la colère des associations familiales et des milieux conservateurs, *le Rouge et le Noir*, d'après Stendhal, *Marguerite de la nuit*, d'après Pierre Mac Orlan, *la Traversée de Paris*, d'après Marcel Aymé, noir chef-d'œuvre tout gonflé de ce « venin » qu'Autant-Lara juge nécessaire à la vigueur de tout film cherchant « un peu plus de justice ».

Ce venin, cette vigueur vont devenir de l'amertume lorsque le cinéaste dit « de qualité » va s'effondrer sous la poussée de la nouvelle vague et des attaques de François Truffaut. Bien qu'il continue de tourner pendant les années 60, avec, à l'occasion, quelques scandales (celui de *la Jument verte*, farce gaillarde d'après Marcel Aymé, celui de *Tu ne tueras point*, prise de position en faveur de l'objection de conscience à l'époque de la guerre d'Algérie), Claude Autant-Lara n'est plus un cinéaste dominant. On peut dire qu'il a été victime d'injustice, mais son caractère s'étant profondément aigri, son humour corrodé a tourné à la méchanceté. Il n'a cessé d'exprimer une violente rancœur contre François Truffaut, qu'il rendait responsable de la chute de sa carrière et après la mort duquel il a tenu des propos virulents.

Il s'en est pris à la critique, aux gens de cinéma, à tout le monde, et a fini par publier des livres de souvenirs *Télérama*, *la Rage au cœur*, *Hollywood caennais*, les *Fourgons du malheur*, dans lesquels il a réglé ses comptes avec des écarts de plume plus que féroces, ce qui l'a conduit à des procès. L'antisémitisme écumant aujourd'hui effiché n'est qu'une des composantes du déchaînement de rancœur d'un homme qu'on ne peut, décidément, plus admirer, même s'il a été un grand cinéaste.

JACQUES SICLIER.

A la demande de M. Landowski

M. Autant-Lara démissionne de la vice-présidence de l'Académie des beaux-arts

M. Claude Autant-Lara a démissionné de la vice-présidence de l'Académie des beaux-arts à la demande de M. Marcel Landowski, secrétaire perpétuel, a annoncé, vendredi 8 septembre, l'Académie.

M. Landowski, « profondément choqué des déclarations de Claude Autant-Lara, rapportées par le journal *Globe*, et devant la légitime émotion des académiciens à la suite de ces propos », avait demandé au cinéaste de renoncer à toute fonction au sein de l'Académie, indique l'Institut. Il souligne que l'Académie des beaux-arts est « une assemblée d'artistes éprise de mesure et d'humanité ».

M. Autant-Lara demeure cependant académicien et membre de l'Institut.

M. Le Pen et « l'internationale juive »

Évoquant « les forces qui visent à établir une idéologie mondialiste, réduction, équilibre », dans une récente interview (le Monde du 12 août) au journal *Présent*, proche du Front national, M. Jean-Marie Le Pen avait déclaré que « la maçonnerie », « la Trinité » et « les grandes internationales, comme l'Internationale juive, jouant un rôle non négligeable dans la création de cet esprit antinational ». La président du mouvement d'extrême droite se voulait « prudent » en ajoutant : « Cela n'implique pas tous les maçons ou obédiences ni toutes les organisations juives ni tous les juifs, c'est évident. Mais il y a des gens qui parlent de ces autres et qui agissent de cette manière ».

Dans notre feuilleton de l'été « L'année terrible » (le Monde du 28 août) l'historien Jean-Pierre Azéma rappelait, fort opportunément, ce commentaire officieux du statut des juifs publié en

bonne place dans la presse vichyssoise, en 1940 : « Par tout, et spécialement dans les services publics, si réelles que soient d'honorables exceptions dont chacun pourrait fournir un exemple, l'influence des juifs s'est fait sentir, insinuant et finalement décomposante ».

A cinquante ans de distance, les termes utilisés pour pratiquer « la chasse aux éléments antinationalistes » sont, à l'évidence, du même veine. Faut-il rappeler aux jeunes générations que cette politique d'exclusion du régime collaborateur du maréchal Pétain a conduit le gouvernement de l'époque à livrer plusieurs dizaines de milliers de juifs aux occupants nazis. Avec la fin qui l'en suit, il s'agit — déjà — de rendre « la France aux Français » en exilant « la vraie France » expurgée de ses « ennemis intérieurs ».

O. B.

Le financement des partis et des campagnes électorales

M. Arpaillange confirme le retrait du projet de loi d'amnistie

Les infractions liées au financement des campagnes électorales et des partis politiques ne seront pas amnistées. Les socialistes, en tout cas, ne le demandent pas. Même si l'hôtel Matignon continue d'affirmer que la décision n'a pas encore été prise de retirer le projet, déposé fin juin au bureau de l'Assemblée nationale, l'article 18 prévoyant cette amnistie, toutes les déclarations des dirigeants du PS, qu'ils soient au gouvernement ou à l'extérieur, confirment qu'ils ne veulent plus que la discussion de cette disposition éclipse l'ensemble d'un texte qui tente de moraliser la vie politique.

MM. Lionel Jospin et Laurent Fabius avaient déjà ouvert la voie en affirmant que l'amnistie n'était pas l'essentiel de cette réforme (le Monde du 7 septembre). M. Pierre Mauroy assure qu'il n'est pas demandeur, M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste au Palais-Bourbon, constate que la possibilité d'un pardon des fautes est « out », alors que le parti et le groupe s'étaient beaucoup démenés

en juin pour obtenir une amnistie avant même les vacances. Dans le *Quotidien de Paris* du 7 septembre, M. Michel Sapin, président de la commission des lois et homme clef du dispositif rocardien, expliquait : « Si l'amnistie doit être un obstacle à la discussion globale sur le financement des partis, alors il est préférable qu'elle disparaisse ». Et M. Pierre Arpaillange, au cours d'une conférence de presse jeudi, assurait qu'il connaissait « suffisamment le président de la République et le premier ministre » pour être assuré qu'ils « ne cherchent pas à couvrir du manteau de Noé ce problème difficile ».

Cette marche arrière était, en fait, inévitable. Les communistes sont restés fermes sur leur décision de voter sur un tel dossier une motion de censure avec la droite ; et le gouvernement était loin d'être assuré de trouver de ce côté-ci suffisamment de voix intéressées pour lui éviter d'être mis en minorité. Renoncer à l'amnistie, c'est pour le

pouvoir, faire disparaître le seul sujet qui, actuellement, aurait permis une conjonction des deux oppositions.

L'hôtel Matignon ne peut être que satisfait d'une telle évolution. En juin et en juillet, M. Michel Rocard voulait avant tout ne pas pouvoir être accusé de manquer à la solidarité partisane sur une telle affaire. C'est pourquoi il a fait savoir qu'il était prêt à engager la responsabilité de son gouvernement sur l'ensemble du projet, tel que l'avait adopté le conseil des ministres, donc avec l'amnistie, au risque d'être renversé par l'Assemblée nationale.

Tomber sur un tel dossier ne peut, toutefois, l'enthousiasmer. Or le premier ministre tient à faire discerner par le Parlement, au cours de la session d'automne, ce projet moralisateur. Il ne peut donc que souhaiter la fin dans des conditions qui ne perturbent pas une vie politique et parlementaire qui promet d'être agitée.

Th. B.

La préparation des élections sénatoriales

Bouches-du-Rhône : M. Gaudin estime que le PS a « ménagé le PC »

MARSEILLE
de notre correspondant régional

M. Jean-Claude Gaudin (UDF-PR), député des Bouches-du-Rhône, président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, a présenté, jeudi 7 septembre, la liste qu'il conduit pour les élections sénatoriales. M. Jean-Pierre Camoin (RPR), maire d'Arles, qui a conservé, en l'absence de son collègue enlevé au PCF en 1983, occupera la seconde place en position d'éligible primitivement promise à Maurice Toga (RPR) récemment décédé (1).

« Dès lors que nous aurons deux élus », a déclaré M. Gaudin, nous aurons gagné les sénatoriales. Selon le décompte des voix des grands électeurs, la droite, paraît assurée, en effet, d'enlever deux sièges alors qu'elle n'a qu'un sénateur sortant, M. Jean Francou (UDF-CDS), ancien maire de Salon-de-Provence, qui s'est retiré. Pour justifier son choix, M. Gaudin

a expliqué que la fonction « passionnante » de président du groupe parlementaire UDF de l'Assemblée nationale lui avait, pendant neuf ans, « imposé de lourdes contraintes, notamment une présence de plus de trois jours par semaine à Paris ». « J'ai l'impression, a-t-il ajouté, que je l'ai payé, entre autres, lors du dernier scrutin des municipales à Marseille. J'ai désormais la volonté de me consacrer, en priorité, à mon département et à la région ».

Après avoir relevé le manquement à ses engagements du maire de Marseille, M. Robert Vigouroux — qui avait affirmé qu'il ne solliciterait pas d'autre mandat — il a interprété la constitution d'une liste socialiste, séparée, par le désir du PS de « ménager le PC ».

« Il y en a au moins un qui doit applaudir des deux mains, a estimé M. Gaudin, c'est M. Louis Minetti, sénateur communiste sortant. Il est, de facto, réélu, car deux listes socialistes permettent, sûrement,

aux communistes, de sauver leur siège. Il a poursuivi : « Si les socialistes, à Marseille, n'y ont pas pensé, d'autres se sont chargés d'y penser pour eux à Paris. Sur les cent deux sièges à renouveler, les communistes ne peuvent espérer remporter aucune victoire, en dehors du département des Bouches-du-Rhône. Si M. Minetti avait été battu, ils auraient été, avec quatorze sièges, dans l'incapacité de constituer un groupe puisqu'il faut avoir, au Sénat, quinze élus. Par conséquent, c'était un événement politique de première importance que les socialistes ont visiblement mesuré depuis la capitale ».

G. P.

(1) Aux places suivantes figurent, dans l'ordre, MM. Jean-Pierre Lafont (UDF-PR), maire de La Ciotat, Raoul Boujean (UDF-PR), maire de Graveson, conseiller régional, Robert Villani (RPR), conseiller général et conseiller municipal de Marseille, M^{me} André Châlin (UDF-CDS), maire d'Hyères et M. Pierre Puzos (UDF-PR), maire de Carry-le-Rouet.

Politique

L'université d'été des jeunes RPR

MM. Chirac et Juppé cherchent à redonner confiance à leur mouvement

M. Chirac, silencieux depuis plusieurs mois, devrait effectuer sa rentrée politique en prenant la parole, samedi 9 septembre, devant l'université des jeunes RPR à Saint-Cyprien, près de Perpignan, et, le lendemain, au cours d'une réunion commune entre le RPR et les cadres du Parti républicain, à Canet-Plage, en présence de M. Léotard et à laquelle M. Méhaignerie a été convié.

ment MM. Noir, Carignon et Séguin, prendront la parole à Saint-Cyprien, tout comme MM. Pons, Pasqua et Balladur.

Les « idées claires » de M. Juppé

C'est surtout M. Alain Juppé qui a été chargé de marquer la rentrée du RPR. Si l'appareil du mouvement, sa fameuse « machine », est presque complètement révisé, la

guerre et leur manque de réaction aux événements a pu décevoir. Toutefois, on assure, rue de Lille, que l'on a pris assez vite la mesure de l'aspiration des militants au changement en prenant, au conseil national du mois de juin dernier, les mesures nécessaires. Le mouvement met ainsi en valeur sa relative bonne tenue, qui contraste avec l'éclatement de l'UDF, l'avènement des centristes à l'indépendance et les rivalités persistantes de la confédération libérale dont le fondateur et le président, M. Giscard d'Estaing, est ouvertement contesté.

tion ne peut être qu'un objectif à très long terme lorsqu'il répondra à la fois à une aspiration claire de l'opinion et aux désirs des acteurs du mouvement de disparition dans un ensemble. Ce moment n'est à l'évidence pas encore venu et reste donc un vœu pieu.

« Nous devons préparer l'alternance politique. L'opposition doit chercher à reconquérir le pouvoir et non envisager des renversements d'alliances ou de nouvelles coalitions. Cet avertissement s'adresse évidemment à certains centristes ou à ceux qu'attirerait, comme en 1988, une nouvelle ouverture de la part de M. Mitterrand.

« Nous devons réaliser l'union de l'opposition sans exclusive et dans un esprit d'ouverture. Pour M. Juppé, il n'y a pas d'« alliés privilégiés », alors que ce concept avait été mis en avant par le Parti républicain et par le CDS, à Ramatuelle, pour constituer un pôle distinct du RPR dans l'opposition. Pour lui, « l'union, il faut la faire davantage mais en parler moins ». Une union qui, toutefois, dans l'esprit des dirigeants du RPR, ne doit pas être interprétée comme une fusion. L'accord entre les trois formations de l'opposition devrait avoir comme première étape la création de l'intergroupe parlementaire le mois prochain à l'Assemblée nationale.

Aux yeux d'une opinion échaudée et quelque peu désabusée, cela ne suffira sans doute pas à l'opposition à offrir pas aussi des idées nouvelles, ne répond pas aux aspirations de ses électeurs, ne conteste pas davantage la majorité et le gouvernement, et ne cherche pas à élargir son audience. Les belles résolutions de rentrée prises par le RPR visent à répondre à ces questions pour préparer l'échéance législative de 1993 et à la présidentielle qui suivra, mais aussi et surtout pour redonner à la droite un minimum de cohérence.

ANDRÉ PASSERON.

La préparation du congrès du PS

M. Poperen ménage toutes les hypothèses

bénéficier de l'opposition d'une partie des militants socialistes à un tel consensus. Cependant, M. Poperen risquerait de se retrouver dans la position de chef de file d'une minorité, non négligeable sans doute, mais... minoritaire.

Le ministre des relations avec le parlement conforterait ainsi sa position au gouvernement, mais il ne progresserait pas au sein du parti, qui demeure sa préoccupation principale et, en tout cas, celle de ses partisans. Il est vrai que, dans cette hypothèse, M. Rocard, d'un côté, M. Fabius, de l'autre, pourraient estimer de leur intérêt d'intégrer dans la majorité M. Poperen et ses amis, afin d'équilibrer le poids du premier secrétaire, M. Mauroy, et de ses alliés jospinistes. Les poperénistes, à défaut d'un réel pouvoir à la direction du parti, pourraient y gagner quelques fédérations et une représentation accrue au comité directeur.

La « machine inégalitaire »

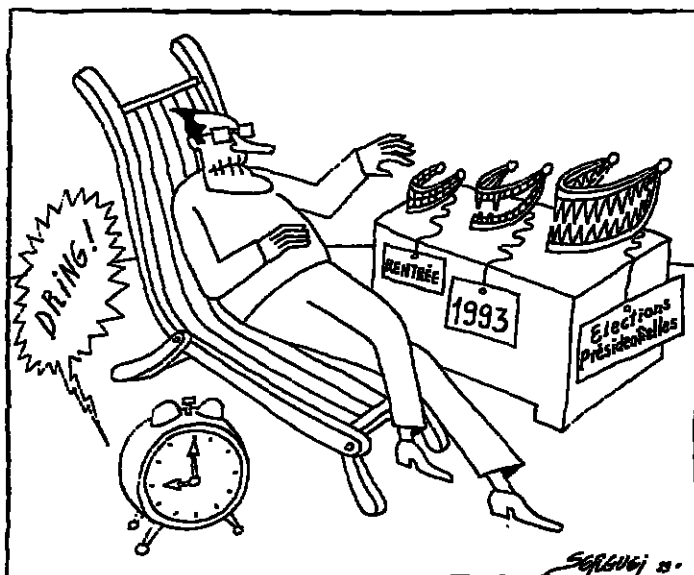
En attendant, et afin de préparer ces échéances, M. Poperen et ses amis se lancent dans le débat avec deux axes : la lutte contre la « machine inégalitaire » à l'œuvre, selon eux, dans la société française, et le développement d'un PS « durablement majoritaire » et « résolument pluraliste ». Estimant que le rappel à l'ordre adressé aux membres du gouvernement par M. Rocard le 6 septembre est une « mise au point normale » et que « la solidarité s'impose par rapport à une décision gouvernementale arrêtée », M. Poperen ne voit dans cette démarche du premier ministre aucun obstacle au débat dans le PS. « Il ne faut pas de « guerre » entre le bureau exécutif et le gouvernement », a déclaré, de son côté, M. Ayrault, mais il a observé que, dans d'autres pays, « il arrive que des ministres s'expriment différemment à l'occasion d'un congrès, sans que cela nuise à la solidarité gouvernementale ».

Les poperénistes se trouvent donc à l'aise pour défendre l'idée d'un « compromis social » sensible différent du pacte de croissance proposé par M. Rocard, surtout parce qu'il serait étendu au secteur privé et ne concernerait pas seulement les salariés de l'Etat. Pour y parvenir, il faut « créer le rapport de forces favorable », a souligné M. Poperen, ce qui implique, selon lui, que le PS s'engage au côté des syndicats pour « rassembler le monde du travail », en direction de l'objectif ainsi défini. Quant à la forme de cette négociation, le ministre des relations avec le parlement imagine une « commission centrale de la répartition nationale », liée au Commissariat général au Plan, et qui réunirait chaque année, en janvier et en juillet, les partenaires sociaux et l'Etat, afin de s'entendre sur l'évolution des salaires en fonction de la croissance. M. Poperen a souligné qu'il n'a pas en vue une sorte de nouveau « Grenelle » (référence aux accords de 1968), comme on lui en prête parfois l'idée, mais la mise en place d'un dispositif de concertation à long terme. Il a indiqué aussi que la répartition ne doit pas, à ses yeux, concerner seulement les revenus, mais aussi le temps de travail.

Pour le fonctionnement du parti, les poperénistes demandent un « abaissement drastique » des cotisations, au moins pour les plus bas revenus, et ils insistent sur leur revendication concernant les règles de vote au sein du PS. Ils estiment, en effet, que lors des réunions de section préparant le congrès, seuls les votes des militants présents devraient être pris en compte, et non les mandats correspondant à des cartes dont les titulaires sont absents. « Il faut mettre fin, a dit M. Poperen, à la pratique de l'achat des cartes à l'approche d'un congrès ».

Se voulant porteurs d'un « grand dessin » pour le PS, les poperénistes n'ont pas, à la différence de M. Chevènement et de ses amis, proposé une « autre politique ». Ils visent plutôt à intégrer le tournant de 1982-1983 dans la vision politique des socialistes, qu'à « réformer la parenthèse libérale ».

PATRICK JARREAU.



question qui se pose désormais est de savoir si elle aura une puissance suffisante pour distancer les autres. Le RPR, comme les autres partis de l'opposition, a dûment souffert des élections qui se sont déroulées depuis un an et demi, y compris les dernières européennes. Il a pâti de la désaffection générale de l'opinion, marquée par une forte abstention ; il a été ébranlé par la tentative des « rénovateurs » : ses chefs ont pu parfois dérouter leurs électeurs, leurs silences prolongés ont pu intri-

C'est en vertu d'une telle analyse que M. Juppé trouve des éléments de consolation et, aussi, assure-t-il, d'espoir. Il veut dès lors accentuer au RPR deux traits de caractère : « la confiance en soi et l'esprit d'ouverture ». Pour mettre ses intentions en œuvre, M. Juppé veut les traduire en quelques « idées claires », qu'il expose ainsi :

« Nous sommes attachés au RPR et à sa modernisation. Cela signifie que la fusion en une formation unique de tous les partis de l'opposi-

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

TENIR journal dans un pays où il ne se passe rien, rien qui soit d'avantage que des mésaventures ou des ambitions particulières, c'est-à-dire, encore, rien : quelle gageure ! Même la rentrée scolaire qui ne paraît pas avoir tenu sa promesse de cris et de réminiscences qui étaient jusqu'alors sa caractéristique première, comme un chahut politique qui marquait la fin des vacances.

Non content d'importer des hippiques pour qu'ils procèdent les enfants que les Français ne font plus, ce pays devrait-il aggraver le déficit de son commerce extérieur en acquiesçant à l'étranger des sujets de querelle s'il n'en naît plus en France ? Le carnal d'Auschwitz, par exemple, que se disputent, comme un moribond héritage flatter, deux des religions monothéistes de la planète : la juive et la catholique.

Serait-il donc avéré que les millions d'êtres humains qui ont été assassinés dans de tels camps professionnels assaillent l'une ou l'autre ? Sans même rappeler ceux qui y ont été suppliciés pour cause de homosexualité, ne se trouvent-ils pas, parmi ces figures de l'horrible l'« avaient-ils pas que des rôles muets ? des gens qui ne croyaient ni à Dieu ni à Diable ?

Aurait-on par hasard et post mortem effectué le recensement de ceux qui croyaient et de ceux qui pratiquaient pour démontrer qu'Auschwitz devait être une propriété religieuse parce que les fidèles y étaient majoritaires ? Aussi atroce que l'idée puisse être, Auschwitz, c'est le patrimoine de l'humanité, que nulle fraction de celle-là ne peut prétendre s'approprier. En ce sens, la France laïque serait son mot à dire là-dessus et ne serait alors pas aussi dépourvue de querelle qu'il vient d'être dit. Mais ne faudrait-il pas s'interroger sur la laïcité de la France ? Trop vaste question dans un pays qui se fait une religion de ne plus s'en poser.

C E n'était pas non plus de l'été, alors que tout s'endort et jusqu'aux ministères qui veillent sur la France, dont il fallait attendre du piment dans la vie publique. Force est d'avouer, de surcroît, que la confection des confitures et le bûche des plates-bandes, l'arrachage des pommes de terre et la cueillette des mûres présentaient plus d'attrait que les journaux télévisés dont les présentateurs se battaient les flancs pour remplir leur demi-heure bi-quotidienne.

Par parenthèse, il n'est pas interdit de penser que, face à une actualité intérieure moins croule, la France bien orchestrée des gendarmes en aurait occupé moins de place, que M. Chevènement s'en fût trouvé bien aise et qu'il aurait évité le énième retour à la scène d'un Charles Hernu qui radote à force de vouloir y revenir, accumulant devant des micros complaisants avertissements, conseils

et offres de service au nom de ses succès passés.

Même en ne regardant la télévision qu'à dose homéopathique afin d'accompagner des tâches pour lesquelles on peut avoir l'esprit vide, il était rare de n'être pas tiré de sa torpeur en entendant des merveilles du genre de « et voici une nuit de Chloé » (FR3), « vous n'êtes pas sans ignorer » (Antenne 2), ou encore « l'honneur d'Urf » (TF1) pour désigner l'auteur de l'Astrée ; le prix de la sortie devant être attribué à une émission intitulée « Gallia de la joie », ou quelque chose comme ça, dont la vedette nommée Chantal Gallia (d'où le fin calembour du titre) se ferait même siffler à l'Alhambra de Puy-Guilhem pour tant sur regardant sur ses programmes. C'est pourtant cette fleurlette pour bouquets en le plastique que le service public avait déterré pour incarner, juste avant le journal du soir, la quintessence de l'esprit français. Souhaitons que M. Philippe Guilhaume, le PDG que la CSA a donné à la France, n'envie pas de la recruter à plein temps.

Été

La nomination de M. Guilhaume, c'est l'épisode cocasse du mois d'août, tant il est exemplaire d'une certaine tournure d'esprit, dominante apparemment dans ce qu'on est convenu d'appeler les allées du pouvoir. A peine était-il choisi que c'était à qui, de la droite à la gauche, vanterait son indépendance. Bien obligé. Avec un mécanisme inventé à gauche, la droite avait son homme. Le consensus, quoi !

Cet homme a en effet des convictions, ni plus ni moins cachées que celles de son rival Georges Kléman. Mais parce qu'elles sont de droite, elles sont censées être offensives, si ce n'est une garantie, alors que ces mêmes convictions, si elles penchent à gauche, appellent toutes les suspensions. Y compris au sein d'un gouvernement qu'on avait cru issu de deux élections perdues l'une et l'autre par la droite.

La cas de M. Guilhaume n'est, concédons-le, qu'à demi solide puisque, d'une part, sa nomination a procédé d'une décision collégiale et que si, d'autre part, le candidat de gauche qu'était Georges Kléman a été battu, il le doit surtout à des antipathies personnelles qui ont trouvé d'utiles secours au CSA, plutôt qu'à son équilibre.

Mais le résultat est là, après tant d'autres : tout homme venant de l'opposition est censé personifier l'indépendance parce qu'à la minute même où il est nommé il ferait abstraction de ses attaches de la veille ; les nominations de droite seraient ipso facto

doublées d'une abjuration, cependant que l'homme de gauche resterait porteur de toutes les duplicités, tellement vérolé par son engagement qu'il serait physiologiquement incapable d'être autre chose qu'un partisan. L'homme d'opposition cesserait tout lien avec ses amis de naguère, alors que son homologue de l'autre bord en demeurerait éternellement l'esclave.

Si, avec un tel raisonnement, que la droite s'est bien gardée de mettre en pratique à son époque, y compris aux temps de la « description » chère à M. Giscard d'Estaing, ladite droite ne se tient pas les côtes de tant de naïveté, c'est qu'elle n'a pas d'humour. Ce qui serait étonnant, vu le nombre de rigoles qu'elle abrite.

L y a des baffes qui se perdent quand on apprend, tout en échequant des fraises, que le secrétaire général du syndicat des instituteurs a pondu cette colossale bêtise que l'orthographe est un outil de discrimination sociale puisque les gosses de riches s'en débrouillent mieux que les rejetons de pauvres (ce qui d'ailleurs reste à prouver).

Dans ces conditions, tirant argument de vieilles difficultés personnelles pour en comprendre la portée, il faut supprimer le chœur de Thalès des enseignements de mathématiques ; dire que toutes les montagnes ont le même hauteur (celle du mont Blanc par exemple, puisqu'elle est connue du premier crétin venu), les fleuves tous une identique longueur ; que tous les rois de France sont morts à date fixe et à intervalles réguliers ; cela afin de n'avoir pas à distinguer l'attitude du Kilmajandro de celle de l'Eve, le cours de la Loire de celui du Rhin, l'assassinat d'Henri III de la décapitation de Charles I^{er} ; enfin proscrire sous peine des galères l'enseignement du grec et celui du latin, dont les rejets bourgeois ne sont plus à prouver ; qu'en un mot, enfin, il soit possible de tout savoir sans devoir apprendre qui ce soit.

Pauvre monsieur sans doute tout heureux et fier de sa trouvaille de l'été. Sa rentrée a dû en être illuminée, si l'on ose dire. Serait-ce à un instituteur qu'il faudrait rappeler le principe de Jaurès en l'appliquant à son triste projet : l'égalité, ce n'est pas de supprimer l'orthographe, c'est que tout le monde écrive sans faute ?

SPECIAL-COPAINS. M^{lle} Jeanne Radoutsky, bête soit-elle, confectionne les meilleures confitures qui soient. Foi de rival !

P.S. — Naturellement, les propos de M. Autant-Lars dans *Globe* ne sont pas sources de querelle, mais de scandale. Et d'une interrogation sur les méthodes journalistiques qui consistent à poser des questions, rien moins que neutres... Cela peut aussi s'appeler de la provocation ; à la vente peut-être ?

Agacé par M. Michel Noir

M. Chirac veut ainsi montrer qu'il ne s'est pas formalisé des positions très méfiantes prises par M. Léotard envers le RPR. Il y a quelques jours, ni des réticences, voire des critiques, de certains centristes. Pour lui, cela n'est que gestulations tactiques, péripéties politiques ou combats d'influence dans une conjoncture provisoire. De même, le président du RPR ne s'indigne pas des manifestations des « rénovateurs », même si parfois M. Michel Noir, plus que les autres, l'agace. Il préfère voir dans leurs initiatives, du moins officiellement, une manifestation de vitalité. Il n'est en tout cas pas question pour lui de trouver là des terrains de querelle, ni dans ses intentions d'opposer les uns aux autres depuis qu'il a admis l'existence de sensibilités diverses au sein de son parti. D'ailleurs, plusieurs « rénovateurs », et notam-

● Election d'un communiste à la présidence de l'EPA de Saint-Quentin-en-Yvelines. — M. Bernard Hugo, maire (PC) de Trappes (Yvelines), a été élu jeudi 7 septembre à la présidence du conseil d'administration de l'EPA (Etablissement public d'aménagement). Le renouvellement de ses avis socialistes et un accord pour assurer ensemble la direction de l'EPA, mais la séance du conseil d'administration a dû être levée sans que les postes de vice-présidents aient pu être attribués.

M. Roger Fauroux invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » d'aujourd'hui 10 septembre de 18 h 30 à 19 h 30. L'ancien PDG de Saint-Gobain, maire (majorité présidentielle) de Saint-Germain (Arège) depuis mars dernier, répondra aux questions d'André Passeron et d'Éric Le Boucher, de *Monde*, de Dominique Pennequin et de Catherine Mangin de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazzerolle.

صوتنا من الامم

NOUVELLE SIERRA TWIN CAM. LA PUISSANCE DEVIENT PLAISIR.



Avec les nouvelles Sierra Twin Cam, la puissance n'est plus seulement le fruit de la technologie. Elle devient réellement plaisir.

Plaisir sans cesse renouvelé des nouveaux moteurs 2.01 (7 CV) ou 2.01 injection et de leurs 109 ou 125 Ch*.

Plaisir rare et intelligent d'une nouvelle approche technologique: double arbre à cames en tête; gestion

électronique, admission haute turbulence... Pour plus de souplesse, plus d'économie, plus de propreté. La nouvelle Sierra Twin Cam accepte tous les Supers sans plomb.

Plaisir de savoir que la puissance est là, à tout instant pour se transformer en plaisir de conduire: réserve d'accélération et de reprise, nouvelle boîte de vitesses en alliage léger, freinage ABS en option,

direction précise, pneus taille basse. Le Plaisir toujours.

Plaisir d'un confort raffiné: toit ouvrant*, vitres teintées, vitres électriques avant... finition soignée pour se sentir bien tout au long du voyage.

Avec les nouvelles Sierra Twin Cam, le nouveau plaisir de conduire est arrivé. Venez très vite le découvrir chez votre concessionnaire.

LA QUALITÉ PASSE À L'ACTION



*Consommation (UTAC) du moteur 2.0i: 5.8l à 90 km/h - 7.3l à 120 km/h - 9.2l en ville. **De série sur GT et Ghia. Modèle présenté: Sierra GT. Modèle 90 - jantes alliage en option. Moteur 2.0i injection disponible en version GL, Ghia et S.

JUSTICE

Lors de la présentation de son projet de budget

M. Pierre Arpaillange estime que les syndicats « auraient tort de partir en guerre »

Après avoir rencontré pendant près de trois heures, jeudi 7 septembre, les organisations syndicales — pénitentiaires, fonctionnaires, éducateurs et magistrats — pour présenter son projet de budget (le Monde du 8 septembre), le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, a déclaré que ce budget qu'il jugeait « peu exaltant » l'année dernière, était cette année devenu « prioritaire » aux yeux du gouvernement. Avec une enveloppe de près de 17 milliards de francs, il enregistre une hausse de 7 %, comme, a précisé le ministre, « ceux de la recherche, de l'éducation et de la culture ».

Le ministre s'est félicité du « climat favorable » qui avait selon lui entouré la réunion avec les syndicats. Ceux-ci « n'ont pas crié au miracle, mais je ne l'ai pas fait moi-même ». Malgré cet optimisme de leur ministre de tutelle, les syndicats, pénitentiaires notamment, n'ont pas caché leur déception. La part consacrée au plan de construction des nouvelles prisons tant pour les crédits d'équipement que pour les créations de postes ne laisse que « quelques miettes » pour le reste, estiment plusieurs syndicalistes. « On n'aura même pas de quoi repêcher une partie dans les autres prisons », a déclaré M. Jacques Viallet, secrétaire général de l'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAP), « l'augmentation conséquente d'un

budget minable se traduit par un

La plupart de ces syndicats, y compris la CFDT, protestent contre la fermeture de vingt-cinq prisons anciennes, une décision prise, selon eux, sans la moindre concertation, et qui entraînera des mutations perçues comme « autoritaires ».

Le ministre réplique que cette liste a été établie il y a dix ou quinze ans et qu'elle comportait quarante-cinq établissements. « J'ai beaucoup de sympathie pour les surveillants de prison, mais ils doivent comprendre qu'ils ne sont pas inviolables. » Les syndicats pénitentiaires envisagent les modalités d'un référendum dans toutes les prisons pour décider de la reprise d'un mouvement d'envergure à la fin du mois de septembre ou au début du mois d'octobre. Pour le garde des sceaux, « ils auraient tort de partir en guerre ».

Le ministre a expliqué qu'il souhaitait mettre en œuvre les moyens dont il disposait pour moderniser le service public de la justice. Le Syndicat de la magistrature (SM) s'est félicité de cet effort mais regrette la part prépondérante faite au programme de 13 000 places « engagé par M. Chalandon et repris par M. Arpaillange. En effet, 95 % des créations de postes n'intéressent que l'administration pénitentiaire ».

Les horizons nouveaux

Le SM déplore l'insuffisance des crédits affectés à la prévention, aux

expériences de médiation et au financement des mesures destinées à éviter l'incarcération. L'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire), avec le Syndicat autonome des fonctionnaires de justice, adopte un ton bien plus virulent pour dire que « la politique de modernisation reste au niveau de l'incantation. Ce qui nous est proposé aujourd'hui ne peut être sérieusement mis en œuvre sans véritables moyens et ne saurait masquer la pauvreté constante du budget de la justice ».

L'intersyndicale regroupant le SM, l'USM et la plupart des organisations de fonctionnaires et d'éducateurs, qui avait dès le mois de juin exprimé son inquiétude devant la politique menée par M. Pierre Arpaillange et la faiblesse des moyens dont il dispose, devrait envisager de nouvelles actions à l'automne.

Par ailleurs, le garde des sceaux interrogé sur le projet de réforme de l'instruction auquel travaille depuis plus d'un an la commission « justice pénale et droit de l'homme » présidée par M. Mireille Delmas-Marty, a annoncé que le rapport que devrait achever la commission « fin septembre ou au mois d'octobre ouvrira des horizons auxquels on n'aurait pas songé ». Pour « ouvrir un vrai dialogue », des auditions publiques de personnalités françaises ou étrangères, philosophes, historiens et chercheurs, devraient être organisées.

Ag. L.

ÉDUCATION

La rentrée scolaire

Les lycéens jardiniers de Lomme

L'OMME (Nord)
de notre envoyé spécial

Des parterres de pétunias et de bruyères baignés de soleil accueillent le visiteur : une serre luxuriante où foisonnent bananiers et figes illumine le bâtiment central. Avec ses aires de florales, le lycée horticoles créé par la communauté urbaine de Lille est le lieu rêvé pour proclamer la spécificité de l'enseignement agricole.

M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture et de la forêt, l'avait donc choisi, jeudi 7 septembre, pour marquer la rentrée des 138 000 jeunes scolarisés dans le secteur dont il a la charge (dont 42 % dans l'enseignement public). « À côté de l'énorme navire de l'éducation nationale, il y a aussi le petit bateau de l'enseignement agricole », a-t-il rappelé dans le théâtre de verdure où l'attendaient élus locaux et personnel du lycée.

Fort de son autonomie, de sa petite taille et de sa finalité bien ciblée, l'enseignement agricole fonctionne en lien étroit avec les milieux professionnels, et ses élèves connaissent moins de problèmes de débouchés qu'ailleurs. Des pratiques peu répandues dans l'éducation nationale, comme le contrôle continu des connaissances et les projets d'établissement, sont monnaie courante, tout comme la formation des adultes. « L'enseignement agricole a un temps d'avance », a pu proclamer le ministre sans que personne ne songe à le contredire.

Au lycée horticole de Lomme, la rentrée n'a d'ailleurs rien du psychotique des jours-ci dans certains lycées d'enseignement général bondés et mal équipés. Les dix hectares de la roseraie, de l'arborescence, des espaces paysagés et des pépinières, les trois hectares de laiteries, poivrons et autres légumes ne sont pas mis en jachère pendant les vacances scolaires.

Laitues

et poivrons

Chacun des deux cent soixante élèves consacre quinze jours de ses congés à l'entretien du centre horticole, auquel les quinze professeurs participent aussi activement. L'établissement, géré par les municipalités de l'agglomération lilloise et doté d'une convention avec le ministère de l'Agriculture, possède ses propres sources de revenus : la taxe d'apprentissage et la vente des produits de la pépinière aux municipalités et au public lui rapportent plus d'un million de francs par an, de quoi faire rêver n'importe quel professeur.

Après s'être longtemps contenté de bâtiments préfabriqués, le lycée a pu s'offrir récemment des installations que la plupart des lycées de France jugeraient luxueuses. Dans un laboratoire moderne, les lycéens s'initient à la culture in vitro. Sous les serres, tomates, aubergines, rosiers et célestes sont cultivés « hors sol », sur un milieu nourricier élaboré sur place.

Dans la classe préparant au brevet de technicien agricole, options production florale et jardins-espaces verts, l'effectif n'est que de vingt-cinq élèves. La majorité d'entre eux sont des citadins. M. Nallet a dialogué avec ces futurs horticulteurs dont il souhaitait entendre les doléances.

Les lycéens se sont surtout inquiétés des conséquences de l'Acte unique européen. Ils ont parlé stages à l'étranger, apprentissage des langues, équivalence des diplômes, et se sont aussi préoccupés du nouveau calendrier scolaire qui, en repoussant les vacances d'été à la deuxième semaine de juillet, compromet, selon eux, les possibilités de stages et de travail d'été rémunéré.

« Il faut faire bouger les rythmes scolaires. Il n'est pas raisonnable de dire qu'il ne faut pas bouger », leur a rétorqué le ministre qui veut « pousser » M. Jospin à modifier aussi les rythmes hebdomadaires et quotidiens des élèves.

Quant à 1992, « c'est une grande chance pour l'agriculture française mais ça va cogner », a prévenu M. Nallet, qui a exhorté les apprentis horticulteurs à s'attaquer au marché de 3,6 milliards de francs correspondant aux fleurs que la France importe, principalement des Pays-Bas, tout en leur mettant en garde contre le mirage de la création de petites exploitations dans ce domaine. Réponses sages à des questions qui ne l'étaient pas moins...

PHILIPPE BERNARD.

EN BREF

● Baisse de la population pénale au mois d'août. — La population pénale a enregistré une nouvelle baisse au mois d'août. Au 1^{er} septembre, il y avait 45 229 détenus dans les prisons françaises contre 45 988 au 1^{er} août. En juillet dernier, une baisse « sensible » de la population pénale — qui était passée de 48 478 à 45 988 — avait été enregistrée en raison, notamment, de la grâce collective du 14 juillet, qui avait entraîné la libération de 1 008 détenus. Le nombre de prévenus était de 20 417 au 1^{er} septembre contre 19 981 au 1^{er} août.

● Les enfants de Bobigny : l'appel du parquet jugé « inopportuniste » par M. Arpaillange. — Le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, a estimé, jeudi 7 septembre, « tout à fait inopportuniste » l'appel interjeté par le parquet de Bobigny dans l'affaire des trois enfants inculpés de viol sur un autre garçon de leur âge, incarcérés en janvier 1987, puis relâchés au mois de juin dernier par le tribunal pour enfants de la Seine-Saint-Denis (le Monde du 5 juillet). Lors de la présentation du projet de budget, le ministre de la justice a, sur cette affaire, déclaré : « La procureur général est libre, rien ne lui interdit de dire qu'il demande la relaxe des trois jeunes. Je n'aurais aucun scrupule à l'appeler ou à lui demander par écrit la relaxe des intéressés. »

● L'auteur présumé d'un incendie de forêt interpellé dans le Gard. — Les services de gendarmerie ont interpellé, jeudi 7 septembre à Salles-du-Gardon (Gard), Rémy Combes, dix-neuf ans, carrossier, considéré comme l'auteur présumé du feu de forêt qui s'est produit, lundi 4 septembre, dans une pinède de la Grand-Combe dans le massif du Rouvergue, au nord du département. C'est en luttant contre ce sinistre que deux pilotes d'un Fokker, affrété par la Sécurité civile, avaient été tués après que leur appareil se fut écrasé lors d'un largage d'eau dans le massif du Rouvergue (le Monde du 6 septembre).

● Manifestation anti-skinheads à Tours. — Plusieurs centaines de personnes ont manifesté jeudi après-midi 7 septembre devant la préfecture de Tours (Indre-et-Loire) pour « dénoncer la haine et les agressions fascistes » après l'agression commise dimanche 3 septembre par un groupe de skinheads contre un étudiant blessé de plusieurs coups de couteau et victime, en outre, d'une fracture du nez (le Monde du 5 septembre). Répondant à l'appel de vingt-huit associations, dont SOS-Racisme, la Ligue des droits de l'homme, et de plusieurs syndicats et partis de gauche, les participants ont protesté « contre la violence fondée sur la haine et la non-respect des libertés individuelles ».

● Manifestation à Toulon en faveur du commandant Martin. — Une centaine d'anciens sous-officiers ont manifesté, jeudi 7 septembre, devant la préfecture de Toulon (Var) pour apporter leur soutien au capitaine de frégate Roger Martin, sanctionné de quinze jours d'arrêt pour avoir déclaré à la 1^{re} que « c'était aux chefs militaires de dépenser la ligne jeune pour éviter que la base ne la fusse ».

Les époux Métral déposent une plainte contre M. Charles Pasqua

LYON
de notre bureau régional

Anne-Marie et André Métral, sœur et beau-frère de Jacqueline Valente, cette Française enlevée en novembre 1987 et l'otage, au Liban, du groupe palestinien FATAH-Coussil révolutionnaire, ont déposé, lundi 4 septembre, une plainte avec constitution de partie civile, auprès de M. Jacques Hamy, doyen des juges d'instruction de Lyon, contre M. Charles Pasqua, ancien ministre de l'Intérieur et sénateur RPR de la Seine, pour « non-assistance à per-

sonne en danger ». « Nous avons acquis aujourd'hui la conviction, ont-ils déclaré, que M. Pasqua n'a jamais considéré M^{me} Jacqueline Valente comme otage. » Ils invoquent une interview donnée à RTL par l'ancien ministre en mars 1989, au cours de laquelle il avait affirmé que M^{me} Valente « a refusé de revenir en France ; elle a choisi une autre vie, elle ne peut plus être considérée comme otage ». M. Pasqua bénéficiant du « privilège de juridiction », la plainte devrait être transmise à la Haute Cour de justice.

Condamné dans une affaire d'immigration clandestine

Un inspecteur de police est relaxé par la cour d'appel

La douzième chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M^{re} Jacqueline Clevery, a relaxé, mercredi 6 septembre, M. Alain Bouillaut, inspecteur de la police de l'air et des frontières (PAF) à l'aéroport de Roissy, poursuivi pour avoir facilité l'immigration clandestine de Chinois en France.

M. Bouillaut avait été condamné, le 21 juin dernier, à dix-huit mois de prison ferme et 20 000 F d'amende pour avoir participé à une filière qui conduisait les clandestins du Népal

en Égypte via Francfort et Paris (le Monde du 4 août).

Il disparaissait durant le trajet entre Roissy et Orly pour rejoindre des ateliers de confection clandestins.

Le policier, qui est actuellement suspendu, avait mené une grève de la faim dans sa cellule de la prison de Fresnes. Le SNPAC (Syndicat national autonome des policiers en civil) estime dans un communiqué que cette relaxe « déçoit la direction centrale de la PAF ».

Dans un dispensaire du Perreux (Val-de-Marne)

Un médecin assassiné pour « avoir donné le mal »

François Lizeray, un médecin âgé de quarante-deux ans, a été tué, mercredi 6 septembre, dans un dispensaire du Perreux (Val-de-Marne) par un Mallien qui n'avait pu accepter que le médecin lui annonce que sa femme enceinte était malade et qu'elle devait suivre un traitement.

Moussa Sissoko en voulait terriblement au docteur François Lizeray. « Il avait mis le mal en nous », disait-il. Le médecin, qui travaillait dans un dispensaire du Perreux, avait reçu Moussa Sissoko et sa femme enceinte à deux reprises, à la fin de l'année 1988 et au printemps 1989.

La seconde fois, alors que la jeune femme s'apprêtait à accoucher, il avait orienté la jeune femme vers un centre de gynécologie obstétrique pour qu'elle puisse suivre un traitement. Moussa Sissoko ne voulait pas l'accepter. Il ne croyait pas, disait-il, à la maladie de sa femme.

La jeune femme, âgée de dix-huit ans, avait accouché le 1^{er} mai. Le mercredi 6 septembre, au dispensaire Lucmaïne de la rue Pierre-Barberet, elle revoyait le docteur Lizeray pour

la première fois depuis la naissance de l'enfant. Une consultation où elle s'était rendue en compagnie de son mari et de leur bébé, âgé de quatre mois.

Le docteur Lizeray, qui revenait de vacances, entassait ce jour-là ses premières consultations de rentrée. Moussa Sissoko n'a pas attendu son tour. Il est entré dans la salle de consultation, a sorti d'un paquet de couches un fusil de chasse à croc et canon scié, et a tiré à bout portant sur le médecin, qui est mort sur le coup. Le père, la mère et le bébé ont été arrêtés quelques minutes plus tard dans une rue voisine. « J'en voulais au médecin. Au médecin et à personne d'autre », dira Moussa Sissoko aux enquêteurs. A cause de cette maladie et de ce traitement annoncés peu avant la naissance de l'enfant.

Moussa Sissoko, quarante et un ans, travaillait comme soudeur dans une entreprise de Montreuil (Seine-Saint-Denis). Il avait quitté le Mali il y a une dizaine d'années. Il devait être déféré au parquet du tribunal de grande instance de Créteil (Val-de-Marne) vendredi 8 septembre dans la journée.

ANNE CHEMIN.

POLICE

A l'appel des syndicats catégoriels

Un rassemblement est interdit par la préfecture

Le préfet de police a interdit le « rassemblement » prévu par l'Union des syndicats catégoriels de la police (USC), lundi 11 septembre, devant le ministère des finances, Paris. Second mouvement syndical policier, minoritaire par rapport à la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), l'USC entend à son tour mobiliser les policiers contre « la perte de leur pouvoir d'achat et l'absence de réels débordements de carrière ».

Selon la préfecture de police, ce rassemblement aurait constitué une « menace à l'ordre public ». Depuis les manifestations du 3 juin 1983 — où des policiers émus entre autres par les syndicats membres de l'USC s'étaient rendus place Vendôme et place Beauvais devant les ministères de la justice puis de l'Intérieur —, les manifestations de rue envisagées par certains policiers ont toujours été interdites.

La FASP, de son côté, s'en tient à des actions sur les lieux de travail dont elle devrait annoncer les modalités à la mi-septembre, pour revendiquer une augmentation de 600 F « pour tous les policiers ».

A L'Isle-d'Abeau

Les élèves accueillent les élèves

L'ISLE-D'ABEAU (Isère)
de notre envoyée spéciale

Ce matin encore, Myriam n'était pas rassurée. Bien avant de franchir la porte pour la première fois le seuil du lycée, le jeudi 7 septembre, pour entrer en seconde, elle avait senti monter le trac des petits nouveaux. En une journée pourtant, elle a appris à identifier ses camarades et les moindres recoins de ces bâtiments qui lui paraissent tellement intimidants. Au lycée Léonard-de-Vinci, dans la ville nouvelle de l'Isle-d'Abeau, en Isère, chaque année les responsables et les élèves se mobilisent pour accueillir les derniers venus.

Depuis le mois de juin, plusieurs volontaires de première et de terminale ont été choisis et formés pour accueillir le premier contact des nouveaux avec ce lycée de plus de trois cents élèves. Ces « tuteurs », parmi lesquels quelques anciens élèves, venus par amitié, ont la délicate mission d'initier leurs camarades aux mille et un secrets de la vie de l'établissement. Ils leur présentent les locaux, leur indiquent les « coins tranquilles » et leur décrivent les particularités de tel ou tel professeur. Durant cette journée exempte de travail scolaire, ils prennent

entièrement en charge les nouvelles

recrues.

Après avoir été salués par le proviseur, les élèves sont réunis dans les classes pour faire connaissance. Puis quelques jeux soigneusement préparés, une promenade à travers le lycée et un déjeuner commun précèdent le grand jeu de piste et le tournoi de volley qui couronnent la journée.

A l'heure de rentrer chez eux, la plupart de ces lycéens arborent une mine réjouie. « C'est bien mieux d'être accueilli par des élèves, car ils comprennent ce que nous ressentons. Et puis, on peut leur poser des questions plus librement », explique un nouveau.

Une heure de « vie de la classe »

« Je ne vois pas pourquoi les adolescents seraient moins sensibles à l'ambiance que les adultes », observe M^{me} Colette Paillole, le proviseur, dont la porte demeure symboliquement ouverte. La réussite des élèves passe par la qualité des relations humaines. « Cette convivialité profite notamment aux élèves que les handicaps culturels ou affectifs rendent plus fragiles. Tous les emplois du temps comprennent une heure hebdomadaire de « VC » (« vie de

la classe ») consacrée aux débats d'idées, à la résolution des conflits ou à l'organisation d'activités extrascolaires.

Anticiper sur la loi d'orientation de M. Lionel Jospin, le lycée avait mis en place, depuis longtemps déjà, les conseils de délégués-élèves, qui reçoivent une formation spécifique et participent à l'intégralité des conseils de classe.

Cette qualité de vie scolaire ne fait cependant pas du lycée Léonard-de-Vinci un lieu de villégiature : les lycéens y ont un emploi du temps plus chargé que la moyenne. Leurs horaires comprennent, depuis cette année, deux heures supplémentaires d'initiation à l'informatique et à la communication. L'équipe enseignante s'efforce de mettre l'accent sur les méthodes de travail en habituant les lycéens à la prise de notes et à la recherche de documents. Cette philosophie mêlant rigueur et agrément semble porter ses fruits, puisque le lycée Léonard-de-Vinci a obtenu, en 1989, un pourcentage de réussite au baccalauréat de 81,5 % pour une moyenne nationale de 74,5 %.

M^{me} le Proviseur a d'autres projets. Elle aimerait en particulier pouvoir évaluer les connaissances et les désirs de ses élèves lors de leur arrivée au lycée.

RAPHAËLE RÉROLLE.

Au lycée Paul-Valéry à Paris

Les bourdes de l'ordinateur

Au lycée Paul-Valéry dans le douzième arrondissement de Paris, la rentrée n'aura lieu que le lundi 11 septembre. Ce retard tient aux défauts de l'information expérimentée cette année pour aménager les emplois du temps. L'utilisation des logiciels a abouti à des situations extravagantes : plusieurs professeurs se retrouvent dans la même salle de cours ; sur cinq heures de français hebdomadaires, quatre ont lieu le lundi ; le gymnase est occupé tous les jours à l'heure du déjeuner, alors qu'il est libre le jeudi matin.

Mis en état d'alerte dès le mois de juillet par une première rencontre de ces programmes, élaborés par des membres du personnel administratif qui avaient suivi des stages d'informatique, les enseignants avaient aussitôt protesté. L'administration avait tenté d'apporter des corrections au mois d'août, mais la capacité des logiciels était sans doute insuffisante pour tra-

ter avec la souplesse requise toutes les données. Les corrections sont donc restées très insatisfaisantes. « Par exemple, plutôt que de procéder à une nouvelle répartition des horaires, on a fait sauter des cours, affirme une enseignante de lettres. A une époque où l'on parle beaucoup d'efficacité de l'enseignement, c'est un curieux paradoxe. »

Une telle opération aurait sans doute nécessité l'intervention d'informaticiens de haut niveau, étant donnée la complexité des paramètres à traiter. Avec 2 500 élèves et 185 enseignants, le lycée Paul-Valéry se caractérise en outre par la diversité de ses options en langues, ce qui ne facilite pas la tâche. L'administration a donc décidé de prendre le temps nécessaire pour corriger les absurdités les plus flagrantes. Et se demande si, l'année prochaine, elle ne reverra pas aux méthodes traditionnelles...

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82. - Poste 4138

صكنا من الامل

Société

REPÈRES

Consommation

Les pots pour bébés officiellement sans danger

Le ministère de l'Agriculture a indiqué, jeudi 7 septembre, qu'en l'état actuel des informations, et étant donné les teneurs de la substance potentiellement cancérigène retrouvée dans des pots d'aliments pour bébés à base de pomme (le Monde du 7 septembre), il n'y a « pas de danger pour la santé » à consommer ces aliments.

Le ministère — qui a demandé dès le printemps à la commission des toxiques de réétudier le dossier d'homologation de ce produit (le daminozide) — a en outre précisé qu'il avait aussi pris la décision d'inciter les distributeurs à réduire l'emploi de ce produit.

La décision définitive concernant le daminozide sera prise en 1990, avant le renouvellement de la campagne de pulvérisation de ce produit dans les vergers français. Le ministère de l'Agriculture a rappelé à ce propos que seulement 5 à 6 % des vergers français sont traités au daminozide.

En outre, le Conseil supérieur d'hygiène publique de France, saisi par le ministère de la Santé, de la Santé et de la Protection sociale, se prononcera vendredi 8 septembre sur ce dossier.

Espace

Soyouz a rejoint la station Mir

Le vaisseau spatial soviétique Soyouz TM-8 s'est réuni comme prévu, vendredi 8 septembre à 0 h 25 (heure française), à la station orbitale Mir. Lancé dans la nuit du mardi au mercredi 8 septembre, le commandeur de Baikonour, en Asie centrale (le Monde du 7 septembre), la capsule emportait à son bord deux Soviétiques, Alexandre Viktorenko et Alexandre Sarabrov. (AFP.)

DÉFENSE

Selon M. Fillon

Le RPR a l'intention de demander à M. Mitterrand d'intervenir dans la crise de l'institution militaire

Le ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a annoncé, jeudi 7 septembre, aux députés membres de la commission de la Défense, qu'il fera connaître à la fin de ce mois les nouvelles mesures de revalorisation de la condition des militaires, qui complèteront les initiatives déjà rendues publiques le 23 août dernier.

Après avoir expliqué qu'il « assumait » ses propos antérieurs sur « la campagne orchestrée par la droite et l'extrême droite sur le manque de la déontologie des médias » lors de la diffusion de let-

tres anonymes de gendarmes protestant contre leurs conditions de vie et de travail, M. Chevènement a estimé qu'il était de sa responsabilité d'éviter « la contagion des lettres anonymes dans les armées ».

Il a cependant reconnu que l'expression de mécontentement des gendarmes correspondait à un phénomène réel qui tient à l'écart entre la condition militaire et la situation d'un certain nombre de catégories sociales auxquelles les militaires se comparent aujourd'hui.

La plupart des députés présents à cette réunion de la commission de la Défense, qui a exceptionnellement duré plus de trois heures et demie, ont condamné le procédé des lettres

anonymes et répété que l'opposition, en la circonstance, avait fait preuve de bon sens des responsabilités, contrairement aux accusations de M. Chevènement.

Le ministre de la Défense n'a pas détaillé son plan de revalorisation de la condition des militaires. Il a seulement rappelé que l'indemnité pour charges militaires, attribuée à l'ensemble des cadres, sera augmentée de 12,4 % en 1990 et que, dans la gendarmerie, les effectifs seront accrus de trois mille gendarmes d'active et de mille gendarmes de contingent en trois ans, pendant que des crédits supplémentaires seront alloués en faveur du logement et pour une aide à l'achat de leur uniforme par les intéressés. C'est à la

fin de septembre que d'autres mesures seront annoncées à destination de tous les militaires.

A l'issue de la réunion, M. François Fillon, député RPR de la Sarthe, a indiqué que son parti comptait « se tourner vers le président de la République, qui est le chef des armées depuis neuf ans et qui est donc largement responsable de la situation ».

M. Fillon a ajouté : « On ne peut pas continuer à voir le chef des armées ne rien dire sur ce sujet. Nous allons demander au président de la République de mettre un terme à la crise dans la gendarmerie et à la cacophonie qui règne dans le gouvernement ». M. Chevènement a estimé que « le président François Mitterrand aura l'occasion de s'exprimer dans les conditions qu'il aura choisies ».

Le ministre de la Défense, interrogé par les journalistes après son audition à l'Assemblée sur ses relations avec le ministre de l'Intérieur, a déclaré : « Nous sommes tout à fait d'accord pour travailler pour que l'existence de la police nationale, d'une part, et de la gendarmerie nationale, de l'autre, soit coordonnée. C'est la responsabilité du premier ministre que d'y veiller, et une réunion est prévue à son niveau, à la fin de septembre. Il y a dans tout gouvernement des débats qui sont parfaitement légitimes. Il y a des problèmes qui se posent au niveau de l'emploi des forces de police et de gendarmerie, mais ces problèmes sont débattus au sein du gouvernement ».

M. Chevènement, qui a été demandé à être entendu par le bureau exécutif du PS, le 13 septembre, lors de sa réunion hebdomadaire, a conclu : « Mon collègue Pierre Joxe a ses problèmes et il les assume avec courage. C'est un ministre actif, moderne, dynamique. C'est un très bon ministre de l'Intérieur, et je m'efforce aussi d'être un très bon ministre de la Défense ».

Des sapeurs-pompiers de Paris recourent, à leur tour, aux lettres anonymes

De statut militaire, mais dépendant pour leur emploi de la préfecture de police de Paris, les sapeurs-pompiers parisiens seraient-ils atteints par le virus ?

Toujours est-il que deux sous-officiers de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) viennent d'adresser au ministre de la Défense deux lettres anonymes dans lesquelles ils évoquent leurs horaires de travail, la vétusté de leurs casernes, le « poids écrasant de la hiérarchie » et la « barrière énorme » entre officiers et sous-officiers. Un début de mauvaise humeur auquel n'est peut-être pas étrangère la grave accélération des pompiers des Aéroports de Paris, pour la plupart anciens sapeurs-pompiers de Paris ayant quitté le statut militaire et ses contraintes.

Les 7 128 sapeurs-pompiers de Paris ont effectué 310 000 interventions en 1988. Leur nombre a été multiplié par six en vingt ans, malgré une stagnation des effectifs. Ce surcroît de travail pour un corps qui, réparti dans 73 centres de secours, assure la sécurité de 6,5 millions de personnes, semble au centre d'un malaise déjà ancien, dont les lettres anonymes ne sont qu'une expression supplémentaire. Dans son dernier rapport sur l'état de la brigade, le général Pierre Godon, responsable de la BSPP, soulignait « une augmentation continue des charges opérationnelles ».

C'est sur sa proposition que le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, et le préfet de police, M. Pierre Verbrugghe, ont élaboré un plan de modernisation établi sur dix ans, représentant des investissements de 1,5 milliard de francs.

Mais ce plan vise essentiellement la rénovation des casernes alors que, comme dans la gendarmerie, le problème posé semble aussi celui des relations entre la base et le commandement. Le budget de la BSPP est présenté par le préfet de police devant le Conseil de Paris qui l'adopte traditionnellement à l'unanimité. Celui de 1989 atteignait un montant de 116 millions de francs. Pour le budget 1990, M. Verbrugghe compte demander 147 millions de francs à la Ville de Paris.

M. Rocard promet un « plan de reconversion » aux élus de la vallée de l'Ubaye

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a reçu, jeudi 7 septembre, une délégation des élus de la vallée de l'Ubaye venus l'entretenir des conséquences de la dissolution du 11^e Bataillon de chasseurs alpins de Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence) décidée, le 29 juin, par le ministre de la Défense dans le cadre du plan Armées 2000. Cette mesure, qui doit se traduire par le départ de mille trois cents personnes — un millier de militaires dont huit cents appelés et cent vingt familles — sur une population totale de sept mille habitants, avait suscité de très vives réactions locales, couronnées par un attentat contre la sous-préfecture de Barcelonnette (le Monde du 5, 6 et 17 août).

Le premier ministre a présenté à ses interlocuteurs les « excuses de la

République », pour l'absence de toute concertation préalable, qu'il a imputé, au mauvais fonctionnement de l'administration (l'un de ses soucis prioritaires). Il leur a annoncé que la dissolution du 11^e BCA, qui devait être effective le 1^{er} juillet 1990, n'entraînerait en application qu'« après la mise sur pied d'un plan de reconversion adapté aux nécessités locales ». Un communiqué publié par Matignon au terme de l'entrevue, longue d'une heure, précise que « les élus seront associés à l'élaboration de ce plan au sein d'un groupe de travail commun, sous l'égide du ministre de l'Aménagement du territoire, tous les ministres concernés et notamment le ministre de la Défense ». Ce groupe de travail devrait être réuni d'ici un mois.

Si les membres de la délégation ont été généralement déçus par la confirmation du départ des chas-

seurs alpins de la vallée de l'Ubaye — où ils sont présents depuis un siècle —, M. Jean-Pierre Aubert, maire (PS) de Jausiers, estimait, pour sa part, que « le pire avait été évité ». « Nous avons gagné du temps, et nous sommes certains, aujourd'hui, d'obtenir des compensations, nous n'en étions pas certains », a-t-il déclaré. Mais nous ne pourrions nous dire satisfaits avant de connaître la date exacte de dissolution du BCA et l'ampleur de ces compensations.

Le maire de Jausiers, récemment nommé président du groupe CIC de Paris et qui est l'un des familiers des allées du pouvoir socialiste, espère obtenir du gouvernement le déclassement de la vallée de l'Ubaye, le maintien d'une présence administrative — civile ou militaire — ainsi que des aides à l'équipement touristique et au développement des activités de santé liées, en particulier, au climat.

G. P.

Jean-Paul II et les juifs

(Suite de la première page.)

Comme dans la discussion ecclésiastique entre les confessions chrétiennes séparées (catholiques, réformées, orthodoxes), le rapprochement déjà opéré entre l'Eglise catholique et les juifs semble irréversible et, dans le même temps, nous nous voyons progresser. Est-ce le retour du balancier ou l'impact personnel de Jean-Paul II, ce pape polonais dont la cote dans les milieux juifs est inversement proportionnelle au nombre considérable de textes et de gestes qu'il a déjà consacrés au judaïsme ?

Il y a quelque chose de tragique dans ce malentendu. Parce qu'il canonise, en 1982, son compatriote Maximilien Kolbe, qui avait de mourir en martyr dans les camps d'Auschwitz, avait frôlé avec non-mieux hostiles aux juifs, le pape se voit soupçonné de cautionner une partie de l'opinion catholique polonaise restée antisémite. Parce qu'il béatifie, en 1987, Edith Stein, cette philosophe allemande, juive et convertie à la foi chrétienne, gérée à Birkenau, Jean-Paul II devient, pour certaines organisations juives, l'artisan d'un « travestissement hagiographique de l'histoire », et d'une « réhabilitation de l'holocauste ».

Ce dernier procès ne cessera de prendre de l'ampleur en onze ans de pontificat. Une messe célébrée par le pape à Birkenau, une église

construite à Sobibor, un cimetière et une croix implantés à Auschwitz, et Jean-Paul II passe pour être le chef d'un complot catholique destiné à « christianiser » les lieux de la mort. On va même jusqu'à citer la nomination d'un juif converti à la tête d'un diocèse aussi prestigieux que celui de Paris pour accréditer la thèse qu'une stratégie « révisionniste » est en œuvre au Vatican (2).

Pourtant, jamais aucun pape n'avait condamné, comme celui-ci, dans ses lettres apostoliques, dans ses voyages à l'étranger, dans ses visites aux camps de concentration (Auschwitz-Birkenau en 1979, Majdanek en 1987, Mathausen en 1988), le nazisme (« une souillure de l'humanité », « une monstruosité », « un crime contre l'humanité », « un racisme satanique »).

C'est à partir de l'holocauste, du « mystère de la souffrance des enfants d'Israël, de leur témoignage de foi, d'espérance et d'humanité sous les orages de la Shoah », que Jean-Paul II fait un devoir à son clergé et à ses fidèles de renforcer leurs liens avec le « peuple juif ». Bien loin de régresser dans l'enseignement de l'Eglise, la présentation du judaïsme n'a fait que s'enrichir depuis le concile Vatican II et le document *Nostra Aetate* de 1965.

« Vous êtes nos frères préférés et, en un sens, nos frères aînés » : ce mot de Jean-Paul II, adressé à un public juif, a fait le tour du monde. Il a été prononcé le 13 avril 1986 au cours de sa fameuse visite, sans précédent pour un pape, à la grande synagogue de Rome. Si « révisionnisme » il y a dans l'Eglise catholique, il est dans son vocabulaire. En 1965, dans le texte conciliaire déjà cité, les juifs ne sont définis qu'en termes bibliques, c'est-à-dire par rapport à leur passé : « Peuple élu », « racine de l'olivier », « peuple de la foi ».

En 1985, dans les *Notes pour une présentation correcte des juifs et du judaïsme*, le Vatican demande instantanément aux catholiques de « tenir compte de la foi et de la vie religieuse du peuple juif, telles qu'elles sont professées et vécues maintenant » (4).

Autre preuve quasi sémiotique de l'évolution du discours catholique sur le judaïsme : les documents de 1965 et de 1975 ne font aucune allusion à la Shoah, ni même à l'Etat d'Israël. Or les *Notes* de 1985, écrites sous la responsabilité de Jean-Paul II, ne craignent plus d'évoquer l'« attachement réli-

gieux » du peuple juif à la terre d'Israël, qui est un aspect essentiel de sa « fidélité au Dieu unique ». Reconnaissance d'une histoire religieuse spécifique, de la légitimité de l'espérance messianique, d'un lien spirituel et unique avec Israël : cette triple conversion de l'Eglise catholique à l'égard du judaïsme ne s'est pas faite sans douleur.

Le soupçon

Chaque année, cependant, qu'après le printemps des années 60, le dialogue judéo-catholique a tourné une page. S'attaquant à des questions plus essentielles, il est devenu plus dur. Mais une longue du soupçon l'emporte aujourd'hui sur l'analyse objective des textes et des faits. Elle est alimentée par les maladroites commises des deux côtés, les initiatives mal expliquées, la connaissance des intentions, le retard des mentalités, particulièrement éloquent en Pologne.

La crispation de ces dernières années s'explique en grande partie

par la non-reconnaissance par l'Eglise catholique de l'Etat d'Israël. Le Vatican n'a aucune représentation à Jérusalem. N'ayant jamais pris la route de la Ville sainte — en quarante-crois voyages à travers la planète, — recevant au Vatican des personnalités aussi contestées par les juifs que M. Yasser Arafat (en 1982) ou M. Kurt Waldheim (en 1987), Jean-Paul II a beaucoup déçu aux yeux des autorités israéliennes, de la distance entre Jérusalem, la ville des prophètes, et Rome, la ville des diplomates, semble infinie.

La secrétairerie d'Etat et le pape n'entendent procéder à la reconnaissance d'Israël que si celle-ci correspond à une avancée décisive pour la paix au Proche-Orient. Conformément à sa tradition diplomatique, le Saint-Siège n'établit pas de relations formelles avec des pays dont les frontières sont contestées. Israël n'est pas plus reconnu que la Jordanie. Le pape entend également se montrer

attentif aux droits des Palestiniens, et il réclame un statut particulier pour la ville de Jérusalem, garantissant le libre accès des lieux saints.

L'Eglise catholique ne reconnaît pas pour autant l'existence de l'Etat d'Israël. La référence la plus marquante est la lettre apostolique du pape sur Jérusalem, datée du 20 avril 1984 : « Le peuple juif, qui vit dans l'Etat d'Israël, nous devons invoquer la sécurité désirée et la juste tranquillité, qui est la prérogative de toute nation ». Mais la subtile distinction qu'il établit entre cette reconnaissance de fait et l'absence de relations formelles n'est pas comprise par les organisations juives.

Celles-ci admettent volontiers que l'Eglise a abandonné les caricatures du passé sur le judaïsme et Israël, mais elles continuent de soupçonner les catholiques de ne pas avoir admis la place centrale qu'occupe Israël dans l'histoire du salut et le lien indissociable que tout juif religieux fait entre sa judéité et la terre même d'Israël. La distinction du politique et du religieux ici n'est pas possible.

Ce désaccord théologique a récemment rebondi avec des interventions du pape au cours d'audiences publiques sur la place Saint-Pierre. Sur la foi d'un résumé paru dans la version anglaise de *L'Osservatore Romano*, qui a mis en fait les communautés juives des Etats-Unis, Jean-Paul II aurait condamné l'« infidélité d'Israël à son Dieu ». Le texte exact est différent. Le pape cite « les prophètes qui ont reproché à Israël ses infidélités à l'Alliance » (audience du 2 août dernier).

Un document en retard

Mais en pleine polémique sur le carnal d'Auschwitz, les milieux juifs n'ont pas compris cette insistance mise sur la théologie chrétienne la plus traditionnelle. Le pape est allé jusqu'à rappeler que « Jérusalem, point d'arrivée du peuple de Dieu dans l'Ancienne Alliance, doit devenir maintenant le point de départ de l'histoire de la Nouvelle Alliance, c'est-à-dire de l'Eglise » (2 août) et qu'« aux termes de la Nouvelle Alliance, les chrétiens sont consacrés membres de la race d'Israël, prédisposés et nation sainte » (16 août) (5).

Un mur d'incompréhension se dresse aussi à propos de la Shoah, l'autre point sensible des relations entre les juifs et les catholiques. Dès 1945, Stanislas Fumet disait que l'Eglise devait « s'arracher les vêtements ». Or si le pape s'est souvent exprimé sur le génocide

« Certains juifs s'arrogent en quelque sorte l'exclusivité du génocide » déclare M. Jean-Marie Domenach

Dans l'*Evénement* du jeudi 7 septembre, le cinéaste Claude Lanzmann (auteur de *Shoah*) estime que « les juifs ont de toute façon perdu la bataille d'Auschwitz : il ne fallait pas négocier, c'était une erreur. Il fallait protester ». Selon lui « ce scandale absolu qu'est l'installation d'un carnal à Auschwitz n'est qu'un symbole. Le vrai problème, c'est l'antisémitisme polonais : le double enseignement des curés et des communistes, leur complicité objective, ont fait que le mot juif est à peine prononcé ».

Ancien directeur d'*Esprit*, et ancien résistant, M. Jean-Marie Domenach, dans le même numéro de l'*Evénement*, donne un écho différent : « Il est vrai, estime-t-il, que les catholiques ont des responsabilités énormes et que l'affaire a été gravement entamée par l'épiscopat polonais, certains juifs s'arrogent en quelque sorte l'exclusivité du génocide [...] ». Un certain nombre de gens se servent de ce que fut l'holocauste pour imposer leur ambition, leurs succès littéraires ou autres. C'est inadmissible. Je

n'admets pas que des gens qui n'ont pas donné des preuves de leur combat contre le racisme touchent aujourd'hui les dividendes d'Auschwitz ».

Pour sa part, André Frossard écrit dans le *Figaro* du 8 septembre : « On souhaite que les carnalités, dont les bonnes intentions ne sont pas douteuses, comprennent enfin que les juifs ont des droits sur cet enclos du désespoir [...] ». En s'éloignant d'Auschwitz, elles permettraient aux juifs et aux chrétiens de reprendre leur dialogue interrompu, et l'erreur qu'elles ont involontairement commise se changerait en bienfait : la prière ne peut pas faire plus ».

Huflin, dans un éditorial de la Croix du 8 septembre, M. Noël Copin écrit : « Pas plus que les juifs — ainsi que le dit le concile — ne peuvent être tenus pour responsables de la Passion du Christ, les catholiques d'aujourd'hui ne peuvent être tenus pour responsables de l'antisémitisme d'hier ».

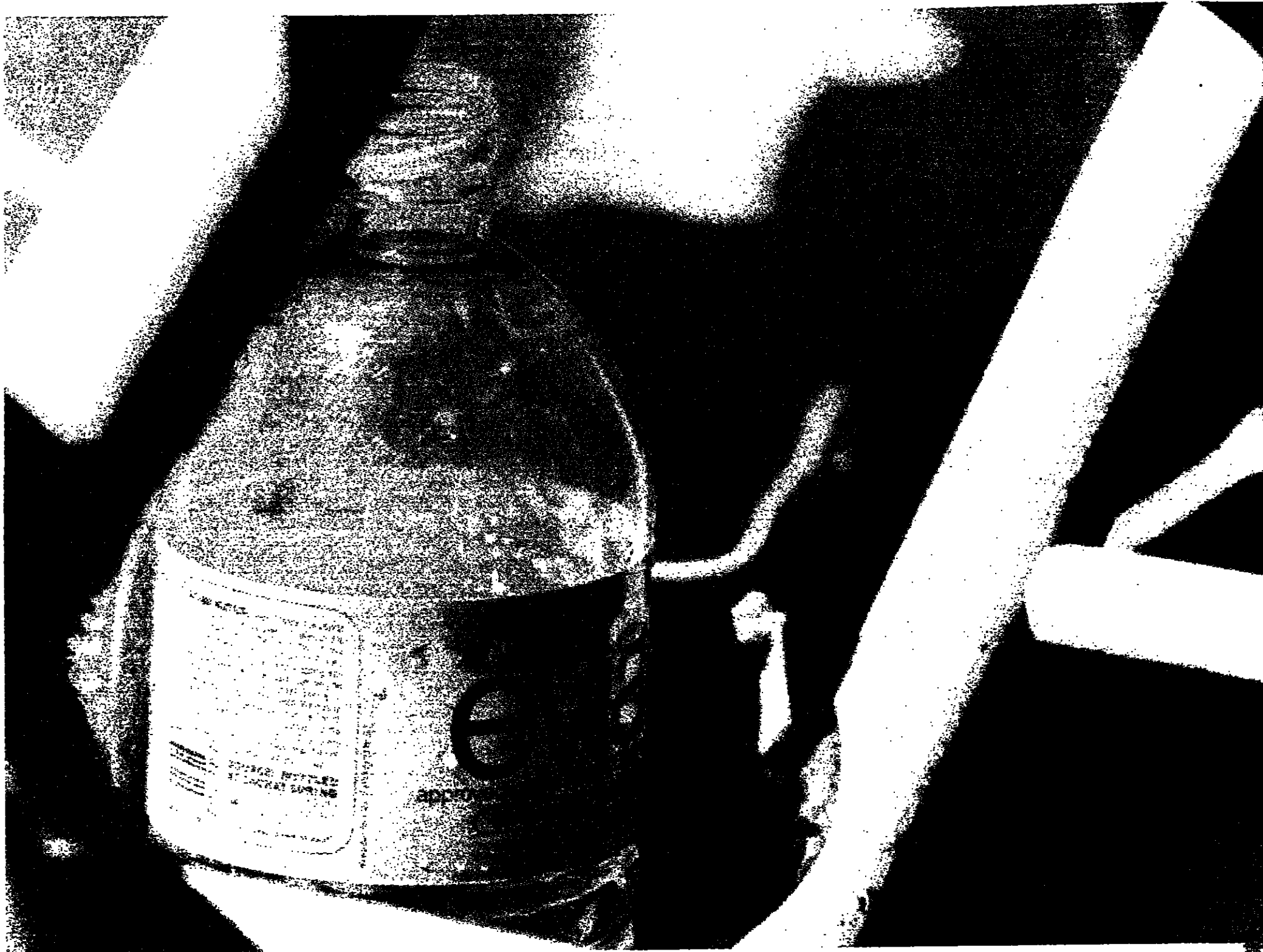
des juifs, notamment en juin 1987 au cours d'une rencontre émue avec l'ancien général de Varsovie, l'Eglise ne s'est jamais formellement prononcée sur ses responsabilités dans les crimes perpétrés en terre chrétienne. Elle n'aime pas s'entendre rappeler ses faux pas, ses silences coupables ou complices. Viennent la catholique qui fit à Hitler, en 1938, un accueil triomphal. L'épiscopat allemand, dans sa majorité, s'est compromis avec le régime hitlérien. Fidèle à Péta, l'épiscopat français, sauf exceptions, couvrit par son silence la législation antijuive de Vichy.

Pour dépassionner la querelle née de la visite au Vatican de M. Kurt Waldheim, le pape avait promis, le 1^{er} septembre 1987, à des organisations juives venues le voir à Castelgandolfo, la rédaction d'un document catholique sur l'holocauste. Deux ans après, sa rédaction n'a toujours pas commencé. La commission de dialogue international entre les organisations juives et le Vatican doit au préalable se rencontrer. Elle ne l'a plus fait depuis l'annulation d'une réunion prévue à Washington en décembre 1987.

Ce manque d'empressement accentue la crainte de ceux qui pensent que l'Eglise est incapable d'affronter son propre passé. Avec l'affaire du carnal d'Auschwitz, le dialogue judéo-catholique traverse sa plus sérieuse crise depuis la guerre. On imagine mal que l'obstination de quelques religieux polonais puisse entraver une histoire chère à Jean XXIII et à Jules Iseze, vieille seulement de vingt-cinq ans, celle de la réconciliation de deux religions que tout opposait depuis deux mille ans.

HENRI TINOCO.

- (2) Dans « Lettre ouverte au cardinal Ruffini. L'autre révisionnisme », de Raphaël Draï. Edition Aléa (16 mai 1989).
- (3) Discours aux délégués des conférences épiscopales pour les relations avec le judaïsme, (6 mars 1982).
- (4) Dans la revue *Itinéraires* (avril-juin 1986), Eugène J. Fisher analyse l'évolution de l'enseignement de l'Eglise sur le judaïsme de *Nostra Aetate* aux *Notes romaines* de 1985. *Itinéraires*, 45, me de la Glacière, 75013 Paris.
- (5) Ces déclarations contestées seront traduites et publiées dans le prochain numéro de la Documentation catholique (15 septembre 1989), au 3, rue Bayard, Paris (8).



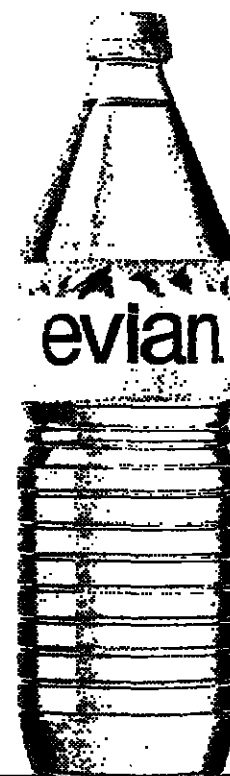
A New York, il existe encore quelques centimètres carrés où il fait bon vivre.



BELIER WTS Photo: Gianni Casale - Sport Vision



A Flushing Meadow, tous les joueurs boivent Evian.



صباحنا من الامل

Sports

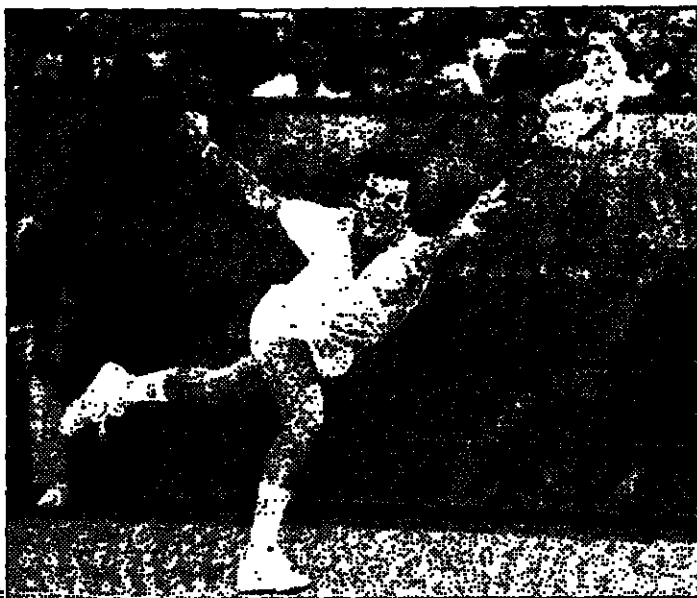
TENNIS : Open des Etats-Unis

Connors jusqu'à la dernière corde

Steffi Graf et Martina Navratilova étaient les favorites logiques des demi-finales dames de l'Open de tennis des Etats-Unis qu'elles devaient disputer vendredi 8 septembre contre, respectivement, Gabriela Sabatini et Zina Garrison : l'Allemande de l'Ouest comptait seize victoires contre trois défaites sur l'Argentine, et l'Américaine vingt-quatre succès contre un échec sur sa compatriote noire. Trois fois

champion de l'Open des Etats-Unis en double associé à Peter Fleming, John McEnroe n'avait pas disputé cette épreuve à Flushing Meadow depuis 1984 (il avait été disqualifié en 1986 pour être arrivé en retard au stade à cause d'un casaboulage). Avec un nouveau partenaire, Mark Woodford, l'Américain a éliminé le paire Rich Leach-Jim Pugh, tête de série numéro un, et il devait disputer vendredi la

finale contre les champions 1987, Ken Flach et Robert Seguso, tites de série numéro quatre. En gagnant pour la première fois de sa carrière un match en cinq manches, contre Jimmy Connors, André Agassi s'est qualifié pour la demi-finale masculine, qu'il disputera samedi 9 septembre face à Ivan Lendl, finaliste des sept dernières années d'un Open qu'il a remporté trois fois.



servait à 4-2 dans la deuxième manche et faisait tout pour empêcher son adversaire d'égaliser. Agassi fut d'ailleurs tellement troublé par ce spectacle de grand blesé de guerre qu'il devait perdre le troisième set blanc. Il ne mettait plus une balle dans le court alors que Connors, ce malade imaginaire, s'était remis à courir comme un lapin, servait et volait comme jamais. Et il y avait de la férocité dans sa façon de conduire les points, comme s'il voulait faire payer chèrement à Agassi d'avoir dit l'an passé après sa victoire : « Je suis déçu, j'avais parié avec un copain que je battrais le vieux trois fois 6-2 ».

Le plus incroyable pourtant, dans cette affaire, ce fut le comportement du public. Loin de s'offusquer des agissements du vétérinaire du tournoi, il en était ravi, il en redemandait. Que Connors triomphe après un point et s'écroule aussitôt dans les tribunes. Certes celui-ci a été un grand champion. Mais se grandit-il encore en prolongeant sa carrière de la sorte ? Et fallait-il prendre fait et cause pour lui au point d'en faire venir les larmes aux yeux d'Agassi servant pour le match ?

Flushing Meadow a montré jeudi soir son mauvais visage. Celui d'une Amérique avachie qui préférerait le show frêlé à la compétition authentique. Celui d'une Amérique « libérée », qui ne croit pas en sa jeunesse et qui l'accroche à ses mythes. Pour s'être sorti des pièges qui lui étaient sournoisement tendus, pour avoir surmonté dans un torrent d'hostilité, André Agassi méritait pourtant de gagner — en plus d'une place en demi-finale contre Ivan Lendl — le respect de tous. En s'imposant pour la première fois de sa carrière en cinq manches, il a prouvé qu'il avait lui aussi des trépassés. Mais ce n'était pas une partie de tennis qu'il a gagnée, plutôt un combat de catch. Et si l'on n'y grand garde, ce jeu ne sera bientôt plus que cela.

ALAIN GIRAUDO.

Résultats du 7 septembre

Simple messieurs (quarts de finale)
Lendl (Tch., n° 1) b. T. Mayotte (EU, n° 9) 6-4, 6-0, 6-1 ; A. Agassi (EU, n° 6) b. J. Connors (EU, n° 13) 6-1, 4-6, 6-6, 6-3, 6-4.
Double mixte (finale)
R. White-S. Cannan (EU) b. M. McGrath-R. Leach (EU) 3-6, 6-2, 7-5.
Double dames (demi-finales)
H. Mandlikova (Aut.)-M. Navratilova (EU) b. S. Graf (RFA)-G. Sabatini (Arg.) 6-1, 7-5 ; M.-J. Fernandez (EU)-P. Shriver (EU) b. N. Provis (Aut.)-E. Reinach (A.S.) 6-7, 6-4, 6-3.
Simple juniors garçons (troisième tour)
F. Santoro (Fr., n° 3) b. J. Leach (EU) 7-6, 7-5.
Simple juniors filles (troisième tour)
S. Testud (Fr.) b. K. Po (EU) 2-6, 7-6, 7-6.

Snooker à Paris

Passé de la 103^e place à la 3^e en un temps record, le jeune prodige ne vit que pour le snooker et a déjà une idée en tête : détrôner Steve Davis, qui occupe le haut du classement mondial depuis six ans consécutivement.

Opposé à John Virgo, président des joueurs professionnels britanniques, dans le Grand Prix Norwich Union à l'Hôtel Hilton, « Spike », surnom que l'Ecosse doit à sa chevelure, attaquant, qui n'a pas son égal pour empêcher une bille placée n'importe où sur le tapis, ne devrait pas laisser beaucoup de frames (sets) à son adversaire lors de cette soirée enregistrée par Canal Plus et retransmise ultérieurement.

G. C.

★ Grand Prix Norwich Union, Hôtel Hilton, 18, avenue de Suffren, 75015 Paris, le 9 septembre à 20 heures. Renseignements, tél. : 42-73-92-00.

ATHLÉTISME : Coupe du monde

Une Europe sans couleurs

Dernière grande compétition de la saison d'athlétisme, la Coupe du monde réunit, de vendredi 8 à dimanche 10 septembre, sur la piste du stade olympique de Barcelone, huit équipes : les cinq sélections continentales plus les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la RDA. La sélection de l'Europe, où la France est représentée par neuf athlètes, semble avoir des préoccupations très éloignées de celles du grand marché européen de 1993.

PASCAL THIÉBAUT, trente ans, recordman de France du 3 000 mètres, soupire longuement et lève les yeux au ciel lorsqu'on lui parle de la Coupe du monde. Des regrets ? Pire : du dépit. « J'aurais aimé y être, c'est évident. C'est une compétition très prestigieuse, qui honore la carte de visite d'un athlète. Mais, que voulez-vous, pour être sélectionné en équipe d'Europe, il faut mieux être Italien que Français... »

Vainqueur du 1 500 mètres de la coupe d'Europe début août à Gateshead, Thiébaud aurait dû logiquement représenter son continent sur la piste du stade olympique de Barcelone. La Coupe d'Europe ayant été choisie par l'AEA (Association européenne d'athlétisme) comme épreuve de sélection, il avait tous les atouts de son côté sauf un : sa nationalité. « Vous parlez d'une sélection européenne. En fait, c'est totalement politique. Il faut être défendu. Et moi, je l'ai été beaucoup moins que l'Italien Di Napoli... »

Pascal Thiébaud ne portera donc pas les couleurs de l'Europe mais s'en console. Joseph Mah-moud qui a été sélectionné européen sur 3 000 mètres steeple, lors de la Coupe du monde en 1985 à Canberra (Australie), affirme aujourd'hui : « De toutes façons, l'équipe d'Europe n'a aucune cohérence. On ne peut pas se sentir Européen lorsque l'on porte ce maillot car, dans cette sélection, personne ne se parle vraiment. Ce n'est pas une équipe, simplement une addition d'individus. Je me souviens que nous avons été réunis deux fois avant la compétition, mais aucun des dirigeants n'avait essayé de faire passer un message européen. Du coup, les gars n'étaient pas motivés. Et notre quatrième place au classe-

ment masculin n'a fait ni chaud ni froid à la plupart des athlètes sélectionnés. »

L'Europe du sport est encore bien abstraite et rien ne vaut les sélections nationales. Le 4 x 100 m français ne s'y est pas trompé : battu d'un rien par le quatuor britannique le 5 août en Coupe d'Europe, Max Morinière, Daniel Sangouma, Gilles Quénehervé et Bruno Marie-Rose ont promis de faire mieux en Coupe du Monde. « A Gateshead, on a été battu pour avoir sans doute trop joué la prudence, explique Gilles Quénehervé. Mais il fallait absolument assurer une bonne place pour l'équipe de France, qui avait besoin du maximum de points. A Barcelone, on prendra tous les risques. » Sous-entendu : peu importe que la sélection européenne ait elle aussi besoin de points, l'essentiel est de battre ces maudits relayeurs anglais.

Ce relais 4 x 100 m sera donc français avant de se sentir européen. Il cherchera à oublier sa défaite en Coupe d'Europe et à améliorer le record de France (38 sec. 40) établi l'été dernier en finale olympique, plus qu'à défendre l'honneur européen.

Même Fernand Urtebise, l'entraîneur de Laurence Bily et Daniel Sangouma, a toutes les peines du monde à concevoir cette réalité européenne. Choisi par l'AEA pour occuper le poste pour le moins stictif d'entraîneur de sprint de l'équipe d'Europe, Fernand Urtebise est bien décidé à « créer un esprit d'équipe » mais ne se fait pas trop d'illusions. « Je ne connais qu'un seul des autres entraîneurs de cette sélection, le Suisse Jean-Pierre Egert, qui doit s'occuper des lancers. Les autres, je crois ne les avoir jamais rencontrés. Et puis, en quelle langue allons-nous parler ? C'est un vrai problème. Ce qui est sûr, c'est que je vais essayer de rapprocher les athlètes des différents pays. Il faudra éviter que les Français restent entre eux, c'est pourquoi j'ai décidé que nous irions à la table du Soviétique Krilov, qui est remplaçant pour le relais. »

Fernand Urtebise s'interroge sur l'ambiance européenne, pendant ces trois journées d'athlétisme à Barcelone. « Si ce genre de compétitions peut servir à rapprocher les nationalités, j'en serais très heureux. »

ALAIN MERCIER.

CYCLISME : Remous dans les équipes

LeMond : la course aux millions

LES exploits de Greg LeMond, qui donne du sport cycliste une image tonique, coïncide avec un événement moins heureux : la disparition de l'équipe Peugeot du peloton professionnel. Or, les deux faits, sans lien apparent, s'inscrivent, paradoxalement, dans un même contexte. La firme Z (Zanier), spécialiste du vêtement d'enfants, qui commandait l'équipe Peugeot depuis trois ans, s'est en effet rapprochée du groupe FAGOR (géant espagnol de l'électro-ménager), lequel envisage d'engager le double vainqueur du Tour de France et du Championnat du monde pour la saison prochaine, afin de compenser le départ de Stephen Roche.

La conclusion du protocole d'accord reste subordonnée aux exigences financières du coureur américain, qui a placé la barre très haut : 5,7 millions de dollars pour un contrat de trois ans, garantis par la couverture hantecaire, soit en moyenne 1,8 million de dollars par an.

Cette transaction — sans précédent dans le domaine du vélo — ferait de LeMond le coureur cycliste le mieux payé de tous les temps. Ses gains seraient certes inférieurs à ceux des boxeurs ou des joueurs de base-ball, mais ils représenteraient la moitié du budget d'une équipe comme FAGOR, qui veut précisément obtenir sa signature.

JACQUES AUGENDRE.

Librairie BIBLIOPHANE 28, rue des Rois 75004 PARIS

L'ÉVÉNEMENT LITTÉRAIRE DE L'ANNÉE, C'EST A BIBLIOPHANE

DIMANCHE 10 SEPTEMBRE, DE 15 h à 18 h, Rencontre - Signature avec à l'occasion de la sortie de son livre

ELIE WIESEL L'OUBLIÉ (Le Seuil)

Prochaines signatures

Michèle KAHN : Rue du Roi Doré (Ramsay) - 17/9/89

Mireille Hadadhebel : Flavius Josephé (Fayard) - 24/9/89

RENSEIGNEMENTS 48-57-82-20

Décharge publique

En douze années d'existence, le stade de Flushing Meadow est resté ce que son nom américain suggère : une décharge publique puante, une source probable de la maladie de consommation entre-Atlantique. Mais il y a un joueur pour être à l'aise dans cet environnement pestilenciel : Jimmy Connors.

En tout cas, après une bien étrange victoire sur Stefan Edberg en huitième de finale (le Monde du 5 septembre), l'Américain âgé de trente ans a été l'acteur, sinon le héros, jeudi 7 septembre, d'un quart de finale sordide, détestable, avare de coups, devenu impropre à la consommation.

« Jimbo » est apparu dans toute sa splendeur, c'est-à-dire toute sa horreur. On l'a soupçonné — peut-être à tort, mais seuls des contrôles antidopage pourraient nous en convaincre — de trouver dans la pharmacopée les recettes de son exceptionnelle longévité, de sa santé quasi miraculeuse. Mais il y a bien d'autres moyens de tricher sur un court, et Connors les connaît tous.

L'Américain a donc commencé par jouer avec une lenteur exaspante : il a attendu systématiquement que l'arbitre lui ait intimé l'ordre d'aller prendre sa place aux changements de côté pour quitter sa chaise ; il a essayé entre chaque point le manche de sa raquette comme avant une revue militaire. Il pouvait ainsi mieux reprendre son souffle mais il pouvait

Masters-sur-le-Main

Le « tournoi des maîtres », qui mettra en présence, du 27 novembre au 4 décembre, les huit meilleurs joueurs du Grand Prix 1989, sera le dernier du genre. Après treize tournois disputés au Madison Square Garden de New-York, le Masters émigrera en 1990, et, pour au moins trois ans, à Francfort (RFA).

C'est une des nombreuses conséquences de la réorganisation du circuit tennistique mondial masculin par l'Association des joueurs (ATP). Evoquée l'an dernier au cours d'une conférence de presse tenue à Flushing Meadow, cette réorganisation est désormais une réalité qui va entraîner la disparition du Conseil professionnel (ITC), l'instance tripartite (Fédération internationale, Association des joueurs et organisateurs de tournois) qui gère le jeu depuis 1974.

Créé en 1970, le « Grand Prix », qui a été commandé notamment par Volvo puis par Nabisco, sera remplacé par le « Tour », dont le sponsor n'est pas encore connu. Celui-ci comprendra 73 épreuves réparties en deux catégories (21 « championship series » et 52 « world series »). Contrairement aux prévisions initiales de l'ATP, le calendrier des cinquante premiers joueurs n'en sera pas allégé : ils devront participer à onze tournois au moins dans l'année, sans

compter les quatre du Grand Chelem qui ne font pas partie du « tour ».

Autres innovations : une réduction de 30 à 25 secondes du temps autorisé entre deux points ; un arrêt de 90 secondes à la fin de chaque set, que le nombre de jeux soit pair ou impair ; une conclusion de tous les sets au tie-break en cas d'égalité à 6-6 ; un durcissement du code de conduite, la disqualification étant prononcée après un avertissement et un point de pénalité sans attendre le jeu de pénalité.

Pour ce qui concerne le Masters, qui aura donc lieu dans la capitale du Land de Hesse et de la saucisse, le directeur de l'ATP, Hamilton Jordan, a indiqué que la dotation se monterait à deux millions de dollars (bourse la plus élevée partagée par huit joueurs dans un tournoi officiel), et que, contrairement à l'usage actuel, les résultats seraient pris en compte dans le classement mondial avec le même coefficient que les tournois du Grand Chelem. Ces dispositions ont été rendues possibles grâce au contrat négocié par le groupe IMG de Mark McCormack avec la chaîne de télévision privée ouest-allemande SAT 1, contrat qui devrait rapporter quelque 30 millions de dollars de droits à l'ATP au cours des trois prochaines années.

A. G.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Coupe du monde. — Barcelone (Espagne) jusqu'au dimanche 10 septembre. (A 2, samedi 9 à 14 h 45, dimanche à 23 h 40).

Automobile

Championnat du monde d'1. — Grand Prix d'Italie à Monza, dimanche 10 septembre (TF1 en direct à 14 h 40).

Aviron

Championnats du monde. — Bled (Yougoslavie), jusqu'au dimanche 10 septembre.

Base-Ball

Championnats d'Europe. — Paris, jusqu'au dimanche 10 septembre.

Cyclisme

Tour de la Communauté Européenne. — Jusqu'au jeudi 14 septembre.

Football

Championnat de France. — Neuvième journée de divi-

sion 1 et 2, samedi 9 septembre.

Motocyclisme

Coupe FIM d'endurance. — 63^e Bol d'or au Castellet (Var), les samedi 9 et dimanche 10 septembre. (FR3, départ en direct, samedi à 14 h 55, arrivée dimanche à 18 h 30).

Natation

synchronisée

Coupe du monde. — Paris, piscine des Tourneffes, jusqu'au dimanche 10 septembre.

Sports équestres

Championnats d'Europe de concours complet. — Burghley (Grande-Bretagne), jusqu'au dimanche 10 septembre.

Tennis

Open des Etats-Unis. — Flushing-Meadow, jusqu'au dimanche 10 septembre. (L 5, samedi à 22 h 15 finale dames, dimanche à 22 h 10 finale messieurs).

Le Monde
EN BANQUE
DE DONNEES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL.

POUR TOUT RENSEIGNEMENTS :

SINORG G CAM.
SERVEUR

Tél. : 45-38-70-72

Radio-télévision

Vendredi 8 septembre

TF 1

6.00 Variétés : *Arts de recherche*. Emission présentée par Patrick Sabatier. Invité : Chantal Goya. Variétés : Jeanne Mas, Kaoma, Francis Cabrel, Mireille Mathieu, David Hallyday, Jean-Louis Murat. 21.30 Magazine : 57 sur la Une. De Jean Bertolino. La Namibie, de Patrick Forestier et Patrick Schmitt. 23.30 Journal et Météo. 23.55 Feuilleton : *Le joyau de la couronne*. De Christophe Maréchal et Jim O'Brien. D'après Paul Scott, avec Charles Dance, Nicholas Farrell (12^e épisode). *Sage britannique dans l'Inde des années qui précèdent l'indépendance. Tensions et passions*. 0.45 Série : *Drôles d'histoires*. Intrigue : Part à deux. 1.10 Série : Des agents très spéciaux. 2.00 Flash d'informations. 2.55 Le début du jour.

A 2

23.30 Série : *EuroOffice*. Tarif de nuit. De Bernard Fischerauer, avec Heiner Lauterbach. *La poursuite d'un escroq en cartes bancaires*.



21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Le pouvoir de changer le monde. Invités : Ricardo Bojil (Espaces d'une ville), Adrien Durand-Tillou (Le pays des apothéoses), Jack Folch-Ribas (La chair de pierre), Pierre Moussa (La roue de la fortune), Guy Sorman (Les vrais penseurs de notre temps), 22.55 Journal et Météo. 23.10 Séquence. 23.30 Magazine : Les enfants du rock. De Patrick Blanc-Francard. Elton John à Sydney. 0.25 Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3

20.35 Série : *Le Masque*. La madone noire, de Rogerio Celid, d'après Michel

Grisolia, avec Paula Mora. *Disparitions dans une villa d'aristocrate*. 21.35 Magazine : *Tales*. Equipages autour du monde, avec Paul Guimard et Olivier de Kersauson. Une course prestigieuse, trois caps légendaires, six mois dans les mers les plus difficiles. 22.30 Journal et Météo. 22.55 Documentaire : *Saint-Louis*. Ville d'Afrique. D'Han Flammer, avec le comédien Philippe Cuvier. 23.45 Magazines, musique. Così fan tutte, de W. A. Mozart, transcription de John Neschke-Wendt, par l'ensemble à vent Maurice Bourgue.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : *Enfermement à la mort*. De Robert M. Lewis, avec James Brolin, Melody Madison. *La jalousie d'un homme qui laisse son épouse sans héritage*. 22.10 Documentaire : *Cascades et cascades*. De William Kronick. *Douleurs à risque*, à Hollywood. 22.50 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : *Predator*. M. Film américain de John McTiernan (1987). Avec Arnold Schwarzenegger, Carl Weathers, Bill Duke. Un officier américain mène une opération de contre-terrorisme dans la jungle, se trouve en présence d'une créature extraterrestre, venue sur la Terre pour chasser le gibier humain. Les aspects fantastiques sont très bien imprimés. 0.40 Cinéma : *Gator*. M. Film américain de Burt Reynolds. Jack Wagon, Lauren Hutton (v.n.). 2.30 Cinéma : *Phantasma*. M. Film américain de Don Coscarelli (1979). Avec Michael Baldwin, Bill Turberville, Régis Bouquier. 3.35 Cinéma : *Saison*. M. Film français de Maurice Tourneur (1934). Avec Harry Barr, Gaby Morlay, André Lefaur (N.B.). 5.15 Série : *Un jour à Rome*. L'année à cinq étoiles, de Roberto Giannini, avec Michel Boujenah, Mariangela Melato.

LA 5

20.30 Les Incassables. 20.35 Téléfilm : *L'incassable fondroyée*. De Sander Stern, avec Melinda Dillon, Jonna Lee. Une adolescente prise dans l'engrenage de la pornographie. 22.10 Sport : *Manama* (série). Tournoi de Flushing Meadows. 0.00. 0.05 L'esquateur (rediff.). 1.60 Les cinq dernières minutes (rediff.). 2.20 Boulevard et compagnie (rediff.). 2.50 Le journal de la nuit. 2.55 Série : *Peau de banane*. 3.10 Boulevard et com-

pagne (rediff.). 3.30 Voies, volume (rediff.). 6.25 Clip musical.

M 6

20.30 Téléfilm : *Kimble*, la cité des femmes. D'Alex Sosa, avec Kai Huff, Kai Baler. *Une rébellion pour l'égalité des sexes*. 22.05 Série : *La malédiction du loap-garou*. 22.30 Série : *Brigade de nuit*. 22.35 Capital. 23.30 Six minutes d'informations. 23.55 Sessy clip. 0.00 Magazine : Odes de choc. Le business de la télé (rediff.). 1.20 Multitop (rediff.). 2.00 Les saintes chéries (rediff.). 2.25 La corde au cou (rediff.). 3.30 Odes de choc (rediff.). 4.45 Les saintes chéries (rediff.). 5.10 La corde au cou (rediff.).

LA SEPT

20.30 Cinéma : *Le globe*. Film de Luc Rion (1988). Un ballet-théâtre sur le thème du cabaret-dancing. 21.00 Cinéma : *Nuit de Chine*. Film de Claude Mourrès (1987). Avec Mathilde Montier, Jean-François Ducloux, Eleni Majnoon. 21.30 Documentaire : *Les diables du jardin des Douvres*. De Marie-Claire Quinquennet. 22.30 Documentaire : *L'Amour en France*. De Daniel Karlin et Tony Laine. Le sexe des anges ou on n'est pas des lapins. 23.30 Cinéma : Un balcon en forêt. Film de Michel Mirani (1979). La vie quotidienne de quatre soldats français qui attendent l'ennemi.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. 21.30 Musique : *Black and blue*. L'espace des bases. 22.40 Nuit magmatique. Les poésies de Figue en Afrique. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : *Coda*. Alan Vega.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 4 décembre 1982 à Sarrebruck) : Concerto pour piano et orchestre n° 2 en si bémol majeur op. 19, de Beethoven; Trois pièces pour orchestre, op. 6, de Berg; *Francesca de Rimini*, fantasia op. 62, de Tchaïkovski; La valse, de Ravel; par l'Orchestre symphonique de Sarrebruck, dir. et sol. : Christoph Eschenbach. 22.30 Musique légère. 23.07 Le livre des messages. 0.30 Poissons d'or.

Samedi 9 septembre

TF 1

13.30 Magazine : *Reportages*. Moi, Tony, quinze ans, soldat à Beyrouth, de Michel Fiquet, Philippe Leroux, Marie-France Makki, Maurice Le Gouic. *Tony est né au Liban. Il a passé son enfance dans les orages, le bruit des bombes et les cris des femmes en deuil. Il est aujourd'hui soldat dans l'armée du général Aoun. 13.50 La Une est à vous*. 15.45 Thérèse à l'ère. 15.55 La Une est à vous (suite). 17.40 Trente millions d'amis. Isabelle Patisier. Le centre de soins pour rapaces : A. Antibes, un hospice pour chiens du 3^e âge. 18.05 Série : *Les professionnels*. 19.25 Jeu : *La rose de la fortune*. 20.00 Journal, Météo. Tapis vert et Loto. 20.45 Variétés : *Le rire de Jacqueline Maillan*. • Maillon-les-bains •, avec André Dussolier, Vanessa Paradis, Christophe Dechavanne, Charles Amavon, Marie-Anne Chazel, Martin Lamotte, Jacques Villere, Jeanne Mas, Catherine Lara, Françoise Hardy, Pierre Mondy, Sophie Desmarets, Alain Souchon, les ballets d'Arthur Plasschaert. 22.15 Magazine : *Ushuaia*. Parenté extrême. 4.000 mètres sous la mer : Dragon boat; Météores : Le sommet du bout du monde. 23.15 Magazine : *Formule sport*. Football : Championnat de France. Moto : Bol d'or au Castellet; Automobile : Essais du Grand Prix d'Italie de formule 1 à Monza; Golf : Trophee Lanchow; Athlétisme : Coupe du monde à Barcelone. 0.05 Journal et Météo. 0.25 Série : *Drôles d'histoires*. 1.10 Série : *Manu*.

A 2

13.30 Série : *L'homme qui tombe à pic*. 14.15 Série : *Les pique-assiette*. 14.45 Magazine : *Sports passion*. Athlétisme : Championnat du monde à Barcelone; Natation synchronisée par équipes : Coupe du monde aux Tourneils; Automobile : Essais du Grand Prix d'Italie de formule 1 à Monza; Cyclisme : Tour de France. 17.40 Magazine : *Arrestation-yeux*. Le tour du monde en famille à la voile, de Joachim Campe. 18.35 Série : *La loi est le loi*. 19.25 INC. 19.50 Jeu : *Desseins*. C'est quoi? Présenté par Patrick Laffont. 20.00 Journal et Météo. 20.35 Variétés : *Sourires cocktail*. Sketches. Avec Michel Lech, les Incassables, Coluche, Thierry Le Luron, Guy Bedos, Raymond Devos, Jacqueline Maillan. 21.45 Série : *Nick*, chasseur de têtes. Le labyrinthe d'enfer, de Nicole Berthelme, avec Hippolyte Girardot, Maud Rayet. 22.40 Journal et Météo. 22.55 Magazine : *Lumière noire* pour nuit blanche. Présenté par Thierry Ardisson. 0.25 Séquence. 0.30 Brad Davis, comédien.

FR 3

14.00 Magazine : *Sports isolés*. Saut d'obstacles : Derby de Bois-le-roi; Magazine : *Contact*; Moto : Bol d'or en direct du Castellet; Rallye : Championnat de France. 15.15 Magazine : *Pastiches*. Spécial Carcass 1989 (l'audiovisuel et les langues, la télévision et l'éducation, etc.). 1.05 Sports du boulot; Rock 89. 16.00 Magazine : *Drevet* vend la meche. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Samedi-matin.

Flippier : Les aventures d'une famille ours; Boulevard des Tuons; Magilla Gorrilla et les fils de la Panthère rose. 18.05 Feuilleton : *L'île du faucon* (5^e épisode). 18.35 Dessin animé : Les nouveaux Biscuits. 18.55 Les captivités du vieux capitaine. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.50, le journal de la région. 19.58 Dessin animé : *Ulysse 31*. 20.05 Jeux : *La classe*. 20.35 Samedi-matin. Dessin animé : *Denver*, le dernier dinosaure. 21.00 Série : *Bananan*. 21.45 Betty Boop. 21.50 Journal et Météo. 22.15 Magazine : *La diatribe*. Invité : Nina Compagnon, meilleur ex-scène. 22.30 Magazine : *Musicales*. D'Alain Daukil. Extraits de La Toccata, Manon Lescaut, La bohème, de Puccini; Aida, Luisa Miller, Otello, de Verdi; et deux mélodies pour piano, par Plácido Domingo et Luciano Pavarotti. 23.00 Magazine : *Sports 3*.

CANAL +

14.00 Téléfilm : *Les évadés de Sobibor*. De Jack Gold, avec Alan Arkin, Joanna Pacula, Marie-Anne Chazel, Martin Lamotte, Jacques Villere, Jeanne Mas, Catherine Lara, Françoise Hardy, Pierre Mondy, Sophie Desmarets, Alain Souchon, les ballets d'Arthur Plasschaert. 22.15 Magazine : *Ushuaia*. Parenté extrême. 4.000 mètres sous la mer : Dragon boat; Météores : Le sommet du bout du monde. 23.15 Magazine : *Formule sport*. Football : Championnat de France. Moto : Bol d'or au Castellet; Automobile : Essais du Grand Prix d'Italie de formule 1 à Monza; Golf : Trophee Lanchow; Athlétisme : Coupe du monde à Barcelone. 0.05 Journal et Météo. 0.25 Série : *Drôles d'histoires*. 1.10 Série : *Manu*.

A 2

13.30 Série : *L'homme qui tombe à pic*. 14.15 Série : *Les pique-assiette*. 14.45 Magazine : *Sports passion*. Athlétisme : Championnat du monde à Barcelone; Natation synchronisée par équipes : Coupe du monde aux Tourneils; Automobile : Essais du Grand Prix d'Italie de formule 1 à Monza; Cyclisme : Tour de France. 17.40 Magazine : *Arrestation-yeux*. Le tour du monde en famille à la voile, de Joachim Campe. 18.35 Série : *La loi est le loi*. 19.25 INC. 19.50 Jeu : *Desseins*. C'est quoi? Présenté par Patrick Laffont. 20.00 Journal et Météo. 20.35 Variétés : *Sourires cocktail*. Sketches. Avec Michel Lech, les Incassables, Coluche, Thierry Le Luron, Guy Bedos, Raymond Devos, Jacqueline Maillan. 21.45 Série : *Nick*, chasseur de têtes. Le labyrinthe d'enfer, de Nicole Berthelme, avec Hippolyte Girardot, Maud Rayet. 22.40 Journal et Météo. 22.55 Magazine : *Lumière noire* pour nuit blanche. Présenté par Thierry Ardisson. 0.25 Séquence. 0.30 Brad Davis, comédien.

FR 3

14.00 Magazine : *Sports isolés*. Saut d'obstacles : Derby de Bois-le-roi; Magazine : *Contact*; Moto : Bol d'or en direct du Castellet; Rallye : Championnat de France. 15.15 Magazine : *Pastiches*. Spécial Carcass 1989 (l'audiovisuel et les langues, la télévision et l'éducation, etc.). 1.05 Sports du boulot; Rock 89. 16.00 Magazine : *Drevet* vend la meche. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Samedi-matin.

compagne (rediff.). 3.35 Feuilleton : *Le clan Beaulieu*. 4.20 Voies, volume (rediff.). 6.20 Musique : *Arts de révé.*

M 6

13.30 Série : *Madame est servie* (rediff.). 13.50 Série : *Les têtes brisées*. 14.40 Séries : *L'île fantastique*. 15.30 Série : *L'île fantastique*. 16.20 Série : *Brigade de nuit*. 17.30 Série : *Vegas*. 18.00 Informations : M6 express. 18.05 Variétés : *Multitop*. 19.25 Magazine : *Torbo*. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : *Madame est servie*. La voiture idéale. 20.30 Téléfilm : *Sept bêtes sur les bras*. D'Alan Hoppwood, avec Robin Nedwell, John Ewart. *Un séducteur sept fois détesté d'assomoir la charge*. 22.00 Téléfilm : *Duel en hélicoptère*. De William Graham, avec David Jansen, Elyane Helvél. *Le pilote assisté, dans les airs, à un bréviaire de banque*. 23.20 Six minutes d'informations. 23.30 Variétés : *Yves*. 2.00 Documentaire : *Spécial Ragnari*. Portrait du chanteur. Déjà diffusé le 15 avril 1989. 2.25 Documentaire : *Moscou 15-17*. De Maxime Maréchal. Le Festival du film de Moscou en juillet 1987. 2.55 Magazine : *Odes de choc*. Le business de la télé (rediff.). 3.45 Spécial Série Regalini (rediff.). 4.10 Téléfilm : *La poutte aux enfers*. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : *Madame est servie*. La voiture idéale. 20.30 Téléfilm : *Sept bêtes sur les bras*. D'Alan Hoppwood, avec Robin Nedwell, John Ewart. *Un séducteur sept fois détesté d'assomoir la charge*. 22.00 Téléfilm : *Duel en hélicoptère*. De William Graham, avec David Jansen, Elyane Helvél. *Le pilote assisté, dans les airs, à un bréviaire de banque*. 23.20 Six minutes d'informations. 23.30 Variétés : *Yves*. 2.00 Documentaire : *Spécial Ragnari*. Portrait du chanteur. Déjà diffusé le 15 avril 1989. 2.25 Documentaire : *Moscou 15-17*. De Maxime Maréchal. Le Festival du film de Moscou en juillet 1987. 2.55 Magazine : *Odes de choc*. Le business de la télé (rediff.). 3.45 Spécial Série Regalini (rediff.). 4.10 Téléfilm : *La poutte aux enfers*. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : *Madame est servie*. La voiture idéale. 20.30 Téléfilm : *Sept bêtes sur les bras*. D'Alan Hoppwood, avec Robin Nedwell, John Ewart. *Un séducteur sept fois détesté d'assomoir la charge*. 22.00 Téléfilm : *Duel en hélicoptère*. De William Graham, avec David Jansen, Elyane Helvél. *Le pilote assisté, dans les airs, à un bréviaire de banque*. 23.20 Six minutes d'informations. 23.30 Variétés : *Yves*. 2.00 Documentaire : *Spécial Ragnari*. Portrait du chanteur. Déjà diffusé le 15 avril 1989. 2.25 Documentaire : *Moscou 15-17*. De Maxime Maréchal. Le Festival du film de Moscou en juillet 1987. 2.55 Magazine : *Odes de choc*. Le business de la télé (rediff.). 3.45 Spécial Série Regalini (rediff.). 4.10 Téléfilm : *La poutte aux enfers*. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : *Madame est servie*. La voiture idéale. 20.30 Téléfilm : *Sept bêtes sur les bras*. D'Alan Hoppwood, avec Robin Nedwell, John Ewart. *Un séducteur sept fois détesté d'assomoir la charge*. 22.00 Téléfilm : *Duel en hélicoptère*. De William Graham, avec David Jansen, Elyane Helvél. *Le pilote assisté, dans les airs, à un bréviaire de banque*. 23.20 Six minutes d'informations. 23.30 Variétés : *Yves*. 2.00 Documentaire : *Spécial Ragnari*. Portrait du chanteur. Déjà diffusé le 15 avril 1989. 2.25 Documentaire : *Moscou 15-17*. De Maxime Maréchal. Le Festival du film de Moscou en juillet 1987. 2.55 Magazine : *Odes de choc*. Le business de la télé (rediff.). 3.45 Spécial Série Regalini (rediff.). 4.10 Téléfilm : *La poutte aux enfers*. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : *Madame est servie*. La voiture idéale. 20.30 Téléfilm : *Sept bêtes sur les bras*. D'Alan Hoppwood, avec Robin Nedwell, John Ewart. *Un séducteur sept fois détesté d'assomoir la charge*. 22.00 Téléfilm : *Duel en hélicoptère*. De William Graham, avec David Jansen, Elyane Helvél. *Le pilote assisté, dans les airs, à un bréviaire de banque*. 23.20 Six minutes d'informations. 23.30 Variétés : *Yves*. 2.00 Documentaire : *Spécial Ragnari*. Portrait du chanteur. Déjà diffusé le 15 avril 1989. 2.25 Documentaire : *Moscou 15-17*. De Maxime Maréchal. Le Festival du film de Moscou en juillet 1987. 2.55 Magazine : *Odes de choc*. Le business de la télé (rediff.). 3.45 Spécial Série Regalini (rediff.). 4.10 Téléfilm : *La poutte aux enfers*. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : *Madame est servie*. La voiture idéale. 20.30 Téléfilm : *Sept bêtes sur les bras*. D'Alan Hoppwood, avec Robin Nedwell, John Ewart. *Un séducteur sept fois détesté d'assomoir la charge*. 22.00 Téléfilm : *Duel en hélicoptère*. De William Graham, avec David Jansen, Elyane Helvél. *Le pilote assisté, dans les airs, à un bréviaire de banque*. 23.20 Six minutes d'informations. 23.30 Variétés : *Yves*. 2.00 Documentaire : *Spécial Ragnari*. Portrait du chanteur. Déjà diffusé le 15 avril 1989. 2.25 Documentaire : *Moscou 15-17*. De Maxime Maréchal. Le Festival du film de Moscou en juillet 1987. 2.55 Magazine : *Odes de choc*. Le business de la télé (rediff.). 3.45 Spécial Série Regalini (rediff.). 4.10 Téléfilm : *La poutte aux enfers*. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : *Madame est servie*. La voiture idéale. 20.30 Téléfilm : *Sept bêtes sur les bras*. D'Alan Hoppwood, avec Robin Nedwell, John Ewart. *Un séducteur sept fois détesté d'assomoir la charge*. 22.00 Téléfilm : *Duel en hélicoptère*. De William Graham, avec David Jansen, Elyane Helvél. *Le pilote assisté, dans les airs, à un bréviaire de banque*. 23.20 Six minutes d'informations. 23.30 Variétés : *Yves*. 2.00 Documentaire : *Spécial Ragnari*. Portrait du chanteur. Déjà diffusé le 15 avril 1989. 2.25 Documentaire : *Moscou 15-17*. De Maxime Maréchal. Le Festival du film de Moscou en juillet 1987. 2.55 Magazine : *Odes de choc*. Le business de la télé (rediff.). 3.45 Spécial Série Regalini (rediff.). 4.10 Téléfilm : *La poutte aux enfers*. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : *Madame est servie*. La voiture idéale. 20.30 Téléfilm : *Sept bêtes sur les bras*. D'Alan Hoppwood, avec Robin Nedwell, John Ewart. *Un séducteur sept fois détesté d'assomoir la charge*. 22.00 Téléfilm : *Duel en hélicoptère*. De William Graham, avec David Jansen, Elyane Helvél. *Le pilote assisté, dans les airs, à un bréviaire de banque*. 23.20 Six minutes d'informations. 23.30 Variétés : *Yves*. 2.00 Documentaire : *Spécial Ragnari*. Portrait du chanteur. Déjà diffusé le 15 avril 1989. 2.25 Documentaire : *Moscou 15-17*. De Maxime Maréchal. Le Festival du film de Moscou en juillet 1987. 2.55 Magazine : *Odes de choc*. Le business de la télé (rediff.). 3.45 Spécial Série Regalini (rediff.). 4.10 Téléfilm : *La poutte aux enfers*. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : *Madame est servie*. La voiture idéale. 20.30 Téléfilm : *Sept bêtes sur les bras*. D'Alan Hoppwood, avec Robin Nedwell, John Ewart. *Un séducteur sept fois détesté d'assomoir la charge*. 22.00 Téléfilm : *Duel en hélicoptère*. De William Graham, avec David Jansen, Elyane Helvél. *Le pilote assisté, dans les airs, à un bréviaire de banque*. 23.20 Six minutes d'informations. 23.30 Variétés : *Yves*. 2.00 Documentaire : *Spécial Ragnari*. Portrait du chanteur. Déjà diffusé le 15 avril 1989. 2.25 Documentaire : *Moscou 15-17*. De Maxime Maréchal. Le Festival du film de Moscou en juillet 1987. 2.55 Magazine : *Odes de choc*. Le business de la télé (rediff.). 3.45 Spécial Série Regalini (rediff.). 4.10 Téléfilm : *La poutte aux enfers*. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : *Madame est servie*. La voiture idéale. 20.30 Téléfilm : *Sept bêtes sur les bras*. D'Alan Hoppwood, avec Robin Nedwell, John Ewart. *Un séducteur sept fois détesté d'assomoir la charge*. 22.00 Téléfilm : *Duel en hélicoptère*. De William Graham, avec David Jansen, Elyane Helvél. *Le pilote assisté, dans les airs, à un bréviaire de banque*. 23.20 Six minutes d'informations. 23.30 Variétés : *Yves*. 2.00 Documentaire : *Spécial Ragnari*. Portrait du chanteur. Déjà diffusé le 15 avril 1989. 2.25 Documentaire : *Moscou 15-17*. De Maxime Maréchal. Le Festival du film de Moscou en juillet 1987. 2.55 Magazine : *Odes de choc*. Le business de la télé (rediff.). 3.45 Spécial Série Regalini (rediff.). 4.10 Téléfilm : *La poutte aux enfers*. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : *Madame est servie*. La voiture idéale. 20.30 Téléfilm : *Sept bêtes sur les bras*. D'Alan Hoppwood, avec Robin Nedwell, John Ewart. *Un séducteur sept fois détesté d'assomoir la charge*. 22.00 Téléfilm : *Duel en hélicoptère*. De William Graham, avec David Jansen, Elyane Helvél. *Le pilote assisté, dans les airs, à un bréviaire de banque*. 23.20 Six minutes d'informations. 23.30 Variétés : *Yves*. 2.00 Documentaire : *Spécial Ragnari*. Portrait du chanteur. Déjà diffusé le 15 avril 1989. 2.25 Documentaire : *Moscou 15-17*. De Maxime Maréchal. Le Festival du film de Moscou en juillet 1987. 2.55 Magazine : *Odes de choc*. Le business de la télé (rediff.). 3.45 Spécial Série Regalini (rediff.). 4.10 Téléfilm : *La poutte aux enfers*. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : *Madame est servie*. La voiture idéale. 20.30 Téléfilm : *Sept bêtes sur les bras*. D'Alan Hoppwood, avec Robin Nedwell, John Ewart. *Un séducteur sept fois détesté d'assomoir la charge*. 22.00 Téléfilm : *Duel en hélicoptère*. De William Graham, avec David Jansen, Elyane Helvél. *Le pilote assisté, dans les airs, à un bréviaire de banque*. 23.20 Six minutes d'informations. 23.30 Variétés : *Yves*. 2.00 Documentaire : *Spécial Ragnari*. Portrait du chanteur. Déjà diffusé le 15 avril 1989. 2.25 Documentaire : *Moscou 15-17*. De Maxime Maréchal. Le Festival du film de Moscou en juillet 1987. 2.55 Magazine : *Odes de choc*. Le business de la télé (rediff.). 3.45 Spécial Série Regalini (rediff.). 4.10 Téléfilm : *La poutte aux enfers*. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : *Madame est servie*. La voiture idéale. 20.30 Téléfilm : *Sept bêtes sur les bras*. D'Alan Hoppwood, avec Robin Nedwell, John Ewart. *Un séducteur sept fois détesté d'assomoir la charge*. 22.00 Téléfilm : *Duel en hélicoptère*. De William Graham, avec David Jansen, Elyane Helvél. *Le pilote assisté, dans les airs, à un bréviaire de banque*. 23.20 Six minutes d'informations. 23.30 Variétés : *Yves*. 2.00 Documentaire : *Spécial Ragnari*. Portrait du chanteur. Déjà diffusé le 15 avril 1989. 2.25 Documentaire : *Moscou 15-17*. De Maxime Maréchal. Le Festival du film de Moscou en juillet 1987. 2.55 Magazine : *Odes de choc*. Le business de la télé (rediff.). 3.45 Spécial Série Regalini (rediff.). 4.10 Téléfilm : *La poutte aux enfers*. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : *Madame est servie*. La voiture idéale. 20.30 Téléfilm : *Sept bêtes sur les bras*. D'Alan Hoppwood, avec Robin Nedwell, John Ewart. *Un séducteur sept fois détesté d'assomoir la charge*. 22.00 Téléfilm : *Duel en hélicoptère*. De William Graham, avec David Jansen, Elyane Helvél. *Le pilote assisté, dans les airs, à un bréviaire de banque*. 23.20 Six minutes d'informations. 23.30 Variétés : *Yves*. 2.00 Documentaire : *Spécial Ragnari*. Portrait du chanteur. Déjà diffusé le 15 avril 1989. 2.25 Documentaire : *Moscou 15-17*. De Maxime Maréchal. Le Festival du film de Moscou en juillet 1987. 2.55 Magazine : *Odes de choc*. Le business de la télé (rediff.). 3.45 Spécial Série Regalini (rediff.). 4.10 Téléfilm : *La poutte aux enfers*. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : *Madame est servie*. La voiture idéale. 20.30 Téléfilm : *Sept bêtes sur les bras*. D'Alan Hoppwood, avec Robin Nedwell, John Ewart. *Un séducteur sept fois détesté d'assomoir la charge*. 22.00 Téléfilm : *Duel en hélicoptère*. De William Graham, avec David Jansen, Elyane Helvél. *Le pilote assisté, dans les airs, à un bréviaire de banque*. 23.20 Six minutes d'informations. 23.30 Variétés : *Yves*. 2.00 Documentaire : *Spécial Ragnari*. Portrait du chanteur. Déjà diffusé le 15 avril 1989. 2.25 Documentaire : *Moscou 15-17*. De Maxime Maréchal. Le Festival du film de Moscou en juillet 1987. 2.55 Magazine : *Odes de choc*. Le business de la télé (rediff.). 3.45 Spécial Série Regalini (rediff.). 4.10 Téléfilm : *La poutte aux enfers*. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : *Madame est servie*. La voiture idéale. 20.30 Téléfilm : *Sept bêtes sur les bras*. D'Alan Hoppwood, avec Robin Nedwell, John Ewart. *Un séducteur sept fois détesté d'assomoir la charge*. 22.00 Téléfilm : *Duel en hélicoptère*. De William Graham, avec David Jansen, Elyane Helvél. *Le pilote assisté, dans les airs, à un bréviaire de banque*. 23.20 Six minutes d'informations. 23.30 Variétés : *Yves*. 2.00 Documentaire : *Spécial Ragnari*. Portrait du chanteur. Déjà diffusé le 15 avril 1989. 2.25 Documentaire : *Moscou 15-17*. De Maxime Maréchal. Le Festival du film de Moscou en juillet 1987. 2.55 Magazine : *Odes de choc*. Le business de la télé (rediff.). 3.45 Spécial Série Regalini (rediff.). 4.10 Téléfilm : *La poutte aux enfers*. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : *Madame est servie*. La voiture idéale. 20.30 Téléfilm : *Sept bêtes sur les bras*. D'Alan Hoppwood, avec Robin Nedwell, John Ewart. *Un séducteur sept fois détesté d'assomoir la charge*. 22.00 Téléfilm : *Duel en hélicoptère*. De William Graham, avec David Jansen, Elyane Helvél. *Le pilote assisté, dans les airs, à un bréviaire de banque*. 23.20 Six minutes d'informations. 23.30 Variétés : *Yves*. 2.00 Documentaire : *Spécial Ragnari*. Portrait du chanteur. Déjà diffusé le 15 avril 1989. 2.25 Documentaire : *Moscou 15-17*. De Maxime Maréchal. Le Festival du film de Moscou en juillet 1987. 2.55 Magazine : *Odes de choc*. Le business de la télé (rediff.). 3.45 Spécial Série Regalini (rediff.). 4.10 Téléfilm : *La poutte aux enfers*. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : *Madame est servie*. La voiture idéale. 20.30 Téléfilm : *Sept bêtes sur les bras*. D'Alan Hoppwood, avec Robin Nedwell, John Ewart. *Un séducteur sept fois détesté d'assomoir la charge*. 22.00 Téléfilm : *Duel en hélicoptère*. De William Graham, avec David Jansen, Elyane Helvél. *Le pilote assisté, dans les airs, à un bréviaire de banque*. 23.20 Six minutes d'informations. 23.30 Variétés : *Yves*. 2.00 Documentaire : *Spécial Ragnari*. Portrait du chanteur. Déjà diffusé le 15 avril 1989. 2.25 Documentaire : *Moscou 15-17*. De Maxime Maréchal. Le Festival du film de Moscou en juillet 1987. 2.55 Magazine : *Odes de choc*. Le business de la télé (rediff.). 3.45 Spécial Série Regalini (rediff.). 4.10 Téléfilm : *La poutte aux enfers*. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : *Madame est servie*. La voiture idéale. 20.30 Téléfilm : *Sept bêtes sur les bras*. D'Alan Hoppwood, avec Robin Nedwell, John Ewart. *Un séducteur sept fois détesté d'assomoir la charge*. 22.00 Téléfilm : *Duel en hélicoptère*. De William Graham, avec David Jansen, Elyane Helvél. *Le pilote assisté, dans les airs, à un bréviaire de banque*. 23.20 Six minutes d'informations. 23.30 Variétés : *Yves*. 2.00 Documentaire : *Spécial Ragnari*. Portrait du chanteur. Déjà diffusé le 15 avril 1989. 2.25 Documentaire : *Moscou 15-17*. De Maxime Maréchal. Le Festival du film de Moscou en juillet 1987. 2.55 Magazine : *Odes de choc*. Le business de la télé (rediff.). 3.45 Spécial Série Regalini (rediff.). 4.10 Téléfilm : *La poutte aux enfers*. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : *Madame est servie*. La voiture idéale. 20.30 Téléfilm : *Sept bêtes sur les bras*. D'Alan Hoppwood, avec Robin Nedwell, John Ewart. *Un séducteur sept fois détesté d'assomoir la charge*. 22.00 Téléfilm : *Duel en hélicoptère*. De William Graham, avec David Jansen, Elyane Helvél. *Le pilote assisté, dans les airs, à un bréviaire de banque*. 23.20 Six minutes d'informations. 23.30 Variétés : *Yves*. 2.00 Documentaire : *Spécial Ragnari*. Portrait du chanteur. Déjà diffusé le 15 avril 1989. 2.25 Documentaire : *Moscou 15-17*. De Maxime Maréchal. Le Festival du film de Moscou en juillet 1987. 2.55 Magazine : *Odes de choc*. Le business de la télé (rediff.). 3.45 Spécial Série Regalini (rediff.). 4.10 Téléfilm : *La poutte aux enfers*. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : *Madame est servie*. La voiture idéale. 20.30 Téléfilm : *Sept bêtes sur les bras</*

10 septembre

Le Monde SANS VISA



Habiter Moscou est un privilège considérable pour l'*homo sovieticus*, qui indique l'appartenance à une caste, à une sorte de noblesse. Un jeune écrivain soviétique donne les « clefs » de sa capitale.

Le Moscou d'un Moscovite

par Viktor
Erofeïev

MOSCOU n'existe pas. Si vous songez à y aller, sachez que, à la différence des grandes villes du monde, belles ou laides, Moscou n'a pas d'objectivité stable.

Paris, formidablement réelle, existe sans considération du temps qu'il fait, de votre humeur ou de vos finances, de vos liens personnels avec les Parisiens. Paris existe sans vous.

Moscou, au contraire, a grand besoin de vous pour acquiescer à sa réalité. Son seul architecte, c'est vous, même si vous n'êtes pas un professionnel !

Moi non plus. Mais je suis un écrivain moscovite. J'ai vécu quarante ans dans cette ville et, si je n'avais su me créer ma Moscou à moi, ma vie serait devenue un enfer.

Tout dépend de votre projet. Voulez-vous un monstre ? V. u l'aurez sans mal ni perte de temps : Moscou recèle bien des laideurs. Quant à bâtir quelque chose de plaisant et d'humain, si tel est votre désir, c'est possible aussi.

Commençons par le physique. C'est important, bien sûr, quoique non déterminant, comme vous le verrez, dans votre entreprise de construction. Moscou, avec ses huit millions d'habitants, est constituée de plusieurs anneaux rappelant les ondes concentriques fuyant le point d'impact d'une pierre dans une eau calme. Ce point, c'est le Kremlin. Les vagues qui s'en éloignent dépassent les limites de la ville : la composition circulaire possède, à la dimension du pays, un sens moins physique que politique.

Le Kremlin, dans la mythologie soviétique, est le lieu sacré : fortresse close de hautes murailles en brique ponctuées de tours gothiques, avec une garde particulière dont l'uniforme ne ressemble à

aucun autre de l'armée rouge. L'ouverture aux visiteurs, après la mort de Staline, est très partielle, la majeure partie du territoire restant inaccessible au touriste. L'atmosphère de vénération religieuse se dispute à l'ambiance de camp militaire. Une propriété exemplaire, les plus beaux pavés de la capitale et des pelouses impeccables n'en font pourtant qu'une caserne triste. Au lieu de la traditionnelle place du marché, cœur des villes de la vieille Europe, s'élèvent des églises austères, repliées sur elles-mêmes.

Mais le Kremlin recèle aussi des symboles ironiques : la cloche-taraine, à terre, énorme, silencieuse et brisée, qui témoigne de la mégalomanie des souverains russes fondateurs d'une « troisième Rome » ; le vieux canon-tsar, joné gigantesque et vain, qui n'a jamais tonné. Les Moscovites visitent le Kremlin en famille. Dans le Palais à Facettes, les cousins de province admirent, béats, la profusion de pierres précieuses sur les couronnes des tsars. Les gamins sautent d'un éd sur l'autre autour du canon antastique, sous l'œil sévère des soldats. Khrouchtchev a rajouté, dans l'enceinte étroite, une énorme construction moderne, le Palais des Congrès, où l'on donne, le soir, des opéras pompeux et des ballets qui sentent la naphthaline. De temps en temps, ces lieux stériles sont traversés par le chuintement d'une limousine noire, et tous de se figer : c'est le pouvoir qui passe...

Le Kremlin, centre de Moscou, est aussi éloigné de la vraie ville que l'Everest. Sacrée comme lui, la place Rouge, attenante, vaste et ventée, est le lieu des cérémonies collectives, où, même en semaine, il est interdit de fumer. Sur son ventre incliné, qui rappelle la rotundité de la Terre, vous découvrirez un curieux nombril, l'Echafaud, grand comme une piscine gonflable, où les bourreaux, jadis, coupaient publiquement la tête aux criminels. En ces temps

de perestroïka, l'idée est née de convertir le monument à la mémoire des victimes du stalinisme. Idée d'autant moins saugrenue que bien des bourreaux de l'époque, à commencer par leur chef, ont été solennellement inhumés tout près, au pied des murs du Kremlin. Leurs tombes jouxtent, sur ses deux flancs, le mausolée de Lénine, réplique avant-gardiste et constructiviste d'une pyramide égyptienne dans le style des années 20. On peut imaginer le malaise de Kroupskaïa, la veuve de Vladimir Ilitch, quand elle pénétrait sous cette voûte pour « revoir » son époux embaumé, exposé au public.

La magie d'une fantaisie débridée

Sur la place Rouge, vous serez bien sûr réjoui par la cathédrale Saint-Basile, fleuron touristique, qui époustouille, en son temps, le voyageur français Melchior de Vogüé : comment pouvait-on prier un dieu chrétien dans un temple aussi paten ? Aujourd'hui, plus d'oraison : comme bien des églises moscovites, Saint-Basile est devenue un musée où demeure cependant la magie d'une fantaisie débridée. Vous assisterez à une messe orthodoxe au monastère de Novodievitchi — ou, attention, le matin on chante les morts à cercueils ouverts... comme partout en Russie. Une coutume et un spectacle auxquels il faut être préparé.

Face au mausolée, voici le Goum, grand magasin gigantesque qui aide à comprendre le mécanisme savant du commerce. Son architecture de « bazar » est amusante, mais la foule survoltée gâchera un peu le plaisir de la visite. Le Goum recèle tout et rien. Paradoxe ? Réalité dont il est facile de se convaincre si vous souhaitez faire l'appoint d'un tube de dentifrice ou de simple sucre en poudre. Les rouages économiques de la perestroïka grincent encore.

Je vous conseillerais d'aller jeter un dernier regard à la place Rouge et au Kremlin depuis la terrasse de l'hôtel Rossia, derrière Saint-Basile. Tard, le soir, à la lumière des réverbères, le caractère trop officiel du jour disparaît : les bulbes dorés du Kremlin s'offrent à vous dans leur virginité. Difficile de se refuser.

Vous avez abandonné les lieux saints pour vous plonger dans la Moscou ordinaire, faire aux styles architecturaux, toute de vie et de désordre, panorama disparate des tendances contradictoires du caractère russe. A Moscou, il y a une commune mesure entre le caractère des Moscovites et le style urbain ; Leningrad, sous cet aspect, est une ville morte : sa splendeur impériale est coupée de la vie des habitants.

A Moscou s'entremêlent, dans une animosité réciproque, trois styles fondamentaux, pleins de témoignages de l'histoire : noble, capitaliste et stalinien. Les maisons de nobles, avec leurs façades gaies, jaune ou vert pastel, donnent la nostalgie du meilleur dix-neuvième siècle. Les constructions antérieures se comptent sur les doigts de la main.

La ville a connu une forte expansion au début du siècle. Souvenirs du vigoureux capitalisme russe : qui appréciait les lignes harmonieuses du modern style, le jeu des éléments gothiques, sans parler du confort.

Entrons dans l'un de ces immeubles : vaste hall à l'éclairage indirect, boyaux étroits d'ascenseurs nonchalants, cages d'escalier luxueuses, majestueuses portes d'entrée des appartements... Mais, surprise, dans l'embrasure, une accumulation étonnante, presque surréaliste, de sonnettes avec les noms des occupants : l'appartement est communautaire. Ici habitent plusieurs familles ; de vieux vélos sont accrochés aux murs des couloirs encombrés de placards ; à la cuisine, sur différents feux, cuisent

viandes et choux ; les plafonds, très hauts, sont disproportionnés par rapport aux petites pièces découpées dans les anciens salons des nobles ; la salle de bains est si sale, souvent, qu'on y prendrait sa douche en bottes... Le matin, devant les WC uniques, on fait la queue en silence. Il arrive qu'on cohabite en paix et même qu'on s'invite pour un anniversaire ; il arrive aussi qu'on se batte, qu'on appelle la police, qu'on se mette les nerfs à vif et se gâche l'existence. C'est ainsi que vivent aujourd'hui encore un quart des Moscovites.

Mariages blancs et subterfuges

Mais même ceux qui sont nés avec ce mode de vie en commun se plaignent rarement. Habiter Moscou est un privilège considérable pour l'*homo sovieticus*, qui indique l'appartenance à une caste, à une sorte de noblesse. Le système de l'enregistrement dans la capitale est contrôlé par la

police : s'y installer, quand on vient d'ailleurs, est une performance. On s'y emploie à coups de mariages blancs et de mille subterfuges. Parfois, la bataille de Moscou prend toute une vie. Suite à cette sélection, les Moscovites se distinguent fortement de leurs compatriotes. Ils ont un accent particulier, une langue plus « corporelle », plus directe, l'air plus soigné ; ils sont mieux habillés et doués d'un certain sens de l'humour.

Mais il suffit d'inverser la référence, d'arriver à Moscou non pas de Sibérie mais simplement de Varsovie, pour être frappé par les traits las, figés, les expressions maussades et revêches. Le niveau culturel d'une ville se mesure parfaitement chez les chauffeurs de taxi : à Moscou, ils peuvent être aimables, filous ou simplement grossiers. Leurs véhicules ont souvent un aspect délabré : sièges défoncés, âcre odeur d'essence dans l'habitacle...

(Lire la suite page 17.)

TUNISIE CONTACT
Le spécialiste de la Tunisie depuis 20 ans

**LA TUNISIE EST NOTRE PASSION
PARTAGEONS-LA**

**1 SEMAINE DE CIRCUIT EN LAND ROVER
DANS LE SUD TUNISIEN**
A partir de 4 190 F tout compris Paris/Paris
(Possibilité de prolongation de séjour à Jerba)
Brochure complète Tunisie sur demande

TUNISIE CONTACT
30, rue de Richelieu, 75001 PARIS
Tél. : 42-96-02-25.

RÉSIDENCES

CAMPAGNE
MER
MONTAGNE

**VENISE
A LOUER**
Appartements luxueusement aménagés.
SAN MARCO
SÉJOUR MINIMUM :
UNE SEMAINE.
Tél. : 193941/5228933
Télécopie : 193941/5203721.

BOURGIGNON-JAILLIEU
20^e de LYON
VILLA TS jumelle
Dans lotissement « VERT VILLAGE ».
3 ch., salon, séjour, s. de bains, 2 w.-c.,
garage, 89 m² habitables sur 480 m² de
terrain. A 5^e commerces, école et bus.
420 000 F
Tél. 74-93-68-13.

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE Dir. de ppte
élevé en foudre de chêne, amoureuusement,
pour vous AMATEURS, profitez de nos
cuvées spéciales : RÉDEMPTEUR brut
mill. 1983 et blanc de blanc. Tarif sur
demande à R.M. DUBOIS P. & F. (3).
« Les Almanachs » VENTEUIL.
51200 ÉPERNAY. 26-58-48-37.

CHAMPAGNE C. DUBOIS
A la propriété LES ALMANACHS.
VENTEUIL. 51200 ÉPERNAY.
T. 26-58-48-37. Vin vendu en foudre.
Tarif sur demande. Cuvée 1982 du
« Rédeempteur ». Médaille d'argent,
concours sélection mondiale.
MONTREAL 1986.

ASHOKA
Spéc. du Nord de l'Inde
5, rue J.-Clemenceau, 15^e
F. dim. et lundi midi.
Tél. : 45-32-96-46

**POUR VOS INVITATIONS
LE SOUFFLÉ**
La bonne cuisine française
et ses soutiens.
35 rue du MONT-THAÏS
(à côté de la place Vendôme)
Tél. : 42-50-27-18

Dessirier
42-27-82-14 43-80-50-72
MAÎTRE-ÉCARTIER RESTAURATEUR
8, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex place Péreire) 17^e

HÔTELS

Côte d'azur

06400 CANNES
HOTEL LIGURE ****
5, rue Jean-Jaurès
Tél. : 93-39-03-11. Télécopie 970275
A 150 mètres du Palais des Congrès,
climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Best Western ****
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-62-56 - Télécopie 470-410
Télécopie 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA ***

33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-60
Platz centre-ville, calme,
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur,
téléphone direct, minibar.

Paris

SORBONNE

HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur.
Tél. direct.
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

PROVENCE

MAUSSANE-LES-ALPILLES

Au pied des Baux-de-Provence,
VAL-BAUSSENS, hôtel ***
Une grande maison provençale en pierre
des Baux vous ouvrira ses portes :
21 chambres et couloir, grill, piscine, prome-
nade à cheval, golf et tennis.
122, avenue de la Vallée-des-Baux,
13520 MAUSSANE-LES-ALPILLES.
Tél. : 90-54-38-90.

Grande-Bretagne

LONDRES

EDEN PLAZA HOTEL, 68 Queensgate,
South Kensington, Londres SW 7.
Tél. : 19-44-1-370-111
Télécopie : 916228. Fax : 370 6570.
Hôtel moderne et accueillant près de
Knightsbridge, Harrods, Hyde Park, musées.
Prix : de £ 53 à £ 72 (petit déj. compris).

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES ***
Saint-Marc 1936
Réservation : 193941/52-32-333
Fax : 193941/52-03-721.
Télécopie : 41-1150 FENICE 1.

VÉRONE

NOVO HOTEL ROSSI
Via Della Costa, 2
Près de la gare de PORTA NUOVA
Réservation : 193941/56-00-32
Fax : 193941/57-82-79.
Atmosphère intime, tout confort.

Suisse

St-MORITZ (Engadine)

Kulm - Hôtel
L'hôtel 5 étoiles avec
la plus grande tradition.
Centre mondain et sportif.
CH 7500 St-Moritz - Tél. : 1941 82/2 11 51.
Tél. 74 472

TOURISME

LOZÈRE
Automne-Hiver
Espaces grandioses
Nature vraie. Loisirs variés
Altitude 1000 m. Situation panoramique
exceptionnelle. Piste de ski traditionnelle.
Parc animalier, loup et cerf.
Forêt. Promenades pédestres, équestres,
vélos TT. Poney. Jeux enfants. Mini-golf.
Possibilité de fond.

8 résidences hôtelières : confort, cuisine, bain,
chauff. électr., w.-c. Superbe restaurant
rustique. Vaste cheminée, salle de
jeux-TV. Cuisine du terroir. Séjour w.-c. et
plus. Prix 240 F, 1/2 pension 195 F. Location
à partir 300 F/10-15, et 200 F/sem.

HOTELLERIE
DU PARC DU CEVAUDAN
SAINT-LUCIE, 48100 MARVEJOLS
Tél. 66-32-05-48

Il est loin le temps où le pays-
giste Barillet-Deschamps fit
venir 4 000 mètres cubes de
grès de Fontainebleau pour mon-
ter l'artificiel décor de la Grande
Cascade proche de l'hippodrome
de Longchamp. Le dix-neuvième
siècle en était à sa moitié, et la
route devant le pavillon peu après
construit, à l'enseigne de La
Grande Cascade, connu tour à
tour calèches, phaétons, victorias,
mail-coaches, coupés, voitures à
la Daumont, tilburys, fiacres,
avant les premiers véhicules à
moteur pétaradant, escortés de
cavaliers élégants et de quelques
rues amazones. La Grande Cas-
cade allait devenir un « moment »
de la vie parisienne. Une chanson
de l'époque, évoquant les
mariages bourgeois qui s'y réga-
laient, et la carte, reproduisant un
tableau de cette belle époque des
crinolines où l'on pouvait rimer :

*Vive le bois de Boulogne
Vive tous ces tapis verts...
C'est dans ce lieu délicat
Que les plaisirs de la table
Font venir ceux de l'amour...*

traduisent la pérennité du res-
taurant de la Grande Cascade, de
loin le meilleur du bois. Et les
belles époques se perpétuent.
N'est-ce pas ici que, le 26 mai
1933, et pour fêter la centième de
sa *Femme en blanc*, Marcel
Achéard invita ses amis à un déjeu-
ner costumé... qui se termina à
l'aurore suivante ? J'aurais voulu
en connaître le menu. A défaut, je
l'ai imaginé à partir de la carte
actuelle : délice des Landes ; nage
de homard breton aux deux
sauces ; volaille de Bresse rôtie en

Semaine
gourmande

Le Ranquet à Anduze

Un vieux mas cévenol bien
aménagé (piscine, piano-bar) et
une cuisine de femme : Anne
Majourel. Salade de raviolis aux
chèvres et persil, escalope de
morue en bourride à la stépie,
côtes d'agneau à la menthe et
fèves fraîches, pigeonneau à la
catalane, se retrouvent dans les
deux menus : « sage » (135 F) —
entrée, un plat, fromage ET
dessert — ou « gourmand »
(175 F) — deux plats après
l'entrée. Avec, pour les enfants
gourmands, un menu « suggestion »
(52 F). A la carte, compter 250-
300 F.

● **LE RANQUET**,
au lieu-dit Le Ranquet,
30140 Anduze.
Tél. : 66-77-51-63.
Fermé mardi soir et mercredi.
AE - DC - CB.

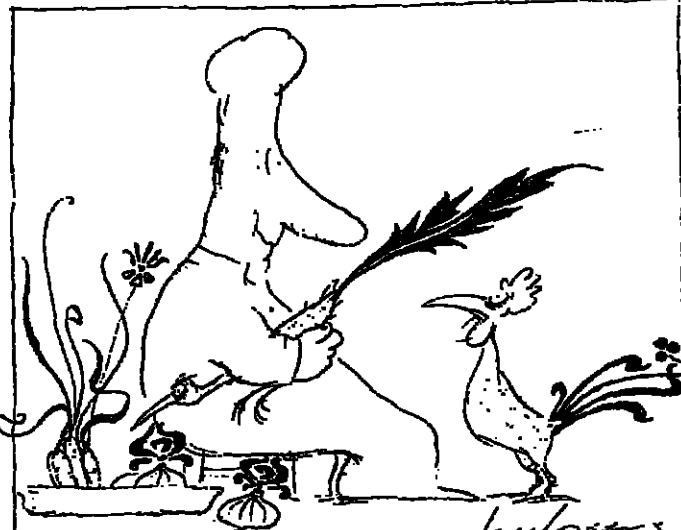
Le Restaurant du golf
à Hardelet

Pour votre « guide des excels »,
me soufite un lecteur. Et c'est
vrai que Michélin ignore ce bel
établissement donnant sur le golf
et dont le chef Francis Lesur pro-
pose quatre menus (75 F, 120 F,
175 F et 250 F) et une carte où
les poissons en entrée et en plat
dominent, ce qui ne doit point
faire oublier l'étoffée de volaille
et de ris de veau au curry, les
rognons grand-mère en cocotte, la
selle de lapereau en rognonnade,
le magret grillé en jus de jerez.
Bons desserts après l'émancé de
poire au roquefort. A la carte,
compter 300 F.

● **RESTAURANT DU GOLF**,
62152 Hardelet-Plage.
Tél. : 21-83-71-04.
Fermé mardi soir et mercredi.
AE - DC - CB.

LA TABLE

Belles époques



deux services : crème brûlée à la
cassonade.

Mais à ce déjeuner-là, le mois
dernier, sous les parasols de l'été
trionphant, j'ai plus simplement
choisi les langoustines rôties de
Loctudy, le médaillon de veau fer-
mier au citron vert, avant quel-
ques sorbets maison.

Ces plats et bien d'autres, la
qualité du produit, la richesse de
la carte des vins, l'extrême sollici-
tude du service, le décor enfin,
c'est, si je puis écrire, la partie
visible — et appréciée — de la
clientèle. La face cachée étant le
perpétuel soin d'André Menui,
aujourd'hui secondé excellem-
ment par son jeune fils Georges,
d'entretenir et d'embellir sans le

défigurer ce superbe ensemble
Belle Epoque, faisant de ce res-
taurant de la Grande Cascade un
précieux témoin d'hier en même
temps qu'une belle adresse
d'aujourd'hui.

1951 ! Après les années noires,
les années grises d'une remise en
route, c'est le temps d'un renou-
veau. L'ancien chemin de terre du
temps de Louis XV est devenu, en
1945, l'avenue Franklin
Roosevelt. Non loin de ce qui fut,
un siècle plus tôt, le Petit Moulin
rouge (dont Escoffier fut le chef
sauceur), au 17 de l'avenue, d'un
café-restaurant banal accolé à un
bel hôtel particulier René Las-
serre fait le restaurant que l'on

sait : sa belle époque commence.
Touchagues peint le fameux toit
ouvrant, et le Club de la Casse-
role, international et tout parisien,
va naître. On y verra Martine
Carol cuisiner avec ses parté-
naires de *Méfiez-vous des
blondes* ; Fernandel descendre en
ballon du toit, la nacelle pleine de
jéroboams pétillants ; Dessange
créer sur de jolis mannequins des
coiffures du nom des succés de
Luis Mariano ; Jean Gabin parta-
ger avec Audard et Simonin le
menu argotique de *Toucher pas
au grisbi* ; Pierre Benoit offrir une
colombe à Sylvana Pampanini et
Jean Anouilh en mettre une en
cage pour honorer Danielle
Delorme, créatrice de sa pièce du
même nom, etc.

Mais Lasserre, c'est aussi Dali
hiératique picorant sa crème brû-
lée ; André Malraux se régalant du
pigeon portant son nom. C'est le
découpage en salle d'un canard
de Challans à l'orange inoublia-
ble, le ballet subtil du service, les
cinq — mais oui, cinq ! — som-
meliers au service d'une carte
superbe, les fleurs, les aiguilles
du décanage des vins, la décora-
tion des tables bref, tout l'*ouil-
lage des aises*, comme eût dit
André Gide. Et voici que, sa belle
époque retrouvée, le décor est res-
tauré. Yves Corbassière a rajouté
le plafond, la salle est encore plus
patriciennerment éclatante. Une
nouvelle belle époque s'annonce
ici, et, des palourdes rôties aux
noisettes à la timbale Ellysée,
saluons cette restauration au dou-
ble sens du terme !

LA REYNIÈRE.

● La Grande Cascade, près de
l'hippodrome de Longchamp. Tél. :
45-27-33-51. Tous les jours, à la
carte de 500 F à 700 F ; en
semaine, menu-déjeuner à 240 F.
Voiturier. AE - DC - CB.

● Lasserre, 17, avenue
Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.
Tél. : 43-59-53-43. Fermé diman-
che et lundi midi. Carte : 750 F à
850 F. Voiturier.

MIETTES

● L'Association des
restauratrices-cuisinières (ARC)
a transporté son siège en Bourbo-
nais. Notez la nouvelle adresse de
Simone Lemaire : Haut Tourma-
bride, Busset 03270 ; tél. : 70-59-20-42.

● Week-end à la ferme. Pour
la trentième année, André Pochat
organise, du 21 octobre au
15 février de l'an prochain, ses
week-ends fermiers, avec initiation
à la préparation des foies gras et
confits d'oie. Renseignements : Les
Vignes de Brassac, Bourg-de-Visa
82190 ; tél. : 63-94-24-30.

● Compliments de lecteurs.
Pour Les Cèdres à Granges-les-
Beaumont, dans la Drôme, et bien
noté au Gault-Millau (tél. : 75-71-
50-67). Pour L'Étude (rue de la
Mothe, Marciely-le-Hayer 10290 ;
tél. : 25-21-71-57), plusieurs let-
tres enthousiastes. Enfin, pour Cla-
rion à Sailly, dans la Var (tél. :
94-76-06-10), mais, là, ce n'est
point découverte, et ce restaurant
de l'Hôtel de France est renommé
justement.

● Les à-peu-près culinaires.
Nombreuses lettres à ce sujet.
L'une d'un lecteur danois vivant en
France et me signalant que, dans
les pays scandinaves, une loi exige
que les œufs soient gardés au frais
pour la vente et non, comme ici, sur
les rayons surchauffés des super-
marchés. Une autre, me rappelant
que le gyronnisme est championn
mortel à l'état cru et dangereux s'il
est mal cuit, s'étonne de voir un
« 2 étoiles » Michelin efficher sur sa
carte ce championn « difficile »,
alors que les morilles, ses sœurs,
n'ont pas cet inconvénient.

(Publicité)

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

CASTILLE (OPÉRA DE LA)	CHAMPS-ÉLYSÉES	GOBELINS	MONTPARNAISSE	REPUBLIQUE-BASTILLE	SAINT-AUGUSTIN
EL BOLICHE , 43, rue Faidherbe, 11 ^e . F. dim. 43-79-87-93. Le rest. sud-américain du 11 ^e .	RELAIS BELMAN , 37, r. Franc-1 ^{er} . 47-23-54-42. Juaq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.	ENTOTTO , 45-87-08-51 - F. dim. 143, r. L.-M.-Nodding, 13 ^e . Spécialités éthiopiennes.	LE TABORE , 25, av. de la République, 19 ^e . Tél. : 45-44-94-41.	LE REPAIRE DE CARTOUCHE , 47-00-25-86, 8, boulevard des Filles-du- Calvaire (11 ^e). F. sam. midi, dim.	LE SARRIADAN , 2, r. de Vienne, 9 ^e . 45-23-23-62. Dîner péjoré 130 F s.c. OUVERT TOUT L'ÉTÉ
BONNE NOUVELLE	MAUBERT-MUTUALITÉ	CHAMPS-ÉLYSÉES	OPÉRA	REUILLY-DIDEROT	SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
ZOMBI NELSON , 17, rue de la Ville-Neuve, 2 ^e . Tél. : 42-33-76-57. Spécialités antillaises.	CHIENG-MAI , 12, r. Frédéric- Sauton, 9 ^e . 43-25-45-45 f./dim. Tél. 90-30 F s.c.	COPIENHAGUE , 1 ^{er} étage. FLORA DANICA, et son jardin r.d.c. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.	INCARI , 9, r. Monteur-le-Prince, 6 ^e . F. dim. 46-33-65-32. Rest. sud-américain. Tél. : 21-83-71-04.	SAPNA , 160, r. de Charenton, 12 ^e . F./hundi. 43-46-73-33. Musique, danse indienne. Cuis. raffinée.	LA FOUX , 2, rue Clément (6 ^e). F. dim. 43-25-77-66. Allez aux fourneaux.
MAUSSANE-LES-ALPILLES	MAUBERT-MUTUALITÉ	CHAMPS-ÉLYSÉES	OPÉRA	REUILLY-DIDEROT	SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
Au pied des Baux-de-Provence, VAL-BAUSSENS, hôtel *** Une grande maison provençale en pierre des Baux vous ouvrira ses portes : 21 chambres et couloir, grill, piscine, prome- nade à cheval, golf et tennis. 122, avenue de la Vallée-des-Baux, 13520 MAUSSANE-LES-ALPILLES. Tél. : 90-54-38-90.	CHIENG-MAI , 12, r. Frédéric- Sauton, 9 ^e . 43-25-45-45 f./dim. Tél. 90-30 F s.c.	COPIENHAGUE , 1 ^{er} étage. FLORA DANICA, et son jardin r.d.c. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.	INCARI , 9, r. Monteur-le-Prince, 6 ^e . F. dim. 46-33-65-32. Rest. sud-américain. Tél. : 21-83-71-04.	SAPNA , 160, r. de Charenton, 12 ^e . F./hundi. 43-46-73-33. Musique, danse indienne. Cuis. raffinée.	LA FOUX , 2, rue Clément (6 ^e). F. dim. 43-25-77-66. Allez aux fourneaux.



Plein air

BLE

loques



de la page 15.

loques

de la page 15.

QUARTIER

de la page 15.

صكنا من الامم

ESCALES

Le Monde sans visa • Samedi 9 septembre 1989 17

Pâques en novembre

Une île sauvage, au sol volcanique, en basalt, des côtes rocheuses très découpées, des collines herbeuses vallonnées, peu d'habitants, très accueillants, et encore moins de touristes. Une île où les statues ont des yeux de corail blanc avec un iris en tuf rouge. L'île de Pâques, bien sûr.

Clio-Les Amis de l'histoire y conduit un circuit qui se déroule sous la direction de Sergio Rapu, archéologue et gouverneur de l'île depuis 1984. C'est d'ailleurs dans sa résidence que seront logés les voyageurs. Deux historiens apporteront leur compétence.

Vols réguliers vers Rio-de-Janeiro et Santiago où l'on

visite le Musée d'histoire naturelle. Une salle y est consacrée à l'archéologie de l'île de Pâques. Six jours sur l'île même permettront de se familiariser avec les Moais, les célèbres statues géantes qui, dit-on, représentaient



les ancêtres de la tribu. Elles furent érigées pour la plupart du douzième siècle au dix-septième siècle sur les atolls, ces plates-formes en terre de 10 mètres à 50 mètres de long qui devaient servir d'autel pour la cuite des ancêtres.

Du 30 octobre au 12 novembre. Le prix de 16 650 F par personne comprend les vols, les transferts et transports sur place, le logement en chambre double et la pension presque complète. Programme détaillé auprès de l'organisateur (10, rue de la Procession, 75015 Paris. Tél. : 47-34-38-83).

Oiseaux patagons

La Patagonie, caméra au poing. Quinze jours d'observation des animaux — baleines, phoques de Magellan, éléphants de mer — notamment. Une expérience réussie en 1988 incite ANAS (18, rue de la Pépinière, 75008 Paris, tél. : 43-87-14-95) à renouveler l'expé-

rience du 2 au 16 octobre prochain.

Les chasseurs d'images atterriront à Buenos-Aires où ils passeront une journée. Manchots, pigeons d'Antarctique, cormorans, goélands salueront leur passage le long de la côte de la péninsule de Valdés. Des excursions maritimes permettront d'approcher des baleines franches, le plus beau spectacle du voyage, dit-on : six cents spécimens mesurant jusqu'à 16 mètres de longueur, pesant 30 à 40 tonnes. A l'île aux Oiseaux, on a compté plus de trente mille individus.

Dans la baie de Camarones on verra les loutres marines et les pingouins, et à Punta Tombo les cormorans à col noir. Des campements sous la tente permettront des prises de vues nocturnes. Prévu également, la visite



RONALD MONTI

d'une estancia patagonienne et des promenades à cheval. Tout compris, 22 800 F (vols, pension complète, hôtels de première catégorie, guide ornithologique). ANAS s'est fait une spécialité des voyages d'immersion dans la

nature et de l'observation des animaux (expéditions à cheval en Terre de Feu, en Inde et en Serbie). L'ours brun, le tigre et le grand panda sont au nombre de ses favoris.

Le Moscou d'un Moscovite

(Suite de la page 15.)

Le visiteur occidental est frappé par l'abondance des uniformes et des policiers en patrouille ou surveillant la circulation. Mais la signification de ce « totalitarisme en action » est trompeuse : les soldats, comme des enfants, mangent des glaces un jour de perm ; quant à la police, sa seule présence diminue le nombre toujours élevé des accidents provoqués, dans l'ensemble, par d'assez mauvaises habitudes de conduite. A Moscou, on conduit « au forcing », et le touriste naïf risque bel et bien de se faire écraser s'il est persuadé de son immunité même dans les passages cloutés.

Le rapport aux étrangers a grandement évolué ces dernières années : on s'est habitué à les voir, ils sont devenus partie intégrante de la ville, alors que, dans les années 60 encore, même les touristes de l'Europe de l'Est étaient des bêtes curieuses avec lesquelles on craignait, non sans raison, d'entrer en contact. Aujourd'hui, ce sentiment de peur a disparu, même à l'égard des visiteurs occidentaux. Avec une amabilité sans faille, les Moscovites vous expliqueront votre chemin ou vous aideront à vous y retrouver dans le menu d'un restaurant. Ils pensent se débrouiller pas mal en anglais... Enfin, ils se font comprendre. Ils ont une prédilection pour les Français, étonné de la beauté pour le Russe de toujours, et les Américains des deux sexes, qui restent des animaux exotiques dont le commerce est agréable et flatteur. Tout autre est leur relation aux Africains ou aux Arabes, nombreux dans les universités de la capitale. Un couple mixte suscitera toujours l'effarement : on se retourne, et le chauffeur de taxi vous racontera invariablement comment un sale nègre s'est mal conduit dans sa voiture et a refusé de payer. Ce racisme primaire est hélas répandu, telle une « maladie négligée ».

Si vous n'êtes pas un grand pervers, la Moscou stalinienne vous hérissera. Les sept gratte-ciel agressifs élevés pour relever le prestige de la capitale ont d'abord été l'orgueil de la ville, puis, durant le dégel khrouchtchevien, sa honte. Aujourd'hui prédomine une attitude ironique à leur endroit, avec un brin de sentimentalité : les monstres évoquent moins le stalinisme que des jeunes enfus. Mais les innombrables trop imposants des quais de la Moskova, les « pâtisseries » de

la rue Gorki ou de l'avenue Lénine, n'inspirent qu'un sentiment de tristesse oppressante : architecture démesurée de ces monolithes gris, écrasants... Vous voilà seul et perdu dans un roman de Kafka. Gardez cela pour votre vision-cauchemar.

Ce bon vivant de Khrouchtchev avait entrepris de lutter contre les appartements communautaires — de résorber la crise du logement — par le moyen barbare de blocs de quatre étages sans ascenseur, aux logements exigus mais individuels.

Symptôme intéressant des changements en cours, la tentative encore timide de retour aux dénominations anciennes : si aucun nom, à Moscou, n'évoque plus Staline, la cohorte de ses compagnons d'armes reste vivace par les rues et les places. La plus grande avenue de la ville rappelle le président fantôme de l'ère stalinienne, Mikhaïl Kalinine, ancien paysan « promu », et terrorisé, dont la femme, tandis qu'il « régnait » — situation d'un humour tout stalinien — purgeait son temps au goulag.

Moscou connaît aujourd'hui un véritable boom artistique. La déclaration de Gorbatchev selon laquelle les valeurs communes à toute l'humanité importaient plus que les valeurs de classe a manifesté la grande conquête idéologique de la perestroïka. Certains y ont vu l'éloge funèbre du marxisme. En tout cas, bien des interdits ont été levés. Actuellement, la mode est à l'avant-garde russe des années 10 et 20 (Malevitch, Chagall, Kandinsky ou, encore peu connus à l'Ouest, Filonov) et aux peintures modernes, qui, auparavant, trouvaient refuge dans les caves et les greniers — les mêmes atteignent aujourd'hui des prix fous aux enchères. J'ai visité récemment une exposition insolite. Aux vieux bains Sandoum, côté hommes, autour du grand bassin, étaient accrochées d'amples toiles aux inscriptions exhortatoires. Du plafond pendaient les symboles de la serpe et du marteau, dans une camaraderie nouvelle avec le traditionnel « fouet » de branches de bouleau chargé d'activer le sang des baigneurs. Des jeunes gens bohèmes, dans l'eau jusqu'au cou, savaient de vivats les discours « subversifs » des meneurs. Des opérateurs de télévisions occidentales se baladaient caméra au poing, drapés dans leur toge. Ahuri, le directeur général des bains de la

ville, un Arménien corpulent d'une soixantaine d'années, errait tristement au bord du bassin, sur son trente et un, ignorant s'il serait congédié dès le lendemain ou bien promu à des responsabilités nouvelles pour le courage dont il avait fait preuve durant la perestroïka.

Des théâtres ? On peut passer une soirée au Bolchoï, la salle est magnifique, mais n'en attendez pas trop : la routine... Les spectacles politiques sont à la mode, où comédiens et spectateurs débattent ensemble le destin de la révolution. Il est toujours aussi difficile de trouver un billet pour la Taganka, le seul rempart, sous Brejnev, d'une pensée publique libre. De nombreuses petites salles rattrapent le temps perdu : on y joue Beckett, Ionesco, Genet... Il n'y a pas encore de strip-tease à Moscou, mais dans bien des spectacles les comédiennes se montrent topless — encore un acquis de la perestroïka.

Le bouillonnement des passions

La vie musicale, à Moscou, est un régal, riche d'orchestres comme de solistes et de compositeurs modernes. Suivez le festival d'automne à Moscou et vous emmagasinez bien des souvenirs. Certes, le rock, autorisé depuis peu, émeut les jeunes Moscovites que Beethoven ; cependant, gardez-vous de trop de condescendance envers un tel engouement : c'est dans les clubs de rock que vous rencontrerez la première génération libre depuis des décennies. Ils rappellent l'Occident mieux que les ennuyeux bars en dévies des hôtels internationaux, où jusque tard le soir des Allemands échaient leur bière allemande en brailant des chansons allemandes.

Autre signe de changement dans la Moscou de Gorbatchev, les restaurants coopératifs, en fait privés. Encore peu nombreux, ils sont assez chers, mais on y mange très bien et le service est agréable. Vous ne regretterez pas votre visite à l'établissement géorgien voisin du monastère de Novodévitchi ou au Razgoulai, cuisine russe et musique tzigane. Ne manquez pas non plus, gourmand que vous êtes, le marché de Tchornomouchki, où se rassemblent les porteurs de bonne chèbre du Midi soviétique, de la Moldavie à la Kirghizie. Juste à côté prospère l'artisanat local : chapkas, pulls, robes de mariage, jeans « améri-

cains » fabriqués dans la rue voisine... N'achetez rien, appréciez seulement le vent de liberté de la petite entreprise privée.

Cette brise souffle aussi sur le Vieil Arbat. Des peintres, comme à Montmartre, taillent le portrait aux passants, vendent leurs croquis moscovites ; des poètes proposent leurs recueils satiriques en manuscrits. Des discussions politiques surgissent parfois aussi, ou philosophiques. Un jour, notant un attroupement, j'ai demandé à un jeune homme ce qui se passait. « Rien... Des harikrishnas. » Il y a deux ans, les mêmes paraient par paquets pour l'hôpital psychiatrique.

Un beau dimanche, rendez-vous au parc d'Izmailovo, où une allée de 2 kilomètres est réservée aux peintres et aux artisans amateurs. Agréable promenade et divertissement entre deux rangées de tableaux posés à terre. Vous sentirez aussitôt ce qui agite pour l'heure les Moscovites : les thèmes majeurs sont les anciens « tabous », religieux et érotiques. Il y a des toiles symboliques, peintes avec effort, du genre « grande église orthodoxe s'enfonçant dans une eau sombre sous la glace ». Commentaire d'un femme simple, d'un certain âge : « Toute notre histoire... » La conscience historique s'éveille chez les Russes de toute condition sociale. Pour la conscience politi-

que, c'est déjà fait. « T'as tort, Egor », clame un badge parmi beaucoup d'autres vendus à Izmailovo. La cible en est la politique « conservatrice » d'Egor Ligatchev.

Politique ou pas, si vous avez décidé d'aimer Moscou, faites-vous plaisir à inviter par des Moscovites. La grande richesse de la ville n'est ni le Palais à Facettes ni les musées : ce sont ses habitants. Oui, ces mêmes hommes et femmes aux visages fermés qui s'injurient et se marchent sur les pieds dans « le plus beau métro du monde » le matin, en allant au travail, le soir vous feront fête. Ils vous proposeront zakouski, caviar, vodka, vins géorgiens et moldaves. Paradoxe de Moscou : les magasins sont vides et c'est l'abondance à table devant les invités. Les Moscovites se sortent de leur situation difficile. Mais la nourriture n'est pas le principal, c'est la chaleur de la conversation. Les Moscovites sont passionnés de livres, de cinéma, d'Ouest et d'Est et, bien sûr — pas héritiers de Dostofevski pour rien — du sens de la vie. Loin d'être saturés, ils éprouvent une soif d'information, ils s'inquiètent d'un échec de la perestroïka. Vous remarquerez alors leur grande diversité et, sous le masque du Soviétique moyen, vous découvrirez le bouillonnement des passions. Devant eux — et non sans un certain regret, — vous subirez votre propre réserve

et votre bonne éducation. Mais si vous alliez tomber amoureux de la jeune maîtresse de maison ! Là, pour le coup, votre vision de Moscou connaîtrait un changement radical...

Ainsi vous revient-il de créer votre Moscou. Vous avez le choix : une capitale maussade, ni européenne ni asiatique, agglomération inhumaine où la vie quotidienne est un enfer, un camp militaire aux artères trop larges et mal pavées, aux taxis malodorants...

Où bien une ville accueillante, disant adieu aux utopies sanglantes, post-utopique, belle par endroits, assurément, où l'on danse le rock avec un enthousiasme non feint, une ville où l'on discute et l'on fait table rase du passé, ayant enfin fini par se connaître elle-même.

Moscou : le paradoxe de votre imagination, le jeu des circonstances, des sentiments et du hasard. Ses clés sont entre vos mains.

VIKTOR EROFEEV.
(Traduit du russe par Antoine Pingaud)

* Photographier la ville : dix photographes français présentent leurs images de la glasnost à travers huit villes soviétiques du 14 septembre au 1^{er} octobre à la Bourse du commerce (2, rue de Vienne, Paris-1^{er}), tous les jours, sauf le dimanche, de 10 heures à 19 heures.

Automne in Jersey.

(l'arrière-saison sans arrière-pensée)



Pour ceux qui ne savent pas que l'automne à Jersey est la plus belle période de l'année, voici un avant-goût de nos arrière-saisons... Une symphonie de couleurs où les verts des prés et de l'océan, le bleu du ciel et les roux des feuillages se fondent. La foule est partie, mais le soleil, lui, est resté pour vous laisser profiter, en privilège de tout ce que Jersey peut offrir : paysages, promenades, ports typiques, manoirs britanniques et fruits de mer à volonté... Mais aussi pour les plus toniques tout un choix d'activités sportives. Alors, pour le retour des mois en « R » laissez-vous tenter et contactez dès aujourd'hui votre agence de voyages ou l'Office du Tourisme de l'île de Jersey,

12 rue Saint-Florentin - 75001 Paris.
Tél. : (1) 49.27.92.08. Minitel : 36.15 ou 36.16 JERSEY.

Pour recevoir la brochure 89, veuillez nous retourner ce coupon dès maintenant.

Nom, Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

Jersey
L'oasis du charme

LUAR & MARE & JERSEY

Paris Bangkok en 12h30 tous les jours.



Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 — 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77



La Grande Arche
de la Défense

CINÉMA

Yves Robert tourne les souvenirs de Pagnol

Le bonheur d'être enfant

Le réalisateur de la Guerre des boutons retrouve le chemin des écoliers en adaptant pour le cinéma la Gloire de mon père et le Château de ma mère.

En partant d'Aix, il faut passer au pied de la Sainte-Victoire, ravagée, noircie, pour arriver jusqu'à plateau. Mais là, dans les collines, à Pichauris, les bois et la garrigue ont été épargnés. Entre mûriers, pins et oliviers, autour d'une petite bastide ravissante d'authenticité, construite pour les besoins du tournage, Yves Robert réalise deux films et un vieux rêve.

En 1962, le cinéaste avait rendu visite à Marcel Pagnol pour lui demander l'autorisation de porter ses souvenirs d'enfance à l'écran. « Ce sera mon dernier film », répondit l'académicien. A sa mort, en 1974, il avait écrit une première « lecture cinématographique » de la Gloire de mon père sans aller plus loin. L'année dernière, les héritiers de Marcel Pagnol, et surtout son frère René — le benjamin des enfants de Jules et d'Augustine — se sont laissés convaincre. Avec le producteur Alain Poiré, détenteur des droits cinématographiques de l'œuvre (comme il l'était de ceux de l'Eau des collines), Yves Robert s'est lancé à l'assaut des deux livres : la Gloire de mon père et le Château de ma mère.

Parce qu'ils ne font qu'une seule histoire, parce que les décors, les personnages sont les mêmes, pour pouvoir profiter du rythme des saisons, les deux films sont tournés en même temps, selon un plan de travail unique qui oblige à travailler jusqu'à la fin de l'année. Du coup, l'on doit se préoccuper de l'éducation



Yves Robert avec ses jeunes interprètes, Julien Clémence (à gauche) et Victorien Delamarre.

tion des enfants-acteurs, Julien Clémence qui joue Marcel à dix ans et Victorien Delamarre, Paul à cinq ans. L'académicien d'Aix-Marcelle détachera deux enseignants sur le plateau, c'est bien le moins (et de

père, interprété par Philippe Caubère) s'entraîne sous la direction de Joseph (Poncel, Didier Pain) au tir à la carabine sur la porte du cabinet d'assurances, sans savoir que la bonne s'y trouve. Ce gag, qui a ravi des générations de collégiens, pose des problèmes balistiques : l'accessoire démontre qu'une décharge de chevrotines déstabilisera la porte, rendant bien improbable la survie de la bonne. De plus, le coup de feu ne dégage pas assez de fumée.

Les accessoires sont moins dociles que les enfants. Ils doivent surveiller la scène depuis une cachette. Yves Robert les dirige avec précision : « Je ne sais pas ce que direction d'acteurs signifie, dit-il. Je ne montre jamais, sauf aux enfants » — et avec une efficacité presque miraculeuse. « C'était quand même plus facile de diriger les hordes de la Guerre des boutons. Il y avait des chefs qui pouvaient se permettre de dire : terminez-la, à leurs copains », se souvient le cinéaste.

Je suis presque un expert

Les faux frères, qui en sont déjà à s'appeler Marcel et Paul entre deux prises, ont été choisis parmi des centaines de candidats de la région, accent oblige. Pour jouer le père, le héros, l'instituteur « sans dieu », animé d'une foi inébranlable en l'homme (nous sommes avant 1914), Yves Robert avait d'abord contacté Daniel Auteuil, qui n'a pas voulu s'engager dans un nouveau Pagnol. Du coup, Jules a les traits de Philippe Caubère (à moins que ce ne soit le contraire). Membre de la troupe du Théâtre du Soleil, il fut Moïse au cinéma pour Ariane Mnouchkine. Depuis huit ans, il travaille seul sur des spectacles qu'il écrit et interprète. La Gloire et le Château marquent son retour au travail en équipe et, surtout, au pays.

Caubère est de Marseille. Enfant, il passait ses vacances avec sa petite sœur chez ses grands-parents, dans les collines. Il a repris sans peine un accent qu'il n'avait jamais oublié : « Je suis presque un expert, dit-il en souriant, je reconnais l'accent de Marseille de celui d'Aix ». Et puis, plus sérieux : « Avec la destruction de tout ce qui nous entourait, j'ai parfois l'impression de tourner un film sur les derniers éléphants. Quand les enfants sont arrivés sur le plateau, ils n'avaient jamais vu un chevreuil ou un mouton. C'est un monde qu'ils n'auraient jamais connu sans le film ».

Autour de lui, Didier Pain, Parisien, vétéran de Jean de Florette et de Manon des sources, a pris sans peine l'accent catalan de l'oncle Joseph. Nathalie Roussel (Augustine) et Thérèse Liotard (Rose) ont retrouvé celui de Marseille dans leurs souvenirs. Après le refus d'Auteuil, Yves Robert n'a pas voulu de têtes trop connues qui auraient encombré les personnages de leur image. « Mes films n'ont jamais eu vraiment d'intrigue, dit-il. Celui que je considère comme le plus proche de moi, Alexandre le bienheureux, parle d'un type qui ne fait rien. Je m'intéresse aux sentiments — ici la dévotion familiale, — aux sensations. Quand je me promène sur le plateau, j'entends du Prokofiev, Pierre et le Loup, mais aussi Alexandre Nevski. Pagnol sait trouver la dimension épique des petites choses. Le film aurait pu s'appeler Quel bonheur d'être un enfant ! Un bonheur que j'ai connu ».

Après le coucher du soleil, la soirée est consacrée au tournage d'une scène de dîner. De la balistique, l'accessoire passe à la gastronomie — la soupe au fromage ne file pas assez — puis au bricolage — la lampe tempête vacille, alors que la bande-son est occupée par une tirade à la gloire de cette merveille de la technologie du vingtième siècle naissant. Autour de la table, l'ambiance d'un repas de famille, enfants aux adultes, adultes aux adultes, entre admiration, amusement et exaspération, sous l'œil paternel du réalisateur, finit par l'importer sur celle d'un tournage.

MICHEL BRAUDEAU, THOMAS SOTINEL.

Deux livres et une revue

L'année Godard

Il tourne un nouveau film, il est le sujet de plusieurs livres. Que seraient, sans lui, le cinéma et ceux qui écrivent sur le cinéma ?

Le 4 septembre, Jean-Luc Godard a commencé le tournage de son nouveau film, intitulé Nouvelle vague — les interprètes sont Alain Delon et l'actrice italienne Domiziana Giordano, qu'il avait remarquée dans Nostalghia de Tarkovski — il n'a pas la mémoire courte. Voilà trente ans que cela dure, Godard n'est pas seulement l'inventeur d'un cinéma dont personne ne peut se passer, il alimente les chroniques, les livres. Trois ouvrages récents font, d'une certaine façon, l'année Godard de cette année 1989, puisqu'ils ont tous été publiés à la fin de l'été.

Carole Desbarats et Jean-Paul Gorce ont réalisé en commun, l'Effet Godard, présenté sous forme d'album, avec une mise en pages très étudiée : une manière d'aborder le cinéaste autrement que par la biographie (1). Cet ouvrage est publié avec le concours de la Cinémathèque de Toulouse qui, en 1985, avait présenté une rétrospective complète du cinéaste. La Cinémathèque de Toulouse possède des collections et un photographe, Jean Hector. Elle a donc fourni la plus grande part de l'illustration, photographies ou photographes tirés par Jean Hector de certains films. Ce rôle de l'illustration est très important. Godard dit — c'est cité — « Est-ce qu'on ne cessera pas de dire les choses, et qu'on commencera à les voir, ces pauvres choses ? » Dans le livre, on les voit.

On voit Godard et ses films. Le mouvement s'est arrêté, bien sûr, mais, par le jeu des thèmes et des comparaisons, des ensembles d'images légendées constituent une « lecture » de l'univers godardien par ailleurs reliée plutôt que complétée par des textes. Ceux des auteurs de l'ouvrage. Et ceux, rassemblés au moment de la rétrospective de Toulouse, dus à des écrivains, des peintres, des mathématiciens, des intellectuels, sensibles à « l'effet Godard » — c'est le titre de l'album — et pas forcément influencés par lui.

On sait que Jean-Luc Godard s'intéresse autant aux mots qu'aux images, et que ses films ont toujours plus ou moins (plus depuis son « retour au cinéma » de ces dix dernières années) emprunté des matériaux aux autres arts, à tout ce qui relève du savoir. La forme du livre reproduit donc métaphoriquement la démarche du cinéaste : une vraie réussite.

L'étude de Marc Cerisuelo (Jean-Luc Godard) est d'une présentation infiniment plus modeste. La petite collection « Spectacle Poche » où elle est publiée se veut bon marché (2). « Spectacle

Poche, aux éditions des Quatre-Vents, constitue avec ses quatre titres parus Jean Cocteau cinéaste par René Gilson, Frank Capra par Christian Viviani, Jean-Pierre Mocky par René Prédal, et celui-ci la rivalité de la collection « Rivages/Cinéma » qui, avec un Clint Eastwood de Michèle Weinberger, en est à son vingt-deuxième titre. Mais passons.

Marc Cerisuelo a vingt-neuf ans, cela veut dire qu'il est né à l'époque d'A bout de souffle. Il enseigne l'esthétique du cinéma et la communication audio-visuelle. Il a choisi Jean-Luc Godard pour son premier livre de cinéma, comme s'il voulait affirmer la jeunesse du cinéaste par la sienne propre.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit, même si la jeunesse s'écrit « modernité ». Et voilà que nous découvrons une biographie exemplaire qui commence là où l'on ne s'est pas risqué souvent : dans les textes critiques de Godard. Il professait, comme François Truffaut, que la critique était l'apprentissage de la mise en scène. « En tant que critique, je me considérais déjà comme cinéaste ».

Marc Cerisuelo a très bien compris lui aussi que, chez Godard, tout était venu des mots et de la littérature. Mais il va plus loin : il se livre, au gré d'un plan passionnément conçu et exécuté, à une superbe analyse de la nature du cinéma — et de la vidéo — godardien en plissant parfois de dépit parce que la place lui manque ! Mais cette contrainte n'a, en fait, que d'heureuses répercussions : sauf erreur, personne n'a aussi bien saisi que Marc Cerisuelo, le rôle d'Année-Martin Mielville (elle-même cinéaste) dans la création de Godard. Lui qui disait « pour faire du cinéma, il faut être deux » et citait les frères Lumière.

Enfin, le Cinéma selon Godard, ouvrage collectif pour la revue Cinémaction (3), forme un de ces dossiers copieux où l'on peut toujours aller puiser, toute lecture faite, pour se remémorer des détails ou piocher des brides d'entretiens. Justement il y en a un, fort amusant, avec Noël Godin, l'homme qui, au Festival de Cannes 1985, jeta une tarte à la crème à la figure du cinéaste. Henri Agel se livre, quant à lui, dans « Jean-Luc persécuté ? » à une intéressante réévaluation des films des années 60 : la cinquième partie du dossier « Godard, société, critique », est la plus dense et la mieux venue, même si Michel Polac mêle à des propos très pertinents cette manie de donner des leçons péremptoires qu'il reproche à notre cinéaste.

JACQUES SCLIER.

(1) L'Effet Godard, éditions Milan, Toulouse, 184 p., ill., 240 F.
(2) Jean-Luc Godard, collection « Spectacle Poche », l'Harmattan, éditions des Quatre-Vents, 270 p., ill., 60 F.
(3) Le Cinéma selon Godard, Cinémaction, n° 52, juillet 1989, Editions Corlet-Télérama, 216 p., ill., 120 F.

A la Mostra de Venise

Une fleur dans le désert

• « New Year's Day », de Henry Jaglom • « Island », de Paul Cox
• « Christian », de Gabriel Axel • « The Mad Monkey », de Fernando Trueba • « Storia di ragazzi e di ragazze », de Pupi Avati

Qui, un jour je me suis senti misérable et nul et j'ai décidé de quitter Los Angeles pour New-York, de tout recommencer, déclare Drew (Henry Jaglom, principal acteur et réalisateur de New Year's Day). Il arrive à New-York, frigorifié, les bombes au matin dans l'appartement qu'il a loué. Mais les locataires d'avant sont encore là, pour un jour.

Trois jeunes femmes avec qui il va passer vingt-quatre heures à parler, dormir, écouter, qu'il va séduire, qui vont le faire changer. Elles font leurs vœux pour l'année : laisser tomber les hommes, l'herbe, les bombes. Anne (Gwen Walles) est dépressive et frustrée, Winona (Melanie Winter) veut des enfants mais pas de mari, Lucy va quitter New-York dès le lendemain. Pour fuir son petit ami volage, des parents affectueux et persévérants. C'est elle la plus jolie des trois (Maggie Jackson) ; elle fait les « vœux » pour les dessins animés, invite les chimpanzés. Drew aimerait bien, Annie aussi. Mais Lucy dit gentiment non.

La prose italienne a trouvé excessivement bavard le film de Jaglom. C'est vrai qu'on y parle énormément, trop peut-être. Mais tel qu'il est, plein de cris, de rires, de discussions ou enlèvement lucide, il a sa place entre Woody Allen et Eric Rohmer, dans un registre intime de la comédie dont on n'est pas près de se lasser.

En tout cas moins vite que du cinéma de Paul Cox, représenté cette année par Island. La sélection de ce film en compétition officielle relève du mystère, et si l'on en dit trois mots ici, c'est parce que vous n'avez que peu de chances de le voir sur un écran français.

Dans une île grecque, trois femmes se rencontrent. L'Australienne se fixe à l'éthérée, la Cinghalaise pleure son mari parti, la Grecque (Irène Papas, bien sûr, toujours très digne et belle) console tout le monde avec l'aide d'un sourd-muet

(Chris Haywood, Australien plus Grec que nature). De longs plans sur la mer, les moquettes, alternent avec des tavernes saturées de pittoresque et d'ouzo, noyant les grandes intentions universalitaires de l'auteur dans un montage relâché comme on en voit d'ordinaire à la télévision. Ce n'est pas, semble-t-il, de la qualité à laquelle Venise nous avait habitués.

De même, faut-il réviser à la baisse la bonne opinion que l'on se fait de Gabriel Axel depuis Le Festin de Babette et son oscar ? Christian est un film techniquement bien fait, mais tellement gâté de bons sentiments qu'il en devient presque surréaliste. Un jeune Daniel qui s'ennuie dans son Danemark trop bien organisé devient délinquant, se fait prendre, s'enfuit et traverse l'Europe en chantant.

Tous les gens qu'il rencontre, et qu'il vole à l'occasion, sont absolument charmants : la bourgeoise parisienne (qui refuse courtoisement ses avances, pour être inespérée), le clochard, la fille de Pau, le riche Espagnol, tout le monde est résolument gentil. Au Maroc, il est recueilli par des Berbères exquises dans un village ravissant, sans une crotte d'âne ni une mouche qui vole.

Evidemment ce jeune homme qui a bon fond, on s'en doute, découvre le sens de la vie au pied de l'Atlas et se promet de devenir musulman pour épouser une Aïcha douce qui lui fera des enfants et des brochettes. Certes, les Berbères sont un peuple admirable et le Maroc, il est reconnu par des Berbères exquises dans un village ravissant, sans une crotte d'âne ni une mouche qui vole.

Ce n'est pas pour autant que le vice soit le garant d'un véritable intérêt. Si le Mad Monkey, de Fernando Trueba, l'auteur espagnol de Manolo, démarre assez bien, c'est parce qu'il est bien filmé, ce qui, apparemment, n'est plus obligatoire, et bâti sur un canevas de film noir où le héros, un scénariste, entraîne dans

une manipulation de plus en plus retorse, découvre un enchaînement de cauchemars glauques.

On ne dévoilera pas l'intrigue, tirée du roman de Christopher Frank, le Rêve du singe fou. Elle est perverse et pas toujours croyable, à l'écran du moins. Jeff Goldblum, qui interprète le scénariste, a du reste, l'air constamment effaré de ce qui lui arrive. Plaque par sa femme, fasciné par un jeune Anglais (Dexter Fletcher), gâté par la très jeune sœur de celui-ci, roulé par son producteur (ah ! l'accent british de Daniel Cecaldi !), attiré par son agent (Miranda Richardson, invincible mais passionnée), le cher homme n'a pas le temps de souffler. Le finale grand-guignolesque ne contribue pas à donner une impression de réalisme à l'entreprise inutilement outrée.

Ce n'est qu'avec un film de une heure trente, en noir et blanc, Histoire de garçons et de filles, de Pupi Avati, qu'on a retrouvé le vrai plaisir du cinéma, comme les Italiens savent en faire avec presque rien : des inconnus, une histoire légère, un métier formidable. En 1936, un jeune bourgeois de Bologne va se fiancer à une jeune fille d'un petit village, d'une famille d'originaux. La rencontre des familles, le repas qui les réunit, le retour chez soi, c'est tout et c'est un monde. Les frustrations, les amours, les manies, les jalousies de chacun, de l'oncle vaguement pédophile au curé qui confesse des enfants persuadés de parler aux anges, des tantes vieilles filles méchantes aux cousins qui volent des vérités bien senties, tous s'aiment quand même, étrangement et fortement. Reste comme seule faiblesse à comprendre comment une guerre si tendre, achevée et heureuse, se trouve hors compétition, contrairement à tant de chevaux boiteux, mais ce n'est sans doute pas de notre ressort.

MICHEL BRAUDEAU.

à la Grande Arche de la Défense

Le voyage spectacle de la ville et de son temps

la traversée de PARIS

Arrivée le 31 décembre 1989

documents

Observateur

un numéro exceptionnel des Documents de l'Observateur

CHINE

Le roman d'une révolution inachevée

150 photos

Des reportages, des témoignages des analyses, des documents inédits avant, pendant et après le Printemps de Pékin

n° 7 — 192 pages

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

Culture

THÉÂTRE

« Palais brûlés », de Sevim Burak

Sur deux rives du Bosphore

La cohabitation des communautés juives et musulmanes à Istanbul, décrite sans pathos par une poétesse de là-bas. Sevim Burak est un auteur à découvrir. Lulu Menase reste une actrice impériale.

C'est une femme qui part la première, cette saison 1989-1990, sur les planches des théâtres. Une femme du détroit de Constantinople.

Sevim Burak, auteur de *Palais brûlés*, a disparu en 1985, à la suite de plusieurs interventions au cœur. Elle avait cinquante ans.

Istanbul était son port d'attache, mais elle courait le monde, presque fiévreusement, comme ayant peur d'être prise de court. Partout elle avait une écoute spontanée, chaleureuse, pour des phénomènes de tel ou tel pays, ce pouvait être des bolides de course aussi bien que les Besties, ou des fauves en Afrique.

Et pourtant, chaque fois qu'elle publiait, à Istanbul, un texte, une nouvelle (elle écrivait peu et court), cela prenait l'allure d'un pamphlet politique, tant elle allait tout droit, les yeux fermés, à des choses cruciales.

En France, elle passa beaucoup de jours dans les lits d'hôpitaux, elle s'y sentait bien soignée, bien opérée. Elle écrivait tout sur de petits fragments de papier, qu'elle pliait en désordre. À la fin, elle eut le sentiment que le temps se resserrait. Elle demandait sans cesse : « Quelle heure est-il ? Quelle heure est-il ? » Il y a dans ses écrits des moments, comme cela, où la voix se précipite, comme l'eau des fleuves avant les cataractes.

Palais brûlés met en jeu deux êtres : une jeune fille juive et son compagnon qui est musulman, et dont elle a un fils. Quatre semaines après la naissance, les deux parents meurent le même jour, en juillet 1931. C'est un petit peu un requiem à deux voix.

Sevim Burak nous donne en fait quelques pages où la jeune juive s'exprime. Puis c'est le journal intime du mari. De prime abord, la fiancée ne cache pas de l'union avec un musulman à manqué tuer sa famille sur le coup. Du côté de l'homme, la réprobation familiale a été nette, mais n'a pas pris des dimensions aussi tragiques.

Mais, surtout, Sevim Burak conduit son récit comme si cette discordance des deux religions n'était pas le vrai propos, comme si elle ne

comptait pas réellement. Et nous sommes étonnés de voir que cette femme et cet homme, qui s'aiment, qui vont donner la vie à un garçon, restent très loin l'un de l'autre, ne partageant ni les heures ni les inquiétudes ou les attentes.

L'homme est nettement ancré dans le monde réel, la vie est pour lui les verres de vin, les demi-têtes de mouton mangées chez le boucher, les heures des bateaux qui le font passer d'une rive à l'autre du Bosphore, une aiguille qu'il s'est enfoncée dans la peau et qui, prétend-il, circule dans son corps. La femme semble se confiner volontairement chez elle, faisant front à des imaginations.

Si bien que la cohabitation des communautés différentes est plutôt le prétexte d'un poème parfois très proche du délire paranoïaque, lequel délire progresse par des références comme involontaires aux livres de l'Antique Testament, ou à Pythagore ou Héraclite.

La fable antique est confondue avec les inventions actuelles, et une « fuite de l'esprit » paraît joindre les deux mondes. En cela, Sevim Burak rappelle un peu Jean Giono, qui, ayant à écrire une préface pour une édition de *Tristan et Iseult* en livre de poche, a sa réflexion sur l'usine Shell de l'étang de Berre, et prolonge la chose en écrivant un conte de fées moderne fondé sur le centre nucléaire de Cadarache et l'engin géant, appelé Dragon, qui aspirait alors les autoroutes.

Le texte de *Palais brûlés* a été adapté par Marie-Christine Varol, c'est le premier écrit de Sevim Burak traduit en français. Et c'est une compatriote de Sevim Burak, Lulu Menase, elle aussi hôte constante de notre pays, qui porte au théâtre l'histoire de la fiancée juive Zembouf et de son homme Bilal Bey, — histoire qui s'achève dans le feu.

Lulu Menase a un art de jouer et de dire inconnu en France — un ton étrange, ferme, net, évident, qui ne fait pas du tout « théâtre », mais la charge spirituelle et poétique est violente. C'est très beau. Cette soirée apporte au public un éclairage neuf sur la séparation ou la réunion des religions et des origines. Elle apporte aussi un air d'Istanbul, l'une des seules villes du monde dont le souvenir ne vous lâche pas. Et quand l'œuvre de Sevim Burak sera traduite, nous y découvrirons un esprit des plus attachants.

MICHEL COURNOT.

★ Jusqu'au 8 octobre, Théâtre de la Main d'Or/Belle de mai. Tél. : 48-05-6749.

PLAGE DE LA LIBÉRATION
DE ROLAND FICHET
MISE EN SCÈNE : RENÉ LOYON
AU THÉÂTRE DE L'AQUARIUM
12 SEPTEMBRE AU 15 OCTOBRE
43 74 99 61

CE SOIR 20 h 45
BOUPRES PARISIENS
100 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES
JEAN-CLAUDE BRIALY
CORINNE LE POULAIN
et ALAIN FEYDEAU
L'illusionniste
SACHA GUITRY
Mise en scène
JEAN-LUC MOREAU
EUROPE 1
LOCATION : 42 96 60 21

MUSIQUES

Mort de Tommy Desserre l'organiste du Gaumont-Palace

L'organiste de cinéma Tommy Desserre est mort le 5 septembre, à Assigny, près de Dieppe. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

Elève de Marcel Dupré, organiste dès l'âge de sept ans, Tommy Desserre était devenu à sa façon une star du cinéma d'avant-guerre, époque où les grandes salles parisiennes offraient à l'entracte des attractions. Au Gaumont-Palace, la plus grande salle de Paris (six mille places, quatre séances quotidiennes de trois heures), il surgissait quatre fois par jour de la fosse, au pupitre de son instrument monté sur ascenseur, dans un halo de lumière. Puis il jouait pour un public populaire, les places, alors, n'étant pas chères — les airs à succès des comédies musicales américaines, Fats Waller, Gershwin, Ellington. De l'instrument monumental du Gaumont, terminé en 1931, Desserre allait faire son trône jusqu'en 1937, puis encore quarante ans après la guerre, de 1948 à 1982.

Mais la démolition du Gaumont-Palace fut annoncée pour 1973. Qu'allait devenir l'énorme instrument construit par la firme anglaise Christie,

avec ses quatre claviers, ses quarante jeux, ses accessoires, divers et sa soufflerie, un meuble d'une hauteur totale de 24 mètres ? Déjà démonté, il était pendant plusieurs années dans les Archives du film, à Bois-d'Arcy, avant d'être vendu aux enchères, racheté par Roland Nungesser et « reconstruit » sans beaucoup de respect à Nogent-sur-Marne.

Un admirateur de Tommy Desserre, un rêveur, avait cru entre-temps pouvoir contrecarrer cet embaumement. En 1972, Alain Villard, alors producteur de courts métrages, et futur patron de la firme de disques indépendante Stil, ramena l'organiste une dernière fois au clavier et enregistra un disque réunissant les plus grands succès d'autrefois. L'album *Trente ans d'orgue au Gaumont-Palace* ne fit pas suffisamment de bénéfices pour permettre de garder en vie l'instrument. Probablement réédité en CD prochainement, il pérorne, en tout cas, le style de Tommy Desserre, un coulé et d'un chic inimitable.

ANNE REY.

★ Stil éditions, 5, rue de Charonne, 75011 Paris. Tél. : 48-06-38-19.

PHOTO

Un numéro spécial de « la Recherche photographique »

Figures de l'horreur

Depuis son invention, la photographie a été utilisée sans trêve pour signifier la mort et l'horreur des combats.

Traité par de multiples opérateurs qui y laissent parfois leur peau, la guerre est, après l'érotisme, le thème auquel la revue *la Recherche photographique* consacre un numéro spécial. Depuis 1914, les photographes aux armées ont pour mission de documenter l'horreur des combats.

Mais cette véritable attirance s'exerce dès 1855, chez les primitifs, avec les panoramiques réalisés dans des conditions héroïques par le colonel peintre Jean-Charles Langlois sur le siège de Sébastopol. Des barricades de la Commune aux ruines de Bayrouth, le champ de bataille, cadré comme un théâtre, assimile fantasmagiquement la guerre à un spectacle.

Qu'il s'agisse d'établir la scénographie des sites dévastés, de traiter la vie sur le front, ou de constater les bouleversements qu'elle entraîne dans la vie quotidienne, la guerre apparaît comme un drame qui nourrit les images.

« Manifestation d'une sorte d'inconscient du réel », comme l'écrit André Rouillé, l'enfer du

feu, la violence, le danger, l'effroi, la peur constituent une zone dont les reporters, sur un mode descriptif ou métaphorique, tentent de percer le secret.

Les plus aventureux d'entre eux (Bourke-White, Lee Miller, Mac Culkin) atteignent à l'insondable par la splendeur brutale d'images inouïes. La représentation de l'horrible atteint son point de non-retour avec la barbarie d'Auschwitz.

Mais ce numéro fait la part belle aux images frustes des opérateurs anonymes. Des inédits de Roger Schall, ou de Robert Doisneau, sont complétés par un entretien instructif avec Paul Virilio, un inventaire complet du fonds photographique du Musée de l'Armée et une analyse pertinente de Michel Guerrin sur la crise du reportage de guerre.

Malgré un graphisme inutilement sophistiqué, *la Recherche photographique* semble avoir enfin trouvé son identité. La prochaine livraison de cette excellente revue d'histoire et d'esthétique sera consacrée à la photographie de famille.

PATRICK ROGIERES.

★ *La Recherche photographique*, « la Guerre », numéro édité par Paris Audiovisuel, 70 F. A lire aussi : *Photographies anciennes 1848-1918*, regard sur le soldat et la société, collections historiques du Musée de l'Armée.

Communication

Le maillon faible de l'audiovisuel public

Vers une nouvelle réduction des effectifs de la SFP

Désigné le 10 août dernier à la présidence commune d'Antenne 2 et de FR 3, M. Philippe Guilhaume demeure PDG de la Société française de production et de création audiovisuelle (SFP) pour quelques jours encore, le temps pour le gouvernement de lui choisir un successeur. Mercredi 6 septembre, il présidait donc, aux Buttes-Chaumont, un comité d'entreprise, réunion au cours de laquelle le nouveau directeur général de la SFP, M. Alain Anciaux, a présenté aux représentants du personnel un plan de réduction des effectifs. La SFP devrait, il est vrai, connaître cette année un exercice lourdement déficitaire.

Lorsque, en janvier 1988, M. Philippe Guilhaume accédait enfin, après des mois d'incertitude et après un parachutage mouvementé, à la tête de la SFP, il fit ce que n'avait encore jamais fait un PDG : deux mois d'une véritable « tournée des popotes » pour motiver, dynamiser et doper un personnel inquiet. Une opération charmante réussie qui lui permit de prendre à contre-pied des syndicats fort réservés et qui l'encouragea à se fixer des objectifs extrêmement ambitieux : un chiffre d'affaires renouant avec la croissance et un retour rapide à l'équilibre des comptes. Vingt mois plus tard, le volume d'activité de la société n'arrive toujours pas à décoller : le déficit qui s'était légèrement contracté l'an dernier (130 millions de francs) devrait, selon les dernières projections, se creuser à nouveau cette année pour rejoindre les chiffres des années noires de 1986 et de 1987 (160 millions). Echec d'une politique ? « Le bilan doit en être nuancé », affirment les pouvoirs publics, qui se refusent à tout commentaire officiel de peur de les voir interpréter comme un épisode d'une querelle opposant le gouvernement à ce nouveau PDG d'Antenne 2 et de FR 3, inattendu et proche de M. Jacques Chaban-Delmas (le *Monde* du 12 août). Pour l'instant, l'Etat attend des responsables de la société publique la présentation d'un plan à moyen terme, solide et précisant objectifs et politiques nécessaires.

Les précisions apportées mercredi dernier au comité d'entreprise sur les nécessaires réductions d'effectifs en constituent, bien sûr, l'un des volets. La direction de la société a décidé, en effet, de mettre en route, un plan FNE de départs en pré-retraite à l'âge de cinquante-cinq ans. De 260 à 280 personnes pourraient être concernées — les départs se font sur la base du volontariat. « Cette politique, précise-t-on toutefois à la SFP, devrait s'accompagner d'une action parallèle de recrutement et de formation. Tout cela reste encore à négocier, et la balance départs-embauces, négo-

tive de toute façon, est aujourd'hui difficile à chiffrer. » De 150 à 170 emplois pourraient ainsi être supprimés d'ici à la mi-1990.

Malgré les efforts indéniables effectués par la société ces dernières années — suppression d'emplois, fermeture des laboratoires de Cognac-Jay et des studios 101 de la Maison de Radio-France —, malgré la modernisation des méthodes de travail, l'assouplissement des rigidités syndicales, le quasi-dépassement des grèves à répétition, la SFP doit encore, de façon urgente, abaisser son « point mort » (le seuil d'activité à partir duquel une entreprise équilibre ses comptes).

Les raisons ? Multiples. Il y a d'abord l'exacerbation de la concurrence dans le secteur de la vidéo qui pousse toutes les sociétés prestataires — publiques comme privées — à pratiquer des rabais dégradant la rentabilité. Il y a ensuite les variations brutales des grilles de programmes des chaînes qui empêchent toute prévision à long terme. Il y a toujours les relations difficiles, voire conflictuelles, que la SFP entretient

avec les télévisions publiques à la suite de « conflits aux historiques ». Il y a encore l'émergence des producteurs privés qui a bouleversé les règles du jeu et contraint la société à investir directement dans la production, alors qu'elle n'en avait pas vraiment les moyens (le *Monde* du 14 janvier).

« Les causes externes sont déterminantes », commente un professionnel. Mais l'action du président Guilhaume, souvent dynamique, et qui a maintenu un certain calme social, n'a pas été non plus exempte d'erreurs ni d'ambiguïtés. Pour avoir voulu, par exemple, « casser » le corps des polytechniciens qui tenaient en main les destinées de la société depuis des années, il en a brisé l'encadrement sans jamais arriver à le remplacer. Trois directeurs se sont ainsi succédés à la tête du service commercial ; aucun n'est resté. A la SFP, comme dans l'ensemble de l'audiovisuel public, cohérence et durée sont, décidément, deux objectifs difficiles à concilier.

PIERRE-ANGEL GAY.

Parution de l'Index du « Monde » 1988

L'histoire au jour le jour

Depuis Jean-Jacques Rousseau, le bon ton d'ironiser sur le caractère éphémère du journal. Pourtant dès le Siècle des Lumières, historiens et savants manifestaient le besoin de se reporter à la main d'informations qui forgent l'histoire à pratiquer des rabais dégradant la rentabilité. Il y a ensuite les variations brutales des grilles de programmes des chaînes qui empêchent toute prévision à long terme. Il y a toujours les relations difficiles, voire conflictuelles, que la SFP entretient

Ainsi le mot-clé « Afrique du Sud » de cet Index 1988 offre une page complète d'articles parus dans nos colonnes, qui retracent en quelques mots concis l'actualité de ce pays ainsi que ses interférences avec la scène politique et l'activité économique internationale. Le mot-clé « Mitterrand » (François) fournit quant à lui, une demi-colonne, la synthèse des déplacements et des discours du président de la République pendant l'année dernière.

Les acheteurs et les abonnés aux futures éditions d'un tel ouvrage pourront savourer le plaisir de retrouver dans les lignes de cet Index le parfum de l'histoire qui s'écrit au jour le jour : ils recevront en effet les douze parutions mensuelles plus l'ouvrage cumulé. *Le Monde* et Research Publications ont décidé de faire paraître l'Index des années à venir et ont aussi choisi de combler la période 1968-1988 en publiant les Index de ces années passées. La société britannique tient déjà à la disposition des historiens et des bibliothèques les microfilms de tous les exemplaires parus, de 1944 à nos jours. Elle possède aussi les microfilms des publications périodiques (*Le Monde diplomatique*, *le Monde de l'éducation* et *Docters et documents*) depuis leur début.

Abonnement à l'Index analytique du *Monde* 1988 : 2 325 F (plus 235 F de frais d'expédition), à Research Publications, PO Box 45, Reading RG1 3HF, England. Tél. : 0734-523247 et télex 848336 RPLG.

EN BREF

Le groupe d'éditions HELP ouvre son capital à des investisseurs. — Le groupe d'éditions HELP (Holding Presse Livre), créé en 1988 et qui a réalisé un chiffre d'affaires de 300 millions de francs en 1988, ouvre son capital à une série d'investisseurs financiers comme Euroventures, Astorg, In-Com, Vendôme France, la BUO ou la BIMP. En investissant 18 millions de francs, ceux-ci détiendront 37,5 % de HELP (42 % à terme), ses trois fondateurs conservant la majorité.

Parution de *Témoignages de guerre*. — L'éditeur Atelier du livre et de la presse (ALP) a publié le 5 septembre un nouveau magazine, *Témoignages de guerre*. Tiré à 180 000 exemplaires, ce mensuel retracera l'histoire de la seconde guerre mondiale à l'aide d'un fascicule expliquant la genèse et le déroulement du conflit, de cartes d'état-major, de fac-similés de quotidiens de l'époque (le premier numéro comprend la reproduction de *Paris-Soir*, du *Journal* et de *l'Intransigeant*) et de documents (cartes de rationnement). Vendu en kiosques 19 francs, ce magazine est le cinquième titre d'ALP.

M. Claude Perdriel lance un mensuel de voile, « Au Large ». — Paris-Info-Direct, la filiale du groupe de presse de M. Claude Perdriel (le *Nouvel Observateur*) qui édite l'*Obs* de Paris, *Challenges* et gère les magazines télématiques du groupe, a lancé, le 8 septembre, *Au large*, un nouveau magazine spécialisé dans le yachting. Tiré à 100 000 exemplaires, ce mensuel grand format comporte des essais de voiliers, des récits, des comptes rendus de régates, etc. Destiné au grand public amateur de voile et de bateaux et vendu en kiosques au prix de 9 F, *Au large* succède à l'ancien titre du groupe, *Course au large*.

TF 1 verse 8 millions de francs au compte de soutien après négociation avec le CSA. — Pour n'avoir pas respecté ses quotas de diffusion ni certains engagements en matière de production, TF 1 avait été contraint par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) de s'engager à compenser ces manquements avant le 31 décembre 1989. La Une avait notamment promis de commander des œuvres françaises pour 50 millions de francs supplémentaires (dont 18,8 millions réservés au dessin animé), de produire 69 heures supplémentaires d'émission, scénarisées pour la jeunesse et de remplir désormais « intégralement » ses obligations à l'égard de la SFP. Elle vient en outre de verser 8 millions de francs au compte de soutien à l'industrie de programmes, une mesure qui n'avait pas été initialement rendue publique.

RECTIFICATIF. — Une coquille a malencontreusement modifié le chiffre de la diffusion payée des *Echos* en 1988 dans l'article consacré au lancement du *Temps de la finance* (le *Monde* du 8 septembre) : la vente du premier quotidien économique français est de 77 880 exemplaires (et non 7 880).

صكنا من الاعمال

Le Monde DE L'EDUCATION



ENQUÊTE :

LES LYCÉES CRAQUENT

Bonne nouvelle : en accueillant 70 000 jeunes de plus chaque année, les lycées d'enseignement général et technique augmentent les chances des nouvelles générations de décrocher le bac. Mais dans quelles conditions : locaux saturés, manque d'enseignants, classes surchargées, emplois du temps absurdes... Les lycées craquent. Et les lycéens s'impatientent. A l'heure de la rentrée, un dossier complet qui présente les efforts entrepris pour redonner aux établissements une dimension humaine.

FRANÇAIS, PHILO LES SUJETS DU BAC 89

Le Monde de l'éducation publie tous les sujets de français et de philosophie de la session 89. Une aide précieuse pour les élèves de première et ceux de terminale qui préparent les épreuves de 1990. Avec des commentaires, des exercices, des notices biographiques et des conseils des correcteurs sur les écrits et les oraux.

EVALUATION

LES FORMATIONS AU JOURNALISME

Les écoles et les formations universitaires au banc d'essai afin de permettre à tous les candidats à la succession d'Albert Londres de ne pas se fourvoyer.

SOCIÉTÉ

LES LANGUES RÉGIONALES A L'ASSAUT DES ÉCOLES

A l'heure de l'Europe, les régions françaises cherchent à préserver leurs langues et leurs cultures. De l'Alsace à la Bretagne, en passant par le Pays basque, le Monde de l'éducation dresse un panorama complet de l'enseignement des langues régionales.



**POUR BIEN COMPRENDRE
SES ENFANTS
POUR PRÉPARER LEUR AVENIR**

NUMÉRO DE SEPTEMBRE, 140 PAGES, 17 F

En vente chez votre marchand de journaux

5

et
des
du
éral
du
les
Gér-
laré-
tale
te

des
con-
idé
de
mil-
a à
out
de
ons
nvi-
ver-
ons
au
et
uite
erts
les
'EE
ide
r à
mes
tion
FP.

de
de
du
leur
de
dé-
fait
imé
mes
t de
k à
lan,
rait
ir la
om-
mus
spot

NS
e

lent
am-
don
ste-
dats
à la
de
mes

des
ment
ales,
i du
redi,
et
ision
s la
inoc
aine
la
lieu
au
elles
ques
autre
thio-

de
fri-
sen-
aris
le
ils
crot
éni-
un
u à
se-
pre-
race
ni
nt à
rait
pos
tain
cos
vers

Vendredi 8 septembre

LA PÊCHE AU TRÉSOR (A. v.o.) :
Action Christmas, G. (43-29-33-30).
FINNE FUR (A. v.o.) : *Walden*, 1837-4.
Forum Orient Express, II. (42-33-
42-26).
FRENCHES L'OSSELLE ET TIRE-T
(A. v.o.) : *Reflex Logos II*, 5. (43-34-
42-34).
SALAAM BOMBAY : *(Indo-Fr. v.o.)*
Studio 10. (43-34-44-40).
SARACINE (A. v.o.) : *Action Rivier*, 4
ch. 5. (43-25-44-40).
STRANGER THAN PARADISE (A.
AII. v.o.) : *Utopia Champollion*, 3. (43-
25-44-40).
UN MORT EN PLEINE FORME (Bri.
v.o.) : *Le Champso*, 5. (43-34-51-60).
LA VILLE DORÉE (AII. v.o.) : *Studio*
43, 3. (47-70-63-60).
YES, I'm Italian, v.o. : *Latino*, 4. (42-
70-78-60).
LES YEUX NOIRS (It. v.o.) : *L'Empe-
rè*, 10. (45-43-41-63).

SPECTACLES NOUVEAUX

Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît.

BUCHETTE (43-26-34-99). La Camériste chausse : 19 h 30. Le Lézard : 20 h 30.

LE LÉZARD GÉLÉ (47-07-32-11). L'Otage : 20 h 30.

LE BOUVILL (43-73-54-94). Mahouli Ragout ou l'Opéra de quat' fois : 20 h 30.

LAKHARIE FLORENT (45-44-44-53). Petite suite. Moby Bino : 20 h. Théâtrale. Le Petit Prince : 18 h 45. Les Éaux et Forêts : 20 h. Laurent Videt et Jean-Louis Tourné et Louis et Jean-Louis : 18 h 30. Un bel homme Balzac : 21 h 30.

ROYAL LÉLINE (42-45-07-09). 0 Port-Royal : 21 h.

CHATELAIN GÉO (HISTORICAL DE MONTMARTRE) (46-06-78-92). Le Baïte et l'Abbesse (89, tu veras) Montmartre : 19 h 30.

NOUVEAUTES (47-70-52-76). 0 Le Golem : 20 h 30.

PALAIS ROYAL (47-70-59-81). Au second, tout va mieux : 21 h 30.

FOCNE MONTMARTRE (45-48-92-97). Salle L. Mousnier Songe : 20 h 30.

SAMEDI 9 SEPTEMBRE

- A. Moutarnau, cités d'artistes d'hier et d'aujourd'hui, 10 h 30, métro Abbesses (M. Bamaux).
- Exposition : Egypte, Egypte, 10 h, 12 h, 14 h, musée arabe, entrée de l'Exposition (P.-V. Jaquet).
- Les salons du ministère de la marine et l'exposition : 1789-1893, 10 h 30, 2, rue Royale (Tourisme culturel).
- Rodin et Camille Claudel au musée Rodin, 11 h, entrée rue de Varenne (M. Fohrer).
- L'Opéra, 11 h et 14 h 30, dans l'enceinte du Métro.
- Les grands heures de la rue Saint-Antoine, 14 h 30, métro Bastille, sortie rue Saint-Antoine, devant le Quartier France (Sauvegarde du Paris historique).
- Le plus ancien des grands cinémas de Paris : Montmartre, 14 h 45, avenue Rachel (V. de Langlade).
- L'hôtel de Bourbon-Condé, anciens ambassade de Perse, 15 h, 12, rue Moutier (L. Hauller).
- Le Marais, de la place des Voies à l'hôtel d'Angoulême-Lamignon, 15 h, 14 h 30, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h, 24 h, 25 h, 26 h, 27 h, 28 h, 29 h, 30 h, 31 h, 32 h, 33 h, 34 h, 35 h, 36 h, 37 h, 38 h, 39 h, 40 h, 41 h, 42 h, 43 h, 44 h, 45 h, 46 h, 47 h, 48 h, 49 h, 50 h, 51 h, 52 h, 53 h, 54 h, 55 h, 56 h, 57 h, 58 h, 59 h, 60 h, 61 h, 62 h, 63 h, 64 h, 65 h, 66 h, 67 h, 68 h, 69 h, 70 h, 71 h, 72 h, 73 h, 74 h, 75 h, 76 h, 77 h, 78 h, 79 h, 80 h, 81 h, 82 h, 83 h, 84 h, 85 h, 86 h, 87 h, 88 h, 89 h, 90 h, 91 h, 92 h, 93 h, 94 h, 95 h, 96 h, 97 h, 98 h, 99 h, 100 h, 101 h, 102 h, 103 h, 104 h, 105 h, 106 h, 107 h, 108 h, 109 h, 110 h, 111 h, 112 h, 113 h, 114 h, 115 h, 116 h, 117 h, 118 h, 119 h, 120 h, 121 h, 122 h, 123 h, 124 h, 125 h, 126 h, 127 h, 128 h, 129 h, 130 h, 131 h, 132 h, 133 h, 134 h, 135 h, 136 h, 137 h, 138 h, 139 h, 140 h, 141 h, 142 h, 143 h, 144 h, 145 h, 146 h, 147 h, 148 h, 149 h, 150 h, 151 h, 152 h, 153 h, 154 h, 155 h, 156 h, 157 h, 158 h, 159 h, 160 h, 161 h, 162 h, 163 h, 164 h, 165 h, 166 h, 167 h, 168 h, 169 h, 170 h, 171 h, 172 h, 173 h, 174 h, 175 h, 176 h, 177 h, 178 h, 179 h, 180 h, 181 h, 182 h, 183 h, 184 h, 185 h, 186 h, 187 h, 188 h, 189 h, 190 h, 191 h, 192 h, 193 h, 194 h, 195 h, 196 h, 197 h, 198 h, 199 h, 200 h, 201 h, 202 h, 203 h, 204 h, 205 h, 206 h, 207 h, 208 h, 209 h, 210 h, 211 h, 212 h, 213 h, 214 h, 215 h, 216 h, 217 h, 218 h, 219 h, 220 h, 221 h, 222 h, 223 h, 224 h, 225 h, 226 h, 227 h, 228 h, 229 h, 230 h, 231 h, 232 h, 233 h, 234 h, 235 h, 236 h, 237 h, 238 h, 239 h, 240 h, 241 h, 242 h, 243 h, 244 h, 245 h, 246 h, 247 h, 248 h, 249 h, 250 h, 251 h, 252 h, 253 h, 254 h, 255 h, 256 h, 257 h, 258 h, 259 h, 260 h, 261 h, 262 h, 263 h, 264 h, 265 h, 266 h, 267 h, 268 h, 269 h, 270 h, 271 h, 272 h, 273 h, 274 h, 275 h, 276 h, 277 h, 278 h, 279 h, 280 h, 281 h, 282 h, 283 h, 284 h, 285 h, 286 h, 287 h, 288 h, 289 h, 290 h, 291 h, 292 h, 293 h, 294 h, 295 h, 296 h, 297 h, 298 h, 299 h, 300 h, 301 h, 302 h, 303 h, 304 h, 305 h, 306 h, 307 h, 308 h, 309 h, 310 h, 311 h, 312 h, 313 h, 314 h, 315 h, 316 h, 317 h, 318 h, 319 h, 320 h, 321 h, 322 h, 323 h, 324 h, 325 h, 326 h, 327 h, 328 h, 329 h, 330 h, 331 h, 332 h, 333 h, 334 h, 335 h, 336 h, 337 h, 338 h, 339 h, 340 h, 341 h, 342 h, 343 h, 344 h, 345 h, 346 h, 347 h, 348 h, 349 h, 350 h, 351 h, 352 h, 353 h, 354 h, 355 h, 356 h, 357 h, 358 h, 359 h, 360 h, 361 h, 362 h, 363 h, 364 h, 365 h, 366 h, 367 h, 368 h, 369 h, 370 h, 371 h, 372 h, 373 h, 374 h, 375 h, 376 h, 377 h, 378 h, 379 h, 380 h, 381 h, 382 h, 383 h, 384 h, 385 h, 386 h, 387 h, 388 h, 389 h, 390 h, 391 h, 392 h, 393 h, 394 h, 395 h, 396 h, 397 h, 398 h, 399 h, 400 h, 401 h, 402 h, 403 h, 404 h, 405 h, 406 h, 407 h, 408 h, 409 h, 410 h, 411 h, 412 h, 413 h, 414 h, 415 h, 416 h, 417 h, 418 h, 419 h, 420 h, 421 h, 422 h, 423 h, 424 h, 425 h, 426 h, 427 h, 428 h, 429 h, 430 h, 431 h, 432 h, 433 h, 434 h, 435 h, 436 h, 437 h, 438 h, 439 h, 440 h, 441 h, 442 h, 443 h, 444 h, 445 h, 446 h, 447 h, 448 h, 449 h, 450 h, 451 h, 452 h, 453 h, 454 h, 455 h, 456 h, 457 h, 458 h, 459 h, 460 h, 461 h, 462 h, 463 h, 464 h, 465 h, 466 h, 467 h, 468 h, 469 h, 470 h, 471 h, 472 h, 473 h, 474 h, 475 h, 476 h, 477 h, 478 h, 479 h, 480 h, 481 h, 482 h, 483 h, 484 h, 485 h, 486 h, 487 h, 488 h, 489 h, 490 h, 491 h, 492 h, 493 h, 494 h, 495 h, 496 h, 497 h, 498 h, 499 h, 500 h, 501 h, 502 h, 503 h, 504 h, 505 h, 506 h, 507 h, 508 h, 509 h, 510 h, 511 h, 512 h, 513 h, 514 h, 515 h, 516 h, 517 h, 518 h, 519 h, 520 h, 521 h, 522 h, 523 h, 524 h, 525 h, 526 h, 527 h, 528 h, 529 h, 530 h, 531 h, 532 h, 533 h, 534 h, 535 h, 536 h, 537 h, 538 h, 539 h, 540 h, 541 h, 542 h, 543 h, 544 h, 545 h, 546 h, 547 h, 548 h, 549 h, 550 h, 551 h, 552 h, 553 h, 554 h, 555 h, 556 h, 557 h, 558 h, 559 h, 560 h, 561 h, 562 h, 563 h, 564 h, 565 h, 566 h, 567 h, 568 h, 569 h, 570 h, 571 h, 572 h, 573 h, 574 h, 575 h, 576 h, 577 h, 578 h, 579 h, 580 h, 581 h, 582 h, 583 h, 584 h, 585 h, 586 h, 587 h, 588 h, 589 h, 590 h, 591 h, 592 h, 593 h, 594 h, 595 h, 596 h, 597 h, 598 h, 599 h, 600 h, 601 h, 602 h, 603 h, 604 h, 605 h, 606 h, 607 h, 608 h, 609 h, 610 h, 611 h, 612 h, 613 h, 614 h, 615 h, 616 h, 617 h, 618 h, 619 h, 620 h, 621 h, 622 h, 623 h, 624 h, 625 h, 626 h, 627 h, 628 h, 629 h, 630 h, 631 h, 632 h, 633 h, 634 h, 635 h, 636 h, 637 h, 638 h, 639 h, 640 h, 641 h, 642 h, 643 h, 644 h, 645

Mouvements historiques

« La place Vendôme et les hôtels du Crédit Foncier », 15 h, 19, rue des Capucins.

« Le jardin du Luxembourg : son histoire, ses statuts », 15 h, angle rue de Tournai, rue de Valenciennes.

« La ville des Garibaldi », 15 h 30, 14, rue de Garibaldi, à Sèvres (train gare Saint-Lazare, arrêt Sèvres-Ville-d'Avry).

DIMANCHE 10 SEPTEMBRE

« L'hôtel de la Falva », (inscriptions au 45-55-87-93), 10 h 25, rue des Champs-Élysées (D. Bonchard).

15 h, 123, boulevard de Port-Royal
(D. Bouchard).

« L'Œte Saint-Louis », 15 h, métro
Pont-Marie (P.-Y. Jesic).


Monuments historiques

« L'hôtel de Sully », 15 h, 62, rue
Saint-Antoine.

« Les collections d'I. de Camondo »,
15 h, 63, rue de Monceau.

« Le quartier Saint-Germain-
des-Prés, de Châteaufort à Bois Vian »,
15 h, 40, boulevard l'Église, sous porche.

« Les sept sceaux de l'Apocalypse
dans la tradition orthodoxe », par M.
A. Servin ; « Le culte de saint Michel
à Paris », par Narya. 1, rue des Prou-



40 MÉDAILLES
OLYMPIQUES,
MONDIALES ET
EUROPÉENNES

16 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES

Cette troupe exceptionnelle
ne dépend pas du Bolchoï Théâtre de Moscou

LOCATION: PAR TELEPHONE

47 58 13 03

**PALAIS DES CONGRES,
FNAC, AGENCES**

20-40); Ugly Lyon Bassille, 12 (40-51-39); Mistral 10 (49-59-24-43);
Ugly Lyon Bassille, 12 (40-51-39);
Ugly Mallot, 17 (47-46-04-06);
Ugly Montparnasse, 6 (45-74-94);
Ugly Opéra, 6 (45-74-45-40);
Ugly Opéra, 6 (45-74-45-40);

LA NUIT DU SÉRIAL (v. val.;
mont Opéra, 2 (47-42-00-32);
G. V., 6 (45-62-41-46); v.f.; Miramix
(40-28-49-52); Gammoth Converse
(40-28-49-52);

LOURES (F.-AL.): Club Gagnat
(Publics Matignon), 6 (43-59-31);
Républic Chénas, 11 (48-55-51-51);
Grand Paris, 15 (44-54-46-45);

PERDUE EN MER (F.-AL.)
Horizon, 14 (45-05-57-73); Paix
Saint-Germine, 6 (42-22-72-80);
Danton, 6 (42-25-10-10);
Gagnat (Elysées), 6 (43-59-31);
Publics Champs-Élysées, 6 (43-59-31);
Ugly Biarritz, 6 (43-59-31);
20-40); 14 juillet Beaugrenelle, 19 (43-59-31);
Ugly Biarritz, 6 (43-59-31);
Ugly Biarritz, 6 (43-59-31);
43-06-06); v.f.: *La Grand Rue*
(43-24-53-93); Bretagne, 6 (42-25-10-10);
Ugly Biarritz, 6 (43-59-31);
73-45-43); Paris-Lazare, 6 (43-59-31);
73-45-43);

LES PASTOURES (F.-AL.) (43-59-31);
Ugly Lyon Bassille, 12 (43-43-04-04);
Ugly Lyon Bassille, 12 (43-43-04-04);
Favertu, 12 (43-43-04-04);
Ugly Lyon Bassille, 12 (43-43-04-04);
14 (43-20-12-06); Ugly Converse
(45-74-43-43); Paix Matignon, 6 (43-59-31);
Ugly Lyon Bassille, 12 (43-43-04-04);
Ugly Lyon Bassille, 12 (43-43-04-04);

LE PETIT DIABLE (v. val.; F.-AL.)
Arc-en-Ciel, 14 (40-39-92-74);
Océan, 6 (42-25-10-10); *The Theater*
(42-25-10-10); Studio 44, 6 (43-59-31);
Ugly Lyon Bassille, 12 (43-43-04-04);

LE PETIT DINOSAURE ET LA VIE

ALEZOUIN (45-89-43-22). Jm. deuz.
Mars : 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24).
L'Urbainisme : 20 h 45.

BONNUS : RÉGATTE DU XIX (42-
38-35-93). La Petite Mademoiselle
20 h 30.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Le
Belle Chère : 20 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(42-73-31-21). O Les Millefleurs Ann
21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22)
Les Médées du baiser : 20 h 30.

CRYPTE SAINT-AGNÈS (EGUSE)
SAINT-EUSTACHE (47-00-19-13).
Le Maître de Santiago : 20 h 30.

DAUNOU (43-61-69-14). O Th m's
Café : 20 h 30.

EDGAR (43-20-45-11). Les Bebeas
Cadres : 20 h 15. Nous en fait ou le
grand de faire : 22 h.

GROTT THEATRE D'EDGAR (43-20-

SAINT-GEORGES (47-74-43-47). Com-
sosse devant une scène jaillie de dix se-
cours : 20 h 45.

SPLENDOR SAINT-MARTIN (42-08-
21-93). *Merci Robin* est un Splendid !

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-
67-89). *Pascale* (10 h) :

THÉÂTRE DE PARIS (42-08-30-30). \circ
Ces : 20 h 30.

THÉÂTRE DE VERMOREL DU JARDIN
SEAN-SEAN (45-27-13-85). \circ
Souvenir d'homme dans un jardin : 17 h.

THÉÂTRE DU BEL AIR (43-46-61-13).
 \circ Antiques : 20 h 30.

THÉÂTRE MONTROQUELL (42-33-
90-30-30). *Le grand amour* : 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT
(47-27-51-15). *Grand Théâtre*. \circ
L'opéra-Chœur : 20 h 30.

TINTAMARE (48-87-35-32). *Fidèle* (à
compartir) : 20 h 15. *C'est dingue* :
21 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40).
L'extra : 21 h.

VARIÉTÉS (43-03-99-92). *La Présidente* :

10 (45-22-9671) (A. v.);
 DO THE RIGHT THING (A. v.);
 11 (45-22-9672) (A. v.);
 Odón, (45-23-5943); Le Triomphe
 (45-62-4576).
 ESCLAVES DE NEW YORK (A. v.);
 12 (45-23-5944); Le Triomphe
 Studio 28, 1P (46-36-3607).
 FEMMES AU BORD DE LA CRISE
 NEKRS (Esp. v.); Les Trois Lu
 hong, (46-33-977).
 LE DESTIN DE BRETTE (Din. v.);
 13 (45-23-5945); Le Triomphe
 France (Fr.); UGC Emralda, (45-
 63-16-16).
 GANASATRU (Lit. v.); La Joie
 Parnaso, (45-36-58-04).
 LE GIGANT (Fr.); Le Triomphe
 (45-62-4576).
 14 (45-23-5946); Le Triomphe
 (47-70-3828); Mifanar, 14 (45-
 89-52).
 HAUTE SECURITE (C) (A. v.);
 15 (45-23-5947); Le Triomphe
 Pathe Imperial, (47-42-75-53).
 George v.; (45-62-4146); Pa
 Marguana-Cordors, (45-59-59-92);
 UGC Normandie, (45-62-4576).
 16 (45-23-5948); UGC M
 Parnaso, (45-74-54-54); Les Nat
 Opéra, (47-42-75-53); Les Nat
 17 (45-23-5949); UGC Lyons, (45-
 12-43-50-17); Le Triomphe
 (45-31-60-74); Mifanar, 14 (45-
 89-52); Pathe Montparnasse, 14
 18 (45-23-5950); UGC Lyons, (45-
 74-93-40); Pathe Waplor,
 (45-22-46-01); La Gambetta, 20
 36-10-26).

LEES DES MERVEILLES (A. v.)
 La Nouvelle Madeleine, 1^{re} (47-48)
 Les Deux Perles, 1^{re} (46-47)
 46-85; Saint-Lambert, 1^{re} (45-46)
 91-88).
LA PETITE VIERGE (Sov. v.), par
 Orient Express, 1^{re} (43-43-25-30).
LE PRINCE SINGE (Fr.-Ind.-am.)
 2 (46-33-83-97); Sept Paramètres
 (43-20-33-20).
LE PLUS ESCROC DES DEUX
 (A. v.), par Orient Express, 1^{re}
 (43-42-41-40).
POUR LA GLOIRE (Brit. v.), par
 Orient Express, 1^{re} (43-43-42-41)
 George V, 1^{re} (45-42-41-40).
QUI VEUT LA PEAU DE ROUGE
ROUGE ? (A. v.), par Orient Express, 1^{re}
 (47-70-75-80); Deux Perles, 1^{re}
 21-41-01; Grand Pavé, 1^{re}
 (45-54-46-45).
RAIN MAN (A. v.), Gannett
 Express, 1^{re} (49-03); Les Paramètres
 Opéra, 1^{re} (47-42-56-31); Les Nu-
 meros, 1^{re} (44-27-32-37).
ROGALE FAIT SES COUSINES
 (A. v.), Clinchett, 6 (46-33-10-22).
SELDENUS (G. v.), L'Espresso
 57-37-34.
THE STREET OF NO RETURN (A. v.)
 Red Top Logo II, 1^{re} (43-54-24-13)
 Médias Logo, 1^{re} (45-40-30-20), 5-
 54-40-30-20.
THE LAST OF ENGLAND (Brit. v.)
 Accatone, 5 (46-33-86-85).
TROP HEURE POUR TOI (Fr.), L.
 Odeon, 6 (42-35-10-30); UGC
 Babel, 1^{re} (42-35-10-30).

PARIS EN VISITES

SAMEDI 9

- « Les impressionnistes au musée d'Orsay », 10 h 30, 1, rue de Bellechasse, sous l'Éléphant (M. Polyver).
- « Du marché Beauvau à l'écarter d'Aligre », 10 h 30, angle rue de France/avenue Ledru-Rollin (V. de Langlade).
- « Pyramide, crypte et aménagement du Grand Louvre », 11 h, métro Louvre (M.-C. Lasmier).
- « Croust insolite dans le Louvre », 11 h, François Mitterrand (Séverine, gardes du Parc historique).
- « Le Louvre de Philippe Auguste », 14 h 30, cour carrée, près du bassin (Art et Découverte).
- « Le Marais, de la place des Vosges à l'hôtel des Ambassadeurs de Saint-Laud », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (E. Bourdieu).
- « Rues, maisons du Moyen Âge autour de Maubert », 14 h 30, façade Saint-Nicolas-du-Chardonnet (Paris pittoresque).
- « Tout le Marais », 14 h 45, parvis de l'Hôtel de Ville, devant la poste, Lampedusa (M. Bausseux).
- « La Mosquée. Histoire de Filadelf », 15 h, entrée place du Puits-de-Fermeille (P.-J. Tardieu).
- « Académie française et Institut », 15 h, 30, quai Conti (C. Marie).
- « L'Église royale du Val-de-Grâce », 15 h, 17, rue Saint-Jacques (Arts et custom).
- « L'hôtel de Mondragon. Le mariage de Bonaparte. Les fêtes de Joséphine », 15 h 3, rue d'Antin (L. Haullier).
- « L'Opéra », 15 h, en haut des marches (Tourisme culturel).
- « L'étrange quartier Saint-Sulpice », 15 h, sortie métro Saint-Sulpice (Réserve du pays).
- « Les Halles à travers ses caves du Moyen Âge », 15 h, angle rue des Décapagnons/rue des Halles (Paris et

SEPTEMBRE

- A Montmartre, cinés d'artistes d'hier et d'aujourd'hui », 10 h 30, métro Abbesses (M. Banausse).
- Exposition : Egypte, Egypte », 10 h 30, Institut du monde arabe, entrée de la République (M. V. Islet).
- Les salons du ministère de la marine et l'exposition : 1789-1899 », 10 h 30, 2 rue Royale (Tourisme culturel).
- Rodin et Camille Claudel au musée Rodin », 11 h, entrée rue de Varenne (M. Polbery).
- L'Opéra », 11 h et 14 h 30, dans l'enceinte de l'Opéra.
- Les grandes heures de la rue Saint-Antoine », 14 h 30, métro Bastille, sortie rue Saint-Antoine, devant la Banque de France (Sauvegarde du Paris historique).
- Le plus ancien des grands cimetières de Paris : Montmartre », 14 h 45, avenue Rachel (V. de Langlade).
- L'hôtel de Bourbon-Condé, anciens ambassade de Perso », 15 h, 12, rue Molière (L. Hauller).
- Le Marais, de la place des Voies à l'hôtel d'Angoulême-Lamoignon », 15 h, 1, rue de la Harpe (M. Sureau).
- Histoire des Champs-Élysées », 15 h, 27, avenue de Friedland (M. Hager).
- Personnages illustres et architectes du Père-Lachaise », 15 h, métro Gambetta, sortie Père-Lachaise (Arts et métiers).
- Saint-Eustache et le vieux quartier des Halles », 15 h, sortie métro Louvre (Résurrection du passé).
- Le lycée Henri-IV et le cabinet de curiosité reconstitué à la bibliothèque Sainte-Genève », 15 h, 23, rue Clavière (Paris et son histoire).
- La basilique de Saint-Denis : architecture et tombeaux royaux », 16 h, entrée (Office de tourisme).

[illegible]

(A3-30-32.20).
UN POSSON NOMMÉ WANDA
(v.a.): Gaumont Opéra, 2° (47-
60-33); Pathé Marignan-Columbia
(48-29-12); Les Monopoles
(48-23-52-37).
UN DEUX TROIS, NOUS IRONS
BOIRS... (All. va.): Raflet Louis-
Jouvin, 1°.
UNE AUTRE FEMME (A. va.); Ra-
 Médios Louis salla Louvain-Jour, 5°
54-42-34).
LA VIE EST UN LONG FLÛTE
D'AMOUR (All. va.): Gaumont
(45-42-44); 14 Juillet; Balex
(45-57-90-81).
WORKING GIRL (A. va.): UGC Re-
nais., 6° (45-56-16).
LES ÉTOILES DU CIEL (A. va.): Gam-
ma Hallelu., 1° (40-36-12-12); St-
André-des-Arts II, 1° (45-40-80); La
Tribune Belge, 6° (45-61-10-00); Ra-
 Médios Louis salla Louvain-Jour,
(47-07-28-04); Gaumont Opéra,
(45-35-40-40); v.f.: Gaumont Car-
rousel, 1° (40-58-22-22).
YOUR FIRST LOVE (A. va.): Répu-
 blique Cinéma, 11° (46-05-51-33); 1°
Novembre Maxellville, 3° (47-70-72-56)
ZUCKER BABY (All. va.) 14 Juil-
Fermans, 6° (45-56-36-04).

Les grandes reprises

BRAZIL! (Br. va.): Studio Gaiettes
(45-74-72-71).
CASINO ROYALE (Br. va.):
Clampus, 3° (45-94-51-60).
EVE RIDER (A. va.): Clacchoe,
1°.
L'ESQUADRE SAUVAGE (A. va.): Ca-
 Roussel, 3° (47-72-52-36); Ra-
 Médios, 6° (45-26-19-68).
FIVE EASY PIECES (A. va.):
Action River, 1° (45-28-44-44).
FIVE EASY PRIZES (A. va.):
Très Luxembourg, 6° (45-39-57-77).
LES GENS DE DUBLIN (A. va.): E-
clair, 1°.
LE GRAND SOMMEIL (A. va.):
Action River Garantie, 3° (45-23-44-40).
LA GRANDE COMBINE (A. va.):
Gaumont Opéra, 2° (45-54-54); 5°
Paradisland, 1° (45-30-32-20).

Mouvements historiques

« La place Vendôme et les hôtels du Crédit Foncier », 15 h, 19, rue des Capucins.

« Le jardin du Luxembourg : son histoire, ses statuts », 15 h, angle rue de Tournai, rue de Valenciennes.

« La ville des Garibaldi », 15 h 30, 14, rue de Garibaldi, à Sèvres (train gare Saint-Lazare, arrêt Sèvres-Ville-d'Avry).

DIMANCHE 10 SEPTEMBRE

« L'hôtel de la Falva », (inscriptions au 45-55-87-93), 10 h 25, rue des Champs-Élysées (D. Bonchard).

15 h, 123, boulevard de Port-Royal
(D. Bouchard).

« L'Œte Saint-Louis », 15 h, métro
Pont-Marie (P.-Y. Jesic).

Monuments historiques

« L'hôtel de Sully », 15 h, 62, rue
Saint-Antoine.

« Les collections d'I. de Camondo »,
15 h, 63, rue de Monceau.

« Le quartier Saint-Germain-
des-Prés, de Châteaufort à Bois Vian »,
15 h, 40, boulevard l'Église, sous porche.

« Les sept sceaux de l'Apocalypse
dans la tradition orthodoxe », par M.
A. Servin ; « Le culte de saint Michel
à Paris », par Narya. 1, rue des Prou-

REPRODUCTION INTERDITE

AERO
DEVELOPPEMENT

BOLORE
TECHNOLOGIES

BANQUE LD

Sogitec

CONCEPT

SYSATEC

EURODATA
INGENIERIE INFORMATIQUE

Teisseire

SILEC

SONY

SFR

CONCEPT
RECRUTEMENT

TELIC

ALCATEL

AFZ

EDF
Electricité de France

cnes
Centre national d'études spatiales

digital

aerospatiale

la cité

INSTITUT FRANÇAIS DU PETROLE

ORION
l'homme et l'entreprise

Groupe Bureau Veritas

THOMSON

SEGIME INDUSTRIE

SECRE

FRAMATOME

SIXTANT
AVIONIQUE

TRANSPAC

BR conseil

IBM

team

SINORG

Ei

CGI-Informatique

fininfor

Atlas Copco

CLESTRA

Raymond Poulain
Consultants

JS TELECOM
Groupe BOSCH

Marie MAY CONSULTANTS

Telemecanique

SYSECA

RHÔNE-POULENC

3M

DISPRA

MISSION

STE
SYSTEMS EUROPE S.A.

CAP SESA
GROUPE CAP GEMINI SOGETI

KONTRON
INSTRUMENTS

ORDINA

MATRA TRANSPORT

MATRA DEFENSE

MATRA COMMUNICATION

MATRA ESPACE

BERNARD KRIEF
CONSULTANTS

MTE
MICRO TECHNOLOGIE

CADRES

TRITON
(FRANCE)

MAXI-MO

information resources

ORSTOM

BOSSARD SYSTEMES

DRESSER-RAND

GRH Conseils

AIR FRANCE

ALEXANDRE TIC S.A.
68, RUE STALLINGRAD - 92100 GENEVOLE

Spectra-Physics

CAPFOR

dassault systemes

ALUMINIUM PECHINEY

FRANCE TELECOM

HEWLETT PACKARD

SOURIAU
L'AVENIR CONNECTE

ALCATEL
ANSWARE

P/E/M

BSN

T.MIS
CONSULTANTS

GECALSTHOM

SOCATELECT
Rosemount

april

EURODATA

Teisseire

SILEC

SONY

SFR

CONCEPT
RECRUTEMENT

TELIC

ALCATEL

AFZ

EDF
Electricité de France

cnes
Centre national d'études spatiales

digital

aerospatiale

la cité

INSTITUT FRANÇAIS DU PETROLE

ORION
l'homme et l'entreprise

Groupe Bureau Veritas

THOMSON

Le Monde

Mardi 12 daté mercredi 13 septembre

SUPPLÉMENT

ÉCONOMIE - EMPLOI - FORMATION

- Les fantasmes du recruteur.

INGÉNIEURS, INFORMATIENS INGÉNIEURS COMMERCIAUX...

Ces entreprises vous proposent
43 pages d'offres d'emploi

Votre rendez-vous SECTEURS DE POINTE
dans ce supplément

PILE SEPARÉE diffusée avec le quotidien
sans supplément de prix

989 5

ban, et trait des
ment du
e général
iques du
à prié les
cur déci-
ambassa-
t déclaré
capitale
calme

ncais des
ncé, ven-
décidé
aide de
de 7 mil-
outera à
31 août
tant de
millions
lars envi-
surg ver-
millions
oyer au
riture et

la suite
l'experts
aler les
Le CEE
e aide
icter à
victimes
mination
- (AFP)

ad

5

titres de
quipe de
elle du
chaleur
dre de

he Inde-
nier fait
t estimé
victimes
point de
Irak à
bilan,
n'aurait
pour la
s mem-
e venus
un dépôt

éens
pte

étaient
fourni
it. Selon
en reste-
soldats
177, à la
afin de
alliées

art des
nement
ionales,
tion du
andredi,
6° et
division
pris la
rovence
destinée
obi, la
eu lieu
née au
rebelles
ucliques
entre
l'Ethio-

on de
trafri-
ts cen-
partis
nés, le
où ils
secret
e béri-
par un
renu à
8 sep-
nistré
ncrace
ner ni
nant à
était
propos
certain
ue ces
vers
J

Quand les chiffres prennent la parole.

Informations financières
internationales, rapports annuels
internationaux, assemblée générale
des actionnaires, publicité financière,
les chiffres prennent la parole.

Sur l'échiquier planétaire,
la communication financière est une
des pièces maîtresses des entreprises
à vocation internationale.

Le Monde

a naturellement sa place dans cette
évolution. Avec le concours du Centre
Français du Commerce Extérieur,
du MOCI et de FRANCE INFO,
il crée les ECUS OR de
l'Image Financière Internationale
pour récompenser
les entreprises qui auront le mieux
communiqué dans ce domaine
en 1989.

LES ECUS OR

DE L'IMAGE FINANCIERE INTERNATIONALE

CFCE

FRANCE
info

LE MOCI

POUR TOUTE INFORMATION COMPLEMENTAIRE ET OBTENTION D'UN DOSSIER DE PARTICIPATION POUR VOTRE ENTREPRISE, APPELEZ VALERIE CHRISTIN AU 45.5752.36.

CLA RC Unirep B 307 582 270

صلى الله عليه وسلم

SOMMAIRE

■ La direction de Peugeot a annoncé, vendredi 8 septembre, d'un comité d'établissement à Mulhouse, une hausse générale des salaires de 1,5 % pour le personnel du groupe (lire page 29).
■ Les industriels ouest-allemands, et en particulier ceux

du bâtiment, accueillent avec satisfaction les réfugiés est-allemands, une main-d'œuvre qualifiée et bon marché (lire ci-dessous).
■ Assurées de trouver auprès de l'Etat des moyens de financement, les entreprises publiques

multiplient leurs acquisitions à l'étranger (lire page 29).
■ Dans le cadre du deuxième « plan emploi », le gouvernement envisage une rémunération des TUC sur la base du SMIC horaire (lire page 29).

Alors que le boom économique se confirme outre-Rhin

L'afflux de réfugiés est-allemands permettrait de surmonter la pénurie de main-d'œuvre en RFA

Entre quatre cent mille et six cent mille réfugiés en provenance des pays de l'Est devraient entrer cette année en RFA. L'arrivée massive de ces nouveaux venus n'est pas sans poser de problèmes à l'économie, même si elle doit permettre, à moyen et à long terme, de pallier le manque de main-d'œuvre qualifiée dans de nombreux secteurs, notamment le bâtiment, et de créer des emplois du fait du renforcement de la demande intérieure.

FRANCFORT
correspondance

Pour M. Heinrich Franke, président de l'Office fédéral du travail de Nuremberg, l'insertion rapide des réfugiés en provenance de la RDA ne fait aucun doute. « Dans la mesure où ils arrivent avec des qualifications, leurs chances de trouver rapidement un emploi sont grandes. Particulièrement si la très bonne conjoncture actuelle en RFA se poursuit », précise-t-il. C'est surtout vrai pour les travailleurs manuels, qui font cruellement défaut en Allemagne de l'Ouest, comme d'ailleurs dans la plupart des autres pays occidentaux, de même que pour tous les secteurs touchés à l'habitat et à la restauration.

En ce qui concerne les emplois spécialisés de l'industrie, demandant une plus grande qualification

technologique, ou les professions touchant à l'enseignement, au droit ou à la gestion, les perspectives sont moins encourageantes. Les différences économiques résultant d'une organisation « socialiste » de la société d'où viennent ces réfugiés rendent l'insertion en RFA plus difficile en raison d'un manque de qualification ou de diplômes équivalents.

Les citoyens de la RDA ont toutefois l'avantage sur les autres réfugiés en provenance du bloc de l'Est — beaucoup plus nombreux — de ne pas avoir le handicap de la langue. La grande majorité de ces réfugiés — 67 % — viennent de Pologne, et 90 % d'entre eux ne parlent pas l'allemand. Ce qui se traduit, en général, par une inactivité beaucoup plus longue, et donc par un coût plus important pour le contribuable ouest-allemand.

Des fonds pour la formation

L'exode massif de réfugiés en provenance des pays de l'Est a commencé en 1988 avec 203 000 personnes. Depuis le début de l'année, ce chiffre s'est nettement démultiplié. Selon les statistiques officielles, on comptait au 31 août environ 226 000 réfugiés de plus en RFA auxquels il faut ajouter 75 500 citoyens de la RDA ayant réussi à émigrer, légalement ou illégalement. Pour la même période, les dépenses consacrées aux aides à

cette population, sous forme d'allocations-chômage ou de compensations sociales, ont « substantiellement augmenté », atteignant 825 millions de DM (2,7 milliards de francs).

Toujours selon M. Franke, les fonds nécessaires à l'établissement de programmes de formation pour les réfugiés vont être prochainement déboursés. L'Office du travail a déjà déboursé 2 milliards de DM (6,6 milliards de francs) pour assurer des cours de langue aux nouveaux arrivants qui en ont besoin. Les autorités fédérales comptent maintenant sur le secteur privé et l'industrie, qui sont le plus en manque de main-d'œuvre en raison du boom économique, afin de prendre le relais. Selon une récente enquête réalisée par la chambre de commerce et d'industrie de Coblenne auprès de cent trois petites et moyennes entreprises, l'arrivée massive d'immigrants, jeunes et expérimentés, de surcroît, pour leur ardeur au travail, est très bien perçue par les chefs d'entreprise.

Petites annonces dans les camps

Dans un secteur comme le bâtiment, où les besoins sont énormes depuis la reprise de l'activité, qui s'est traduite par une croissance supérieure en 1988 à celle du PIB, c'est l'emploi de main-d'œuvre que les constructeurs allemands, une organisation regroupant quarante-cinq mille petites et

moyennes entreprises, a fait savoir récemment qu'elle était prête à engager tout de suite au moins 100 000 personnes, plus 30 000 autres ensuite, afin de les former. Nombreuses sont les entreprises qui vont recruter directement dans les camps, plaçant même des annonces en russe ou en polonais, pour toucher les réfugiés dès leur arrivée. Dans le bâtiment, même si l'activité ralentit à partir de 1991, comme le prévoient les experts, l'afflux des réfugiés en provenance de l'Est garantit encore de beaux jours aux entreprises du secteur. Ces nouveaux venus ont, en effet, besoin avant tout de logements. A raison de cinq personnes par famille, c'est en moyenne deux cent mille nouveaux appartements qu'il faut construire par an.

Pris sans doute par surprise par l'ampleur de l'exode, le gouvernement de Bonn n'a prévu aucun poste particulier, pour l'instant, dans le prochain budget, en ce qui concerne les dépenses devant être affectées aux réfugiés en 1990. Il a, en revanche, consenti un effort substantiel en ce qui concerne la construction de logements sociaux. L'année dernière, la part du budget consacrée à ce secteur s'élevait à 330 millions de deutschemarks; elle est passée cette année à 1,5 milliard de deutschemarks et devrait être maintenue à ce niveau en 1990.

C. HOLZBAUER-MADISON.
(Lire nos autres informations page 32.)

Bogota demande à Washington le retour à l'accord sur le café

Cocaïne ou café ? C'est de cette manière aussi abrupte que le chef de l'Etat colombien, M. Virgilio Barco, a mis le marché en main au président américain, M. George Bush, le 7 septembre. Il a insisté sur la responsabilité de Washington dans l'effondrement des prix de l'arabica dont Bogota est le second producteur mondial, derrière le Brésil. Depuis le 3 juillet, l'accord international sur le café qui empêchait, peu ou prou, la chute des cours par un système de quotas, a explosé, producteurs et consommateurs ne parvenant pas à s'entendre sur les modalités d'une nouvelle organisation du marché.

« L'un des problèmes majeurs était la participation des Etats-Unis : entre le département du commerce, opposé par principe libéral aux accords, et le département d'Etat, soucieux de la stabilité politique de l'Amérique latine, l'administration américaine hésitait et tergiversait », résume M. Philippe Chalmat, dans la lettre du SEDEIS (1) du 15 août.

Washington a finalement laissé la situation pourrir, activant à la légère une crise violente sur le marché du café, qui reste la première recette d'exportation de la Colombie. Pour le seul mois de juillet, précise encore M. Chalmat, l'arabica colombien a cédé 52 cents par livre, la baisse d'un cent représentant une perte potentielle pour ce pays de 15 millions de dollars... Aux yeux du président Barco, l'appui de 90 millions de dollars promis par les Etats-Unis pour la lutte contre les trafiquants de cocaïne paraît bien dérisoire. « Si la tendance actuelle (des prix) se maintient, les producteurs de café perdront 4 milliards de dollars au cours des douze prochains mois », a-t-il dit jeudi à M. Bush, avant de lui proposer un plan « extraordinaire » visant à remettre en vigueur l'accord international et le système des quotas dès le 1^{er} octobre.

Le président colombien, qui s'est fait fort d'être soutenu dans cette initiative par la CEE, a aussi demandé un renforcement des contrôles douaniers par les pays

importateurs, faisant allusion au développement de la contrebande du café de Colombie, notamment via le canal de Panama.

En manœuvrant pour encourager la discorde parmi les producteurs latino-américains, avec l'espoir de payer moins cher leurs achats de café, les Etats-Unis ont fait un mauvais calcul qui risque de ruiner l'impact de leur plan antidrogue. En 1985, l'armée américaine avait été mise en échec en Bolivie dans son offensive contre les trafiquants. Le pays subissait de plein fouet la crise de l'étain, et les mineurs privés d'emploi espéraient un exode massif des Andes vers la vallée tropicale du Chapare, où prospéraient les plantations de coca.

« Nous n'avons plus d'espoir de trouver un travail honnête », se lamentaient ces hommes de peine. La flambée des prix de la cocaïne a de quoi faire rêver les planteurs de café colombien.

E. F.

(1) Société d'études et de documentation économiques, industrielles et commerciales.

CEE

Le débat sur l'Europe sociale

Le groupe socialiste du Parlement européen s'oriente vers un conflit avec la Commission

Bruxelles (Communautés européennes) : de notre correspondant

Le groupe socialiste du Parlement européen, de loin le plus nombreux de la nouvelle assemblée, est décidé à faire pression sur la Commission de Bruxelles pour qu'elle manifeste davantage d'audace sur le plan social. Ses dirigeants l'ont répété avec force le jeudi 7 septembre à M. Jacques Delors, le président de la Commission, qu'ils jugent trop prudent. Apparemment sans le convaincre, puisqu'ils considèrent un conflit avec la Commission comme probable.

Ce dossier des actions sociales a été mis en œuvre pour accompagner les libéralisations des échanges et la mise en place du marché unique en 1993 fera l'objet d'un important débat, le 13 septembre à Strasbourg, lors de la prochaine session plénière de l'Assemblée européenne. « Ce sera l'épreuve du feu pour le nouveau Parlement », a observé M. Jean-Pierre Cot, le président du groupe socialiste, qui compte bien qu'une majorité de progrès s'en dégagera pour appuyer cette position. Déjà, M. Christian de la Malène, le président du groupe où siègent les députés gaullistes, a posé une question écrite au conseil des ministres, où il demande : « Quelles mesures concrètes il entend prendre pour réaliser la dimension sociale du marché intérieur, maintes fois annoncées... ». La Commission européenne pourrait mener une politi-

que d'obstruction s'il ne réussit pas à faire bouger la Commission », a averti M. Henckes Salisch (RFA), qui, au sein du groupe socialiste, assure la coordination pour les affaires sociales. Elle a expliqué que le Parlement pourrait ainsi « choisir un secteur qui passe mal à la Commission, comme au conseil des ministres, par exemple la politique communautaire des télécommunications, et bloquer l'adoption des projets de directives ou de règlements qui sont sur la table ».

Pourquoi si vite une mobilisation aussi forte ? « Il n'est pas facile pour le Parlement de faire passer sa volonté », note M. Cot. « Les députés européens qui, souvent, ont fait campagne sur ce thème, sont à bout de patience et ne peuvent se contenter de promesses », souligne quant à elle M. Salisch. Le Parlement ne peut se contenter de la politique des petits pas, ni non plus accepter que la charte des droits sociaux fondamentaux se traduise par l'adoption de déclarations politiques sans effets juridiques contraignants.

Le groupe socialiste entend que le conseil européen qui se tiendra à Strasbourg en décembre approuve le projet de charte des droits sociaux fondamentaux proposé par la Commission, mais également un programme de travail et un calendrier afin que soient ensuite arrêtées les règles et directives nécessaires pour que cette charte soit effectivement appliquée.

PHILIPPE LEMAITRE.

La Communauté rejette le plan américain de tarification des échanges agricoles

Le commissaire européen à l'agriculture, M. Ray MacSharry, a rejeté, le 7 septembre, le plan proposé par les Etats-Unis visant à transformer tous les obstacles non tarifaires du commerce agricole (quotas, protocoles, dérogations et prélèvements) en obstacles tarifaires, dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Le secrétaire américain à l'Agriculture, M. Clayton Yeutter, de passage à Bruxelles, a expliqué que ce plan visait à traduire en termes mesurables le maquis de ces barrières souvent difficiles à évaluer, afin d'effectuer un

premier pas dans la réduction des protections aux agricultures. Une fois la conversion d'obstacles non tarifaires en tarifs faite, il serait plus aisé, selon les Etats-Unis, d'abaisser les entraves au commerce en diminuant les tarifs.

M. MacSharry a estimé que le schéma américain constituait « une inquiétude majeure ». Il a annoncé que la CEE proposerait sous peu son propre plan au GATT, celui-ci comprendrait la création de taxes sur les importations actuellement non imposées, comme le soja.

FISCALITE

La TVA sur les médicaments fixée à 2,1 %

La TVA sur les médicaments ne sera pas ramené au taux zéro en raison de la réglementation communautaire, a indiqué, jeudi 7 septembre, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Economie, des finances et du budget. En effet, la directive communautaire de mai 1977 n'accepte de TVA au taux zéro que dans les cas où cela existait déjà, comme en Grande-Bretagne (pour les produits de première nécessité, la pharmacie et la presse) et en Irlande. Le taux choisi par le gouvernement français serait celui de 2,1 %, comme pour la presse, les spectacles de théâtre et de cirque (pour les cent quarante premières représentations et les ventes d'animaux de boucherie à des personnes non assujetties à la TVA).

M. Bérégovoy a annoncé qu'il allait engager des conversations avec la Commission des Communautés européennes : il n'est prévu à terme que deux taux de TVA dans le cadre du marché unique européen : un normal et un réduit. Or le taux de 5,5 % appliqué actuellement aux médicaments est déjà un taux super réduit.

La suppression de la TVA sur les médicaments aurait représenté en 1990 un manque à gagner de l'ordre de 5 milliards de francs pour l'Etat et une économie de quelque 3 milliards de francs pour la Sécurité sociale (assurance-maladie) ; avec un taux de 2,1 %, le manque à gagner serait d'environ 1,9 milliard de francs, dont 1,2 milliard au bénéfice de la Sécurité sociale.

(Publicité)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La société Burkinabé des fibres textiles (SOFITEX) lance deux appels d'offres pour la fourniture d'engrais, de produits insecticides et d'appareils de traitement phytosanitaire pour la campagne cotonnière 1990/91 au Burkina Faso.

Appel d'offres N° 1 Lot 1 17.000 tonnes engrais NPKSB
Lot 2 6.000 tonnes urée

Appel d'offres N° 2 Lot 1 700.000 litres insecticides ULV
Lot 2 100.000 litres insecticides E.C.
Lot 3 8.000 appareils pulvérisateurs ULV

L'avis d'appel d'offres détaillé peut être obtenu gratuitement auprès de la C.F.D.T. 13, rue de Monceau 75008 Paris — Tél. 644 839 F (attention M. Beroud). Les cahiers des charges peuvent être retirés à la même adresse au prix de 1 500 FF pour l'appel d'offres N° 1 et 1 000 FF pour l'appel d'offres N° 2, ou au siège de la SOFITEX à Bobo Dioulasso. Date limite de dépôt des offres le 6 octobre au siège de la SOFITEX.

Rien de tel qu'une ligne de crédit permanente pour faire face aux fluctuations de votre trésorerie.

Créditable Professionnel

Supporter une charge exceptionnelle d'exploitation, exploiter une opportunité, financer un nouvel investissement : avec le Créditable Professionnel, vous disposez de l'outil qui vous permet de réagir immédiatement, chaque fois que vous en avez besoin. Avec le Créditable Professionnel, vous bénéficiez d'une source de financement souple et toujours disponible, spécialement adaptée à vos attentes. Garantie de maintien confirmée par écrit pour 2 ans minimum.

BNP
C'est gagner.

ban, et trait des

ment du e général ques du i priés eur déci-ambassa- déclaré capitale - calme -

naïs des né, vend- décidé aide de de 7 mil- outera à : 31 août nant de millions lars envi- ourg ver- millions voyer au riture et

à la suite d'experts aluer les La CEE te aide ficier à victimes 'mination - (AFP.

ad

'S

ètres de équipe de celle du a chaleur rdre de

The Inde- miter fait ait esmé de victimes i point de d'Irak à ce bilan, i n'aurait ta, pour la des mem- bres venus un dépôt

S

réens ypte

s étaient ni fourni rait. Selon il en restes- tés en 1977, à la , afin de malheureuses

écart des vernement régionales, ération du , vendredi, les 6^e et 2^e division st pris la a province tannique aïrobi, la a eu lieu située au s rebelles a quelques oute entre le l'Ethio-

ntion de entraîn- ants cen- eux partis pelles, le you où ils au secret itale béri- re par un s'arvenu à di 8 sep- e ministre Panceur firmes ni bornant à été était i à propos un certain it que cas radés vers resp.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CALOR. ROWENTA. SEB. TEFAL

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE

INTERNATIONALISATION

Le groupe SEB a enregistré au premier semestre, dans le cadre de l'objectif premier fixé pour 1989, une forte croissance de son activité internationale, particulièrement en Amérique du Nord et au Japon.

Aux Etats-Unis, les filiales T-FAL et ROWENTA ont connu un taux de progression des ventes en dollars supérieur à 70 %, rythme qui devrait se maintenir sur l'ensemble de l'année. Au Canada, ce taux a été d'environ 80 %.

L'usine mexicaine d'assemblage a démarré comme prévu et effectué ses premières livraisons pour le marché nord-américain.

Au Japon, la filiale SEB Japan a enregistré une croissance en yens de près de 20 % qui devrait se poursuivre au second semestre.

RÉSULTATS SEMESTRIELS

(en millions de francs)	NOUVEAU PÉRIMÈTRE (*) 30/06/1989	A PÉRIMÈTRE CONSTANT 30/06/1989	30/06/1988
VENTES	2 955 509	1 971 171	1 768 340
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	173 202	152 199	162 950
RÉSULTAT FINANCIER	[76 688]	[17 299]	[34 635]
RÉSULTAT COURANT	96 511	134 940	128 325
RÉSULTAT AVANT IMPÔT			
ET AMORTISSEMENT DE LA SURVALEUR	53 118	93 619	81 103
RÉSULTAT NET + AMORTISSEMENTS	152 890	140 130	120 150

(*) Y compris Rowenta acquis le 1^{er} juillet 1988.

PERSPECTIVES

Sur l'ensemble de l'exercice, nous prévoyons que les ventes atteindront 6,6 milliards de francs.

Le groupe, dans son ancien périmètre, réaliserait des ventes de 4,4 milliards et maintiendrait, malgré la forte hausse des matières premières, sa marge nette (bénéfice net/ventes).

ROWENTA réaliserait des ventes de 2,2 milliards et connaîtrait sur douze mois une première amélioration de sa marge nette. Le résultat courant couvrirait les frais de financement de son acquisition.

En consolidé, le bénéfice net demeurerait stable après l'annuité d'amortissement de la survaleur (17 millions) et compte tenu d'économies d'impôt futures nées sur l'exercice et qui ne seront comptabilisées qu'au cours d'exercices ultérieurs. La marge d'autofinancement progresserait d'environ 15 %, atteignant 450 millions de francs.

Économie

AGRICULTURE

Les conséquences de la sécheresse en milieu rural

Une première enveloppe de 290 millions de francs sera destinée aux exploitants les plus touchés

Le ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet, a annoncé jeudi 7 septembre la répartition prochaine de 290 millions de francs en faveur des agriculteurs les plus touchés par la sécheresse.

Plusieurs satellites américains et français vont permettre d'évaluer avec précision l'impact

sité et la localisation exacte de ce phénomène, qui apparaît par endroits plus grave qu'en 1976.

Le ministre de l'agriculture envisage en outre de lancer en octobre un plan de mobilisation autour de la forêt afin de garantir son entretien par le débroussaillage obligatoire à la charge des propriétaires.

Le ministre au four et au moulin

Une production de maïs en recul de 2 millions de tonnes, plus de 68 000 hectares de forêts dévorés par le feu, 300 000 agriculteurs touchés à des degrés divers par le manque de pluie dans une quarantaine de départements : ce bilan encore provisoire d'un été chaud oblige le ministre de l'agriculture, qui est aussi celui de la forêt, M. Henri Nallet, à accélérer la répartition de l'enveloppe de 290 millions de francs annoncée le 23 août.

Dans les prochains jours, 290 millions de francs, soit la moitié de la somme prévue, seront partagés entre les agriculteurs d'une douzaine de départements, principalement ceux des régions Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Auvergne et Aquitaine.

Avant même que soit distribué le premier franc d'indemnisation, la profession agricole, par la voix de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), ne cache pas sa mauvaise humeur.

Son président M. Raymond Lacombe, estime que, face à une sécheresse qui devient « catastrophique dans certaines régions », l'aide véritable des pouvoirs publics n'atteint que 120 millions de francs, le reste du soutien étant prévu sous forme d'avances de prêts.

Le ministre de l'agriculture a reconnu le 7 septembre que la sécheresse continuait et s'aggravait : « C'est une situation exceptionnelle, et par endroits plus grave qu'en 1976 ». Les prêts spéciaux du gouvernement seront notamment accordés aux éleveurs dont la part du chiffre d'affaires en production animale est supérieure à 60 %.

Sur le terrain forestier, M. Nallet envisage de lancer le mois prochain un plan de mobilisation destiné à la fois à reconstruire et à entretenir ce patrimoine précieux mais fragile. « Si une forêt n'est pas entretenue par son propriétaire, l'Etat s'en charge et lui présentera la facture », expliquait début août le ministre de l'agriculture. Le dossier,

dont l'urgence est manifeste, a des implications financières non négligeables. Les spécialistes de la forêt estiment à 7 000 F par an le coût de débroussaillage d'un hectare de forêt. Sur une surface plantée de 14 millions d'hectares, le prix à payer pour cette propriété atteint donc quelque 98 milliards de francs.

Le défi est d'autant moins aisé que la forêt française est pour 70 % de sa surface, soit 10 millions d'hectares, un espace morcelé entre 1,3 million de propriétaires. La bonne volonté du ministre risque aussi de se heurter à des impossibilités matérielles insolubles tant qu'une meilleure gestion du patrimoine boisé ne sera pas entreprise. Celle-ci passe sans nul doute par une revalorisation de métiers de la forêt qui se sont sensiblement précariés ces dernières années dans le domaine privé, précisément en proie à l'embroussaillage.

ERIC FOTTORINO.

CE WEEK END, INVITATION A L'ESSAI.

BAISSE DE LA TVA
Toutes les Renault moins chères
dès aujourd'hui. Gamme VP.



NOUVELLE RENAULT 21 CINQ PORTES: CE N'EST PAS LE MÊME VOYAGE.

Le Réseau Renault Ile-de-France sera ouvert le samedi 9 et dimanche 10 septembre.

Il aura le plaisir de vous accueillir pour vous présenter et vous faire essayer les nouvelles Renault 21 cinq portes.

DANS TOUT LE RÉSEAU RENAULT
PARIS ILE DE FRANCE.



Sous l'œil des satellites

En juillet dernier, le CEMA-GREF (Centre d'études du mécanisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts) du ministère de l'agriculture a commandé à la société Géosys des cartes de la sécheresse à établir d'après les images envoyées par les satellites américains NOAA et Landsat et par le satellite français Spot. Le but de cette commande : d'une part, aider à évaluer les zones touchées par la sécheresse (à des degrés parfois très variables à l'intérieur d'un même département), d'autre part obtenir des informations statistiques sur l'agriculture.

Les satellites utilisés ont des capacités différentes. Spot a la définition la plus fine : 20 x 20 mètres dans le proche infrarouge et même 10 x 10 mètres pour le noir et blanc. Et, grâce à ses capteurs orientables, il peut « voir » à l'oblique ou à la verticale. Les deux NOAA ont plusieurs canaux dont les plus utilisés pour l'étude en cours sont celui de l'infrarouge thermique et ceux d'une partie du spectre visible de la lumière. Mais la résolution n'est que de l'ordre du kilomètre. Les deux Landsat « voient » dans certaines zones du spectre visible et dans plusieurs parties de l'infrarouge, et leur définition, selon les capteurs, est de 30 x 30 mètres ou de 80 x 80 mètres.

De plus, chaque passage de chaque satellite ne bénéficie pas forcément de bonnes conditions de « vision ». Les nuages peuvent empêcher toute prise d'image utilisable.

Géosys a donc élaboré des logiciels pour traiter et mixer toutes les images sous le contrôle technique du CEMA-GREF. Ensuite, ses spécialistes travaillent avec les directions départementales de l'agriculture pour s'assurer que l'interprétation des images est exacte et pour préciser les délimitations des terres touchées par la sécheresse. Ainsi arrive-t-on à un zonage à l'échelle du canton.

Les communes d'où seront parties les demandes de subventions seront traitées individuellement par comparaison avec les images reçues de Spot. Au besoin, certaines parcelles seront positionnées, pour contrôle, très précisément en se fondant sur le cadastre. Ce qui impose à Géosys de numériser beaucoup de données du cadastre qui ne l'est pas encore, surtout dans les campagnes. Tous ce travail de détail sera, bien entendu, contrôlé par des enquêtes de terrain qui recroiseront les parcelles sur les images et permettront de distinguer les différentes cultures.

L'étude, commandée en juillet, n'est pas encore achevée puisqu'elle doit attendre la fin des récoltes des cultures d'été. Mais quelques images ont déjà été présentées au conseil des ministres du 23 août.

YVONNE REBEYROL.

صكنا من العمل

Économie

AFFAIRES

Les restructurations dans le secteur public

Les AGF acquièrent 48 % de l'italien MAA

MONTE-CARLO
de notre envoyée spéciale

M. Michel Albert, PDG des AGF, a confirmé le 7 septembre, à l'occasion du Congrès international de la réassurance tenu à Monte-Carlo, la signature d'un accord de coopération entre son groupe et la société italienne MAA Assicurazioni. Après de longues discussions, le projet de rapprochement annoncé le 23 juin dernier (*Le Monde* du 25-26 juin) donne lieu aujourd'hui à une prise de participation de 48 % d'AGF International, une filiale à 100 % qui regroupe les participations des AGF à l'étranger, chez le quinzième assureur italien.

Cette transaction dont le montant n'a pas été révélé, intervient à la faveur d'une augmentation de capital et de diverses opérations financières qui font passer le capital de MAA de 30 à 90 milliards de lires (environ 150 à 450 millions de francs).

Un potentiel de développement

L'accord prévoit que, au terme de huit ans, les AGF pourront prendre la majorité de MAA, les actionnaires actuels, la famille Gorrini, pouvant conserver une participation minoritaire.

L'étranger atteint actuellement le quart du chiffre d'affaires consolidé des AGF (33 milliards de francs en 1988). L'Italie, où le groupe est également présent par Phenix Soleil et Phenix Vita, sociétés détenues en commun avec une autre compagnie française, la GAN, deviendra ainsi la deuxième plus importante implantation internationale des AGF, représentant environ 6 % de son chiffre d'affaires consolidés, derrière la Belgique et devant la Grande-Bretagne.

Les AGF misent sur le potentiel de développement du secteur italien de l'assurance automobile, dans le régime tarifaire devrait être prochainement libéralisé, et sur lequel MAA se classe numéro six avec 5 % du marché. Mais le français compte aussi sur les autres branches que MAA a développées depuis 1984 et qui représentent aujourd'hui 30 %

de son chiffre d'affaires (1,5 milliard de francs en 1988, avec 15 millions de francs de bénéfice net), et notamment sur la distribution de produits financiers, aux particuliers et aux PME. Cette dernière orientation que MAA a développée depuis deux ans, en créant une filiale avec Interbanca, établissement national italien de crédit à moyen terme, pourrait, aux dires mêmes de M. Michel Albert, « donner des idées aux AGF pour la France ».

CLAIRE BLANDIN.

M. Lévy réorganise l'état-major de Renault

M. Raymond Lévy, le PDG de la régie Renault, a annoncé, jeudi 7 septembre, une réorganisation de son état-major avec la nomination, comme directeur général adjoint, de M. Louis Schweitzer, directeur financier, et de M. Philippe Gras, PDG de Renault-Véhicules industriels (RVI), qui devient de surcroît directeur technique du groupe. Un comité exécutif, réuni autour de M. Lévy, comprendra, outre MM. Gras et Schweitzer, M. Paul Percie de Seret, directeur commercial, et M. Patrick Faure, secrétaire général.

M. Gras sera remplacé, à la tête de RVI, par M. Jean-Pierre Cappon qui avait perdu son poste d'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) avant l'été.

Cette réorganisation correspond à la double volonté de M. Lévy de ne pas gouverner seul, d'une part, et de préparer sa succession, d'autre part. Il avait indiqué (*Le Monde* du 5 juillet) qu'il s'agissait d'une tâche prioritaire : présenter le moment venu (dans trois ans) à son actionnaire, l'Etat, un choix entre plusieurs personnalités. MM. Gras et Schweitzer en feront probablement partie.

L'autre tâche prioritaire de M. Lévy était de chercher des partenaires, et aucune forme d'alliance n'est exclue, avait-il expliqué. Le ministre de l'Industrie lui avait donné son accord à l'époque. M. Roger Fauriol, vice du Conseil d'Etat, avait interviewé aux Echos, vendredi 8 septembre, en précisant qu'il « peut trouver des accords de structure avec certains ministères en ce qui concerne le futur statut de Renault, bien sûr, la dévolution du capital par l'Etat ».

[M. Jean-Pierre Cappon, né le 19 septembre 1943, ancien élève de Polytechnique, ingénieur du corps des mines, collaborateur à divers cabinets ministériels jusqu'en 1984. Directeur du groupe Thomson, puis directeur général de Techimp, il a été nommé en 1986 secrétaire général du CEA. Il avait perdu ce poste en juillet dernier.]

[M. Philippe Gras, né le 21 mai 1937, diplômé d'HEC, est entré chez Renault en 1963. Il y a occupé des postes de direction régionale, puis de direction générale. En 1984, il est devenu PDG de Renault-Véhicules industriels.]

● Nouvelle croissance des ventes de voitures en août. — Le marché automobile français a connu en août sa progression avec 172 226 immatriculations, soit une hausse de 9,8 % par rapport à août 1988. Sur les huit premiers mois de l'année, le marché a enregistré une croissance de 7,2 % avec 1 518 583 immatriculations, contre 1 416 000 en 1988. La période correspondante de 1988. Le taux de pénétration des voitures étrangères a franchi en août le seuil des 40 % et atteint, sur les huit premiers mois de l'année, 37,5 %. Renault obtient en août 29,5 % du marché français et 28,7 % sur huit mois. Peugeot SA obtient respectivement 30,3 % et 33,7 %.

ERIC LE BOUCHER.

Du « ni-ni » au « tout-tout »

APRÈS avoir recouvré la santé, toutes les entreprises françaises ont des appétits insatiables de croissance. Les grandes acquisitions enregistrées depuis 1985 comme, pour ce qui concerne l'en passe, American Can par Pechiney, Diamant par Hachette ou Irish Distillers par Pernod-Ricard, se poursuivent. Du côté des firmes privées — Suez-Victoria a repris cet été l'assureur allemand Colonia — comme du côté des firmes publiques.

Le premier septennat de M. Mitterrand aura été celui du redressement des comptes d'exploitation, le second rassemble à du pompidouisme avec une obsession de la taille critique : l'objectif commun est, chacun dans son métier, de prendre place très vite, dans l'échappée des cinq, et le plus souvent des trois, premiers groupes mondiaux. Une sorte de course avec une arrivée plus symbolique que réelle : 1993.

Les firmes nationalisées ne sont pas les plus mal placées. Quelques-unes ont gagné quelques sprints : Thomson, qui vient d'acquiescer ces talents militaires de Philippe, ou Elf, qui a réussi une OPA sur le chimiste américain Pennwalt. Deux autres sont à venir. D'abord Rhône-Poulenc, qui négocie la reprise des activités chimiques du britannique RTZ. La transaction porterait sur plus de 5 milliards de francs. L'usine-Sector ensuite, qui a déjà repris l'allemand Saarstahl et qui aurait des visées sur un sidérurgiste américain.

Mais, au gouvernement, certains craignent normalement M. Fourtcos, patron de Rhône-Poulenc, tandis que d'autres estiment qu'American Can était bien gros pour Pechiney...

ERIC LE BOUCHER.

« Les marchés financiers sont des marchés d'initiés »

déclare M. Jean Farge, président de la COB

« Il y a quelque chose de diabolique dans le délit d'initié. Permettre aux marchés financiers d'être des marchés d'initiés, c'est la place est initiée », déclare au quotidien la Tribune du 8 septembre M. Jean Farge, président de la Commission des opérations de Bourse (COB). « Le délit d'initié ne pose pas un problème de nature, mais un problème de degré. Les banques d'affaires sont quotidiennement sollicitées pour le montage d'opérations de

restructuration, pour des OPA (...). Elles sont, de fait, toujours initiées », ajoute-t-il en précisant que la possibilité de leur intervenir d'intervenir dans une opération sur le titre de telle ou telle société. « La montée en puissance des marchés boursiers et parallèlement de l'ingénierie financière pose un problème essentiel sur lequel la réflexion doit intervenir », explique M. Farge.

Le nouveau pari de M. Stern dans les gros ordinateurs

A cinquante-sept ans, M. Jacques Stern fait un nouveau pari : l'entreprise de Bull, qui a quitté ses fonctions au mois de juillet — voir Fajana (20 %) ou NEC (3,5 %), qui montent en puissance.

Quant à IBM, le numéro un mondial de l'informatique, qui a délaissé ce marché, on lui prête régulièrement l'intention d'y venir, mais jusqu'ici il s'est plutôt contenté de « doper » ses machines les plus puissantes. Les Européens, quant à eux, font figure de grands débutants sur ce marché, pourtant stratégique. On ne s'explique donc pas de voir Jacques Stern, apôtre de la première heure de l'Europe, relever le flambeau. Sa tâche ne sera pas mince, on raison de l'empire des communes et des énergies à mobiliser.

F. V.

SOCIAL

La préparation du deuxième plan emploi

Les TUC seraient rémunérés sur la base du SMIC

Alors que le deuxième plan pour l'emploi du gouvernement Rocard sera présenté le 13 septembre en conseil des ministres, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a levé un coin du voile sur l'une des mesures possibles, jeudi 7 à Joux-la-Vie. Les TUC (travaux d'utilité collective) pourraient, en effet, faire l'objet d'une « réforme profonde » qui sera prochainement étudiée, a indiqué M. Soisson. De véritables contrats de travail pourraient être élaborés qui permettraient de rémunérer les tucistes sur la base du SMIC horaire.

Actuellement, les TUC sont considérés comme des stagiaires de la formation professionnelle et, travaillant à mi-temps, sont payés 1250 F par mois, leur salaire pouvant leur assurer un complément, soit en espèces, soit en nature. Souvent contesté, le dispositif des TUC a déjà été amélioré par MM. Soisson et Laignel. Ils avaient

introduit davantage de formation dans le parcours du stagiaire et relevé les obligations qui incombent aux utilisateurs de TUC, collectivités ou associations.

Malgré cela, la formule des TUC, créée en 1984 par M. Michel Delebarre, ne connaît plus le succès d'origine. On est loin maintenant des 300 000 stagiaires de l'époque et, avec 143 000 tucistes en juillet, le dispositif s'essouffle. La désaffection la guette tandis que les critiques demeurent aussi vives. M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, a ainsi rappelé, le 7 septembre, que les TUC ont « bien souvent été utilisés dans des emplois normaux avec une attribution financière bien modeste ». C'est pourquoi, également, le dirigeant syndical a estimé que la « réforme rénovation » envisagée correspondait à une démarche qui « semble aller dans le bon sens ».

La grève à l'usine Peugeot de Mulhouse

Le réveil des ouvriers modèles

(Suite de la première page.)

Alors que Renault a déjà accordé à ses salariés une revalorisation de 2,5 % pour 1989, à laquelle s'ajoutent, au titre de l'intéressement, des versements de 4 580 F au minimum, Peugeot s'en tient à des montants plus modestes : 1 000 F à 3 000 F pour l'intéressement et 1,35 % du salaire brut au titre de la participation. Le constructeur refuse, en effet, de développer les « rémunérations dérivées ». Or, en période de forte croissance du marché automobile, cette philosophie salariale est difficilement acceptée par les salariés. Surtout à Mulhouse.

soit sensiblement plus élevé qu'ailleurs, d'autant plus que la formation de bien des techniciens est parfaitement assimilable par les industries chimiques bloisées et que le recrutement de certains personnels qualifiés (électro mécaniciens, hydrauliciens) s'avère de plus en plus problématique. « Notre message sur la nécessité de poursuivre le redressement du groupe, malgré les apparences d'une conjoncture favorable, a tel du mal à passer », soupirent les dirigeants mulhousiens.

Les vertus de l'unité

Quant aux syndicats, ils ont tout à la fois découvert une combativité qu'ils ne soupçonnaient guère chez les salariés et les vertus de l'unité syndicale. Au début de trois cents hectares du site de Mulhouse, qui s'étale au milieu de la forêt alsacienne, des petits groupes discutent, indifférents aux olivages syndicaux. Chaque matin, un tract commun CGT, CFDT, CFTC, FO est édité. Pour autant, pas de constitution d'une intersyndicale. « On a déjà essayé ; cela a été une catastrophe. Ce sont les travailleurs qui ont lancé le mouvement, il leur appartient », explique M. Raymond Buchholzer, porte-parole de la CFDT. Chacun semble parfaitement satisfait de cette situation, même si la revendication d'augmentation de 1 500 F (dont au moins 500 F immédiatement) constitue un compromis non exempt d'ambiguïté entre les positions de la CGT (principale organisation) et des autres syndicats.

En attendant, les grévistes de Mulhouse jugent que seule une rapide extension de leur mouvement peut leur permettre de faire céder la firme au Lion. Et ils n'excluent pas de se manifester samedi soir, lors de la rencontre de Championnat de France de football qui opposera Sochaux à Mulhouse. Tout un symbole.

JEAN-MICHEL NORMAND.

La direction annonce une hausse générale de 1,5 % des salaires

Alors que la grève se poursuit dans les usines de Mulhouse (Haut-Rhin), la direction des Automobiles Peugeot a annoncé, vendredi 8 septembre, à l'occasion d'une réunion exceptionnelle du comité d'établissement, une hausse de 1,5 % des rémunérations des 57 000 salariés de la société. Cette augmentation fait suite à celle de 1,2 % accordée au 1^{er} mars dernier et entrera en application au 1^{er} octobre.

A Mulhouse, où l'établissement est affecté depuis le 5 septembre par une grève d'une partie du personnel (2 700 grévistes selon la direction, 4 000 selon les syndicats, sur un total de 12 000 salariés), les syndicats ont jugé insuffisante la mesure prise par la direction. L'établissement, qui produit habituellement 1 300 véhicules 205, n'a pu en fabriquer que 300 le 7 septembre. Le 8 septembre au matin, les usines Peugeot de Poissy et de Sochaux (où vient d'être lancée la 605) fonctionnaient normalement.

iban, et trait des ment d'un général tiques du à prié les leur déclambassa-t déclaré capitale « calme »

inçais des iné, ven-t décidé aide de de 7 mil-joutera à e 31 août onant de millions lars envi-sourg ver-millions voyer au rriture et

lad

SS

mètres de l'équipe de celle du la chaleur ordre de

The Inde-temier fait rail, censé s victimes a point de d'Irak à ce bilan, et n'aurait rail, pour la des mem-ville venus s un dépôt)

is

réens ypte

its étaient se ni fourni Selon. Il en reste- Les soldats a 1977, à la a, afin de somaliennes m.

l'écart des uvernement r régionales, bération du 4, vendredi, les 6^e et 32^e division et pris la la province clandestine Nairobi, la a eu lieu t située an les rebelles a quelques route entre de l'Ethio-

dilation de centrafr-ssants cen-deux parts terpillés, le onou où ils s au secret spitale béri-ndre par un parvenu à hedi 8 sep- le ministre d. Pancrace onfirmer ni e bornant à uste était lai à propos un certain ait que ces traidées vers xrasp.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



POUR CONSTRUIRE LE CAPITAL DE VOTRE AVENIR TRESOR PLUS

La SICAV de capitalisation du Trésor Public

La solidité de l'Etat

— une sicc: obligataire à moyen/long terme constituée essentiellement de valeurs du Trésor.

Les avantages de la capitalisation

— un réinvestissement automatique des intérêts de vos placements ; — une fiscalité limitée ou nulle applicable aux seules plus-values lors de la revente.

Une formule accessible

— valeur initiale de l'action : 1 000 F ; — droits d'entrée : 1 % de la valeur liquidative jusqu'à 74 actions, 0,5 % pour 75 actions et plus.

Gestion CDC TRESOR filiale de la Caisse des dépôts et consignations

tresor public

Plus de 4000 guichets à votre service

Un groupe américain prend 9,4 % de Saatchi

Une société américaine de gestion d'investissements, Southeastern Asset Management Inc., vient d'acquiescer 9,4 % du capital de Saatchi & Saatchi, holding du premier groupe mondial de publicité. Cette compagnie de l'Amérique profonde (basée à Memphis, Tennessee), qui gère 2,3 milliards de dollars (15,4 milliards de francs environ) pour le compte de ses clients, est ainsi devenue le principal porteur de parts du groupe créé par les deux frères britanniques. Elle a consacré 3 % des fonds qui lui sont confiés à cette opération.

Mais les responsables de Southeastern Asset Management ont précisé que cet achat d'actions est « uniquement dans un but d'investissement » et qu'ils n'avaient pas pour intention de « changer ou d'influencer le contrôle de Saatchi ». Chez Saatchi, on semble prendre la chose avec nonchalance, souhaitant la bienvenue « aux porteurs d'actions à long terme ».

Cependant, les rumeurs d'éventuelle OPA recommencent à circuler à la Bourse de Londres, où l'action Saatchi a grimpé de 11 pence à 321 pence, jeudi 7 septembre. Saatchi & Saatchi, qui a annoncé en juin dernier son inten-

tion de se défaire de sa branche « consultants » pour recentrer ses activités sur la publicité, connaît une année 1989 moins bonne que la précédente, avec une baisse de 68 % de ses bénéfices avant impôt, à 20,2 millions de livres (208 millions de francs environ).

● Salons : Blenheim rachète quatre firmes françaises. — Le groupe franco-britannique Blenheim Exhibitions a annoncé, jeudi 7 septembre, qu'il rachète quatre sociétés françaises du même secteur : Batimat, la plus importante (158,5 millions de francs), spécialisée dans l'industrie du bâtiment et des travaux publics avec le salon du même nom tous les deux ans à Paris ; Caprice (mini-ordinateurs, 70 millions de francs, organisateur du Salon annuel PC Forum) ; Top Resa (tourisme, 40,4 millions de francs) et Sader (matériels de sécurité, 3,9 millions de francs). Blenheim, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 13,2 millions de livres en 1988, espère ainsi doubler ses parts de marché en France. Le groupe va financer l'opération par une augmentation de capital de 305 millions de francs, proposée aux actionnaires actuels à raison d'une action nouvelle pour cinq anciennes.

Marchés financiers

Selon son président

Suez vaut aujourd'hui 100 milliards de francs

M. Renaud de La Genière, président de la Compagnie Industrielle de Suez, a estimé, jeudi 7 septembre, que avec l'ensemble du groupe d'assurances Victoire-Colonia, les actifs qui composent Suez valent environ 100 milliards de francs.

Pour arriver à ce chiffre, M. de La Genière décompose les actifs de Suez en deux : 65 milliards de francs pour les actifs contrôlés par Suez (la banque Indosuez, le groupe d'assurances Victoire-Colonia, La Hénin, la Société Générale de Belgique...) et 35 milliards de francs supplémentaires, minoritaires détenues chez Saint-Gobain, Bouygues, etc. Le cours de l'action Suez, qui s'est établi actuellement en dessous de 400 F, est donc largement sous-évalué par un marché qui n'a pas encore pris conscience des transformations du groupe, estime le président. La valeur du titre, ajoute-t-il, devrait plutôt s'établir aux environs de 600 F.

Les responsables du groupe Suez ont également donné quelques précisions sur la manière dont ils comptent financer l'OPA. Au ps, a expliqué M. de La Genière, le groupe de la rue d'Assolant ne débourse pas plus de 4 milliards de francs pour contrôler Victoire à 51%. Dans la mesure où Suez détient déjà directement et indirectement 40 % des titres, il ne reste plus à financer au prix fort que 10 % des titres, soit 4 milliards. Chiffre qui s'intègre bien dans la fourchette des bons de souscription émis en 1988 et dont la valeur représente 6,5 milliards.

Outre l'OPA, Suez devra ensuite financer le rachat de 51 % du capital de la compagnie d'assurances allemande Colonia, soit moins de 10 milliards de francs. Là encore, Suez pense s'en tirer

M. Louis Mermaz interroge le gouvernement sur la spéculation

M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a déposé une question écrite au gouvernement, le jeudi 7 septembre, dans laquelle il fait remarquer que, à l'issue de l'OPA de Suez, les actionnaires de la Société centrale d'investissements (familles Vernes, Dassault et la société Air liquide) ne percevront une plus-value boursière de 6 milliards de francs. M. Mermaz trouve anormal que cette plus-value soit taxée au taux réduit de 16 % et non au taux normal de l'impôt sur les bénéfices des sociétés. Il a demandé, à cette occasion, au gouvernement de faire connaître ses intentions pour décourager la spéculation.

Le scandale des crédits italiens à l'Irak

Le président et le directeur général de la BNL ont démissionné

Conséquence logique du « scandale » des énormes crédits accordés clandestinement à l'Irak par la filiale d'Atlanta de la Banca Nazionale del Lavoro (BNL) (*le Monde* du 8 septembre) le conseil d'administration de cette banque a réuni le 7 septembre, a accepté la démission de son président, M. Mario Nesi et du directeur général, M. Giacomo Pedde. Le ministre du Trésor, M. Guido Carli a annoncé, vendredi 8 septembre, la nomination de M. Giampaolo Cantoni comme président et de M. Paolo Savona comme directeur général.

La réunion du conseil a suivi de quelques heures le retour d'inspecteurs envoyés par la Banque d'Italie pour vérifier les opérations clandestines de la filiale américaine dirigée par M. Christopher Drogoul.

L'ensemble des milieux économiques et politiques italiens, y compris le propre parti de M. Nesi, a exigé la démission de la direction même après que celle-ci ait annoncé son intention de poursuivre M. Drogoul en justice.

De nombreux témoignages d'industriels indiquent que des demandes de prêts pour des opérations concernant l'Irak, présentées notamment à des agences de la BNL de l'Italie du Nord, étaient orientées, sur le « conseil » de ces agences, vers la filiale d'Atlanta.

Cela suppose au minimum une connaissance, sinon une connivence, de l'ensemble de la banque. Le ministre du Trésor, M. Guido Carli, a annoncé une conférence de presse pour vendredi matin.

Les crédits accordés sans autorisation à l'Irak pour financer des exportations vers ce pays s'élevaient à 1,72 milliard de dollars (12 milliards de francs). Ces crédits sont garantis pour 1020 millions de dollars par la banque centrale irakienne, et pour 700 millions par la Commodities Credit Corporation américaine, analogue à la Coface; 920 millions de dollars de prêts accordés n'ont pas encore été utilisés, la BNL étudiant leur aspect juridique pour voir s'ils sont contraignants.

● **Polly Peck International** veut acquérir Del Monte. — Conséquences du dépeçage de R.J.R. Nabisco, victime d'une OPA à la fin de l'année dernière : le conglomérat britannique Polly Peck (5 milliards de francs de chiffre d'affaires au premier semestre 1989), dont les activités couvrent l'alimentaire, l'électronique, les textiles et les loisirs est prêt à payer 875 millions de dollars (6,8 milliards de francs) pour l'acquisition de la branche fruits de Del Monte. Leader mondial pour la culture et la commercialisation des fruits tropicaux (ananas et bananes en Amérique et en Extrême-Orient), il a réalisé en 1988 un bénéfice avant impôts de 79 millions de dollars (630 millions de francs) pour un chiffre d'affaires de 600 millions de dollars (4 milliards de francs). D'après les dirigeants de Polly Peck, qui est bien placé sur le marché européen, « cette acquisition représente une opportunité remarquable de s'établir comme l'un des principaux fournisseurs mondiaux de fruits et de légumes frais ».

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT : Obligations 13,40 % - 1984

Les intérêts courus du 24 septembre 1988 au 23 septembre 1989 seront payables à partir du 24 septembre 1989 à raison de 603 F par titre de 5 000 F nominal (coupon n° 5) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 67 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 113,85 F, soit un net de 489,15 F.

CNT : Obligations TMO - 1984

Les intérêts courus du 24 septembre 1988 au 23 septembre 1989 seront payables à partir du 24 septembre 1989 à raison de 375,32 F par titre de 5 000 F nominal (coupon n° 5) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 41,70 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 70,85 F, soit un net de 304,46 F.

NEW-YORK, 7 sept. ↓

Poursuite de la baisse

La baisse observée mercredi à New-York s'est poursuivie jeudi, malgré une tentative de reprise durant une grande partie de la journée.

Les prises de bénéfices de certains investisseurs ont effacé les gains initiaux de Wall Street dans un marché modérément actif. L'indice Dow Jones a fluctué en baisse irrégulière pendant plusieurs heures, pour clôturer en repli de 13,11 points, à 2 706,68. Quelques 161 millions de titres ont été échangés. Le nombre des valeurs en hausse et en baisse a été à peu près équilibré : 709 contre 701. Dans le même temps 367 titres sont demeurés inchangés. Une réaction technique aux fortes baisses de la veille a initialement soutenu la tendance en début de séance, aidée par la fermeté du dollar. Toutefois, le recul observé ensuite n'a guère pu valoir les analyses. Pour cet, l'abaissement de spéculation excessive n'annonce pas une correction majeure. Les titres du secteur des transports et des compagnies aériennes ont connu des déboires, notamment UAL, Delta et AMR. Parmi les valeurs les plus traitées de la séance figuraient Allergan (3 millions d'actions traitées), Geodyar (1,66 million), Upjohn (1,633), Exxon (1,547 million), Texaco (1,403 million), Phillips Petroleum (1,277 million) et General Motors (1,191 million).

Le mouvement de reprise observé jeudi en début d'après-midi permettait à la séance de clôturer sur un gain de 0,83 % à 2 717,41. Vendredi, l'ouverture, la Bourse faisait grincer les dents et s'orientait à la baisse. Le recul toutefois demeurait modéré : - 0,23 % à l'ouverture et - 0,12 % en début d'après-midi. Le deuxième séance consécutives de repli à Wall Street a contribué au mouvement de baisse enregistré sur l'ensemble de la semaine. Le marché semble vouloir marquer une pause après avoir volé pendant près de deux mois de record en record. Le bilan de la semaine reste néanmoins satisfaisant avec une progression de plus de 1 % des différents indices, et avec un nouveau sommet atteint par le CAC durant cette période. Depuis le début de l'année, la place parisienne s'est appréciée de 25 %, et pour le terme boursier de septembre débuté le 24 août dernier, la progression des cours s'élève à 3,5 %. La vedette de la semaine resta Suez et sa prise de contrôle réussie du groupe Victoire. Les autres et les certificats d'investissement de ce groupe d'assurances ont à nouveau été cotés vendredi matin après un mois de suspension. D'après les sources de la rue de la Banque, ils se sont appréciés de plus de 20 %, représentant ainsi le niveau de prix proposé par Suez pour leur rachat. Quant à l'action de la Compagnie Industrielle de Suez, elle continue de profiter des retombées de ce rachat et des estimations de cours faites par la direction. Ainsi, en séance, elle franchissait la barre des 400 F. En revanche, les sociétés appartenant au groupe Navigation marseillaise (Pêche, Saurat, Vie, Barthelemy) ont subi une baisse. Parmi les autres valeurs en recul, Esso, Thomson-CSF mais aussi Bouygues et la CCF.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen des lots tirés par jour dépasse aujourd'hui les 3 000 lots pour 14 classes d'option contre 1 500 environ pour les premiers mois d'activité et 6 classes d'option. Le MATIF finit pour sa part orienté légèrement à la hausse.

Le Monop s'apprête à célébrer la deuxième anniversaire de son existence, ayant été créé le 10 septembre 1987. Le moyen

BOURSE DU 8 SEPTEMBRE

lad

le ministre
M. Pancra
confirmer
se bornant
uête éta
ial à prop
un cert

Renseignements :

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Le bilan des émeutes en Afrique du Sud. 4 La visite de M. Lech Wałęsa en RFA. 5 Les mouvements nationalistes en URSS. 6 Le sommet des non-alignés à Belgrade. — Colombie : le gouvernement s'attend à de nouvelles violences.	7 Tolié après les injures antisémites de M. Autant-Lara. 8 MM. Chirac et Juppé cherchent à redonner confiance à leur mouvement. — La préparation du congrès du PS : M. Popper ménage toutes les hypothèses. — Le journal d'un amateur par Philippe Boucher.	10 Le projet de budget de la justice. 11 La crise de l'institution militaire. SPORTS 13 L'Open de tennis des États-Unis. — La Coupe du monde d'athlétisme à Barcelone.	19 Cinéma : Yves Robert tourne les souvenirs de Pagnol : l'année à Godard ; la 46 ^e Mostra de Venise. 20 Théâtre : Palais brûlés, de Sévén Bural. — COMMUNICATION : vers de nouvelles réductions d'effectifs à la SFP.	27 Les conséquences économiques de l'afflux de réfugiés en RFA. 28 Les conséquences de la sécheresse en milieu rural. 29 Les restructurations dans le secteur public. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Armonies classées 24 Campus 25 Carnet 24 Loto 24 Météorologie 25 Philatélie 25 Radio-télévision 14 Spectacles 22	Tout sur la Bourse 3615 tazes LEMONDE Les offres d'emplois du Monde 3615 tazes LM

ÉTATS-UNIS : après sa diffusion par la chaîne de télévision PBS

Polémique autour d'un film sur l'intifada

WASHINGTON
correspondance

« J'espère que la projection du film mettra fin à la controverse », déclarait récemment Jo Franklin-Trou, réalisatrice de *Jours de rage*. Elle pêchait par optimisme... En effet, le film sur l'intifada — le soulèvement palestinien dans les territoires occupés par Israël — projeté sur toutes les stations de la chaîne publique de télévision (PBS) n'a satisfait personne et entretient les rancœurs.

Bien entendu, les grandes organisations juives qui avaient fait le maximum pour dissuader PBS de programmer le film continuent de le dénoncer comme une « pure propagande ». Mais les auteurs du film et leurs amis sont récents de PBS, après avoir reçu des milliers de lettres, ait jugé nécessaire d'apaiser les protestataires. D'abord par une note préalable indiquant que la chaîne était incapable de confirmer que le film avait été financé par la Fondation culturelle américano-arabe soutenue par le Koweït et d'autres États arabes (en fait, seuls les droits de distribution des cassettes de la production ont été partiellement payés par la fondation). Ensuite, en présentant au début et immédiatement après la projection deux petits courts métrages permettant aux israéliens de rappeler l'action terroriste et les menaces pesant sur l'État d'Israël. Pour finir, la direction de la chaîne a organisé un débat entre les partisans et les

adversaires du film. Le directeur de l'institut arabo-américain a considéré comme une « insulte faite au peuple américain » d'avoir encadré le film par d'autres documents. « Après cinquante ans de propagande pour Israël, n'est-ce pas, les Palestiniens devraient pouvoir exprimer leurs vœux... »

Invitée, la réalisatrice a refusé de participer à la discussion, reprochant à PBS d'avoir cédé aux pressions du « lobby » juif.

Le film, d'une médiocre qualité technique, n'est pas un documentaire prétendant à l'objectivité. Évitant les scènes de violence, il fait parler de nombreux Palestiniens, les jeunes notamment, sur les raisons de l'intifada, et les brutalités dont ils sont l'objet. L'armée israélienne ne s'est pas opposée aux interviews des jeunes Palestiniens qui se montrent relativement modérés dans leurs aspirations.

Evidemment, l'image des jeunes Palestiniens jetant des pierres contraste avec celle des soldats armés de fusils. « Falsification de l'Histoire... Mensonges », affirment les organisations juives et leurs amis. Mais pour M. Murphy, ancien secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient, récemment à la retraite, *Jours de rage*, sans être « un témoignage impartial et équilibré sur l'intifada, n'en est pas moins un film impressionnant... »

HENRI PIERRE.

En Hongrie

La Croix-Rouge s'apprête à ouvrir de nouveaux camps pour les réfugiés est-allemands

La Croix-Rouge hongroise s'apprête à ouvrir de nouveaux camps pour les réfugiés est-allemands désireux de se rendre en RFA, a annoncé jeudi 7 octobre, à Budapest, le secrétaire général adjoint de l'organisation.

Dans les trois camps existants, où les conditions de vie sont de plus en plus difficiles en raison des pluies des derniers jours, certains réfugiés commencent à être démoralisés, notamment à la suite des déclarations de hauts responsables hongrois, selon lesquels leur départ dépendrait d'un accord entre Berlin-Est et Bonn (le Monde du mercredi 6 septembre).

Les quelque cinq mille six cents réfugiés répartis dans les trois camps

se sont vu délivrer jeudi, par la Croix-Rouge, des papiers portant leurs noms, date de naissance et adresse, mais des dirigeants ouest-allemands et hongrois de l'organisation ont démenti que ce soit là le signal de leur départ.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, une quarantaine d'Allemands de l'Est ont franchi illégalement la frontière austro-hongroise, indiquent-on de source officielle autrichienne, en ajoutant que « tous les préparatifs pour accueillir les réfugiés sont terminés ». Selon ces sources, une quarantaine de wagons de chemin de fer sont prêts à assurer leur acheminement.

Par ailleurs, un entretien sur la question des réfugiés est-allemands se trouvant dans les missions diplomatiques ouest-allemandes à Budapest, Prague et Berlin-Est a eu lieu jeudi entre responsables des deux États allemands, au ministère des affaires étrangères à Berlin-Est. — (AFP, Reuter.) (Lire, page 27, les conséquences économiques de l'afflux des réfugiés en RFA.)

Le numéro du « Monde » daté 8 septembre 1989 a été tiré à 524 829 exemplaires

C'est vous qui avez raison.
**EXIGEZ :
"LA MODE
ET
L'ARGENT
DE LA MODE"**

La Mode vous séduit, alors que les prix de la Mode vous hantent. Voyages, livres, sports, sorties, sollicitez assez votre « budget-plaisir ». Mais vous adorez la Mode, et la seule formule qui vous convienne, c'est... Beaucoup de Mode pour peu d'argent. Alors, avez-vous pensé aux Tissus Rodin ? Là, les prix n'ont plus rien à voir. A partir de 30 F le mètre, la Mode qui laisse votre budget intact au presque...

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

**ENTRAÎNEMENT
CARNegie®**
Expression Orale et
Relations Humaines



**Sachez mieux
communiquer**

• Augmentez votre maîtrise en
entretien, en réunion et en public.
• Améliorez votre qualité de contact,
votre influence, votre rayonnement.

**CONFÉRENCES
D'INFORMATION**

de 19h précises à 20h45
PARIS :
11, 12, 13, 14 et 15 Septembre
90 CHAMPS-ÉLYSÉES

Entrainements Dale Carnegie®
Lecteur mondial de la Fondation Carnegie
Présentes en France par G. & O. Wayne
25, Boulevard Périole Le Chesnay
91120 Le Chesnay

Le « mariage des éléphants »

Le ministre de l'économie ouest-allemand autorise la fusion Daimler-Benz-MBB

BONN
de notre correspondant

M. Helmut Haussmann, ministre ouest-allemand de l'économie, a annoncé vendredi 8 septembre qu'il autorisait la fusion projetée entre le constructeur automobile Daimler-Benz et le groupe aéronautique Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB), à la condition que chacune de ces deux entreprises abandonne ses activités dans le domaine de la construction navale et de l'armement.

L'objectif principal de ce « mariage des éléphants », comme il avait été qualifié par la presse ouest-allemande, négocié de longs mois entre le prédécesseur de M. Haussmann, M. Martin Bangemann, et le PDG de Daimler-Benz, M. Edgar Reuter, était de transférer vers l'industrie privée les risques financiers liés à la production des Airbus, risques qui étaient jusqu'à présent portés dans leur presque totalité par la puissance publique ouest-allemande, principale actionnaire de MBB.

Daimler-Benz, qui avait déjà pris le contrôle de deux importantes firmes aéronautiques ouest-allemandes, Dornier et MTU, avait réussi à obtenir de l'État fédéral qu'il garantisse, jusqu'en l'an 2000, les pertes de change liées aux variations du cours du dollar, monnaie dans laquelle s'effectuent les transactions aéronautiques. Le plan Reuter-Bangemann avait alors violemment été critiqué par l'opposition. Le SPD et les Verts trouvaient exagéré le filet financier offert au futur groupe, qui pouvait, à terme, encaisser de juteux bénéfices liés à l'expansion attendue du marché de l'aéronautique civile, sans courir de risques trop importants. Ils mettaient aussi l'accent sur les dangers constitués par le monopole du nouveau groupe dans l'industrie d'arme-

ment, qui pouvait ainsi dicter sa loi au ministère de la défense. Le ministre de l'économie a, en partie, reconnu la validité de ces objections, puisqu'il a mis cinq conditions pour autoriser la fusion : 1) l'État fédéral abandonnera le 31 décembre 1996, au lieu de l'an 2000, la participation de 20 % à la Deutsche Airbus, qu'elle détiendrait par l'intermédiaire de l'Institut du crédit pour la reconstruction ; 2) Daimler-Benz et MBB devront, avant deux ans, abandonner leur participation dans des activités de construction navale ; 3) MBB devra, avant un an, se défaire des parts qu'elle détient dans Krauss Maffei, principal producteur allemand de chars de combat ; 4) avant deux ans, MBB et Daimler-Benz devront se défaire de sociétés de services travaillant pour l'armement qu'elles contrôlent ; 5) à l'avenir, le groupe ne devra prendre aucune participation dans d'autres entreprises travaillant dans le domaine de l'armement.

LUC ROSENZWEIG.

En RFA

L'épouse d'un militaire britannique assassinée par l'IRA

L'épouse d'un soldat britannique, circulant à bord d'une voiture immatriculée en Grande-Bretagne, a été tuée par balles, jeudi soir 7 septembre à Unna dans l'ouest de la RFA, par un commando de l'Armée républicaine irlandaise (IRA). Selon un porte-parole de la police, trois hommes, circulant à bord d'une Peugeot, ont tiré à plusieurs reprises sur la femme.

Dans la nuit du vendredi 1^{er} au samedi 2 septembre, un autre attentat avait été perpétré dans des conditions similaires à Münster. Deux soldats britanniques avaient été grièvement blessés par balles. Les militaires avaient été apostrophés devant leur caserne par les occupants d'une Audi 80 qui leur demandaient la direction de la ville de Dortmund. Alors que les soldats s'apprêtaient à leur répondre, un des passagers avait ouvert le feu à l'arme automatique. L'attentat commis jeudi soir est le dixième perpétré par l'IRA en RFA depuis le printemps 1987. — (AFP.)

MACINTOSH PLUS

10 900 F HT !

1 Mo de mémoire centrale
Lecteur de disquette 800 K

Garantie Apple 1 an

+
Garantie KA 1 an

= 2 ans !

chez **KA**

l'informatique douce

14, rue Magellan - 75008 Paris

Tél. (1) 47 23 72 00 - Tx 611 869

Ouvert du lundi au vendredi.

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution
des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

A B C D E F G H

Sur le vif

Baguée

Je l'ai, moi, figurez-vous, la fameuse baguette de Danille Gilbert. Enfin, je l'ai eue, je l'ai plus, je l'ai revendue. Je l'avais achetée d'occasion à une de mes copines. Un jour elle m'appelle : — Tiens, toi qui es couverte de grigris, de poils d'éléphant, de chouettes en fer-blanc et de porte-clés porte-bonheur, je vais te refiler un anneau magique qui va changer ta vie.

— Comment tu sais ?

— C'était marqué dans le journal. La baguette de Ré, un truc génial, magnétique et tout. Garanti par la « Grande Duduche ». Ils l'ont trouvée dans la tombe d'un pharaon, et ils en ont déjà distribué 450 000 exemplaires. Elle m'a coûté 200 francs.

— Alors, pourquoi tu la gardes pas ?

— Elle me colle de l'eczéma.

— Ben, t'as qu'à la renvoyer à l'expéditeur avant trente jours. Il te la rembourse.

— Tu crois au Père Noël, ou quoi ? Non, je préfère te la céder à moitié prix. J'y perdrais moins.

Bon, OK, affaire conclue. A peine je me l'étais mise au doigt, cette foutue baguette, que les eczemas me dégringolaient sur la tête. Fureur de ma part. J'aurais mieux fait de m'adresser à un voyant numérologue qui me promettait un avenir radieux plus un cadeau gratuit dans *France-Dimanche*. Surtout qu'à ce moment-là j'avais l'horoscope en compte rapport à Neptune qui mettait la Lune au carré en plein dans mon décan.

Et puis, juste avant de partir en vacances, qu'est-ce que je trouve au courrier ? Un appel au secours, une lecture désespérée : Vous qui êtes journaliste, vous qui avez un pouvoir extraordinaire, aidez-moi à surmonter la terrible malheur qui me frappe. J'ai perdu mon fils, mon mari, ma mère, mon frère et mon beau-père en l'espace de quatre mois. Le sort s'acharne... Conjurez-le !

CLAUDE SARRAUTE.

TRÉCA cad
à commande automatique
permet de relever
la tête et les jambes
SANS AUCUN EFFORT
(toutes dimensions)
CAPELOU
37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS TEL. 4357 16 15 - MÉTRO PARNETIER

SVM
SCIENCE & VIE MICRO

GUIDE 1990 DE LA MICRO :

120

**ORDINATEURS
SUR MESURE
CHOISISSEZ LE VÔTRE.**

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE
DE SEPTEMBRE :

- Reportage : La première internationale des pirates informatiques.
- Lotus 1.2.3. version 3 arrive en France.
- Essai : IBM PS 2 transportable.

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

صكنا من الادل